

Le Monde

idées

Le Monde

Civilisation

Peut-on encore parler de civilisation occidentale, tant est vive sa mise en question ? Jean-Marie Paupert, dans un livre dont parle M.-D. Chenu, célèbre les trois mères de cette civilisation : Jérusalem, Athènes et Rome. Pour le 150^e anniversaire de la mort de Goethe, Gabriel Matzneff rappelle quelle lumière il apporte à l'Europe. Christian Delacampagne rend compte, de son côté, de l'enquête sur les idées contemporaines de J.-M. Domenach, bilan finalement assez pessimiste des efforts consentis par l'intelligentsia française à notre époque pour repeupler un champ décimé par trop de guerres, idéologiques et autres.

Paysage après la bataille

Parce qu'il est journaliste de métier et parce qu'il croit que la vie des idées est l'une des dimensions majeures de la vie tout court, Jean-Marie Domenach n'a pas hésité à accepter la proposition que lui faisait l'Expansion : il a tenté de présenter, en quelques articles, les principaux courants de la pensée apparus en France depuis dix ans. De cette série d'articles est né un livre, *Enquête sur les idées contemporaines*, dont je ne saurais trop recommander la lecture : même si je ne puis toujours approuver les jugements de son auteur, je dois reconnaître, en effet, qu'il a réussi là une entreprise difficile.

D'abord, ce livre est clair : qualité devenue suffisamment rare pour qu'on la signale. Ensuite, il est bien informé : on y retrouve, des « nouveaux historiens » aux « nouveaux philosophes », des « libertaires » (Lefort, Castoriadis) aux « systémistes » (Morin, Thom, Serres), et des tenants de la psychanalyse aux adeptes de la sociologie, toutes les pensées qui ont marqué la dernière décennie. Enfin, et surtout, le livre de Jean-Marie Domenach est honnête : sans prétendre se réfugier derrière une fausse neutralité, il n'évite cependant aucun des vrais problèmes qui se posent à lui. Partisan sans être partial, il sait s'engager sans s'asservir. Une telle franchise dans la pensée a, aujourd'hui, quelque chose de rafraîchissant.

Sur les ruines du marxisme

Et pourtant le tableau que dresse Domenach est loin d'être un tableau souriant. Le panorama intellectuel qu'il nous présente ressemble plutôt à une sorte de « paysage après la bataille ». Commentons par les ruines du marxisme : elles sont encore fumantes. Un peu plus loin, celles de la pensée de Freud nous offrent le triste spectacle d'une découverte générale — la psychanalyse — en train d'asphyxier lentement dans les diverses chapelles qui, sous prétexte d'en préserver l'intégrité, s'emploient à l'étouffer sans bruit. Ne parlons pas de la « nouvelle philosophie », dont les idées les plus originales avaient déjà été formulées, trente ans auparavant, par Camus ou Klossowski ; et encore moins de la « nouvelle droite », dont les revendications anti-égalitaires rappellent fâcheusement, malgré le langage bio-

par CHRISTIAN DELACAMPAGNE

logique à la mode dont elles se travestissent, certaines doctrines fascistes. Laissons de côté, enfin, des œuvres comme celles d'Emmanuel Lévinas ou de Jacques Derrida, philosophes solitaires, dont l'intérêt primordial pour l'écriture échappe au mouvement des idées contemporaines. Que reste-t-il, dans ce champ intellectuel ravagé par tant de guerres, qui vaille encore la peine d'être étudié ? On peut dire que, pour Domenach, les pensées vivantes, aujourd'hui, se comptent sur les doigts d'une main : celle de Castoriadis l'intéresse parce qu'elle affronte résolument les questions de l'État et de la guerre ; celle de René Girard le séduit parce qu'elle redonne un sens philosophique profond au grand mythe judéo-chrétien que le structuralisme athée avait rejeté dans l'ombre ; celle des nouveaux « systémistes », enfin, le fascine, parce qu'elle cherche à réconcilier l'apport le plus récent des sciences de la nature et de la vie (Prigogine, Atlan), avec les spéculations poétiques des présocratiques ou de Heidegger.

Mais, c'est en cela que sa lecture est d'une grande honnêteté, donc d'une grande pertinence. Domenach refuse de se laisser séduire, même par ces données neuves : on ne lui fera plus le coup de la philosophie qui a répondu à tout. Aucune idéologie ne parviendra à le circonvenir. Aucune de celles qui ont cours depuis dix ans ne donne, en effet, de réponse satisfaisante à la question que Domenach estime fondamentale, celle des rapports entre action et pensée : aucune ne situe le philosophe comme habitant d'une cité déterminée, membre d'une société concrète, « homme de bonne volonté », confronté aux réalités du politique, à la violence des appareils d'État, aux drames de la misère et de la faim.

Une métaphysique sans éthique.

C'est pourquoi la note finale que fait résonner cette enquête est plutôt pessimiste. Les nouveaux « systémistes » reconstruisent une métaphysique, mais celle-ci ne débouche sur aucune éthique. René Girard,

lui, se réclame de l'éthique évangélique, mais comme si celle-ci n'impliquait aucun engagement concret : pour ce « Hegel du christianisme », comme l'appelle joliment Domenach, l'exercice intellectuel est une activité qui semble n'avoir que de lointains rapports avec les réalités quotidiennes vécues par l'humanité. Quant à Castoriadis, les recherches qu'il poursuit sur « l'insistance imaginaire de la société » n'ont pas encore vraiment débouché sur une philosophie positive.

On a donc l'impression que même les pensées les plus hardies et les plus avancées demeurent, aujourd'hui, figées dans une neutralité évidemment illusoire et d'autant plus dangereuse qu'elle contribue à anesthésier le public — sans cesse plus large — qui aspire à les connaître. Domenach, en tout cas, lance un cri d'alarme : les intellectuels français, selon lui, sont en train de céder à la facilité qui consiste à s'écrire que pour d'autres intellectuels, comme si le monde réel n'offrait aucun problème digne d'être résolu ou comme si la pensée ne pouvait en rien améliorer le sort du reste du genre humain.

Je ne suis peut-être pas aussi certain que lui que cette « démission » soit mauvais signe. Un intellectuel sceptique, voire indifférent, vaut mieux, tout compte fait, qu'un intellectuel botté et casqué, sûr de son droit et de ses convictions. Je ne crois pas, d'autre part, que les intellectuels contemporains soient démissionnaires : il en est beaucoup, heureusement, qui continuent de lutter contre les idéologies biologisantes ou néoconservatrices, contre le positivisme de la « nouvelle droite » aussi bien que contre le totalitarisme de la vieille gauche. Les événements de Pologne n'ont, heureusement, laissé personne indifférent. Certes, les querelles byzantines qui, périodiquement, agitent les chapelles parisiennes ont de quoi faire sourire. Mais Paris reste l'un des rares endroits où l'ordre moral de M. Reagan n'a l'ordre idéologique de S. Imposer.

Je trouve cela plutôt encourageant, même si les intellectuels de la France socialiste, privés du plaisir d'être dans l'opposition, éprouvent en ce moment quelque difficulté à retrouver leur belle humeur d'antan. ★ Jean-Marie Domenach — *Enquête sur les idées contemporaines* — Éditions du Seuil, 128 p., 49 F env.

Une chambre bien éclairée

par GABRIEL MATZNEFF

« OUVRE donc aussi le deuxième volet, pour faire plus de lumière », dit Goethe à son valet de chambre. Ce furent ses dernières paroles. Depuis ce 22 mars 1832, jour de sa mort, il n'y a pas en Europe une âme sensible qui ne porte le deuil de Goethe. « Quand je lis une page de Kant, il me semble que j'entre dans une chambre bien éclairée », aimait à dire Goethe, et nous, ses héritiers indignes, c'est à Goethe lui-même que nous appliquons cette pensée, et cette image.

Pourquoi Freud s'est-il rangé du côté de Goethe ? s'interroge Alain de Mijolla dans ses curieux (au double sens du terme) *Visiteurs du moi* (1), et de citer Marthe Robert observant que Freud « ne perd aucune occasion de rapprocher son nom de celui de Faust ». Le psychanalyste a sa réponse particulière. L'écrivain, lui, se contentera de noter que, lorsqu'on est un homme supérieur, il est impossible de ne pas être « du côté de Goethe », et que Freud n'est pas le seul grand Européen qui ait voulu s'identifier au patriarche de Vienne : de Schopenhauer à Thomas Mann, de Nietzsche à André Gide, la liste est longue de ceux d'entre nos aînés qui ont rêvé d'être un nouveau Goethe.

Dans son fameux texte sur Goethe et Tolstoï (2), Thomas Mann montre bien que « la puissance du besoin autobiographique » est un des principaux moteurs de la fascination que Goethe exerce sur ses lecteurs : derrière l'œuvre, sans cesse, nous découvrons un homme. Thomas Mann rappelle que Goethe lui-même a dit que ses livres ne sont « que les fragments d'une grande confession ». Il cite Merejkovski sur la franchise magnanime « avec laquelle Tolstoï », dans ses livres, révèle les détails les plus intimes, et souvent les plus scabreux, de sa vie privée. Cette sincérité insolente fut aussi celle de Goethe, et la leçon qu'ils nous léguent, l'un et

l'autre, est que nous ne devons pas céder à la tentation de masquer notre vérité, et nous peindre meilleurs que nous ne le sommes réellement. Pour un artiste, l'exhibitionnisme est préférable à la tricherie. Au fond, c'est le mot de Schopenhauer, cet autre admirateur fervent de Goethe : « Seuls survivent les livres où l'auteur s'est tourné tout entier. » (3).

Pour un Européen épris de culture, ignorer l'allemand est une infirmité sans remède. Il est en vérité honteux, et presque désespérant d'avoir, dans son adolescence, été éclairé, guidé, par Schopenhauer, Nietzsche, Thomas Mann, mais de demeurer néanmoins soumis au bon vouloir des traducteurs. C'est ainsi que peut-être nous mourrions sans avoir jamais eu connaissance des posthumes de Schopenhauer, qu'aucun éditeur français ne se soucie de publier. Celui qui ne sait pas l'allemand a dû attendre plus de soixante-dix ans pour lire, dans une mauvaise traduction, Sexe et Caractère d'Otto Weininger ; et plus d'un siècle pour découvrir De l'origine des sentiments moraux (4), le livre de Paul Rée dont tous les biographes de Nietzsche, d'André Hahnel, nous ont si souvent entretenus.

Quelle pitié ! En ce cent-cinquantième anniversaire de la mort de Goethe, nous nous tournons vers nos éditeurs parisiens, et nous leur demandons : « Quand nous donneriez-vous, enfin, une édition des œuvres inédites — correspondance, fragments posthumes — de l'oncle Arthur ? » Cela aussi serait faire plus de lumière, dans un monde qui chaque jour s'obscurcit.

- (1) Les Belles-Lettres, 1981.
- (2) Victor Attinger, 1947.
- (3) Cité par Bossert, Schopenhauer et ses disciples, Hachette, 1920.
- (4) PUF, 1962, avec une préface de M. Paul-Laurent Assoun.

« Les Mères patries », de J.-M. Paupert

L'OCCIDENT EN QUESTION

par M.-D. CHENU (*)

Comme on peut le prévoir, par lecture du donné historique — cultures, inventions, systèmes, conflits — dès lors qu'elle procède ainsi par intertextualité et non par surimpression, la pleine d'intelligence, d'imagination, de sensibilité spirituelle. Elle n'échappe pas à une certaine ambiguïté, dans des rapprochements contestables, dans des synonymies par juxtaposition ; mais elle est constamment suggestive et excitante, jusque dans sa surchauffe littéraire.

En tout cas, elle a l'avantage d'écarter délibérément une dichotomie trop fréquente qui trahit l'histoire et engendre une mauvaise théologie : d'une part, un ensemble de réalités profanes avec leur enchaînement causal, perceptible et intelligible par la raison ; de l'autre, une irruption soudaine d'une révélation tombée du ciel, sans causes naturelles ni préparation positive, sans rapport avec l'environnement historique, géographique, culturel. Ce n'est pas par un hasard inconcevable que le Christ et le christianisme sont nés dans un petit canton juif fortement hellénisé du grand empire romain. La première vague de la marée chrétienne, qui continue de nous porter, n'a pu se former qu'au confluent de fleuves formés par les trois sources saintes : Jérusalem, Athènes, Rome. Le régime d'incarnation n'est pas seulement un mystère religieux, il s'inscrit dans la nature même de l'homme. J'observe avec satisfaction que ne vient jamais sous la plume de J.-M. Paupert le mot « sur-naturel », en expression d'un spiritualisme dualiste qui affecta, pendant trois siècles, la théologie catholique et la pensée occidentale.

Toutes ces tendances, dans les trois capitales, vont entrer en même temps dans l'instable équilibre des forces du christianisme et de notre civilisation, pour en régler le cours. Les différences de pression et d'accroissement vont créer et entraîner des mouvements de pensée, de société, d'arts, d'Eglises, d'une variété infinie, et pourtant d'une profonde unité d'inspiration, qui leur vient précisément du commun héritage et d'une volonté supérieure et en laquelle se transcendent de la conservation en ses forces contraires mais complémentaires.

Cela dit sur le propos de l'auteur, l'historien, dans l'objectivité rigoureuse de sa méthode, se doit d'en observer les limites. Déjà, dans ses lectures fontaines, mais non point toujours méthodiques, il lui arrive de ne pas donner attention à des événements et à des opérations notables : par exemple, la résurgence et le rôle du droit romain en plein douzième siècle, ce qui aurait apporté

(*) Dominica.

de l'eau à son moulin, dans une Église qui, pour le meilleur et pour le pire, l'intégrait dans son institution. Des épisodes ne sont pas présentés dans toute leur portée, tel l'affrontement de la culture sémitique de l'Islam et de la sagesse hellène, dont les Arabes seront les transmetteurs aux écoles urbaines médiévales, qui, à leur tour, mèneront cette sensationnelle opération de haute culture et d'acculturation de la foi. L'apocalyptique biblique provoqua, qu'il n'est dit, des sursauts troublants, dans la perspective d'un âge de l'Esprit. Ce sont là des limites d'un témoignage qui s'attache, parfois avec fantaisie, à ce avec quoi il a contracté communion.

Par contre, entre autres lucidités, J.-M. Paupert adopte entièrement l'interprétation, récemment acquise, d'un Moyen Âge conçu comme une « renaissance » progressive, dont le douzième et treizième siècles sont une étape majeure, avant le Quattrocento florentin. Renaissance qui ne fut pas une imitation, mais une puissance de créativité, en lettres, en arts, en philosophie, en civilisation sociale, à l'encontre du cliché ridicule, encore répandu, d'un Moyen Âge immobile et ténébreux.

Mais c'est le propos fondamental de J.-M. Paupert que je me permets de réduire dans sa ligne et dans son équilibre. Moi aussi, j'ai trouvé mes sources vives dans les trois « mères patries ». Jérusalem, Athènes, Rome, et j'en ai, tout au long de ma vie et de ma foi, recueilli les bénéfices fécondités, triples et uniques. Mais, à suivre leur destin, depuis une trentaine d'années, et déjà auparavant, je constate qu'elles perdent leur monolithisme et leur monopole, en densité profane et en

évolution du christianisme. Dialogue des civilisations, choc des cultures : ce ne sont pas seulement des constats intéressants ; désormais ils sont tenus pour les principes d'une évolution grandiose de la communauté humaine, avec l'occasion rapide sinon ordonnée d'autres cultures, d'autres civilisations, dont certaines plus anciennes que celles de l'Occident, et non moins qualifiées. Les voici parties prenantes dans l'organisation de l'UNESCO.

Certes J.-M. Paupert en fait mention et ne les déprécie aucunement ; mais il s'est à ce point nourri de la civilisation et du christianisme de l'Occident qu'il n'a plus d'appât pour ces nouveaux continents, dans un écuménisme cosmique. Les trois capitales cependant ont de quoi le rendre disponible à de nouvelles symbioses.

(1) Grasset, 348 p. 69 F.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 789 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 862 F 1 241 F 1 620 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE
386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dans tenues ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les virements par chèques de capitaux d'imprimerie.

250 ans de grands vins
80 hectares dont 68 de premiers et grands crus



BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731

Imprimerie 134, rue de la République
Bouchard Père & Fils, Népoussé, au Châteauneuf
21200 F. - Tél. (03) 22.14.41 - Tél. (03) 22.14.42

Les putschistes bénéficient

De... (The text in this section is extremely faint and largely illegible, appearing to be a continuation of an article or a separate column on the right side of the page.)

Le Monde

étranger

Les tensions en Amérique centrale

Après le coup d'Etat au Guatemala, l'attention se porte de nouveau vers le Salvador, où doivent se dérouler, le dimanche 28 mars, des élections importantes pour l'avenir du pays. Cinq observateurs étrangers vont superviser le déroulement et le dépouillement du scrutin. Sur soixante-six pays sollicités par la junte salvadorienne, seulement vingt-cinq ont accepté d'envoyer des représentants. Parmi eux, de nombreux Etats latino-américains, certains démocratiques, comme la Colombie et le Venezuela, d'autres, à régime dictatorial, comme le Chili et l'Argentine. Les Etats-Unis, auront huit observateurs. La Grande-Bretagne, avec deux personnes, est la seule nation euro-

peenne qui ait accepté l'invitation de la junte. D'autres délégations représenteront des syndicats, des organisations internationales, des partis politiques et des églises. Le chef du conseil électoral, M. Jorge Bustamante, a indiqué que les observateurs ne seraient soumis à aucune restriction de déplacement.

Pendant ce temps, la guérilla continue sa pression pour entraver le déroulement du scrutin : elle a attaqué à la grenade et à l'artillerie, dans la nuit de mercredi à jeudi, le siège du conseil central des élections, dans la capitale. Tandis que de violents combats se déroulent dans le département de Morazan, au nord —

où la guérilla contrôle une grande partie du territoire, — d'autres commandos ont privé d'eau et d'électricité la ville de San Miguel, la troisième du pays.

● A NEW-YORK, devant le Conseil de sécurité des Nations unies, M. Daniel Ortega, chef de la junte sandiniste du Nicaragua, a lancé une offensive de paix « tous azimuts » et confirmé que M. Fidel Castro était disposé à négocier avec les Etats-Unis un règlement des conflits qui affectent l'Amérique centrale et les Caraïbes.

Les autorités américaines ont réaffirmé, pour leur part, par la voix du porte-parole de

la Maison Blanche et du secrétaire d'Etat, M. Haig, qu'elles restaient opposées, au Salvador, à des négociations entre la junte et la guérilla, susceptibles d'aboutir à un partage du pouvoir avec elle, sans que la population soit appelée à donner son avis.

● AU GUATEMALA, enfin, la junte qui a pris le pouvoir mardi dernier a annulé le résultat des élections du 7 mars qui avaient abouti à la victoire du candidat officiel, le général Anibal Guevara, et que les autres candidats estimaient frauduleuses. Le général Rios Montt, président de la junte, a choisi, jeudi, plusieurs de ses ministres.

Le chef de la junte du Nicaragua a lancé un appel à la négociation devant le Conseil de sécurité

New-York. — Le Conseil de sécurité des Nations unies a donné, mercredi 25 mars, le spectacle de l'un de ses plus remarquables dialogues de sourds. Répondant à la demande du Nicaragua, il a entendu dans la même matinée le chef de la junte sandiniste, M. Daniel Ortega, et la représentante permanente des Etats-Unis, Mme Jeane Kirkpatrick, qui préside aussi ce mois-ci le Conseil, s'accrocher mutuellement d'agression et de vaines explications, tout en jurant être prêt à négocier.

M. Ortega a parlé une heure et dix minutes. Mme Kirkpatrick, après avoir vivement tenté cette occasion de pourfendre à loisir son adversaire, a prononcé son plus long discours depuis plus d'un an qu'elle représente son pays à l'ONU : près d'une heure, émaillée d'allusions historiques, littéraires, elle a notamment accusé Managua de pratiquer un « style politique paranoïaque » et de « défigurer la réalité d'une façon orwellienne ». Elle a qualifié de « ridicules » ses craintes d'une « invasion américaine » et renvoyé ses propositions de négociations devant l'Organisation des Etats américains.

M. Ortega, reprenant plusieurs des thèmes qu'il avait développés lors de son discours de l'automne dernier devant la trentième assemblée générale des Nations unies, a rappelé la longue lutte des peuples d'Amérique centrale pour leur libération politique et économique.

Soulignant une nouvelle fois que « la confrontation Est-Ouest n'est pas la cause des changements révolutionnaires qui ont eu lieu au Nicaragua, ni de la lutte des peuples salvadorien et guatémaltèque », M. Ortega a déclaré que « les véritables causes des luttes en Amérique centrale étaient déjà présentes bien avant la révolution bolchevique ».

Rappelant qu'il avait déjà fait des propositions de paix pour le Salvador à l'ONU, à l'automne dernier, M. Ortega a assuré que « la crise en Amérique centrale a atteint le point d'explosion ».

Le leader sandiniste a fait adroitement allusion au « peuple améri-

De notre correspondant

cain, à ses citoyens ordinaires, ses chefs religieux, ses organisations civiles, ses intellectuels et ses syndicalistes qui rejettent la perspective d'un nouveau Vietnam ». S'inspirant sans doute des dernières « prévisions » données par Washington sur les méfaits de Managua, il s'est ingénié à décrire minutieusement, jour après jour, les résultats des actions des « commandos de révolutionnaires sandinistes hostiles au Honduras : deux mille hommes, affirmait-il, rassemblés, entraînés, ravitaillés et armés par des membres de la division des affaires de l'hémisphère de la C.I.A. » et des officiers argentins.

M. Ortega a aussi accusé l'aviation et la marine honduriennes d'attaquer les équipements nicaraguayens et a assuré que les Etats-Unis avaient pris la décision de construire des bases aériennes et navales sur le territoire hondurien. Soixante-douze militaires américains ont actuellement cantonnés au Honduras, et un « navire-espion », le destroyer Carson, et l'équipement électronique perfectionné, patrouille dans le golfe de Fonseca.

Des exactions d'argent sont en cours, a affirmé le chef sandiniste, dans la zone du canal de Panama, auxquels des éléments de la 193^e brigade d'infanterie américaine prennent part. Cette zone est aussi utilisée par l'armée argentine, comme escalpe pour la pont aérien qui relie Buenos-Aires à San-Salvador.

Huit points

Saluant au passage la « formidable combativité » du peuple nicaraguayen, « la seule auquel un gouvernement d'Amérique centrale peut, en toute confiance, distribuer des armes », M. Ortega n'a pas moins souligné ce qui est, selon lui, le grand danger d'une intervention américaine. Moins une véritable intervention armée qu'une série d'opérations de déstabilisation.

M. Ortega a rappelé, au passage, « les efforts faits ces derniers mois par les gouvernements mexicain et

français » et les propositions de négociations globales du président mexicain Leonel Portillo. Propositions qui ont été bien accueillies par le gouvernement cubain, la guérilla salvadorienne et le gouvernement de Managua, a-t-il souligné.

« Les peuples d'Amérique centrale, l'opinion publique américaine, les gouvernements sages, demandent une solution politique négociée », a déclaré M. Ortega, qui a rappelé les points suivants :

- 1) Ni l'Amérique centrale ni les Caraïbes ne constituent une « réserve géopolitique » des Etats-Unis.
- 2) Les intérêts nationaux du peuple des Etats-Unis ne doivent pas être confondus avec la politique de l'administration Reagan.
- 3) Managua est d'accord pour améliorer les relations avec les Etats-Unis sur la base d'un respect mutuel et de la reconnaissance inconditionnelle de son droit à l'autodétermination.
- 4) Managua est aussi d'accord pour entamer immédiatement des conversations directes et franches avec le gouvernement américain, même dans un pays tiers.
- 5) Les Salvadoriens nous ont autorisés à faire savoir qu'ils sont prêts à entamer des négociations, immédiatement et sans préalable.
- 6) Le gouvernement révolutionnaire cubain m'a autorisé à communiquer au Conseil de sécurité son souhait d'entamer, lui aussi, des négociations sans délai.
- 7) Le Nicaragua est prêt à signer immédiatement des pactes de non-agression avec tous les pays avec lesquels il a une frontière commune.

Le Nicaragua est prêt à l'obligation de rejeter la tentative américaine d'imposer des restrictions humiliantes à ses prérogatives concernant sa défense nationale.

M. Ortega en a, enfin, appelé au Conseil de sécurité pour qu'il se prononce « explicitement » en faveur d'un règlement pacifique en Amérique centrale et dans les Caraïbes et qu'il rejette toute intervention « directe, indirecte ou clandestine » dans la région.

NICOLE BERNHEIM.

Guatemala

Les putschistes bénéficient d'une large adhésion populaire

De notre envoyé spécial

Guatemala. — Le calme règne au Guatemala trois jours après un coup d'Etat militaire dont toutes les conséquences ne sont pas encore évidentes. Un calme « surprenant et précurseur de tempêtes » pour nombre de diplomates accoutumés à la violence endémique, imprévisible et sanglante, qui ravage ce pays-ci d'Amérique centrale. La presse a rapporté le jeudi 25 mars la découverte de « trois cadavres dans les environs de la capitale ». Seulement, serait-on tenté d'écrire, étant donné que le bilan moyen de la violence politique est de quelque quarante victimes par jour depuis trois mois. Ce calme est en tout cas saisi par la majorité de la population, par la violence sans limites, effrayée par la crise économique et choquée par le discrédit croissant du pays à l'étranger.

L'armée, qui se juge souvent la mal-aimée de la société, est satisfaite. Parfaitement préparé et réaliste, le « coup » du 23 mars s'est manifesté populaire. A l'appel de la démocratie-chrétienne, plusieurs milliers de personnes se sont réunies mercredi devant le Palais national, « centre » de toutes les convulsions politiques du Guatemala depuis un quart de siècle, pour acclamer les membres de la nouvelle junte de gouvernement. Au milieu d'eux, en tenue militaire de camouflage, le général Efraín Rios Montt, nouveau « patron » de l'armée et du pays, et qui a sauté manifestement sa revanche. Candidat aux élections en 1974, il avait été évincé et nommé attaché militaire en Espagne. En 1978, il avait été mis en disponibilité. Son « retour » apparaît d'abord comme un règlement de comptes au sein de la hiérarchie militaire.

Les chefs des partis politiques,

qui avaient dénoncé la « fraude » à l'issue des élections du 7 mars en faveur du candidat du gouvernement, le général Guevara, expriment tous très fort leur satisfaction. Le plus enthousiaste est M. Mario Sandoval Alarcon, ancien président de la Chambre, ancien vice-président de la République et leader du Mouvement de libération nationale (extrême droite), rentré mercredi soir des Etats-Unis, qui apporte « tout son appui aux nouvelles autorités », en précisant : « Les Américains attendant que la junte fasse bientôt connaître la date des nouvelles élections ».

Le général Rios Montt, chef de la junte, met en place une nouvelle équipe dirigeante, proche à quelques images sans violence, annonce qu'il gouvernera par décret mais ne parle pas d'élections. La Constitution a été abrogée. Encore qu'elle affirme vouloir respecter les droits de l'homme, la junte a suspendu les garanties constitutionnelles, ainsi que les activités politiques. Pour combien de temps ? Cela n'est pas précisé et permet bien des interprétations.

La raison qui a incité de nombreux secteurs de l'armée, en particulier de jeunes officiers, à prélever ce coup d'Etat est simple : il s'agissait de dénoncer de manière spectaculaire les « vices et la corruption » d'un « système » qui a montré toutes ses insuffisances lors des élections générales du 7 mars. Le coup a réussi facilement, car le haut état-major ne disposait plus de la confiance et du soutien d'une majorité d'officiers. En outre, les putschistes ont su neutraliser rapidement, sans effusion de sang, les

généralistes et les colonels qui étaient considérés comme « légalistes » dans les différents unités de la capitale et en province. Mais maintenant ?

On ne sait pas grand-chose de ce « mouvement des jeunes officiers » qui a appelé le général Rios Montt pour diriger la nouvelle junte. Leur chef, s'il y en a, sort déjà renforcé dans le rang, comme le capitaine Carlos Munoz, qui figurait mercredi parmi les membres de la junte. Selon certains, la majorité des « jeunes officiers » auraient plutôt des sympathies pour l'extrême droite. Selon d'autres, un courant « réformiste » existe dans l'armée.

En fait, l'armée, engagée dans une lutte très difficile contre les mouvements de guérilla, est traversée de « tendances » qui correspondent aux clivages que l'on retrouve dans cette partie de la société guatémaltèque qui participe, politiquement et économiquement, à la vie du pays. Le général Rios Montt avait été le candidat de la démocratie chrétienne en 1974. Mais celui-ci est divisé au moins en deux tendances. Celle qui soutient le général se situe très à droite. Ceux qui connaissent le nouveau chef de la junte le dépeignent comme un homme austère et un chrétien mystique.

L'ancien chef de l'Etat déposé, le général Romeo Lucas, n'a pas été arrêté. Il est en liberté dans sa résidence personnelle ainsi que son frère, le général Benito Lucas, ancien chef d'état-major de l'armée. Ce dernier, ancien de Saint-Cyr, baroudeur, homme de terrain qui avait mené une lutte impitoyable, et semble-t-il efficace, contre la guérilla depuis six mois, s'était ac-

quis une certaine popularité auprès des unités combattantes. Frère du président déchu, il partage son sort. Mais pourra-t-il être tenu à l'écart très longtemps ?

M. Chapin, ambassadeur des Etats-Unis au Guatemala, jure qu'il a été complètement surpris par le coup d'Etat, mais le rôle exact des Etats-Unis dans le putsch reste sans doute à définir.

MARCEL NIEDERGANG.

De notre envoyé spécial

armées autour d'une multitude d'objectifs et qu'elles doivent défendre si elles veulent assurer le déroulement normal des élections. Leur objectif politique est de donner à ceux qui ne peuvent pas voter des conseils « ils ne veulent pas le faire ».

Personne ne sait ce que fera la guérilla. Mais l'annonce répétée d'une offensive a créé un climat de tension extrême dans la capitale. Habités à circuler au milieu de la guerre comme si de rien n'était, les Salvadoriens ont, ces jours-ci, l'impression d'être prêts à se jeter par terre au moindre « bang » d'un pot d'échappement. Les transports en commun sont interrompus (dix-huit autobus ont été incendiés le 23 dans la capitale). Beaucoup d'usines sont fermées. Les écoles ont suspendu leurs classes.

Le « phénomène d'Aubuisson »

Avec peu d'hommes, les insurgés peuvent provoquer de considérables perturbations du moins en certains points de la capitale et du territoire. Une offensive générale paraît impossible : ils doivent économiser des munitions, déjà rares pour pouvoir résister aux offensives de l'armée.

Par rapport aux élections, leur position est malaisée : s'ils s'en prennent violemment au processus, on y verra la preuve qu'ils sont hostiles à la démocratie ; s'ils s'abstiennent, on dira qu'ils n'ont pas la force qu'ils prétendent. Ainsi le scrutin aurait-il, quel qu'il en soit, une portée considérable.

Pardonne de ce pays aussi compliqué que petit : la guerre n'a pas empêché la campagne électorale. Les réunions se faisaient sous protection armée ; les candidats portaient des gilets pare-balles ; mais il y a eu discours, chansons, majorités, sondages et injures ! Les interventions télévisées, qui s'exposent à aucun danger physique, ont été nombreuses, interminables et parfois cocasses. Le commandant d'Aubuisson (extrême droite), qui traite son principal concurrent de « démocrate-ritin », a exhibé, jeudi soir, une carte d'identité (qui sert de carte d'électeur) avec la photo de l'imam khoméni-ny ! Ainsi démentait-il que la fraude est possible.

« Nos élections seront propres, elles seront un modèle », affirme au contraire M. Jorge Bustamante, président du conseil central électoral. Son secret : tout électeur aura la main marquée par une encre indélébile et invisible à l'œil nu (pour que nul ne puisse voter deux fois), mais suffisamment claire et lisible à un lampe spéciale dont disposent tous les bureaux de vote (afin que la guérilla ne puisse excuser des représailles contre les votants).

Le travail des soixante élus sera considérable : établir une

constitution ; ratifier, modifier ou rejeter tous les décrets pris par les deux jupes depuis le coup d'Etat du 15 octobre 1979 ; élire un président provisoire ; légiférer jusqu'aux prochaines élections présidentielles, dont la date reste à déterminer.

La participation électorale atteint, traditionnellement, 60 %. Le grand nombre de morts et de réfugiés, l'absence de registres électoraux empêchent de savoir combien de Salvadoriens remplissent les conditions pour voter. Des approximations officielles font état de 1,4 million d'électeurs, ce qui semble peu pour une population d'environ cinq millions. Le conseil central des élections s'est installé à Salina avec cinq cent mille votants. Il compte avec le désir d'en finir avec la guerre.


Qui peut l'emporter ? La démocratie chrétienne peut-elle avoir la majorité absolue ? Si elle l'obtenait, elle s'exposerait à une réaction de certains secteurs militaires ; sinon, elle devra affronter une coalition des droites, qui toutes, ont vivement attaqué ses vingt-sept mois de gestion.

L'inconnue principale est le « phénomène d'Aubuisson ». Cet officier que l'on accuse d'être lié aux groupes paramilitaires, voire à l'assassinat de Mgr Romero, a fait une campagne remarquable. Son anticommunisme, sa défense de la libre entreprise, son caractère personnel, la simplicité de ses discours, ainsi que les facilités que lui ont offertes certains hommes d'affaires, lui ont permis de toucher toutes les couches sociales. Mais son parti, l'Alliance républicaine nationale, ne fonctionne que depuis quatre mois. Selon les jours, les Salvadoriens lui donnent de 15 % à plus de 50 % des suffrages !

Le minuscule Salvador va vivre un moment qui le dépasse. C'est, en réalité, la politique latino-américaine du président Reagan qui passe le test des élections du 28 mars. Dans le bunker de l'ambassade de Washington, à San Salvador, on se déclare prêt à travailler avec le vainqueur, quel qu'il soit ; un cas fixe sur le scrutin de dimanche, et l'autre sur les forces armées, qui devront relancer leur offensive en juin, avec le retour des cinq cents officiers entraînés aux Etats-Unis. On y espère le « début de la fin » pour les derniers mois de 1982.

FRANCIS PISANI.

(1) Le Front démocratique et révolutionnaire (F.D.R.) et le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (F.M.L.N.) s'opposent aux élections. Le F.D.R. regroupe deux partis traditionnels : le Mouvement national révolutionnaire (M.N.R.), social-démocrate et l'Union démocratique nationale (U.D.N.), proche du parti communiste. Le F.M.L.N. est composé de cinq organisations de lutte armée : les Forces populaires de libération (F.P.L.), la plus importante d'entre elles, l'Armée révolutionnaire du peuple (A.R.P.), les Forces armées de libération nationale (F.A.L.N.), le parti communiste et la Parti révolutionnaire des travailleurs de Centre-Amérique.



Paul Rée
De l'origine
des sentiments moraux.

VOICI traduit en français pour la première fois le livre qui enthousiasma Nietzsche, et où il trouva la première inspiration de sa *Généalogie de la Morale*. Texte réexhumé par Paul-Laurant Assoum, afin de désigner l'événement théorique méconnu qu'est le moment de la « psychologie » dans le trajet nietzschéen, ce qui prolonge l'interrogation sur son destin croisé avec la psychanalyse. Voyage inactuel aux sources de la morale, mêlant les prestiges de La Rochefoucauld à ceux de Darwin.

Collection « Philosophie d'Angewandte » dirigée par Paul-Laurant Assoum - 256 pages - 85 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

ple au sein de la famille...
faire dans la clarte...
M. Chakka M...

Les violences en Cisjordanie

(Suite de la première page.)

M. Chakka ajoute : « Voilà près de quinze ans que nous vivons sous l'occupation et les Israéliens peuvent constater que nous n'avons guère changé. Ils peuvent prendre encore beaucoup d'autres mesures, mais peuvent-ils espérer nous fléchir ? Ce qu'ils viennent de faire est un acte d'impudence. »

A Napouse comme à Ramallah, les autorités israéliennes, craignant de nouveaux désordres après la révocation des maires, ont mis en place un dispositif de sécurité nettement plus important que les jours précédents. Pour la première fois depuis le début des troubles, une semaine auparavant, des blindés ont pris position aux principaux carrefours des deux agglomérations. Des unités d'élite des parachutistes ont assuré les patrouilles dans les rues. Des conditions de tension, incidents ont été moins nombreux en Cisjordanie. Mais la grève générale paralysait toujours la plupart des localités de la région, y compris le secteur oriental de Jérusalem, où les poursuites engagées contre les commerçants qui refusaient d'ouvrir leur magasin se révélaient souvent sans effet.

Le climat de tension reste impressionnant. Dans le territoire de Gaza, il n'est pas différent, et les manifestations ont été aussi

plus rares. Les habitants de ce territoire craignent un doublement de la répression, particulièrement après l'attentat dont a été victime jeudi matin, à Gaza, un sous-officier israélien. Deux hommes, qui ont réussi à prendre la fuite, ont lancé sur sa voiture une grenade, dont l'explosion a blessé deux autres militaires et trois Arabes qui se trouvaient dans un véhicule à proximité.

Cette fois-ci, le cas après la dissolution du conseil municipal d'El Bireh, le semaine dernière, deux officiers israéliens ont été nommés pour administrer les maires de Napouse et de Ramallah. En principe, cette fois, seuls les maires sont visés. Les conseils municipaux ne sont pas révoqués, mais les élections municipales ont été fermées par l'armée. De toute façon, M. Chakka, conseiller municipal, montre qu'il considère leur nomination comme « illégale » — ils ont refusé de signer la notification du décret qui les crée — ont organisé à leur domicile une

réunion de leurs conseils municipaux. Ceux-ci ont ensuite fait savoir qu'ils ne collaboreraient pas avec les officiers remplaçant M. Chakka et Khalaf et ont précisé qu'ils considéraient toujours ces derniers comme maires des deux villes. Aussitôt après l'annonce de leur limogeage, leur avocat, M. Wladimir Langer, a déposé un pourvoi devant la Cour suprême d'Israël, pour empêcher une expédition que l'on redoutait dans leur territoire. Le 28 mars, les maires d'El Bireh et de Khalkhoul ont été déportés immédiatement, en violation de la procédure d'appel en vigueur. La Cour a rendu un arrêt provisoire qui suspend temporairement l'exécution de l'expulsion si elle devait être rendue, mais les élections en Cisjordanie, que M. Chakka et Khalaf sont menacés, à l'issue d'une pareille décision. Un conseiller municipal de Ramallah nous a déclaré : « Les Israéliens font jusqu'au bout de leur offensive. Ils ne vont pas s'arrêter maintenant en chemin. »

Vers le limogeage du maire de Bethléem

Les maires des autres localités de Cisjordanie ont tenu des réunions avec leurs collaborateurs tout au long de la journée de jeudi. Pour le moment, ils persistent à penser qu'ils ne doivent

pas envisager une démission collective pour ne pas « faciliter la tâche des autorités israéliennes ». M. Elias Fari, maire de Bethléem, craint de voir son « tour » venir un jour prochain. Il a déclaré : « Le message qui frappe M. Chakka et Khalaf prouve que le gouvernement israélien veut éliminer l'ensemble des élus de Cisjordanie pour introduire bientôt la loi israélienne dans tous les territoires occupés. Le maire de Gaza, M. Rachad Chawa, a, pour sa part, estimé que l'attitude du cabinet de M. Begin « ne change rien au fait que les maires et la population des territoires occupés s'identifient avec l'O.L.P., quelles que soient leurs opinions ».

Toutes les explosions fournies par les autorités israéliennes tendent à montrer que les maires destinés obéissent directement aux ordres de l'O.L.P. M. Khalaf a démenti en indiquant qu'il ne faisait partie d'aucune organisation — et qu'il avait été élu par la population de Cisjordanie. Le ministre de la Justice, M. Moshe Nisim, a déclaré : « Les élections des derniers jours auraient eu lieu de toute manière, et les Israéliens les auraient considérées comme graves, même si le gouvernement ne s'en était pas pris aux maires révoqués. » Il a ajouté que l'O.L.P. avait délégué depuis longtemps le pouvoir à des représentants pour tenter de s'opposer à « l'influence grandissante » des « légions de villages », mouvement social de collaboration avec Israël. Le ministre des Affaires étrangères, M. Itzhak Eshkol, a précisé que l'O.L.P. « avait pris dans les semaines dernières le contrôle » de la population dans les territoires occupés. Dans les milieux politiques de Cisjordanie, on dénonce vivement cette « justification a posteriori », en soulignant que c'est la destination des territoires occupés, et non leur population, qui a provoqué la réaction violente des habitants des territoires occupés. Dans les milieux politiques de Cisjordanie, on dénonce vivement cette « justification a posteriori », en soulignant que c'est la destination des territoires occupés, et non leur population, qui a provoqué la réaction violente des habitants des territoires occupés.

Les dernières décisions du gouvernement de M. Begin suscitent de plus en plus de critiques en Israël. Plusieurs courants reprochent aux autorités israéliennes « l'aggravation inquiétante » de la situation en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza. L'éditorialiste du *Jerusalem Post* craint que la prochaine étape de l'expansion menée par le ministre de la Défense, M. Ariel Sharon, soit le limogeage du maire de Bethléem, pour éliminer les Israéliens comme relativement modérés, et que cette mesure prouve, une fois de plus, l'intention du gouvernement d'annexer purement et simplement les territoires occupés.

Le parti travailliste, dont certains dirigeants ont des avis plus ou moins partagés sur la question, n'en reproche pas moins au gou-

vernement d'avoir provoqué « une détérioration de la situation ». Une vive polémique oppose le président du parti travailliste, M. Shimon Peres à M. Sharon, qui a accusé les gouvernements travaillistes précédents — et M. Peres lui-même qui était ministre de la Défense avant l'arrivée au pouvoir du Likoud — d'avoir favorisé la mise en place de maires se réclamant de l'O.L.P. en Cisjordanie. C'était le dernier gouvernement travailliste qui avait, en 1976, organisé les élections qui ont renouvelé les municipalités en Cisjordanie.

Avec ce rétrécissement du mouvement Le Paix maintenant, fait sa réapparition et a appelé à une manifestation à Tel-Aviv, ce vendredi 28 mars, pour protester contre la politique du gouvernement de M. Begin. D'autre part, l'Association des journalistes israéliens a dénoncé les atteintes à la liberté de la presse dans les territoires occupés, et notamment sur le Golan, où les journalistes ont été empêchés de se rendre depuis près d'un mois dans les villages druzes du plateau. A ce sujet, le gouvernement a fait savoir, jeudi soir, que l'armée israélienne avait depuis plus de trois semaines) à partir du 15 avril.

Le ministre de la Défense a décidé de sévir un anneau de la défense contre les colonies de implantations du nord-Sinaï, qui, avec le mouvement contre l'évacuation, il a fait revenir à Yamit, ce 28 mars, une unité de l'armée qui avait chassé les colons de la ville. Cette fois, il a ordonné que les soldats soient armés. Dans les milieux opposés au retrait, on pense que M. Sharon a bénéficié des événements en Cisjordanie et à Gaza, dans la mesure où une grande partie des militants opposés à la restitution de Sinaï sont des habitants de Cisjordanie qui se trouvent mobilisés dans leur implantation ces derniers jours.

FRANCIS CORNU.

DIPLOMATIE

REMISE DE LETTRES DE CRÉANCE

La solution des problèmes européens doit respecter « les principes acceptés » déclare M. Mitterrand à l'ambassadeur britannique

Le président de la République a reçu, jeudi 28 mars, les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs de Grande-Bretagne, de l'Inde, du Lesotho et du Tchad.

Devant l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir John Prittwell, M. Mitterrand a « souligné » que la Communauté européenne puisse retrouver « son souffle » et son « essor ». Notant que les vingt-cinq membres de la Communauté européenne ont intervenus dans « une atmosphère, hélas ! quelque peu désenchantée », le président a ajouté : « Il faut que l'Europe soit dotée de moyens suffisants pour surmonter les difficultés auxquelles elle est confrontée. Nous avons fait dans cette perspective des suggestions concrètes et constructives, et nous espérons que les gouvernements des pays membres, à l'exception de ceux qui ont des réserves, ne tarderont pas à les accepter. »

Faisant allusion aux négociations américano-soviétiques sur les armes nucléaires et conventionnelles, M. Mitterrand a encore déclaré : « Bien que les approches choisis ne soient pas identiques, il existe en Grande-

EUROPE

Pologne

Le ministre des affaires étrangères déplore l'« état actuel » des rapports avec la France

Varsovie (A.P.P., A.P.). — La Diète polonaise a ouvert jeudi 25 mars une session de deux jours par un débat de politique étrangère. Le reste de la session sera consacré aux problèmes agricoles. M. Czerwinski, ministre des affaires étrangères, a opposé la « compréhension » des pays de la Communauté socialiste pour les problèmes de la Pologne à la « malveillance » d'un certain nombre des pays occidentaux.

Estimant que « la montée de la tension dans les rapports Est-Ouest » à laquelle on assiste actuellement est « la plus importante depuis la guerre », il en a rendu responsable l'administration américaine et « les stratégies de la politique de l'O.T.A.N. ». Il a qualifié « d'inadmissibles du point de vue du droit international » les conditions posées par les pays occidentaux à la levée des restrictions économiques et politiques prises à l'encontre de la Pologne.

Évoquant les relations commerciales avec l'Ouest, le ministre a accusé, sans les nommer, certains pays d'avoir vendu à la Pologne

des « technologies qui étaient, dans certains cas, dépassées », et de lui avoir « demandé des taux d'intérêt très élevés ». M. Czerwinski a aussi évoqué les relations franco-polonaises. « Nous avons toujours, a-t-il dit, apprécié les traditions et les accords des rapports amicaux entre la Pologne et la France. Le dialogue franco-polonais a joué un rôle important dans la création des relations pacifiques dans l'Europe de l'après-guerre. Il a bien servi les deux peuples amis et la cause de la paix. L'état actuel de ces rapports, et ce n'est pas la faute de la Pologne, est loin du mieux que l'on puisse attendre, ce qui peut menacer leur rôle dans l'avenir. Telles n'est pas notre intention et ce ne serait pas dans l'intérêt de la situation en Europe. »

Enfin, évoquant le problème de la dette polonaise, M. Czerwinski a dit : « Nous souhaitons surmonter les difficultés actuelles par un accord qui prenne en considération les intérêts de la Pologne et de ses créanciers. La restauration de la coopération économique avec les pays concernés est une condition au règlement du problème. »

Italie

Les peines infligées aux ravisseurs du général Dozier tiennent compte du degré de leur collaboration avec la police

De notre correspondant

Rome. — Deux mois après la libération du général Dozier, commandant en chef adjoint des forces terrestres de l'O.T.A.N. en

Europe du Sud, enlevé en décembre par les Brigades rouges, le tribunal de Vérone a rendu, jeudi 25 mars, sa sentence contre dix-sept accusés, dont huit sont encore en liberté. Les peines s'échelonnent entre vingt-sept et deux ans de prison. Le tribunal a évalué la culpabilité des accusés en fonction non pas des actions réellement commises, mais du degré de leur collaboration avec la police, selon la législation sur les repentis, qui modifie substantiellement le rapport entre le délit et la peine infligée par le code pénal.

Le jugement, élaboré après sept heures de délibération, est caractéristique de cette « arithmétique du repentir » qui donne parfois des résultats surprenants. C'est ainsi que Cesare Di Leonardo, l'un des ravisseurs du général qui n'est pas un repentir, a été condamné à vingt-sept ans de prison, deux ans et demi à Ruggero Volinella, chasseur de la camionnette dans laquelle fut transporté le général de Vérone à Padoue, et qui révéla à la police, l'endroit où celui-ci était détenu.

Antonio Savasta, membre de la direction stratégique des Brigades, chef du commando Dozier, accusé d'autre part de dix-sept homicides, mais qui a raconté tout ce qu'il savait, et permis de nombreuses arrestations, a été condamné à seize ans et six mois. Il peut espérer la confusion des peines avec les sentences sur ses dix-sept crimes, et la libération conditionnelle une fois accomplie la moitié de la peine, soit dans huit ans. Comme le souligne il manifeste, cela représente une peine de six mois pour chaque homicide.

PHILIPPE PONS.

Irlande du Nord

TROIS SOLDATS BRITANNIQUES ONT ÉTÉ TUES PAR L'IRA

Londres. — Trois soldats britanniques ont été tués le jeudi 25 mars dans le quartier catholique de Belfast-Ouest. Ce sont les premières victimes militaires en Irlande du Nord depuis six mois.

Un commando de l'IRA s'était retranché depuis douze heures dans un appartement, prenant en otage une vieille femme de quatre-vingt ans et deux membres de sa famille. Il a ouvert le feu sur une patrouille motorisée : deux soldats ont été tués sur le coup, un autre est mort quelques instants plus tard à l'hôpital, un quatrième a été blessé ainsi que deux passants. Le commando a réussi à s'enfuir.

Cet attentat est considéré comme une réponse aux déclarations faites le veille par le chef de la police d'Ulster, Sir John Hermon selon lequel l'IRA et l'INLA (l'armée de libération nationale irlandaise) étaient « ébranlés par les coups portés par les forces de l'ordre au cours des derniers mois ». Quelques deux cents arrestations ont été effectuées grâce à une quinzaine de transfuges qui ont quitté les rangs des organisations républicaines et donné des informations à la police. Sir John Hermon a confirmé que ses informateurs recevaient une modeste somme d'argent et se voyaient offrir la possibilité de refaire leur vie à l'abri des représailles. — D. V.

l'entrepôt franck berai

VENTE DIRECTE EN ENTREPÔT DE VÊTEMENTS GRIPPÉS SUR 1.500 m²

Une nouvelle formule de vente pour une réelle économie !



Franck Berai offre à des prix grossistes une grande variété de vêtements Homme-Femme-Enfant spécialement étudiés par son équipe de stylistes. Approvisionné par huit usines, Franck Berai n'a pour lui que la rigueur dans la qualité, le choix du meilleur prix.

L'occas chez Franck Berai est réservée aux titulaires de la carte personnelle de l'entrepôt.

Pour tous renseignements, téléphoner aux horaires.

Atelier : 22, rue Drouot 75009 PARIS Tél. 209.00.00 - 16ème République

Alzoum : 31, rue de la République 97006 LECAN Tél. 052.53.71

DYNAMIQUE DE GROUPE ET ANALYSE INSTITUTIONNELLE
du 24 au 28 Mai 1982 (30 heures)
Renseignements et inscriptions :
université paris 8 formation permanente
2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02
Tél. 829.23.00 ou 821.63.64 poste 15.97

ASIE

Vietnam

A la veille du V^e congrès du P.C.V.

La direction politique apparaît divisée

Le cinquième congrès du parti communiste vietnamien, qui s'ouvre samedi 27 mars, est celui de la crise. Pendant les cinq années qui ont suivi le quatrième congrès, celui de la victoire et de la réunification, les difficultés se sont accumulées pour le régime : mécontentement au Sud, exode des « boat people », mauvaises récoltes et marasme économique, guerre au Cambodge et avec la Chine.

Pour tenter de remédier à ces problèmes, et à un grave isolement diplomatique qui contraindrait le Vietnam à s'appuyer désormais presque exclusivement sur l'U.R.S.S., Hanoi tente actuellement de régler le conflit cambodgien par une offensive militaire de grande envergure doublée d'offres de négociation. Sur le plan intérieur, des dirigeants pragmatiques souhaitent élargir encore le nouveau tour de libéralisme économique, mais ils se heurtent aux réticences de la vieille garde. C'est ce qui explique sans doute que le cinquième congrès ait été repoussé à plusieurs reprises et qu'il ait été précédé de trois longues sessions plénières du comité central, signe des difficultés éprouvées pour parvenir à un consensus sur la résolution qui sera présentée aux délégués.

Depuis environ deux ans, les rumeurs circulent sur les possibles changements, promotions et limosages au sein d'un bureau politique dont l'ossature n'a guère été modifiée depuis des lustres. En fait, le seul changement récent a été l'accession au rang de membre titulaire de M. Tô Huu, antérieurement membre suppléant, responsable idéologique, premier vice-premier ministre, fidèle de M. Truong Chinh, M. Chinh, président du Conseil d'Etat, numéro deux du parti, chef de la tendance dure et nationaliste, n'a cessé de renforcer son influence depuis 1975, à l'inverse du secrétaire général, M. Lê Duân, actuellement contesté et qui pourrait céder son poste à M. Lê Duc Tho, le négociateur des accords de Paris et le « patron » du Sud.

Considéré comme prosévétique (comme M. Lê Duân), le général Vo Nguyen Giap ne fait pas sa part que de rares apparitions dans la vie publique. Le premier ministre, M. Pham Van Dong, qui pourrait abandonner ce poste et avoir par un temps contesté, est revenu ces derniers mois à la « une » des journaux, qu'il partage avec M. Chinh.

Diverses tendances sont actuellement représentées au sein du groupe de quinze personnes qui préside aux destinées du parti et du pays ; elles se recoupent, se chevauchent ou par-

fois s'opposent. Si l'on ne peut guère parler de conflit de générations — tous les dirigeants étant nés entre 1908 et 1920, ce qui rendrait inopérant un renouvellement ou un rajeunissement — on perçoit des clivages entre : « modérés » et « durs », entre prosévétiques et nationalistes, entre ceux qui ont fait leur carrière au Nord ou au Sud. Il semble toutefois peu probable, même si l'influence des pro-soviétiques était réduite — le poids du Kroumli est parfois jugé pesant par les cadres du parti — que le cinquième congrès soit le théâtre de bouleversements.

Le P.C.V., dont les responsables travaillent ensemble depuis un demi-siècle, saura sans doute trouver une solution de compromis.

Une critique cinglante

La crise n'en existe pas moins, elle est profonde et publique ; un compromis ne ferait que retarder l'échéance sans résoudre les problèmes d'un pays en guerre depuis plus de quarante ans. Le signe le plus voyant des divergences entre les successeurs de Ho Chi Minh a été l'envoi en juin dernier par M. Nguyen Khac Vien, un des intellectuels les plus connus du pays et très proche du premier ministre, d'une lettre à tous les nouveaux députés. Ce texte, qui n'a jamais été publié au Vietnam mais dont la *Far Eastern Economic Review* de Hong Kong a donné récemment de larges extraits, s'en prend violemment à M. Truong Chinh et à ses amis, sans toutefois les attaquer nommément.

Accusés de « maotisme » à la vietnamienne ils se voient reprocher de mener par leur dogmatisme, le pays à la catastrophe : « Un pays pauvre et arriéré, écrit M. Vien, gravement malmené par la guerre, victime des éléments et menacé par les impérialistes, ne peut lancer le slogan « Progrès rapide, progrès énergétique ». Il devrait se contenter d'un « Progrès solide ». Or ce slogan est de la main de M. Truong Chinh. Dans une autre lettre aux Vietnamiens, M. Vien fait référence aux critiques de la politique suivie en Chine pendant la révolution culturelle, écrit qu'on ne saurait imiter l'exemple de ce jardinier qui tentait de tirer sur ses plantes pour qu'elles poussent plus vite ! »

M. Vien s'en prend aussi à M. Lê Duc Tho, responsable de l'organisation du parti, quand il écrit : « Nous disons que le parti dirige et que le gouvernement administre, mais en fait les comités du parti ont tout monopolisé » et « la commission d'organisation du parti a empiété sur les pouvoirs du parti ». Il dénonce la promotion des « opportunistes » et des « flâneurs », l'en-

nucléaire par les médias, le fait que les organisations de masse « ne jouent pas leur rôle ». En bref, une critique en règle de la façon dont les bureaucrates de l'appareil gèrent la crise, qui n'aurait pu être faite — et diffusée — sans le soutien du premier ministre.

« La détérioration d'une situation déjà difficile »

Les signes de rivalités politiques sont aussi apparus au cours des congrès provinciaux qui ont préparé le cinquième congrès. Ainsi, celui de la province de Ha-Bac, au Nord, a « suggéré au comité central de prendre promptement des mesures pour expulser du parti ceux qui ont dévié de la ligne, y compris ceux qui tiennent des postes-clés de direction, parce qu'ils réduisent la confiance des masses (envers le parti) ». Les congressistes ont dénoncé « le phénomène social négatif qui a affecté un certain nombre de membres du parti, y compris ceux de la direction » et qui, en plus des difficultés économiques et climatiques, est responsable de la « détérioration d'une situation déjà difficile ».

Au même moment, le congrès de la province de Hai-Hung avait dénoncé « ce point de vue erroné et partial selon lequel, si la ligne générale du parti est correcte, ses objectifs spécifiques sont peu clairs ou faux ». Il avait évoqué les défauts d'« organisation et de direction principalement responsables des insuffisances », le fait que de nom-

breux cadres n'appliquent pas « scrupuleusement » les directives du comité central, les « altèrent » ou les « appliquent arbitrairement à leur façon ».

Les rivalités politiques se combinent donc avec des divergences sur les moyens de sortir l'économie du marasme. Certes, tout le monde s'accorde pour donner priorité à la production d'objets de première nécessité ; le syndrome polonais a fait son œuvre, et l'appareil redoute une manifestation de mécontentement d'une population dont le niveau de vie ne s'améliore guère. D'ailleurs, lors du quatrième congrès, M. Lê Duân avait déjà promis de mieux satisfaire les consommateurs. Mais la libéralisation de l'économie — par le système des « contrats » préconisé en 1980 — en dépit des résultats encourageants qu'elle a donnés dans l'agriculture, en particulier au Nord, en 1981, n'est toujours pas acceptée par tous. L'application des mêmes méthodes dans l'industrie est très lente.

Sur tous ces points, le cinquième congrès du P.C.V. devrait définir les grandes lignes de la politique à suivre au cours des cinq prochaines années. Il devrait aussi préparer la relève des anciennes générations par des hommes neufs. Mais ce rajeunissement relatif ne touchera le bureau politique que « graduellement et lentement », selon les termes mêmes de M. Hoang Tung, rédacteur en chef du quotidien du parti *Nhan Dan*, à la télévision hongroise.

PATRICE DE BEER.

(1) Ecrit publié dans la revue *Dai Nhat* (N^o 82). Cette dernière citation est inspirée du philosophe classique chinois Mencius.

LETTRE ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

« Nous sommes réunis pour commémorer l'assassinat des quatre journalistes hollandais, non armés, le 17 mars 1982 à El Salvador. Nous vous sollicitons, en tant que président des États-Unis d'Amérique de réfléchir sur les motifs et la justification de votre soutien militaire à cette dictature à El Salvador. Nous honorons ces morts ainsi que les milliers de morts à El Salvador. Le peuple du Salvador vaincra ! »

La famille et amis proches des quatre journalistes hollandais.

Amsterdam, 21 mars 1982.

Lettre adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères de Hollande par la famille et les amis des journalistes J.A. Koster, T. Lodewijk, G.H. Cornelis, J.T. Willemsen.

« Nous, la famille et amis proches des quatre journalistes assassinés, apprécions beaucoup votre solidarité. Mais il ne suffit pas de regretter la mort de nos morts. Nous pensons que la seule réponse juste de votre gouvernement est :

1) De reconnaître officiellement et d'appuyer financièrement la résistance au Salvador. Ceci afin de mettre fin aux assassinats continuels perpétrés par la dictature au Salvador.

2) Soutenir les initiatives qui, dans un court terme, amènent à la négociation effective entre les forces en conflit.

Nous espérons que vous enverrez l'aide européenne nécessaire pour l'appuyer. Cette semaine, nous allons enterrer nos morts. Il n'y a pas de réponse plus juste de la part du gouvernement hollandais que celle de faire connaître sa position avant que l'enterrement ait lieu.

Finalement, hier, nous avons pu entendre dans le « NOS-Journaal » (Informations nationales) que notre ambassadeur attendait « des réponses sincères du gouvernement salvadorien ». Quelles garanties avons-nous de savoir qu'il y aura une recherche indépendante, lorsque celui chargé de l'enquête déclare sa confiance envers les réponses apportées par le régime des assassins ? »

La famille et amis proches des journalistes hollandais.

AMSTERDAM, le 21 mars 1982.

La Commission des Droits de l'Homme de El Salvador a l'intime conviction, fondée en présomptions graves, précises et concordantes et d'autres preuves que les responsables de ce délit sont les forces gouvernementales de El Salvador qui auraient agi avec préméditation et intention.

Nous demandons une recherche exhaustive et objective du délit et la condamnation des responsables. Nous sommes solidaires et prions nos condoléances sincères à la famille des victimes, au gouvernement hollandais et à la presse internationale.

Nous sommes convaincus que le sang solide de différentes nationalités unies à celui de notre peuple produira comme fruit le respect effectif de ses droits fondamentaux et la libre autodétermination de notre peuple.

Mariela Garcia VILLAS, présidente de la Commission des droits de l'homme à El Salvador.

Maurice BARTH, représentant en France.

Karen FAUCHÉ, membre de la Commission.

COMISION DE DERECHOS HUMANOS DE EL SALVADOR (CDHES)

45 bis, rue de la Gloire, 75013 PARIS

Compte bancaire SICR 444 309 87 25

Avec le TGV, en 4H15*, les Parisiens peuvent aller au cœur de Genève pour 194F.**

Paris-Genève. Réservation incluse.

Prix normal		Bénéficiaires des réductions couple, famille, vermeil	
1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
287 F**	194 F**	148 F**	101 F**

* Meilleur temps de parcours au service d'été 1981-82, 3 h 40 en 1982.
** Prix au 1981. Un supplément est perçu pour les TGV circulant aux heures de pointe. Renseignements dans les gares et les agences de voyages.



TGV. Gagnez du temps sur le temps. SNCF

Le Monde

DI MANCHE

Au sommaire du prochain numéro :

LES ENFANTS D'HOMOSEXUEL(LE)S

Mon père est homosexuel. Ma mère est homosexuelle. Des enfants ont à affronter cette situation paradoxale. Comment réagissent-ils ?

Enquête de Claude Baraf et Marie-Odile Fargier.

LA CAMORRA NAPOLITAINE FAIT MAIN BASSE SUR LE POUVOIR

Le crime organisé est devenu à Naples une institution parallèle qui comble le vide laissé par un Etat débordé.

Enquête de Philippe Pons.

Jusqu'au 5 avril pour le nouvel an perse la maison de l'Iran offre — 40 %

sur sa superbe collection de tapis rares

la maison de l'Iran

65-67, Champs-Élysées, 75008 Paris
25, promenade des Anglais, Nice

[illegible]

APRÈS LES ÉLECTIONS CANTONALES

OUTRE-MER : L'U.D.F. perd les deux présidences qu'elle détenait

L'U.D.F. perd les deux présidences qu'elle détenait outre-mer. A la Réunion, le maire de Saint-Denis, M. Auguste Legros (R.P.R.), suppléant de M. Michel Debré, succède à M. Pierre Lagourgue, qui n'a pas sollicité le renouvellement de son mandat de conseiller général. Le poste de premier vice-président est revenu à M. Paul Bédard, maire de Saint-Paul, fondateur du Front militant départementaliste, suppléant de M. Jean Fontaine, député non inscrit.

Ces élections traduisent une prise de contrôle de la nouvelle Assemblée par les composantes les plus radicales de l'opposition. Il en résulte, dans l'île, une certaine tension politique. Dans la nuit de mardi 23 au mercredi 24 mars, des coups de feu ont été tirés contre la vitrine de l'un des plus gros importateurs locaux, M. Dardar, dirigeant de la communauté musulmane de la Réunion, qui avait été publiquement accusé, dimanche soir, par un représentant du M.R.G., d'avoir favorisé l'élection de M. Legros.

En Guadeloupe, c'est une femme qui accède pour la première fois à la présidence du conseil général, Mme Lucette Michaux-Chevry (d.s.g.), en remplacement de M. Lucien Bernier, qui avait dirigé la campagne présidentielle avec l'élection présidentielle. L'opposition conserve, néanmoins, la direction du conseil général.

A Cayenne, l'élection du président du conseil général a été reportée au vendredi 25 mars, à la suite de nouveaux incidents provoqués par des militants du parti socialiste guyanais (P.S.G., autonomiste). Cette formation conteste vivement la décision prise lundi par le tribunal administratif de déclarer réélu M. Paulin Bruns (R.P.R.), conseiller sortant du canton de Cayenne-Nord-Est.

GUADELOUPE

Mme Lucette Michaux-Chevry (mod.) a été élue, au troisième tour, par 13 voix contre 17 à M. Frédéric Fallon, député socialiste, maire des Abymes.

Au deuxième tour, chacun des deux candidats avait obtenu 17 voix et il y avait eu deux abstentions. Mme Michaux-Chevry, qui s'était présentée comme la candidate de la « majorité de travail départementaliste », a été soutenue par les élus de l'opposition (dir. U.D.F., cinq R.P.R., deux modérés) et par l'un de ses amis « divers gauche ». Elle succède à M. Lucien Bernier (U.D.F.), maire de Saint-François, réélu le 21 mars, mais qui n'a pas posé sa candidature à la présidence de la nouvelle assemblée.

[Avocat au barreau de la Guadeloupe, conseiller général du canton de Saint-Claude-Gourbeyre depuis 1976, Mme Michaux-Chevry avait quitté la fédération guadeloupéenne du P.S. à la veille de l'élection présidentielle de 1981 pour mener campagne en faveur de M. Glacard d'Estimote, député du canton de Saint-Pierre. Elle était notamment signalée, auparavant, par l'organisation, en 1976, des premières pourparlers aux populations évacuées lors de l'éruption du volcan de la Soufrière et son intérêt pour les questions sociales.]

MARTINIQUE

M. Emile Mamboe (R.P.R.), maire de Saint-Joseph, a été

réélu, au premier tour par 24 voix contre 12 à M. Georges Gratiot, maire du Lamentin, membre du parti communiste martiniquais (P.C.M., autonomiste).

LA RÉUNION

M. Auguste Legros (R.P.R.) a été élu, au premier tour, par 24 voix contre 7 à M. Bruny Fayet, candidat du parti communiste réunionnais. Le 3 à M. Yveline Acot (U.D.F.), maire et conseiller général de Orléans, doyen de l'assemblée. Il y en a deux bulletins nuls. M. Legros, succède à M. Pierre Lagourgue (U.D.F.), ancien député, qui n'a pas sollicité le renouvellement de son mandat de conseiller général.

[Dès le 30 décembre 1981 à Saint-Amand, M. Auguste Legros a une carrière militaire, jusqu'en grade de capitaine, avant de devenir en 1967 conseiller municipal de Saint-Amand. Maître du chef-lieu depuis 1969, suppléant de M. Michel Debré depuis 1973, marié et père de six enfants, il est l'un des principaux leaders du R.P.R. dans l'île.]

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

M. Albert Pen, député apparenté socialiste, maire de Saint-Pierre-et-Miquelon, a été réélu, au premier tour, par 13 voix contre une. Il n'y avait pas d'autre candidat.

Vers le naufrage...

(Suite de la première page.)

« Notre temps n'est pas d'abord celui de la consommation. » Aujourd'hui, l'invention technologique nouvelle est si rapide que seuls résistent les peuples qui consacrent une part importante de leur revenu à une modernisation constante de leur appareil de production. « Notre temps n'est pas d'abord celui des loisirs et de la retraite anticipée. » Aujourd'hui, la concurrence économique est si vive que l'avenir appartient aux pays qui savent affirmer la priorité du travail et concilier cette priorité avec l'épanouissement de la personne. « Notre temps n'est pas d'abord celui de l'effacement de la famille. » Aujourd'hui, le déséquilibre des croissances démographiques dans le monde est si préoccupant que la liberté en Europe est désormais attachée au sérieux d'une politique familiale. « Notre temps n'est pas celui des idéologies sociales l'emportant sur l'unité nationale. » Aujourd'hui, la compétition qui sévit entre les nations est si profonde et si durable que l'existence même de la France est attachée à l'effort de solidarité et de complément pour le salut de tous.

Or, dans tous les domaines, nos priorités sont mal placées : la croissance de la dépense, l'éloge du repos, l'affaiblissement de la famille, et après un excès de conservatisme, la lutte des classes. Dès lors, le naufrage financier, économique, social, national, est au bout du chemin.

Dira-t-on que le naufrage menace d'autres États, d'autres

démocraties, d'autres peuples. Cette argumentation n'est pas une excuse. A nous en tenir à notre voisinage, le premier pays qui compte est l'Allemagne. Elle est présentement la force de l'Europe. Cette force est fragile, certes, mais la satisfaction que nous en éprouvons est à la fois mesquine et médiocre. Il nous faudrait représenter une force égale et moins fragile. Et si nos regards dépassent l'Europe occidentale — au-delà de qui, des États-Unis à l'Algérie, de l'Union soviétique au plus grand ou au plus petit des pays d'Amérique du Sud, représentons-nous un exemple, un guide, ou simplement une capacité d'avenir ?

Les hommes qui sont au pouvoir — ou qui exercent une influence — éducateurs, journalistes, syndicalistes — ont-ils conscience qu'ils tiennent entre leurs mains le destin des Français ? A ceux qui parlent avec orgueil de « changer la société », d'abord, une responsabilité, celle de la France... Oh ! certes, comme un bateau bien construit longtemps résiste à la tempête, un vieux peuple résiste longtemps aux effets de la décadence. Et je ne connais rien de plus navrant que cette ardeur à décider d'orientations « irréversibles », comme si le devoir et l'intelligence ne consistaient pas à assurer une adaptation permanente des lois en fonction d'un principe, qui est la France, sans laquelle il n'y a ni liberté, ni dignité, ni promotion des Français.

Travailler davantage

Finances publiques, prestations sociales, salaires et revenus privés, soutien des familles, éducation des enfants, formation des jeunes, esprit d'entreprise et besoin d'ordre, industrie et sécurité de chacun : autorité de l'État et unité culturelle de la nation : il est désormais clair que ces grands domaines de l'action doivent tous être abordés avec réalisme et courage, laborieusement et avec constance, ensemencés par des idées saines. Pour garder notre liberté d'action et exercer une influence, il nous faudrait épargner pour mieux investir ; il nous faudrait travailler davantage. Il nous faudrait une jeunesse nombreuse et bien préparée ; il nous faudrait solidarité et patriotisme.

Tout cela se traduit par des mesures qui se trouvent, pour la plupart, à l'inverse de celles que nous propose et par un état d'esprit comme un langage opposés à ceux qui inspirent le monde dirigeant de la France. Le peuple en a eu conscience. Mais il fut dupé. En 1981, les électeurs voulaient un changement-redressement. On leur a présenté un changement-changement, c'est-à-dire et non ailleurs qu'en l'application des élections de 1982. Il y a d'autant plus mal-

donne que l'évolution mondiale se poursuit et que, chaque année davantage, s'élève l'épave de l'Europe, l'Afrique, l'Asie, sont et seront impropres à la nation qui s'abandonne. Oh ! je vois, la difficulté est grande, car l'alternance de ce qu'il est convenu d'appeler la droite avec ce qu'il est convenu d'appeler la gauche n'y suffira pas, pas plus que n'y suffira cette alternance blusarde et grossière, qui, dernier abandon de l'intelligence, consiste, par la représentation proportionnelle, à tout confondre dans la même impuissance.

Le bon fonctionnement des institutions n'a jamais empêché l'imagination de se mettre à leur service quand la situation le requiert. Puisque le naufrage est en vue, et qu'il se rapproche, n'attendons pas que notre navire bousculé par le gros temps heurte un rocher au point de rendre impossible tout sauvetage — ou de faire dépendre le sauvetage de quelque navire étranger prêt à nous lancer une amarre qui enchaînera la France.

Les institutions permettent, le peuple attend un gouvernement de saint national.

MICHEL DEBRÉ

NOUVEAUX INCIDENTS EN GUYANE

Le P.S.G. demande le renvoi du préfet

De notre correspondant

Cayenne. — L'élection du président du nouveau conseil général de Guyane n'a pu avoir lieu, mercredi 24 mars, d'une part en raison de l'absence délibérée, en séance, des huit conseillers appartenant à la majorité — qui est à égalité de sièges avec l'opposition, d'autre part à cause d'une manifestation organisée autour de l'immeuble du conseil général par les partis de gauche.

Ceux-ci protestent contre la proclamation, par le tribunal administratif, de la réélection du conseiller sortant de Cayenne-Nord-Est, M. Paulin Bruns, leader départemental du R.P.R., avec cinq voix d'avance sur le candidat du parti socialiste guyanais, M. Antoine Karam (le Monde du 25 mars).

A l'ouverture de la séance, cinquante-six militants du P.S.G., qui avaient occupé à l'avance la tribune réservée au public, ont coupé les écus de l'opposition en scandant notamment : « Bruns, démission ! », « Bruns, salaud, le peuple aura ta peau ! ».

Le quorum n'étant pas atteint, le doyen de l'assemblée, qui présidait, a levé la séance. Le scrutin a été reporté au vendredi 25 mars.

A l'extérieur, les forces de l'ordre ont fait usage de grenades lacrymogènes pour riposter aux jets de pierres d'un millier de manifestants. Ceux-ci se sont séparés en se donnant rendez-vous jeudi et vendredi au même endroit et en criant qu'il n'y aurait pas de président du conseil général tant que l'élection du canton Nord-Est ne serait pas annulée.

Au cours d'une conférence de presse, M. Jean Caty, secrétaire général du P.S.G., a notamment déclaré : « Nous dénonçons les méthodes employées pour élire à tout prix Bruns. Ce sont des méthodes coloniales dignes de celles employées par Scharif el-Estang. Le gouvernement socialiste veut une décentralisation voulue par lui et non par le peuple guyanais. Il est contre le peuple guyanais. La proclamation de la victoire de Bruns n'a été qu'une mascarade pour permettre au colonialisme français de continuer ses basses besognes en Guyane. Nous demandons le renvoi immédiat du préfet de la Guyane, incapable de contrôler son personnel, ainsi que celui de son directeur de cabinet, qui servait déjà son prédécesseur. »

EDMOND FRÉDÉRIC.

(Publié)

WEEK-END DU 1^{er} MAI 1982

AVEC TOURISME S.N.C.F. A NAJAC EN ROUGERGUE

VENDREDI 30 AVRIL
Départ de PARIS-AUSTERLITZ vers 21 h 30 (OC 2^e classe).

SAMEDI 1^{er} MAI
Arrivée à NAJAC - Transfert en autocar à la Résidence de NAJAC - Petit déjeuner - Matinée libre - Déjeuner - Visite du village - Dîner et logement.

DIMANCHE 2 MAI
Petit déjeuner - Excursion en autocar à ALBI et CORDES - Déjeuner en cours de route - Dîner et logement à NAJAC.

LUNDI 3 MAI
Petit déjeuner - Excursion en autocar à VILLEFRANCHE-DE-ROUGERGUE et aux GROTTES DE FOISSAC - Déjeuner à NAJAC - Après-midi libre - Départ par train (OC 2^e classe) vers 21 h 30.

MARDI 4 MAI
Arrivée à PARIS-AUSTERLITZ vers 7 h 30.
Prix : 125 F par personne tout compris (vin aux repas).
Conditions spéciales pour Groupes, Comités d'Entreprises, Associations ou Amicales.

Renseignements et inscriptions : dans les agences de TOURISME S.N.C.F. LAF. 17 A, dans les gares S.N.C.F. de PARIS et du R.E.R. par téléphone au 321-46-46 et par correspondance : TOURISME S.N.C.F. CITE 127, 75045 PARIS CEDEX.

OCDE

FINANCEMENT DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE ET CONTRÔLE MONÉTAIRE

Cette étude traite, d'une part, des problèmes posés par le financement d'importants déficits budgétaires du point de vue de la réalisation des objectifs monétaires et, d'autre part, de la mesure dans laquelle des emprunts accrus du secteur public peuvent entraver le financement du secteur privé. F58.

LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE. Objectifs et techniques. Vol. 1.

L'importance et la persistance des déficits publics ont entraîné une augmentation notable de l'encours de la dette publique et des besoins globaux de financement. On trouvera dans cette étude une description et une analyse des méthodes qui peuvent être utilisées pour la gestion de la dette pour atteindre les objectifs actuels des pouvoirs publics dans ce domaine. F23.

RECHERCHE ET PRISE DE DÉCISION. Le cas de la politique régionale. Rapport d'un séminaire de l'O.C.D.E.

La politique régionale a pour objet de concilier deux tendances antagoniques : l'aspiration à l'égalité parmi la population et, sur le plan économique, la tendance à la prospérité des zones centrales et à l'appauvrissement des périphéries. La recherche sert-elle l'action dans ce domaine ? F36.

L'INNOVATION DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Rapports analytiques. F68.

LES ENJEUX DES TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE NORD-SUD

Etudes analytiques. F90.

« Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement » (CERI) :

L'ÉDUCATION DES ADOLESCENTS HANDICAPÉS. Intégration à l'école. F32.

CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E. 1982 : gratuit sur demande.

Publications et catalogues disponibles au 2^e SALON DU LIVRE, Grand Palais, Paris, Stand O.C.D.E. - B 18 ou au :

BUREAU DES PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E.
75775 PARIS CEDEX 16

NOM

ADRESSE

(Vous pouvez joindre votre carte de visite à ce bon de commande.)

Date :

Signature :

OCDE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS, CEDEX 16

Dip. Lit. 131

Le Monde tient à la disposition de ses lecteurs les résultats des deux tours des élections cantonales publiés dans les numéros datés des 16 et 23 mars 1982.

Prix : 3 F (+ frais d'envoi)

S'adresser au journal **Le Monde**

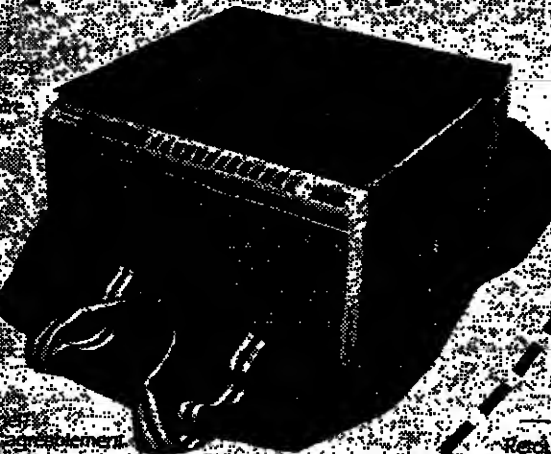
Vente au numéro

5, rue des Italiens - 75427 PARIS Cedex 09

prêt à copier.

SF-750

le plus petit photocopieur du monde.



SHARP

les outils du pouvoir

Mettez à disposition une documentation importante sur le copieur Sharp SF-750. Le guide des copieurs Sharp est à la base des copieurs Sharp du monde.

Nom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Requiesce Sharp, 49, Avenue Jean-Baptiste 93307

ALFORTVILLE CEDEX Tél. 1 834 93 44 Telex 221714

HISTOIRE

UN ÉPISODE TRAGIQUE EN ALGÉRIE

Il y a vingt ans, rue d'Isly

Lundi 26 mars 1962, à Alger : la fusillade de la rue d'Isly. Il y a toujours un reporter. Il y en avait de nombreux, cet après-midi, au coin de l'avenue Pasteur et de la rue d'Isly, et l'un d'eux a su, au milieu du drame, garder son micro ouvert. On peut entendre son enregistrement : un dialogue hétéroclite sur fond de cris, de rafales d'armes automatiques, d'explosions de grenades. « Halte au feu ! Halte au feu ! » — « Mon lieutenant, un peu d'énergie, mon Dieu ! » — « Halte au feu ! Cessez le feu ! »

Les acteurs de cet échange sont, aujourd'hui, connus : un officier de troupes algériennes et un fonctionnaire de l'O.A.S. Mais qu'importent les détails. A tous ceux qui l'ont vécu et la revivent, pour quelques instants, vingt ans après, cette journée a laissé un souvenir ineffaçable. Alger, durant ces quelques heures, a atteint une sorte de comble dans l'horreur, le désespoir, le désastre.

Des dizaines de morts, des dizaines de blessés ; ce massacre, peut-être ne pouvait-on l'éviter, mais il est bien vrai qu'on ne cessait, sur place, de le redouter depuis une semaine. Souvenons-nous. La « paix » d'Évian est signée le 18. Aussitôt, les responsables de l'O.A.S. la traduisent par un ordre de grève générale et... une déclaration de guerre : la fameuse directive n° 29 du général Salan : « Je donne l'ordre à nos combattants de harceler toutes les positions ennemies dans les grandes villes d'Algérie. »

La suite ne se fait pas attendre. Le 23 mars, c'est l'« embuscade » dans laquelle tombent deux camions de l'armée à l'entrée de Bab-el-Oued : cinq morts, onze blessés. D'autres suivront, des deux côtés, lorsque ce quartier populaire, devenu brusquement le symbole de la résistance « pied-noir », sera mitraillé, ratisé, et isolé par la troupe du reste de la ville.

Ce matin du 26, Alger n'a jamais été aussi lumineuse sous le ciel clair et chaud des fins de printemps africain. Mais une vague inquiétude flotte dans l'air. L'O.A.S. a perdu avec la bataille de Bab-el-Oued une des plus anciennes bases de son combat : non seulement les « pieds-noirs » n'ont pas réussi à faire basculer l'armée, mais, pour la première fois, ils ont tiré sur des soldats français, qui ont riposté. Fin d'un rêve. Que peut-elle faire ? Tenter de mobiliser, une fois de plus, une dernière, l'Algérie. D'où cet appel, le veille, à une grande marche pour libérer Bab-el-Oued. Manifestation pacifique, précise le commandant de zone de l'armée secrète, et interdite, bien sûr, par la préfecture.

Dès 14 heures, des hauts de la ville et de tous les quartiers périphériques, des milliers de manifestants de tous âges, jusqu'à des enfants, des vieillards, chantant, scandant les chants et les slogans de l'« Algérie française », brandissant des drapeaux, commencent à s'écouler aux abords du plateau des Glières, en bordure du Forum. Les grandes voies d'accès vers Bab-el-Oued, plus loin vers l'ouest, paraissent solidement tenues par des barrages militaires. Avec, au moins, un trou dans le dispositif : la rue d'Isly justement. Une petite section de troupes algériennes commandée par le lieutenant kabyle Ouchane Daoud, rassemblée derrière un cheval de frise trop court, est rapidement débordée, prise à revers par la foule qui déboule d'une autre voie non « gardée », l'avenue Pasteur.

Le carnage

Il est 14 h 45. Chaque rafale de fusil mitrailleur, et aussitôt après, c'est le crépitement des pistolets mitrailleurs des troupes qui tirent sur la foule. La fusillade s'amplifie, pon-

tuée par l'éclatement des grenades. Le carnage. Dans la bousculade et les hurlements, des corps tombent rue d'Isly, avenue Pasteur, sur les escaliers de la grande poste. Le drame proprement dit de la rue d'Isly ne durera qu'une dizaine de minutes, mais les coups de feu continueront à retentir durant une longue demi-heure et davantage dans tout le centre de la ville. Le boulevard Larbière pris en enfilade par les tirs d'un ou deux fusils mitrailleurs restera longtemps infranchissable, même par les militaires qui ne parviennent pas à localiser le ou les troupes embusquées sur les toits ou les balcons. Comment oublier, nous y étions, les larmes, vraies larmes, de rage de ce capitaine d'infanterie de marine s'efforçant de comprendre cette turberie à laquelle il ne sait comment mettre fin ?

La ville ne retrouvera son calme que plusieurs heures plus tard et commencera alors à compter les victimes et à s'interroger sur l'origine du drame. Vingt ans après, on ne peut encore apporter des réponses incontestées ou incontestables aux questions que se posent alors les Algérois hébétés. Combien de morts ? Cinquante, soixante-dix, davantage ? Combien de blessés ? Deux cents au moins : impossible d'être plus précis (1). Les troupes ont tiré sur la foule ; c'est certain, mais on retrouvera aussi, par la suite, les emplacements d'armes automatiques servis par d'autres qu'eux. A qui surtout faire porter la responsabilité de la fusillade ? Les soldats placés rue d'Isly patrouillaient, deux jours auparavant encore, dans le bled. Ils étaient aussi peu faits que possible pour la tâche de maintien de l'ordre que, un jour comme celui-ci, on leur avait confiée. Ils n'auraient d'ailleurs pas dû être là. Ils y étaient ; plus qu'un erreur ? Peut-être. Mais le crime impardonnable, n'était-ce pas dans cette fameuse instruction n° 29, la manipulation, l'excitation irraisonnée d'une foule désorientée et désarmée ?

L'année, depuis 1968, a éteint les actions judiciaires engagées aussitôt après le drame. Elle n'a pas aboli les souvenirs ni apaisé les passions. L'historien se contentera de dire que ce jour de folie marque le début de la fin de cette folle guerre qui, pendant plus de trois mois encore, exigera son tribut de larmes et de sang.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

(1) Yves Courrière, après une longue et minutieuse enquête, parle de quarante-deux morts et deux cents blessés (dont beaucoup ?) ne survivront pas à leurs blessures) parmi les manifestants. Les troupes, ajoute-t-il, ont eu dix blessés, dont deux très graves.

CORRESPONDANCES

Une lettre de M. Triboulet à propos des accords d'Évian

M. Raymond Triboulet, ancien ministre, membre de l'Institut, nous écrit :

Dans le Monde du 16 mars, mon ami Louis Terrenoire me met en cause en rapportant ce qui se serait dit au conseil du 19 mars sur les accords d'Évian.

J'aurais insisté sur « la sensibilité des membres de la communauté européenne ».

Ceci ne veut pas dire grand-chose si on ne l'éclaircit pas, notamment, par la lettre que j'écrivais, le 12 décembre 1960, à mon premier ministre, Michel Debré : « Si l'on avait voulu faire une politique d'intégration, « l'accrochage » se serait produit dans la communauté musulmane. Puisque l'on veut faire une politique libérale, « l'accrochage », en revanche, risque de se produire du côté de l'armée, dont les buts sont plus difficiles à définir, et, surtout, de la communauté européenne. »

Bref, ce n'est, en aucune façon, un paradoxe que de dire que la politique algérienne voulue par le général de Gaulle suppose une action politique dynamique et persévérante à l'égard des Européens bien plus qu'à l'égard des musulmans. Et je constatais que cette action n'était pas exercée.

J'ai cru qu'il était de mon devoir de rappeler cette évidence politique pendant quatre ans, à chaque conseil ou presque, comme un témoin neutre, par exemple les Souverains de Robert Buron. Car le but et le succès de l'entreprise du général étaient liés à la « marche ensemble » des deux communautés, suivant sa propre

pré-expression. Les anciens combattants étaient sans doute les plus capables de le comprendre. J'ai donc multiplié les efforts sur le terrain, ainsi fin novembre 1961 dans les départements d'Orléansville et de Bône. Hélas ! si je provoquais un bref redressement, personne ne pouvait ou ne voulait prendre la relève. D'après Terrenoire, le 19 mars, le général aurait « réagi vivement avec des mots sévères ». Il est vrai qu'au conseil du 30 août précédent, le général m'avait répondu en comparant la communauté européenne aux daimés des tympans de cathédrale qui tendent le poing aux anges qui veulent les sauver.

Mais s'il ne croyait guère au succès de ces efforts de sauvetage, le général ne les en appréciait pas moins.

C'est ainsi que le 24 avril 1962 le général de Gaulle m'écrivait : « Mon cher Ministre. Vous avez bien voulu me communiquer la lettre que vous avez adressée le 24 mars aux présidents des groupements d'anciens combattants d'Algérie. Je l'ai lue attentivement et j'ai pris connaissance avec intérêt des observations que vous m'avez soumises à ce propos. »

Au reste nos efforts n'ont pas été vains et se sont inscrits dans les accords d'Évian puisqu'ils ont abouti à cette clause exceptionnelle qui maintient l'administration française en Algérie pour le service des pensions et prestations dues à tous ceux qui ont combattu dans l'armée française.

« Au reste nos efforts n'ont pas été vains et se sont inscrits dans les accords d'Évian puisqu'ils ont abouti à cette clause exceptionnelle qui maintient l'administration française en Algérie pour le service des pensions et prestations dues à tous ceux qui ont combattu dans l'armée française. »

Dois-je dire au colonel Argoud, entendu hier soir sur FR 3, combien son ironie faisait mal quand il se moquait des mères françaises, tremblant pour leur rejeton en Algérie, et non lorsqu'il était au volant d'une Jaguar (!) en France ! Ce colonel Argoud ne semble pas connaître l'état de fortune de la majorité des combattants d'Algérie, contingent comme officiers ! Quant à sa défense de la torture, rien ne pourra jamais effacer cette tache qui a rendu certains dignes des pires nazis.

« Un numéro d'Autrement sur l'Algérie. La revue Autrement consacre son numéro de mars à un bilan, intitulé « Algérie, vingt ans après », construit autour des thèmes suivants : la mémoire, l'errance entre deux terres, quel socialisme, quel islam ? L'Algérie au jour le jour, 10 millions de voix et cultures en friche. Le numéro : 55 F.

TERRAINS A BATIR

65 km de Paris
Libre choix du constructeur
PRIX : 140.000 F

GISORS IMMOBILIER
25, rue de la Liberté
9740 GISORS
Tél. : (32) 55-29-09
Fermé le dimanche

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30



Le meilleur des magasins de meubles anglais à Paris a aussi l'accent américain maintenant

Dans le plus anglais des magasins de meubles de Paris, on peut maintenant trouver tout ce qu'il y a de plus séduisant et de plus imaginaire en matière de mobilier américain.

Depuis des années, les meubles Drexel Heritage sont considérés comme répondant aux critères de conception et de qualité de fabrication les plus rigoureux et les plus élevés.

Maple est heureux de vous annoncer qu'il a obtenu l'exclusivité des droits de vente de la collection Drexel Heritage.

Venez donc vous promener dans quelques uns des plus beaux décors de living et de salles à manger, avec tissus d'ameublement coordonnés. Si différents. Et si désirables.

Drexel Heritage

MAPLE

5 rue Boudreau (face au R.E.R. Auber) 75009 Paris. Tél. 742.53.32.

De découvertes en découvertes.



Une trop courte traversée.

— Aller en Angleterre avec l'auto ! On en rêvait depuis longtemps. Grisante perspective. Notre attente fut beaucoup plus que récompensée. Cette trop brève traversée sentit bon les vacances.

Sur le pont, l'air vif rosissait les joues de maman. Papa semblait apprécier, très apprécier son teint. Ils ont beaucoup ri ensemble. Le car ferry leur réussissait.

En bas, dans le garage géant du ferry géant, notre bonne auto attendait les routes anglaises.

J'ai passé la traversée à courir et regarder partout. J'ai vu, de belles boutiques. Une petite banque nous a donné de vrais billets anglais. Avec la Reine qui sourit dessus. J'ai goûté des trucs anglais. Des plats très amusants. Je ne savais plus où donner de la tête.

Hélas, on nous demanda de regagner l'auto. La ferry géant touchait déjà la côte anglaise. La traversée s'achevait. Soixante-quinze minutes d'amusement. Que le bon temps passe vite. Les récréations sont toujours trop courtes. Pour la première fois, je venais de voyager en me distrayant. Autre découverte. —

TOWNSEND THORESEN
European Ferries

La traversée la plus rapide en car ferry : 58 traversées par jour. 5 routes au départ de 3 ports français : Calais, Cherbourg et le Havre. 2 routes de Zeebrugge dont une vers Falmouth pour l'Ecosse. Voir carte.

Toute l'année 50% de réduction sur minitour de 2 jours 1/2 en Grande Bretagne. Jusqu'à 25% pour 5 jours. Tarifs dégressifs suivant les mois, les jours et les heures de traversée.

Townsend Thoresen
Tél. (1) 261 51 76
11, rue de la République 75002 Paris
Ouvert de 10h à 19h
NOM : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Ville : _____
MOD 82-1

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

CARNETS D'ISLAM

YÉMEN DU NORD

Sur la route des palais de la République

Le Yémen du Nord, c'est l'oasis fertile de l'Arabie désertique. Un pays de montagnes, vivantes, qui s'ouvre à peine au monde.

Après une demi-heure d'ascension, le pic rocheux est vaincu. Trois pierres chaillées disjointes, le pied mal assuré, et la main permet de se hisser sur le toit de la minuscule mosquée.

Al Hobeib est un village lamellaire, tout petit, à quelques kilomètres de Manakha, au cœur du djebel Haraz. Il compte quatre mosquées pour une dizaine d'habitations. La plus surprenante d'entre elles est allée s'accrocher, on ne sait plus quand, sur une dent de pierre d'où l'on peut observer tout un morceau de ce Yémen du Nord.

La montagne s'élève à plus de 3 000 mètres en terrasses soignées, verdoyantes ; la main de l'homme yéménite l'a façonnée, des pieds jusqu'à la tête. La vigueur des tabacs, les cafiers en touffes et les buissons de quai, à la diabolique amertume, sont les acteurs silencieux de cette pastorale. La canne des bergers ponceuse lui

le rythme de la journée. Mulet et ânes n'ont rien perdu de leurs prérogatives. Le samedi, ou turban, soigneusement fiché sur la tête, le futa, ou jupe, découvrait chevilles et sangles, bonnes vieilles tantes qui autorisent toutes les entreprises, le paysan s'affaire.

Malgré, très brun, l'œil noir enfoncé dans un visage mat, il façonne toujours plus la montagne et retourne jusqu'au plus petit arpent de terre. Tout à l'heure, il ira se reposer sous l'acajou ou l'acacia. Puis il ramènera son bœuf, son âne, ailleurs son zébu, au village, l'aire sur l'épaule, au pas lent qu'impose le soleil. La dureté attendra les premiers nuages de la mousson, qui viendra de l'Afrique, toute proche avec le printemps, tout comme le blé, le maïs ou l'orge.

Chaque village, chaque maison yéménite, est un trésor d'architecture, d'esthétique. Et les surprises ne manquent pas.

Fabuleuse entreprise que celle des bâtisseurs yéménites ! Ici, point d'effort : le plus humble des villages a le même droit que le chahk ou l'imam de vivre dans un

palais. A la ville comme sur les hauts plateaux, on découvre une architecture, des plans d'urbanisme qui ignorent les hiérarchies pour compte et s'adaptent bien à l'immense besoin de protection des habitants. Il était en effet courant, et cela reste vrai quelquefois, qu'un village voisin vint trouver par chez vous l'appât d'une trop maigre récolte. Alors, du plus profond de la mémoire yéménite, on a construit haut, et fort. Les maisons ont très souvent plusieurs étages et des ouvertures qui ne s'agrandissent qu'à plusieurs mètres du sol.

Les matériaux de construction sont

ceux que l'on peut trouver dans l'environnement immédiat du village. Ainsi, celui-ci s'insère-t-il bien dans la variété des paysages. Certains principes sont pourtant universels : on ne creuse pas la terre, les fondations sont à même le sol, les murs de soutènement sont faits de pierres de taille énormes, quelquefois en « pierres de fer », comme l'on dit ici, c'est-à-dire en épais blocs de basalte soigneusement taillés, puis les murs s'aminçissent, en pierres plus fines, remplies par du pisé dans la plaine, pour s'achever en briques soigneusement ordonnées.

Sanas, à l'oasis de Wadi-Dar. Sur un pic rocheux, à l'aplomb de la rivière toujours à sec, on a construit un palais qui appartenait à l'imam. Il est aujourd'hui de la résidence aux hôtes de marque. Huit étages, des terrasses extraordinaires, des arabesques, des moucharabieh, fenêtres chaulées, pièces ornées de gawes, sorte de pilastres dont sont faits tous les éléments de décoration de la maison. En s'arrêtant n'importe où, on découvre, avec la même émotion, ces ensembles architecturaux uniques et fiers, joyeux d'un pays jaloux de son talent.

Les villages de Thula et sa chaudière, Shikama et ses habitations troglodytes, Kawkaban et ses fortifications à l'aplomb d'une falaise de plusieurs centaines de mètres et, surtout, étape obligée, superbe, Haggara, à un quart d'heure de piste de Manakha, cerné d'un vertigineux précipice, aux maisons sévères et agglutinées, seront autant de belles surprises. Malheureusement, on commence ici à bien savoir ce qu'est un touriste.

Talz est la seconde capitale du Yémen. Cernée de montagnes, elle cache un très beau site aux épicures et un musée... fou.

Les Yéménites ont, eux aussi, fait leur révolution. Cela a commencé en 1962 pour s'achever en 1970. La République s'est alors installée, les royalistes pleurant le fils du dernier imam, ou roi, El Bedr. Les palais sont devenus autant de salles de police, casernes ou musées. Ainsi, à Talz, au sud du pays,

l'ancien palais est-il devenu un édifice public. On y a conservé ou rassemblé, sans cérémonie, les objets les plus divers qui faisaient l'environnement quotidien de l'imam. Un univers fantasque et irrésistiblement comique.

Au rez-de-chaussée, la chambre de l'imam, il ne pouvait plus monter dans les étages, ou difficilement. Un lit à baldaquin, sur la table de nuit, un vieux Teppaz à faire pâillir les nostalgiques des années et une bombe de Fly-Tox : défense de toucher.

Plus loin sont exposés les vêtements ensablés du roi Ahmed, père d'El Bedr, victime en 1962 d'une fusillade à l'hôpital d'Hodeidah, le grand port de la mer Rouge. Sur une commode, des lunettes de soleil du plus beau rose à l'effet punk immédiat qui rappelle la couleur du lustre superbe en paille de verre du plus pur style art-déco.

Sur un mur, un placard de 1904 signé de l'administration générale des phares de l'empire ottoman et intitulé : « Règlement pour les gardiens des phares de la mer Rouge ». Le lecteur sera surpris par ces mots : « L'entente la plus grande doit régner entre tous les gardiens européens et arabes. Les gardiens européens, tout en maintenant leur autorité sur les gardiens arabes, doivent les traiter avec la plus grande douceur et ne doivent jamais ni les injurier ni se porter à des voies de fait contre leur personne. »

OLIVIER SCHMITT.

(Lire la suite page 16.)

PAKISTAN

Les thés dansants de Lahore

« Elles sont un vêtement pour vous, vous êtes, pour elles, un vêtement. »

Le Coran, sourate II.

Le Pakistan de la prohibition ! Quelle subaine pour l'Occidental en vaine de schématiser. Le touriste s'amuse franchement en remplissant un formulaire à l'Intercontinental de Lahore, seul moyen légal d'accéder à son poison quotidien dans le huis clos de sa chambre ; il se tord de rire à Peshawar quand il remplit les mêmes paperasses — nom, prénom, âge, religion — en trois exemplaires, faisant solennellement serment de ne pas musulman. Oui, l'Occidental est tout en joie à la vue de cette prohibition *made in Pakistan*, depuis vingt-cinq ans. Pour un peu, tout l'exotisme serait là, condensé dans cet acte de foi d'un Etat qui se cherche. On imagine l'agence de voyages en panne d'originalité proposant huit jours en quête d'Al Capone au pays des Paschons.

Mais au diable l'alcool, la prohibition et la rigueur islamique. Le Pakistan, c'est tout de même autre chose. Des contradictions à

la pelle, bien sûr, mais savoureuses comme du *green tea*. L'islam a trop l'odeur des basars où se dressent des pyramides de safran, des montagnes de poivre en grains et des alignements de pilastres grasse et forte pour s'insérer dans un carcéral, tout est toujours beaucoup plus compliqué et subtil qu'on ne le pense. Bref, le Pakistan préfère toujours ses traditionnels pantalons bouffants en mince cotonnaude au costume trois pièces.

Prenez les femmes. On les dit recloses dans leurs cuisines, actives derrière leurs fourneaux, interdites de courses en ville et en permission sous voile (la *bourka*). On dit aussi que l'immense majorité d'entre elles sont prisonnières de leurs familles. Pourquoi ? Parce que Allah le voudrait ainsi. Et l'on n'ose imaginer ces femmes voilées en train de siffler du *Seven-up* ou du Coca-Cola comme y invitent pourtant fermement d'immenses panneaux publicitaires aux couleurs criardes. Eh bien ! tout cela demande quelques correctifs.

A Lahore ne voit-on pas l'incroyable ? Des femmes exigeantes, dures et belles faisant piler

sous leurs ordres les commentateurs avisés du marché des demoiselles. Assises, ne font-elles pas déborder devant elles, jusqu'à épuisement des stocks, les étoffes les plus riches, les imprimés les plus colorés, les arpes les plus fines ? Sous leurs yeux indifférents, les échoppes se transforment en chandlers. Le commerce a le porteur de l'été pour régaler ses clients. Autour de lui, ses apprentis s'agitent, défilent et défont à toute allure les coupes de tissu. Lui, l'homme, le mâle, se met en quatre. Serait-ce l'islam à l'envers ? Peut-être. Encore n'est-ce rien. Lahore, Karachi et Rawalpindi cachent d'autres tours à l'Occidental imbibé de cartésianisme.

« J'ai une religion. »

Ces *bourkas* hommes de nos J.M.F., une grande bourgeoisie noue en vante les moindres. Là où nos féministes ne voient qu'une pression, cette bourgeoisie voit aussi coquetterie et érotisme. La voile, devenu symbole politique sacré pour certains, est aussi parure. On l'avait un peu oublié. Parure et paravent. Paravent et parapluie. La *bourka* aurait cet d'appréhension qu'elle vous rend entre parenthèses, vous rend intouchable, vous protège au sonnet. L'explication vante ce qu'elle vaut. Répétée à une jeune Pakistanaise « libérée », elle l'a fait bondir. « J'ai ma religion, dira-t-elle scandalisée. Je ne la

place pas dans un voile. » Soit.

Le régime pakistanais, lui, reste prudent. Le général Zia, rapporte le *Morning News*, a plaidé pour les droits de la femme. Plus exactement, il n'est pas contre. Il les voit très bien se porter volontaires et bénévoles pour devenir infirmières au service de la population. Katherine

Hepburn, dans ce rôle, avait fait un tabac dans l'Amérique des années 60.

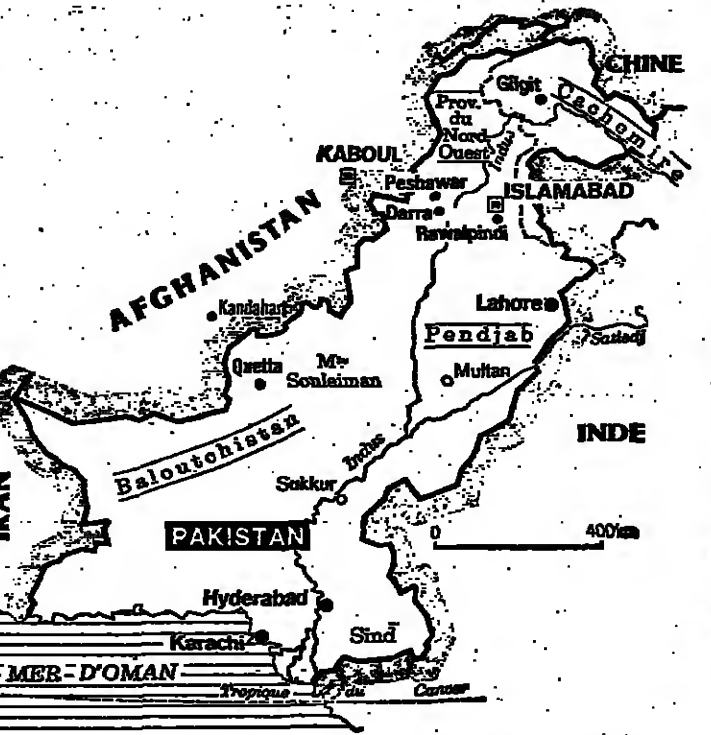
Mamans ou putains, telle serait toujours la question. Le Pakistan — prenons le risque de braver susceptibilités et pudibonderies — offre, comme tout autre pays, les deux. Lahore, ville somptueuse, misérable et richissime, présente à côté de

monuments dont les guides n'ont pas tort de souligner trois fois qu'ils valent le détour, d'étranges bordels roses bombes, bien lavés et vert chon dans le quartier d'Hibera Mandi (marabé aux diamants). C'est un secret de polichinelle. Le cinéma pakistanais y puise ses vedettes, comme la célèbre Baira Sharif, les modèles leurs mannequins, les impresarios leurs chanteuses. La prohibition du sexe s'arrête à l'entrée de ce marché bien particulier où les diamants sont des femmes que l'on peut offrir contre beaucoup d'argent. Pour un peu, tout s'y passe comme dans un thé dansant.

Les clients, bon public, s'assoient en tailleur sur des coussins tout autour d'une pièce. Au son d'un harmonium, une danseuse les charme. Ses chevilles, prises dans des guêtres de gilet, s'agitent en cadence. Fascinés par un regard, subjugués par un sourire, les hommes jettent alors en pluie de pièces blanches de roupies sur la tentatrice. Ou encore, la danseuse, d'une main experte, effeuille au passage les paquets de billets craquant neuf des « soupriants ». Les choses « sérieuses » ne commencent qu'après ces préliminaires coûteux. L'artiste laisse alors la place aux putains. Et le thé dansant, délicieux, un rien ringard, devient, sans plus, une vulgaire maison close. La chose serait banale si l'on n'était en terre islamique.

LAURENT GRENSAMER.

(Lire la suite page 16.)



Le Monde des PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Dans le numéro de mars (80 pages)

- La « Marianne » de Muller
- La journée du timbre
- et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques : 10 francs
11 bis, bd Beaumarchais, 75006 Paris
Tél. : (1) 242-72-23

PARIS ATHENES
à partir de aller-retour
1330 F

nouvelles frontières

55, bd Saint-Michel 75006 Paris 329 12 14
5, rue Ellery 38000 Grenoble 67 16 53

GEOTOURS AMERICA

CALIFORNIE
FLORIDE
LOUISIANE
TEXAS
NEW YORK
HAWAII

CIRCUITS SEJOURS RANCH MOTORHOME

DEMANDEZ NOTRE BROCHURE
A VOTRE AGENCE DE VOYAGES
ou téléphonez au 53.71.78 nous
vous indiquons l'agence la plus
proche de votre domicile après par
notre organisme.

En ROUMANIE, les vraies cures de GÉRIATRIE

En toute saison, combinez vos vacances avec un séjour "repos-sant" au bord de la mer Noire ou à Bucarest.

Les cures de gérontologie et de physiothérapie, de 14 à 21 jours, sont administrées dans des hôtels de cure modernes et des cliniques réputées, sur la base du traitement de renommée mondiale du professeur Ana ASLAN.

Prix tout compris pour 14 jours, à partir de 3.680 F.

Réervations auprès de votre agence de voyages habituelle.

Renseignements : **OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN**
38, avenue de l'Opéra 75002 PARIS
Tél. 742.27.14 et 742.25.42

DOCUMENTATION
Je désire recevoir une documentation détaillée sur les camps de gérontologie du Professeur ASLAN.

NOM _____
ADRESSE _____

CARNETS D'ISLAM

Palais du Yémen

(Suite de la page 15.)

Et puis, plus loin, plus haut, à droite, à gauche, dans un dédale d'escaliers et de couloirs, de nombreuses vitrines laissent voir toutes sortes de collections : une centaine de styles Mont-Blanc, deux cents bouteilles vides de Vichy-Célestins « grande source », plusieurs centaines de flacons de parfums venus du monde entier, dont une série impressionnante d'eau de Cologne « Etoile », « Indispensable pour les pays chauds », dont notre guide nous assure que l'imam ne répugnait pas à « goller », de temps à autre, un coffret-rot « Burnside » de la Birmingham Safe Co Ltd, une salle d'armes surveillée par un tigre... on peluche, des habits d'apparat, des bijoux, des montres, toutes les mêmes, les diplomates en visite n'avaient décidément aucune imagination. C'est beau comme une chanson de Bortoloni, un trésor national, Versailles dans la cornue de l'Arabie.

La Thème. Une plaine insalubre qui longe la mer Rouge. L'Afrique n'est pas loin, les cases remplacent les maisons.

Et puis, Mokha... Ici, le Yémen s'aplanit pour retrouver la mer. Les montagnes ne sont plus qu'une ligne noire qui ferme le paysage. La température s'élève, rarement inférieure à 30 degrés, tout comme l'humidité, 80 % en moyenne. Mais il ne faudrait en aucun cas se laisser rebuter par des circonstances atmosphériques fastidieuses.

Cette bande de sable, cette « terre à pain », qui ressemble à s'y méprendre au désert, est pourtant une plaine habitée, un marché-pied brûlant pour l'Afrique toute proche, à quelques kilomètres, de l'autre côté du détroit de Bab-el-Mandeb.

Les villages sont nombreux, faits de cases rondes de bois et branchages ou boues séchées. A l'écart de la route goudronnée, ils sont autant de centres animés et connaissent, une fois par semaine au moins, l'agitation du marché.

L'arrivée d'un Blanc au milieu de ces tribus plus noires constitue ici plus qu'un événement. Jamais on ne ressentira plus le fossé du temps qu'un seul sourire, un vrai sourire, permettra de franchir.

Les étapes sont variées : le souk aux tissus de Baït-el-Paqul, l'ancien fort turc de Zébid et la mosquée désaffectée d'Od, en montant au sommet du minaret, l'œil se perd dans les ruelles du village comme l'avaient fait les caméras de Pasolini

qui a tourné ici ses *Mille et Une Nuits*. Ou encore Hodeidah, le grand port yéménite, à mi-chemin de son passé, vieilles maisons, vieux palais, et d'un futur hypothétique, bâtisses sans intérêt, béton, canalisations, sans exemple peut-être d'un urbanisme sauvage et misérable.

Et puis, il y a Mokha. Tout le monde connaît son nom, mais savait-on seulement que c'était au Yémen ? C'est de son port que partait au dix-huitième siècle le café, cultivé sur les plateaux, qui faisait la richesse du pays. D'aussi somptueuses habitations qui l'habitaient alors, il n'en reste qu'à peine six mille, accrochées à des ombres, ombres de maisons, ombres de mosquées, ombres de palais, ombres de boutiques. Mokha, c'est un pan de mur délabré tourné vers la mer Rouge, perdu dans le bleu du ciel et touté par les vents de sable. La démolition s'habille de sublime.

Le Yémen, ce serait aussi le Sud, l'Hadramout, coupé du Nord par une frontière artificielle sévèrement entretenue par les grandes puissances. Ce serait aussi Sanaa, ses rues envahies par une foule immense, sa vieille ville arabe aux maisons merveilleuses, ses hôtels crasseux, à 450 francs la nuit, ses cinémas surpeuplés, des hommes uniquement, obligés de laisser l'entrée la fameuse *Jenbiyya*, un poignard de corne et d'argent que portent tous les Yéménites, et la *Kalashnikov* achetée au marché aux armes d'Amran ou de Saada.

Le Yémen, ce serait encore une boucle à Marib, au royaume mythique de la reine de Saba, à mi-chemin de la route aux épices. Ce sera aussi, à la plus grande surprise du voyageur, le contraste des villes les plus belles du monde aux rues les plus crasseuses du monde. Ici, point de poubelles ou de bennes à ordures, c'est la route qui sert de déversoir. Surtout, on oublie où l'on pose le pied. Le Yémen d'aujourd'hui, c'est cela, le cad dans la crasse et la tête dans l'Arabie heureuse.

OLIVIER SCHMITT.

• Nouvelles Frontières propose plusieurs formules de voyage au Yémen du Nord et, depuis le début du mois de mars, au Yémen du Sud : la découverte individuelle (billet aller-retour : 3 690 F ou 3 850 F selon les dates), la circuit aventure (découverte en Toyota, voyage semi-organisé avec un accompagnateur N.P. : 6 950 F ou 7 750 F) et un trekking (voyage semi-organisé qui exige une bonne forme physique : 8 100 F). Nouvelles Frontières, 37, rue Violet, 75015 Paris, tél. : 878-60-60.

Les thés dansants de Lahore

(Suite de la page 15.)

Heera Mandi est un antiharem. Ainsi chaque vérité a-t-elle sa contre-vérité. Heera Mandi vit la nuit. Ce marché sulfureux traîne derrière lui son cortège de petits métiers : cireurs

de chaussures, barbiers, vendeurs de sodas et de galettes chaudes, mêmes mendiants. Lahore, ville paradoxale. Capitale culturelle, témoin du long règne des rois Moghols (1526-1858) — princes raffinés et parfois bien cruels, — elle est la cité brillante et scintillante qui frémit encore à l'histoire de la très belle Anarkali (« Fleur de grenade »), qui périt pour raison d'Etat et passion d'amour.

Cela se passait en 1599, sous le règne de l'empereur Akbar. Ce dernier surprit un jour cette jeune fleur de son harem en train de sourire au prince Salim, son fils. Soupçonnant alors quelque liaison secrète, le terrible Akbar la fit emmener vivante. Six ans plus tard, Salim succéda au pouvoir. Il devint l'empereur Jahangir. Sur la tombe d'Anarkali, il fit alors bâtir une mausolée admirable et signe : « L'épandement amoureux Salim Akbar ».

L'histoire veut à présent que tout ce qui précède, ou presque, soit du domaine du roman. Nous n'en croyons rien. Pour nous, Salim fut bel et bien amoureux d'Anarkali. De grâce, qu'on laisse, une fois pour toutes, les histoires d'amour vivre en paix ! L'amour n'est-il pas déjà que trop contrarié ? Il suffit d'entendre les Pakistanais parler dots et trousseaux pour le croire bien volontiers. L'inflation est telle que les « pères-à-filles » ont du mal à suivre le rythme. Karachi ou Peshawar, peu importe ! Les exigences sont per-

tout les mêmes. Les familles des futurs maris prennent un soin jaloux de leurs fils. Elles veulent des bijoux, beaucoup de bijoux, des parures en pagaille, une maison, une voiture et l'équipement électro-ménager dernier cri. Certains pères s'arrachent les cheveux d'avoir des filles. Ceux qui n'en ont pas louent le ciel.

On murmure que les divorces ont souvent leur origine dans ces mauvaises histoires de roupiés. A force de s'entendre reprocher par leurs belles-familles d'avoir si peu apporté, certaines épouses finissent par plaquer belles-mères et maris. On dit aussi que les mariages se font

plus rares. C'est un peu une révolution. Un problème de société, dirait-on en France.

Le Pakistan touristique, c'est bien sûr autre chose. Ce sont les autobus pekatourisés comme il n'est pas permis, les buffles couleur cendre, les vieilles pierres, les bouddhas sculptés de Peshawar, les peintures miniatures mogholes, le col de Khyber (Khyber pass) et des scènes villageoises sorties tout droit du Moyen Age. J'en passe. Rien ne vous empêche pourtant de regarder aussi ailleurs. Il y en a pour tous les goûts.

LAURENT GRELSAMER.

Trekking et bons hôtels

Le tourisme connaît un développement rapide au Pakistan. Dans la majorité des cas, les étrangers ne s'arrêtent que quelques jours dans ce pays. A son corps défendant, le Pakistan sert la plupart du temps de simple lieu d'escale. Trois cent mille visiteurs — dont quatre mille cinq cents Français — se sont arrêtés dans ce pays en 1980. C'est tout. Encore en total a-t-il chuté d'environ 15 % en 1981.

Pour remédier à cette « bon-dance », le Pakistan — trait d'union avec l'Inde en 1947 — multiplie et peuplé de plus de 80 millions d'habitants a déployé d'importantes efforts financiers. L'Office du tourisme (P.T.O.C.) a choisi comme zone prioritaire de développement le nord du pays, partie la plus riche en sites touristiques. Sans compter les villes de Lahore et de Peshawar, le P.T.O.C. compte sur des sites archéologiques comme celui de Taxila, proche de Rawalpindi, et toute la chaîne himalayenne dont le plus haut sommet pakistanais — le « K 2 » — culmine à 8 611 mètres d'altitude. Toute une série de mesures, visant à faciliter les possibilités de courses en montagne et de trekking, viennent d'être prises. Des routes, autrefois quasi interdites, sont désormais libres.

L'hôtellerie n'est pas encore développée mais dispose d'établissements très confortables. La chaîne « Intercontinental » est présente à Karachi, Lahore, Rawalpindi, et Peshawar. Le P.T.O.C., pour sa part, contrôle aussi des hôtels de qualité dans ces villes. Enfin, la Pakistan International Airlines (P.I.A.) dessert de nombreux aéroports qui évitent de longs voyages par la route.

• Pour tous renseignements, s'adresser à la Pakistan International Airlines : 152, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. 350-31-62.

SALZBURG A LA CARTE

Formules spéciales printemps 1982

Pour les jeunes ou les moins jeunes, pour les retraités ou les étudiants, pour les dames ou les groupes. Week-end escapade ou semaine culturelle — demandez notre dépliant détaillé, le « SALZBURG-PACKAGE » à : Office du Tourisme de la Ville de Salzbourg, 7, Auenbergstrasse, A-5024/SALZBURG. Tél. 19.43.6222.71511 (73866/74620). TLX. 633486.



SALZBURG

de schne Stadt

Chaque jour dans
Le Monde
ventes dans les
5°, 6°, 7°, 8°, 15°, 16°
et 17° arrondissements
NEUILLY, BOULOGNE
et SAINT-CLOUD.

DEPART DE PARIS
COLOMBO
ALLER-RETOUR
3410 F
ET l'accueil DELTA à l'arrivée
DELTA VOYAGES
les voyages, passionnément.
34, RUE DES ÉCOLES 75006 PARIS TEL. 542.32.17 ET AGENCES AGRIÈRES.

Visitez
L'AMÉRIQUE en version française

En Amérique, le problème c'est l'accent. Soyez rassurés, votre accompagnateur CAMINO le possède parfaitement. Grâce à ses compétences, vous comprendrez les États-Unis. CAMINO est le spécialiste des voyages accompagnés aux États-Unis. En 20 ans CAMINO a fait découvrir l'Amérique à plus de 100 000 personnes.

OPTION PRIX GARANTIS
• Si le jour de votre inscription, vous réglez votre voyage, son prix sera ferme et définitif, quelle que soient les hausses du dollar ou des carburants. Vous pourrez aussi ne verser qu'un acompte et régler les hausses éventuelles.

DÉPARTS GARANTIS
• Sans minimum de participants — Pour 1982, nous vous proposons 5 circuits et plus de 100 départs. Il y a sûrement le vôtre !

ACCOMPAGNEMENT GARANTI
• Nos spécialistes expérimentés vous accompagneront pendant tout le voyage et vous vivrez l'Amérique.

CIRCUITS ORIGINAUX
CAMINO vous fait bénéficier de ses vingt ans d'expérience du tourisme aux États-Unis. CAMINO est reconnu par le plus grand des agences de voyages toutes habilitées à recevoir vos inscriptions.

L'AMÉRIQUE EN CLASSE Camino
A partir de 800 F. Par vols réguliers AIR FRANCE, service complet de classe touristique (billets, séjours, séjours vacances), vous visiterez l'Amérique avec raffinement dans les meilleurs hôtels, en cars climatisés, et avec de nombreux repas locaux.

L'AMÉRIQUE EN CLASSE AM'ECO
A partir de 600 F. Une nouvelle formule qui réduit d'un tiers le prix de nos circuits sans rien toucher au programme traditionnel, par un choix d'hôtels modestes et la suppression des repas.

Coupez à retourner à CAMINO — 21, rue de Champagne - 75017 PARIS TEL. 52.08.11. VRS, CAMINO, envoyez-moi gratuitement votre catalogue 1982 des voyages aux USA.

NOM _____
ADRESSE _____

EN VOITURE
POUR L'ANGLETERRE ET L'IRLANDE.

TRAVERSEZ EN BONNE COMPAGNIE.

Sealink vous offre, toute l'année, 6 lignes de car-ferries. A Calais, découvrez les nouveaux car-ferries à 2 ponts dont le « Côte d'Azur », le plus récent et le plus beau fleuron de la flotte Sealink.

A bord de tous les car-ferries, vente de produits « hors taxes ». Profitez des tarifs avantageux : par exemple 50 % de réduction pour 60 heures en Grande-Bretagne.

Demandez la brochure dans les gares, bureaux de tourisme SNCF et agences de voyages, ou écrivez à Sealink SNCF, 3, rue Ambroise-Paré 75010 Paris, ou téléphonez à Paris (1) 874.77.54.

SNCF

CAR FERRIES Sealink

DU TOURISME

AMÉRICAIN

Vol-Car

La Bible aux U.S.

DES PRIX POUR VOIR DU PAYS

1.800 F : 8 J. EN TURQUIE
3.370 F : 16 J. AUX USA/CH
13.550 F : 22 J. EN CHINE

PAYSCOPE
6, rue de la Paix, 75002 Paris - 201 00 00

AMÉNAGEMENT DE LA HAUTE-MAURIENNE

Val-Cenis la prudente

C'EST le pays du lièvre blanc et du chamois, du parc de la Vanoise et de la Dent Parrachée : la Haute-Maurienne. C'est aussi le pays des hommes entêtés, qui ne baissent pas les bras et qui créent, année après année, « leur » station : Val-Cenis, née de la coopération entre les communes de Lanslebourg, Lanslevillard et de Lanslebourg, appartient, comme Bessans ou Bonneval-sur-Arce tout proches, à cette catégorie des centres de ski où le montagnard est resté maître chez soi pour accueillir un client avisé de retrouver des racines rurales.

Authentique station-village, Val-Cenis se classe pourtant au premier rang des stations de sports d'hiver de la Maurienne grâce à ses infrastructures de remontées mécaniques et grâce à ses capacités d'hébergement. « Nous avons marché avec un bon sens », explique M. Yves Berneron, directeur de l'école de ski, président du syndicat intercommunal et bûcheron de profession. Tout commence en 1967. Le chantier du barrage hydroélectrique du Mont-Cenis s'achève, et les élus s'inquiètent de trouver un substitut à cette source d'emplois. Lior Blanc a tous les attraits, mais les projets privés de station qui se présentent sont à la fois trop importants et trop « étrangers » pour que les conseils municipaux les adoptent.

Lanslebourg possède les hôtels et les gîtes : Lanslevillard, le domaine skiable du Mont-Cenis. Sous la houlette de M. Jean Cambo, ingénieur au service d'étude et d'aménagement touristiques de la montagne, et alors maire de Lanslevillard, les deux communes décident de mettre en

commun leurs atouts et de se dénommer Val-Cenis.

1971 : les téléskis parviennent dans les alpages. Une baraque du chantier de barrage est transformée en restaurant d'altitude. Les hôtels cessent de fermer leurs portes pendant l'hiver. La station se dessine, un peu écartelée entre Lanslebourg, très riche mais plus petite, et Lanslevillard plus haute et ensoleillée mais moins peuplée. L'attelage tient bon, et les collectivités commencent à s'installer : V.V.F., U.C.P.A. et O.C.C.A., par exemple. Une remontée mécanique épaule l'autre, le domaine skiable s'agrandit, jusqu'à offrir aujourd'hui 80 kilomètres de pistes jusqu'à 2 800 mètres d'altitude.

Val-Cenis, c'est d'abord un ski de bon niveau. Ses 60 kilomètres de piste sont créés avec les pistes « noires », baptisées Michèle-Jacot ou Ouilhon, et aussi avec les « canons à neige », qui garantissent aux débutants comme aux compétiteurs que la neige ne fera pas défaut pour cause de trop beau temps.

Prix raisonnables

Deuxième caractéristique : des prix raisonnables. Station moyenne, Val-Cenis reste loin des « sommets » atteints dans les centres de sports d'hiver de la Tarentaise. 235 F pour un forfait de remontées mécaniques de sept jours, 1 850 F en saison ou 1 710 F en haute saison par personne pour une pension complète de sept jours à l'Alpeur avec libre accès aux remontées mécaniques, ou encore 1 520 F par semaine pour un studio de grand confort pour trois personnes pendant les vacances de Pâques.

Troisième élément : la volonté. En effet, les montagnards ont conservé la haute main sur le développement de leur station. Le syndicat intercommunal que dirige M. Michel Bakoun emploie quatre-vingt-dix personnes presque toutes habitantes de la Haute-Maurienne. M. Martin Brachet, maire de Lanslevillard, et M. Pierre Borot, maire de Lanslebourg, résument

leur démarche en ces termes : « Nous avons avancé lentement parce qu'il nous fallait enrichir les habitants qui ont ainsi pu acheter des immeubles chez eux. Nos opérations immobilières ont également eu pour avantage de fixer ces capitaux locaux qui se seraient investis ailleurs et nous n'avons rien fait. Nous avons ainsi modifié les mentalités, et nos administrés adhèrent aujourd'hui au phénomène touristique. »

La future opération des « Terres-Grasses » à Lanslevillard, symbolise cette volonté. Sous la supervision de M. Daniel Jordan, ancien directeur du syndicat intercommunal, elle mariera des maisons individuelles (d'inspiration générale des impôts, V.V.F.), deux hôtels, des gîtes municipaux, des résidences principales, des équipements collectifs (garderie d'enfants, salle polyvalente, tennis).

Quinze cents lits s'élèveront de terre, en principe pour le plus grand bien des villageois. « Nous attendons beaucoup des collectivités parce que leur remplissage est mieux étalé et parce que leurs clients font tourner nos commerces. Nous nous enrichirons avec la neige et la neige nous enrichira avec la neige », dit le maire de Lanslebourg.

Et l'agriculture dans ce tourbillon touristique ? Elle réagit et même très bien si l'on en croit les étables en cours de construction. Tous les éleveurs s'accrochent à reconnaître que la station a apporté des revenus complémentaires et permis aux exploitations de survivre. « Sans la station, nous n'aurions plus d'agriculture », entend-on dire de tous côtés. Les étables attirent les vacanciers qui demandent à leurs moniteurs de les visiter. Ils achètent aussi à la coopérative force kilos de bonnet.

Reste un point de friction entre le tourisme et l'élevage : ce sont les ardoises métalliques des forêts de remontées mécaniques. Les vaches les avalent avec le foin, et le vétérinaire est obligé de leur faire absorber des aliments pour neutraliser ce corps étranger.

Une subvention du syndicat intercommunal à la coopérative calmera peut-être le mécontentement des éleveurs. En tout cas, les cinquante-ans exploitants de Val-Cenis et leurs quatre cent cinquante bêtes n'ont pas trop

de souci à se faire. Les étables veulent conserver coûte que coûte le mode de vie agricole qui donne à la station son cachet et son équilibre.

Val-Cenis n'est pas seulement une station plaisante pour skier ; elle est aussi une haute et vraie montagne, passionnante à voir vivre et se battre.

ALAIN FAUJAS.

* Maison de Val-Cenis, 73480 Lanslebourg, tél. (79) 66-23-06, et aussi Basse Vallée et Tour du Val-Cenis dans toutes les agences de voyages.

PAQUES SANS SKIEURS ?

LES maîtres des stations françaises de sports d'hiver s'inquiètent des vacances de Pâques, qui ne semblent pas avoir attiré les foules sur les pistes de ski. Dans tous les massifs et pour toutes les zones scolaires, de nombreuses places resteraient disponibles au hôtel comme en location ou en collectivité.

Si cette évolution se confirme, elle contraindrait les résultats de la saison hivernale qui était, d'ores et déjà, considérée comme bonne. Interrogée au mois de février par la direction du tourisme, soixante-huit responsables de stations ont qualifié le début de saison de convenable. Un seul a jugé médiocre, 88 % ont estimé la fréquentation supérieure à la période correspondante de l'an dernier et 12 % inférieure. 51 % des réponses constatent que le creux traditionnel du mois de janvier était un peu moins ou beaucoup moins accentué qu'en 1981. La campagne « Janvier plein ski » lancée par l'Institut de ski ne s'annonce pas trop favorable.

La clientèle étrangère aurait fréquenté en plus grand nombre les stations françaises et, en particulier, les Britanniques, les Belges, les Néerlandais et les Espagnols.

Les auteurs de ce bilan provisoire concluent par la remarque suivante : « La saison 1981-1982, amorcée depuis le début du mois de décembre dernier, paraît assez semblable à celle de l'an dernier avec le retour des Alpes-Sud à des conditions d'enneigement normales. »

VOYAGES A FORFAIT

Les Français moins timides

L'INDUSTRIE européenne des voyages aériens à forfait se porte bien. C'est la principale constatation que l'on peut faire à la lecture du rapport de M. François Maurice réalisé pour le Cercle d'étude des tours-opérateurs (CETO) (1) et qui s'intitule : L'industrie européenne des voyages aériens à forfait de 1970 à 1985.

Tout comme la demande de séjours de vacances (2), qui n'a cessé de croître de 1965 à 1980 (un rythme annuel de 4,2 % de 1965 à 1975, puis de 4,8 % de 1975 à 1980 en France), la demande de voyages aériens à forfait a pris une part de plus en plus importante dans le choix des vacances de nos compatriotes.

1,71 million de vacanciers (3) ont en effet acheté un voyage aérien à forfait en 1980 contre 1,15 million en 1975, soit une progression de 8,3 % par an.

Cela veut dire concrètement que les fameux « voyages organisés » rebutent moins les Français que par le passé et que l'individualisme cocardier recule. Cela veut dire aussi que la France est en train de combler un certain retard qu'elle avait pris sur ses voisins européens pour des raisons d'hygiène et les possibilités de tourisme à l'intérieur de nos frontières, aussi bien en été qu'en hiver.

Deux chiffres illustrent ce retard : la part des voyages aériens à forfait dans la demande de séjours de vacances était en effet de 8,7 % en 1980 dans les sept pays européens pris en considération par l'étude du CETO (4), contre seulement 3,2 % dans l'Hexagone.

Le rapport permet d'autre part de peser le poids des voyages organisés sur le trafic aérien international. Dans les six États européens voisins, près de 75 % des voyages aériens à forfait utilisent des vols affrétés ou charters. En France, les producteurs poursuivent une politique différente puisque les voyages aériens à forfait sont réalisés, pour 54 % du trafic, sur des vols réguliers.

Ainsi, en 1979, ces voyages à forfait représentaient environ 34 % du trafic émis par la France. La part des voyages d'affaires était de 28 %, celle des voyages privés de 25 % et celle des vacanciers indépendants de 13 %. Une série de chiffres qui soulignent, s'il en était encore besoin, l'importance majeure des tours-opérateurs dans le développement du transport aérien régulier dans notre pays.

Pour ce qui est de l'observation de ces tendances à l'horizon 1985, l'étude du CETO a envisagé deux scénarios. Il ressort d'un scénario dit « intermédiaire » que la demande de séjours de vacances à l'étranger

devrait s'accroître de 4 % par an au départ de France entre 1980 et 1985 contre 3 % pour les sept pays européens.

Ainsi, en 1985, les Français devraient effectuer 9,75 millions de séjours de vacances à l'étranger. Le développement du trafic aérien de vacanciers qui en résulterait devrait avoir pour conséquence d'accroître légèrement la part de l'avion de 5,9 % en 1980 à 6,1 % en 1985 dans le trafic de séjours de vacances aux dépens de la part de l'automobile (75,9 % en 1980).

Pour la même période, la demande française de voyages aériens à forfait augmenterait plus vite que dans les autres pays européens. La France connaîtrait un taux de croissance annuel de 4,8 % contre 2,5 % pour la demande européenne.

Charters en progression

De 1980 à 1985 toujours, le trafic aérien sur vols charters au départ de la France devrait progresser de 6,4 % par an, soit un taux trois fois supérieur à la moyenne européenne (2,2 %). Ces chiffres ne concernent pour l'instant qu'un tout petit nombre de vacanciers puisque, en 1980, seulement 1,5 % des vacanciers français sont partis à l'étranger en vols charters contre 5,9 % dans les autres États européens.

Le rapport conclut qu'en 1985, au départ de la France, le trafic de voyages aériens à forfait devrait concerner 2,16 millions de vacanciers contre 1,71 million actuellement dont 1,08 million sur vols charters. La part des charters devrait donc atteindre 50 % du trafic contre 74 % pour les autres pays européens.

Cette évolution, note l'étude du CETO, présente quelques avantages économiques non négligeables : un meilleur étalement des vacances, car les producteurs de voyages aériens à forfait vendent du « soleil » toute l'année et des créations d'emplois. Par exemple, pour les producteurs, un trafic de deux millions de vacanciers supplémentaires crée trois emplois. Soulignons que la réalité des cinq prochaines années vienne confirmer les espoirs que suscitent ces prévisions. — O. S.

(1) Le CETO regroupe les douze plus importants tours-opérateurs français à l'exception du Club Méditerranée.

(2) Ce séjour de vacances suppose que le vacancier ait passé au moins quatre nuits hors de son domicile habituel.

(3) Un vacancier est égal à deux passagers selon la comptabilité des transports.

(4) Ces sept pays sont la R.F.A., la France, la Belgique, le Danemark, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suisse.

PÉROU INSOLITE

14 JOURS

Départ mensuel à compter du 18 février.

Cusco, Machu Picchu, Puno, lac Titicaca, la Paz, OXLEY AMARANTO, à partir de 11 800 F.

Renseignements : Les Voyages de l'Est, 10, rue de la République, 75001 PARIS.

Ne décidez pas sans elle.

La très complète brochure de Comtour vous propose des circuits, des locations de voiture et motorhomes, des stages de tennis en université, des séjours dans les grandes villes américaines, au Mexique, à Hawaï et les Caraïbes et même la location de luxueux appartements en Floride, à partir de 100 F par jour et par personne.

Découvrez aussi les meilleurs tarifs aériens sur vols réguliers : les Vols Bonnes Affaires.

La brochure Soleils d'Amérique Eté 82 est gratuite.

Demandez-la à :

1, rue Delucq, 92010 Paris, tél. : (1) 261.67.08 ou dans votre agence de voyages.

POUR TOUS VOS VOYAGES EN ROUMANIE ET CURES DE GÉRIATRIE, S'ADRESSER A

FRANCE VOYAGES Service "Pays de l'Est" 266 02 02

10, rue Aubert 75009 PARIS

anglais intensif **ELS USA**

UNIVERSITÉ AMERICAINE

DE VRAIES ÉCOLES DE LANGUES, 36 Rue de Chazy 92200 Neuilly Tél. 637.35.88

VACANCES-ÉTUDES — VOYAGE EN ISRAËL

Deux semaines : fin août 1982

Prix : 5 500 F + 100 F cotisation au C.E.A.I.

Tout compris : aller-retour Paris-Tel Aviv

Hôtel 3 et 4 étoiles - Chambre à 2 lits - Pension complète

Pour inscriptions et informations complémentaires :

Ecrire au COMITÉ DES ENSEIGNANTS AMIS D'ISRAËL (C.E.A.I.)

134, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS

ou téléphoner au (1) 358-75-40 ou au (1) 750-49-05

Visites de TEL AVIV, HAIFA, BERSHEVA, Eilat, JERUSALEM

Renseignements de divers systèmes éducatifs

Rencontre avec des enseignants israéliens : Juifs et Arabes.

DES PRIX POUR VOIR DU PAYS

1.800 F : 8 J. EN TURQUIE
6.770 F : 16 J. AUX USA/CANADA
13.550 F : 22 J. EN CHINE

Séjours et circuits des rives de la Méditerranée aux confins de l'Asie... Vols vacances et charters. Demandez le catalogue gratuit à

PAYS COPE

6, rue de la Paix, 75002 Paris - 261.50.02

ou à votre agent de voyages

NOM :

ADRESSE :

Fin la porte de Montreuil, fini la porte Champerret :

pour qu'un séjour à Paris soit (enfin) un séjour parisien.



Le Grand Hôtel Place de l'Opéra

Pourqu'il s'élève à la périphérie ? Pourquoi rechercher l'atmosphère septentrionale et sans charme du béton anonyme quand, pour une somme équivalente, on peut offrir le luxe d'un hôtel où l'on s'éveille chaque matin devant l'Opéra ? Les Grands Magasins sont à cent mètres. La Défense à 15 minutes par le RER et chaque soir, l'animation des Grands Boulevards, des théâtres et cinémas tout proches ; des restaurants et terrasses de café (au fait, le Café de la Paix est là, tout près) font de votre soirée une véritable fête.

Alors, à votre prochain voyage, pensez au Grand Hôtel, place de l'Opéra.

GRAND HÔTEL, tél. : 260.33.50

2 rue Gode 75009 PARIS, tél. : 220.875

L'AFRIQUE DU SUD

un monde en un seul pays

Authentiquement EXOTIQUE
Étonnamment VARIEE
Facilement ACCESSIBLE
Profondément HOSPITALIERE
et si ENRICHISANTE

Parcourez la République Sud-Africaine en tous sens. Choisissez votre formule :

- Séjour
- Motor-home
- Voiture sans chauffeur (avec ou sans hôtels)
- Circuits accompagnés

De F5700 à F17600

(Prix basés sur des départs groupés, avion compris)

Renseignements auprès de votre agence de voyages ou en renvoyant le coupon ci-dessous

Office du Tourisme Sud-Africain,
9 Bd de la Madeleine,
75001 PARIS.
Tél. 261-9230; Tél. : 280090.

NOM :

ADRESSE :

Où le soleil brille sept jours par semaine.

TIR A L'ARC

La vraie force tranquille

L'HOMME est debout sur le pas de tir : il est concentré, calme, déterminé. Depuis des mois, à l'entraînement, il a affiné la connaissance de son corps pour atteindre au geste parfait ; à présent il est prêt. C'est un archer de compétition.

Ensemble, l'arc, la flèche et le bras décrivent un mouvement de grâce et de puissance : la main glisse à hauteur d'épaule, l'arc s'infléchit, la corde se tend. L'homme reste un instant immobile dans une posture statuaire, puis, d'un geste imperceptible décoche le trait : la flèche vole alors à 200 km/h. Le rituel est accompli.

Certes, tous les tireurs n'en sont pas là, ni même à chasser le puma, comme ces archers américains, mais tous doivent cultiver des qualités de finesse, concentration et énergie puisque le tir à l'arc exige autant du mental que du physique. Théoriquement tout le monde devrait être en mesure de tirer, la règle étant d'adapter l'arc à la personne (âge, force, morphologie, etc.) puis d'adapter la flèche à l'arc. Pourtant la Fédération française de tir à l'arc (F.F.T.A.) (1) ne recense que 17 % de femmes, alors que rien ne leur interdit la pratique de l'arc. 25 % des archers sont des jeunes de moins de dix-sept ans ; l'essentiel de l'effectif est composé d'hommes de vingt-cinq à trente-cinq ans. Parmi eux, des avocats, des agriculteurs, des artistes ; les futurs cosmonautes français tiennent à l'arc ; Hugues Aubert, aussi. Selon leur gabarit, les tireurs utilisent des arcs de forces différentes. La force est calculée en poids de traction (exprimé en livres de 0,454 kilogramme) ; nécessaire pour bander l'arc en position de tir. Un débutant utilisera un arc de 15 livres à 25 livres, un tireur moyen un arc de 30 livres à 35 livres, un archer confirmé tirera avec un arc de 40 livres si c'est un homme et de 35 livres à 38 livres si c'est une femme ; en compétition, on utilise des arcs de 45 à 50 livres.

Comme beaucoup d'autres matériels sportifs, l'arc s'est considérablement sophistiqué, ces der-

nières années, avec l'apparition de modèles, procédés de fabrication et matériaux nouveaux. Le marché français est essentiellement, entre les mains de deux fabricants : Yamaha (Japon) et Hoyt (U.S.A.) ; seules deux marques françaises, Titan Archery et Collin, produisent des tubes de flèches et des arcs de loisir.

Le tir à l'arc, en France, est une activité qui monte, en flèche. Vingt mille licenciés à la F.F.T.A., en ce début 1982, auxquels il faut ajouter quelque dix mille tireurs non licenciés mais appartenant à un club, et un nombre imprécis d'archers occasionnels initiés dans les centres de plein air, clubs de vacances et stations de montagne. Finalement, l'effectif des pratiquants dépasse certainement quarante-cinq mille personnes. Un chiffre le confirme : cinquante mille arcs sont vendus annuellement dans l'Hexagone (ne chiffre couvre les marchés « premier achat » et « renouvellement »). Globalement, le nombre des archers croît chaque année de 10 % à 15 %, ce qui correspond à un taux de développement très honorable.

Le tir à l'arc remonte évi-

demment à la nuit des temps ; il a survécu à travers l'histoire sous des formes plus ou moins folkloriques, sportives au sens moderne du mot. Sa véritable percée remonte à 1972, lorsqu'il redevint discipline olympique aux Jeux de Munich. Depuis, il n'a cessé de se développer et surtout de se diversifier.

Il n'échappe pas, en effet, aux modifications du comportement apparues au milieu des années 70 et qui ont influencé la plupart des activités de plein air. Aujourd'hui on distingue plus nettement deux courants : le « sport de compétition » et le « sport pour le loisir ». Ainsi, comme le ski, la voile ou l'équitation, le tir à l'arc s'est partiellement affranchi de l'idée de compétition ; non que les rencontres soient moins nombreuses (cinq cents compétitions chaque année) mais simplement parce que beaucoup parmi les « nouveaux archers » pratiquent le tir pour le meilleur des motifs : celui de leur bon plaisir.

MAURICE DURON.

(1) F.F.T.A., 7, rue des Epinettes, 75017 Paris.

PARTIR

L'Hérault à la carte

Le comité départemental du tourisme de l'Hérault vient d'éditer sa brochure annuelle « Loisirs - Accueil » - Hérault. Elle est destinée à faciliter toute opération de réservation et de location d'un gîte rural, d'une chambre d'hôte, d'un gîte de groupe, d'enfants, d'un emplacement de camping à la ferme, etc. Toutes ces possibilités d'accueil sont contrôlées et garanties par le comité départemental.

« Renseignements : « Loisirs - Accueil » - Hérault, place Godschot, 34000 Montpellier.

Reservez votre tente. Il est de plus en plus nécessaire de réserver l'emplacement où planter sa tente, garer sa

caravane, l'été venu. Et pour-quoi transporter un matériel qui peut être loué et qui attendra sur place le camp ? La centrale de réservation SPIEL propose vingt-cinq terrains de deux à quatre étoiles avec location de tentes d'une capacité de deux à quatre personnes. Depuis la Picardie jusqu'aux Pyrénées-Orientales. A partir de 43,75 F la semaine et par personne pour l'emplacement et à partir de 141,25 F la semaine et par personne pour l'équipement de cuisine et de couchage.

« SPIEL, 41, avenue Victor-Bugo, 72720 Villeparisis. Tél. : (4) 457-45-39.

Hippisme

Peut-être un dimanche sans P.M.U.

C'EST la grogne. A moins d'un accord — improbable — de dernière heure, les habitués des « bureaux » de P.M.U. trouveront clos, dimanche, nombre de ceux-ci.

L'événement est rare. Il ne s'était pas produit depuis mai 1968, où, en outre, il n'avait pas été délibéré mais imposé par la paralysie générale. Il prend d'autant plus de relief qu'il survient (ce n'est évidemment pas un hasard) le jour du Prix du président de la République, celui où, l'érosion monétaire aidant, les courses battent chaque année, en nominal, leur record de recettes.

Derrière les guichets clos, bien entendu, des problèmes de gros sous. Les quelque quatre mille bureaux (près de six mille le dimanche) qui gèrent des « bureaux » de P.M.U. sont rémunérés par 1 % du montant des jeux enregistrés, plus une indemnité mensuelle fixe de l'ordre de 300 francs. La gestion des « bureaux » n'étant qu'un à-côté, parfois dérisoire, de leur activité et celle-ci bénéficiant du mouvement de clientèle créée, peut-être auraient-ils continué à se satisfaire de ces conditions si le Loto n'avait fait surenchère (5 %). Les pourcentage est alors de 5 %. Les bureaux ont demandé aux sociétés de courses de leur octroyer 2 %. La charge annuelle globale des sociétés se serait élevée, d'un coup, d'environ 180 millions de francs, plus du quart du total des « encouragements » distribués aux propriétaires des chevaux. Ce n'était pas possible en un temps où, avec 5 % seulement d'augmentation de la masse nominale des jeux, les courses ont gravement décroché de la courbe de dérive du franc.

Les sociétés ont amorcé une campagne de séduction :

« Ne parlons plus argent comme dans les rapports d'employeurs à salariés, on s'entendait en substance. Vous êtes nos agents commerciaux, ceux sur qui nous pouvons compter pour une reprise de la croissance. Nous allons encourager cette croissance. Nous vous offrons 1 centime supplémentaire par bordereau de jeu établi et nous porterons cet

encouragement à 1,6 centime à compter du 1^{er} avril 1983. » Dans l'esprit des dirigeants des courses, l'offre pouvait susciter des initiatives individuelles visant à attirer de petits joueurs, pour le plus grand profit de la popularité des courses et de leur assise dans le pays.

Mais, entre le portefeuille et la vocation d'« agents commerciaux », les bureaux, du moins leur Fédération, ont choisi le portefeuille.

Une lettre-circulaire envoyée par les sociétés de courses à tous les bureaux et un communiqué de la Fédération des cafetiers-limonadiers ont, mardi, consacré la rupture. Les sociétés de courses avaient écrit :

« Les sociétés traversent, depuis quelques années, de graves difficultés... »

« L'année 1981 a été particulièrement dure, car les enjeux n'ont progressé que de 5 %... »

« La mesure proposée (le supplément de 1 centime par bordereau) représente, pour l'ensemble des postes d'enregistrement, un supplément de rémunération annuel de 12 millions pour 1982 et de 19 400 000 francs pour 1983... »

« Que chacun d'entre vous réfléchisse et prenne ses responsabilités sur une décision dont les conséquences seraient catastrophiques... »

La grogne des cafetiers

La Fédération des cafetiers-limonadiers a répliqué, assez sèchement :

« Les négociations (...) ayant échoué par suite de propositions jugées inacceptables, les membres de la commission maintiennent leur ordre de grève de la prise des enjeux à partir du 28 mars (...), et ce pour une durée illimitée. »

« Les titulaires des « bureaux » souhaitent une augmentation de leur remise qui tiens compte des charges supplémentaires qu'ils supportent depuis douze années sans compensation.

« Les représentants de la commission intersyndicale demandent à

tous leurs membres (...) de respecter cet ordre de grève jusqu'à ce qu'une proposition satisfaisante leur soit faite. »

L'Etat devant être, après les sociétés de courses, le grand perdant de l'affaire (rappelons qu'il prélève environ 20 % des sommes jouées au tiers), les deux parties semblent compter sur son arbitrage. Mais les heures sont vraiment comptées. Si le temps ne s'arrête pas, quelle sera la situation dimanche ? On pense que, dans les petites villes, l'insistance de clients connus de longue date aidant, des « bureaux » seront ouverts ; mais, en ce qui concerne les grandes villes, l'optimisme ne prévaut pas.

« En tout état de cause, on course et le Prix du président de la République aura lieu. »

C'est l'attitude de la société des Steeple, attributaire, dans le calendrier, de la journée de dimanche. Mais quid des jours suivants ? Chaque réunion sans recette des « bureaux » de P.M.U. va se solder, en moyenne, pour les sociétés de courses par un déficit de l'ordre de 3 millions de francs. Elles ne peuvent pas, dans leur situation financière actuelle, lâcher du lest. Si, de son côté, l'Etat n'en lâche pas, en donnant satisfaction aux bureaux sur sa propre part, vers quoi va-t-on ?

A Lyon, la grogne, qui se situait, cette fois, du côté du passage, a pris un caractère pittoresque. Propriétaires et entraîneurs lyonnais se plaignaient que, lorsque leurs chevaux venaient courir à Paris, ils fussent surestimés par les handicapeurs. Ils ont décidé de ne laisser, dans une épreuve disputée (7 samedi), qu'un participant, tiré au sort parmi les engagés. Partie sèche pour la société qui a dû payer la prix au vainqueur sans que, bien entendu, il y ait eu de jeu, donc de recettes.

Le bénéficiaire de l'affaire sera l'Institut Pasteur : les propriétaires lyonnais ont décidé de lui restituer les 20 000 francs gagnés par le trop facile lauréat.

Un vainqueur presque aussi facile au palmarès des derniers jours : Vidéo Tape, qui, quoique portant 72 kilos, a mis six longueurs entre lui et No Attention à l'arrivée du Prix Gerald de Rochefort. Quand on considère que ledit Vidéo Tape a, au cours des derniers mois, été deux fois largement battu par son compagnon d'écurie Beaux Arts, tout en recevant du poids de lui, on n'a pas trop de souci à se faire pour la casaque de Daniel Wildenstein. Ce dernier, il est vrai — merci pour lui — ne paraît pas soucieux.

LOUIS DENIEL.

+ SUISSE LA BONNE ADRESSE

HOTEL VICTORIA LAUSANNE
100 lits tout confort dans situation très tranquille. Salles de conférences et séminaires. R. Haebler, propriétaire, 46, avenue de la Gare. Tél. 1941/21-75 15 37. A 300 m de la gare centrale.

Institut International « Le Rosey » - 1180 ROLLE
Lac Léman - SUISSE - Tél. 1941/21/75 15 37

CAMP D'ÉTÉ
pour garçons et filles de dix à quinze ans.
DU 11 JUILLET AU 14 AOUT 1982
Cours d'ANGLAIS et de français avec méthodes audio-visuelles. Très vaste propriété avec 2 piscines et installations nautiques pour la pratique de la voile, du ski nautique et de l'aviron. Occasion unique de pratiquer des sports d'une façon intensive (9 sports au choix). Nombreuses activités et excursions.

L'AMERIQUE PAR TOUS 33 EN TOUTE LIBERTÉ

Prenez l'avion de Paris, au meilleur prix pour vous rendre dans l'une des 13 villes d'Amérique du Nord desservies par TOURS 33, ou partez de Bruxelles à des prix encore plus avantageux. Sur place toutes les possibilités : location de voiture, motor home et même l'aventure avec les circuits expéditions. Demandez à TOURS 33 sa brochure en envoyant le coupon-réponse ci-joint, ou rendez-vous à l'un des bureaux de vente :

TOURS 33, 85 Bd Saint-Michel 75005 PARIS Tél. : 323-69-60
85, bd Saint-Germain 75005 PARIS Tél. : 323-36-50
30, rue Médama 75005 PARIS Tél. : 544-66-17
157 rue Nationale 59000 LILLE Tél. : (20) 54-55-50

TOURS 33, 85 Bd Saint-Michel 75005 PARIS
Veuillez me faire parvenir votre catalogue
NOM _____ ETATS-UNIS 82
ADRESSE _____ VILLE _____
LIC. A 1098 CODE POSTAL _____

CHPEUNEUNE

Des vacances « pas ordinaires » dans un courant « d'art frois »

Ateliers peinture, dessin, sculpture, terre, danse, sérigraphie, photo, randonnées, voyages, formations.

Demandez notre nouvelle documentation contre un timbre : « LES CHEPREUX »

« La Suisse », 19519 A YEN
Tél. : (35) 25-15-69

VOL GRATIS

LA FRANCE - GRANDE CANARIE avec ligne régulière.

Offre de vacances d'été (du 1-5 au 31-10-82) de l'HOTEL COSTA CANARIA Playa de San Agustín, Grande Canarie, Espagne.

Tél. : 762216 - Téléc 9614-HOCOS.

Catégorie : 4 étoiles. Réservation par agence ou directement. Demandez notre programme gratuit pour la France.

Budapest

Départ 16 h 40-Arrivée Paris/Orly Sud 20 h 05 via Vienne

Austrian Airlines vous offre un service de qualité en Première classe comme en classe Touriste, et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES

Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66.

Des vacances dans LE TRENTINO

DOLOMITES LAC DE GARDE

c'est aussi... la santé.

Grand air absolument pur. Ambiance idéale en toute saison pour se débarrasser de la tension et de la pollution de la vie en ville. Eaux thermales, forêts, 290 lacs, calme. Accueil et équipements spécialisés.

Pour renseignements : OFFICE NATIONAL ITALIEN DE TOURISME (ITALY), Paris 75002 - 23, Rue de la Paix. Tél. 266-56-68. 06048 Nice Cedex 14, avenue de Verdun, tél. 87-75-81.

PROVINCIA AUTONOMA DI TRENTO Assessorato al Turismo C.so III Novembre 132 38100 TRENTO - Tel. 980000

Pour tout renseignement, programmes et réservations adressez-vous à votre agence de voyage.

LA VIE DE PACHA EN TUNISIE

POUR 2.240 F*

Ce n'est qu'un exemple parmi nos cinquante formules de vacances. Venez nous voir ou consultez votre agent de voyage et demandez notre brochure.

VACANCES LIBERTÉ

TOUTE LA TUNISIE. RIEN QUE LA TUNISIE

14, AVENUE DE L'OPERA, 75001 PARIS - Tél. 296 31 62

*Prix à partir du 1/10/82 par personne pour 8 jours 7 nuits en pension complète. Hôtel SALLAS PALACE

RÉSIDENCES

Campagne • Mer • Montagne

Le charme de la COTE D'AZUR 400 m à vol d'oiseau du port de plaisance et des plages.

RÉSIDENCES DE CAVALAS Presqu'île de Saint-Mandrier (Var) 7 VILLAS INDIVIDUELLES GROUPEES

S.C.I. RÉSIDENCE DE CAVALAS 3, rue Paulin-Guérin, 83000 TOULON Tél. 194 93-17-19

ROUSSILLON Votre résidence de retraite ou de vacances est dans notre catalogue gratuit. Demandez-le à :

OFFICE DE VACANCES 10, avenue de la Libération 85700 ARZOS-25-DIV-LEZS Tél. : (83) 31-25-47

LA CLUSAZ Haute-Savoie La fraîcheur des forêts - Le calme des Alpes - Tous les sports - Village d'enfants. Locations appartements et chalets

Agence THERAC (50) 03-41-47 74200 LA CLUSAZ

NORMANDIE - 90 km PARIS Autoroute PONTAISE Maison longue et basse dans beau parc, avec piscine, cheminée, colonnade intérieure, 3 piscines, garage aménagé, cave à vin. 360 000 F. S'adr. Maître POUPINET et HERBERT Notaires associés - 27120 ETRÉPAGNY Tél. : (32) 65-00-98

LA ROCHELLE CENTRE Sympathique apt. 2 pièces 65 m² hab. séjour 36 m², av. potagers et cheminée cuisine rustique équipée. A SAINTE : 315.600 F

AYTRE LA ROCHELLE Apts récents 80 m² hab. à 500 m plage, proche tous commerces. T.B.E. 265.500 F.

LA ROCHELLE ENTRE GARE ET VIEUX PORT. Beau duplex T3 67 m² hab. séjour av. mezzanine et cheminée. Parking ouvert et cave. Prêt conventionné possible. Livrables de T 82. Fr. rad. 434.000 F.

AGENCE FROMENTIN ORPI 4, rue Chet-de-Ville 17000 LA ROCHELLE Tél. : (45) 41-89-35

IT DU TOURNAI

Philatélie

ASSIETTE AU ROUEUR "Formule Bouff" 41^{er} 00 000

LE PETIT ZINC

LE FOR LEMBOGO

Le Munihe

La côte de bœuf

La côte de bœuf

La côte de bœuf

Le Monde

culture

CINÉMA

POUR UN ESSOR DU COURT MÉTRAGE ET DU DOCUMENTAIRE

Les rendez-vous du Festival de Lille

Lille est devenue, en 1917, la ville d'accueil du Festival international du film de court métrage et du film documentaire, qui en est, cette année, à sa onzième manifestation. Pour la première fois, les subventions se sont réparties entre la région Nord-Pas-de-Calais (qui organise le festival avec l'Association française pour la promotion du film de court métrage) et l'Etat; pour la première fois, un festival national (20 au 22 mars) a précédé le Festival international (jusqu'au 28 mars), avec un panorama de la production française et une « vitrine régionale » des productions Nord-Pas-de-Calais et de Provence-Côte d'Azur.

Pour la première fois aussi, le Marché du film français de court métrage (directeur commercial: Gérard G. Grant), organisé par Unifrance Film, s'est installé à Lille pendant une semaine, à l'intention d'acheteurs éventuels. D'où un bouillonnement et une effervescence continuels dans ce rendez-vous des producteurs, réalisateurs, observateurs, journalistes. Et le public lillois a fréquenté avec assiduité la salle du festival national (450 places) pour le festival national et régional, et la salle du complexe

Ariel (600 places) pour le festival international.

Rarement projeté dans les salles de cinéma, où il devrait composer le programme de première partie, le court-métrage est accablé, en France, de difficultés en tous genres. Lille 1982 aura été une revendication de son droit à l'existence, à un nouvel essor artistique et commercial. Quantitativement importante, la sélection française a fait apparaître une démarcation très nette entre les films documentaires fortement influencés par le reportage sociologique de télévision (tel *Equipes* pour un portrait de famille de *Kris Karién*, qui a reçu le Prix du public) et les films de fiction de durées variables, qui se distinguent plus par des recherches esthétiques plus ou moins brillantes que par une volonté de narration à partir de scénarios soigneusement construits (ainsi *Jimmy Jazz* de Laurent Perrie, Prix du public, et *Le Lurker* de la dernière chance, de Jean-Pierre Jaunet et Marc Caro, Prix du jury).

Dans le palmarès du festival national, *Los Montes*, de José-Martin Sarmiento, production de l'institut des

hautes études cinématographiques tournée en Espagne (histoire d'un hameau déserté où six vieilles femmes sont, en quelque sorte, les prémisses de la mort du seul homme vivant encore le avec elles), a fait, à juste titre, l'unanimité: Prix du public et Prix de l'association, par un juste équilibre entre le récit et le point de vue documentaire. Mais on peut regretter que le palmarès ait négligé *Vive Jupiter*, de Rémi Sachet, travail de mise en scène et de montage sur la vie dans une maison de retraite, *Canta gitano*, de Tony Gatti, chant de liberté violemment dramatique et poétique d'une communauté de gitans promis à la déportation en 1944, *Le Parnis* de Marc Jolivet, pochade satirique très courte habilement centrée sur une idée drôle et *Continuité des parcs* de Patrick Chamminga, remarquable essai, bouclé sur lui-même, de fantaisie quotidienne.

Il semble bien que les auteurs français de documentaires visent la cible télévision, alors que les réalisateurs de fiction se font une « carte de visite » de leurs œuvres de style. Or le court métrage peut être un équivalent de la nouvelle littérature, ce qui lui ouvrirait peut-être plus facilement la programmation dans les salles. Outre les exemples cités plus haut, nous avons pu découvrir, lors d'un passage au Marché du film, l'humour *Fallite*, de Daniel Guillemin, récit presque purement visuel à trois personnages (d'après Henri Meschonnet) tourné en 1980, ce qui l'a couronné de la sélection nationale. Réalisée en extérieurs cette nouvelle cinématographique apportait douze minutes de beauté et d'accord parfait du sujet et de la mise en scène.

Ce que l'on a pu voir de la sélection internationale, très abondante, rassemblée avec des variantes propres à chaque pays, la situation française. « La plupart des documentaires sont faits selon les normes de télévision », constate Atahualpa Lichy, directeur artistique du Festival, qui élabore la sélection plusieurs mois à l'avance, en assistant à tous les festivals régionaux de courts métrages à travers le monde. Depuis avril 1981, il a vu plus de mille six cents films et commentés sa sélection à partir d'octobre. « Il y a deux types de productions », explique-t-il. Dans les pays de l'Est, les pays scandinaves, au Canada, le court-métrage est souvent entièrement ou en partie par l'Etat, ce qui donne, d'une certaine manière, des films plus standardisés, destinés à l'exploitation. Dans les autres pays européens, en Amérique du Nord et du Sud, les productions indépendantes consistent à payer les réalisateurs, ce qui a permis à nos films de se faire connaître en France. Le documentaire s'est transformé parce qu'il a trouvé son principal débouché à la télévision. Les courts métrages de fiction augmentent, partout, en quantité et en qualité technique. Mais beaucoup de réalisateurs ont tendance à ne pas se soucier du montage et de la durée. Le choix est évidemment difficile, mais le panorama de cette année doit donner une vue assez complète de la situation artistique et des tendances mondiales. » JACQUES SICLER.

« LES JEUX DE LA COMTESSE DOLINGEN DE GRATZ »

Les parcours de Catherine Binet

Le nom de la comtesse Dolingen de Gratz, femme vampire, apparaît sur un tombeau au premier chapitre du *Dracula* de Bram Stoker. Catherine Binet s'en est inspirée pour son film *Les Jeux de la comtesse Dolingen de Gratz*. Elle s'est inspirée, également, de *Sombre printemps*, un récit d'Unica Zurn, la compagne du peintre Hans Bellmer, sur lequel elle avait réalisé un moyen-métrage en 1972. Elle a ajouté à cela un fait divers terriblement horrible: la machination d'un propriétaire de résidence secondaire pour se venger d'un cambrioleur qui le pillait régulièrement. Cela donne trois thèmes, trois histoires liées entre elles par trois personnages féminins: Louise, l'épouse du bourgeois assassin par « auto-défense », Nens, l'amie schizophrène de celle-ci (représentation d'Unica Zurn) et la petite fille à peine pubère de *Sombre printemps*.

La démarche de Catherine Binet est littéraire et intellectuelle. Mais le traitement cinématographique témoigne d'une maîtrise assez surprenante dans la suggestion constante des liens tissés entre l'histoire, la folie et la mort. Tout est étrange chez Catherine Binet: les visages et les corps des actrices Carol Kane et Katia Wastchenko, le félicisme de collectionneur et le voyeurisme de Michel Lonsdale, le bel étranger de la piscine et le voleur qui s'introduit par la che-

minée, tous deux interprétés par Roberto Plata, l'épilation de la chevelure de Marina Vlady, les dessins et la fameuse poupée de Bellmer, et jusqu'aux illustrations de *Vingt Mille Lieux sous les mers* dans l'édition Hetzel.

L'étrangeté de son film, d'une beauté plastique somptueusement travaillée (images de William Lubchansky), tient à ce que l'érotisme, si il renvoie forcément au sexe, est avant tout un appât qui pousse, directement ou indirectement, les personnages à se débarrasser les uns des autres dans de subtiles et cruelles relations amoureuses. La mise en scène capte, par des cadrages rigoureux, des mouvements d'appareil qui sont une chorégraphie, l'enchaînement soigneusement composé des plans, des séquences, les rapports, des éléments visuels et sonores, une atmosphère de vampirisme et de masochisme d'autant plus troublante que le désir dévorateur y reste habillé de mystère, de perversions intérieures.

La mécanique impeccable et implacable de cette œuvre ne provoque pas l'émotion, mais la fascination d'un parcours souterrain, entre rêve et réalité, parcours sur lequel Catherine Binet laisse le spectateur libre d'exercer son propre imaginaire.

J. C.

★ Voir les films nouveaux.

SPORTS

OMNISPORTS

Mme Avice annonce des actions en faveur de la recherche

« La recherche scientifique et technique est pour moi une des voies indispensables pour parvenir aux objectifs de la politique sportive que je me suis fixée », a déclaré Mme Edwige Avice, ministre déléguée à la jeunesse et aux sports, le 24 mars à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP), au cours d'un séminaire qui réunissait le mouvement sportif, des chercheurs, des industriels et l'administration, dans le cadre de la préparation du projet de loi sur le sport.

A cette occasion, le ministre a évoqué le cadre de ses préoccupations. Pour la politique des fédérations, elle a estimé: « Si la recherche scientifique ne peut bien évidemment se substituer à l'analyse pragmatique des élus fédéraux et des dirigeants de club, les données techniques, pédagogiques, sociales, sont des éléments d'orientation nécessaires ».

Les cadres techniques doivent accepter l'approche scientifique des situations: « La conception même de l'entraînement moderne, a ajouté Mme Avice, implique un travail en équipe, chacun apportant sa contribution de telle manière que la syn-

thèse et l'application sur le terrain de l'ensemble des connaissances scientifiques conduisent à des performances plus élevées ».

Afin de faire aboutir ces projets, elle envisage une triple action. La première consistera à donner l'impulsion aux travaux et à les coordonner afin d'éviter « une dispersion des initiatives préjudiciables aux progrès de productivité nécessaires dans ce domaine d'économie sociale ».

Le deuxième objectif sera de mettre en place un système d'information et de diffusion des travaux pour que l'investissement en recherche ne reste pas inemployé, car ce serait « une perte de substance directe » et ce serait indirectement « la certitude que les actions engagées auront été menées sans l'éclairage souhaitable ».

Le troisième effort portera sur la formation des cadres techniques. « Le pragmatisme est à la fois irremplaçable et insuffisant », a noté le ministre, estimant « indispensable que les cadres aient assimilé les connaissances scientifiques qui impliquent leur fonction ».

THÉÂTRE

FESTIVAL DES ARTS TRADITIONNELS DE RENNES

Marionnettes de rêve

De l'aveu de beaucoup, il n'y a pas eu cette année ces moments de ferveur collective, ces instants aigus où un public ensemble découvre en même temps que des bruits et des sons, une civilisation. Il n'y a pas eu cette sorte de climat fait de curiosité passionnée, de rencontres inattendues et subtiles entre des « mondes » qui s'entrechoquent et se croisent dans des salles voisines, ou même à la cantine, les derviches hurlants de Turquie et les tambourinaires flamboyants du Burundi.

Le neuvième Festival des arts traditionnels de Rennes a débuté. Non pas qu'il n'y ait pas eu de spectacles éblouissants, mais c'est plutôt l'indigence qui a surpris et déçu. Le Festival des arts traditionnels de Rennes s'est imposé d'année en année comme un des plus importants d'Europe par sa qualité et son esprit. Refusant tout ce qui n'est pas authentique, l'esprit commercial comme l'esprit folklorique, le Festival de Rennes nous a révélé depuis sept ans des merveilles, la magie vaillante des théâtres d'ombres, des spectacles populaires très simples et des rituels sophistiqués. On a très souvent vu à Rennes des cérémonies qui seraient pour la première fois depuis des siècles de leurs forêts ou de leurs temples. Danses sacrées, masques sacrés, théâtres sacrés...

Alors que dire de cette crèche venue du village d'Alcof en Catalogne, qui mêle de très belles marionnettes en bois peint à d'admirables poupées de cellulose? Cela transforme ce petit théâtre sur rail naïf, populaire et savoureux, dont l'origine remonte à plusieurs siècles, en quelque chose qui fait plutôt penser aux vitrines des grands magasins au moment de Noël. Les marionnettes de Liège, grandes marionnettes à tringle, qui racontent également une très prosaïque activité, ont un humour dont on ne sait trop s'il faut le prendre au premier ou au troisième degré.

On avait découvert à Florence (où a lieu chaque année un autre festival d'arts traditionnels) les chants albanais de Calabre. Spectacles polyphoniques. La voix des vieux paysans, leur entrain, avaient bouleversé, rendant encore plus vivante cette communauté qui continue en plein vingtième siècle, au sud de l'Italie, de parler l'albanais du quinzième siècle, de pratiquer ses danses. Les vieux n'étaient pas là. Les jeunes qui ont montré un peu d'importance comment - les femmes en costumes de tous les jours - leurs chants et leurs danses les ont vidés de même coup de leur vérité ou en faisant une démonstration folklorique, mi-bâclée.

On a cependant vu des choses très belles. Figures de la compagnie Colla, ces fabuleuses petites marionnettes à fils italiennes (plus de quatre cents parfois dans un décor), qui ont un répertoire très vaste (elles reproduisent les œuvres qui se jouent à la Scala), une mise en scène raffinée, ont donné à Rennes deux représentations ravissantes, une *Flûte enchantée* frémissante d'oiseaux, d'insectes, d'amour. Les marionnettes du Rajasthan, ces tricolores marionnettes à fils, parmi les plus vieilles du monde, ont des coups de reins affolants. On les a appréciées, ainsi qu'une autre tradition venue de l'Inde: les récits chantés et dansés de la vie de Pabuji, par les Bhopals, artistes qui forment dans le nord de l'Inde, et en particulier dans

le Rajasthan, une caste de nomades qui vont de village en village.

On citera les derviches tourneurs de Turquie, très belle cérémonie religieuse, déjà vue à Paris il y a quelques années, les marionnettes Kuruma Ningyo du Japon et surtout, surtout, les marionnettes d'eau du Vietnam. Depuis plusieurs années, le Festival tente de faire venir ces poupées inouïes, qui remontent au onzième siècle et qu'on trouve, paraît-il, encore dans quelques petits villages. Les Vietnamiens ne les ont pas envoyées mais ont donné à la place un petit film qui montre les ex-

quises prouesses de ces personnages qui vivent dans l'eau, poissons, dragons, pêcheurs, toute une population dont les évolutions sont magiques.

Est-ce le dernier Festival de Rennes? Cherif Khaznadar, qui le dirige depuis 1974, et qui vient d'être nommé à la tête de la Maison de la culture du monde à Paris (poste qu'il occupera à partir de la rentrée), nous a assuré que non. Il reste directeur du théâtre de la ville jusqu'à l'année prochaine, il continuera à le prochain Festival, que Rennes tient à garder.

CATHERINE HUMBLLOT.

MUSIQUE

L'Orchestre de Paris dirigé par Marc Soustrot

Public un peu clairsemé le 24 mars pour le concert de l'Orchestre de Paris, dont le programme était, il est vrai, bizarrement composé. Quelque temps après les représentations de Peter Grimes, de Britten, au palais Garnier, l'audition des Interludes maritimes extraits de l'opéra ne s'imposait guère. Ecrits pour établir un climat lyrique au milieu d'une action dramatique très forte, ils pâlisent d'être isolés et semblent un peu redondants et schématiques malgré de belles images sonores.

Le fameux Concerto pour piano, de Jolivet, objet d'un chahut même lors de sa création à Strasbourg en 1951, a connu ici un triomphe. Le mystère des percussions qui le composent utilisait, comme Varèse, avec une sorte de prescience extraordinaire de leur avenir fabuleux, s'est un peu émoussé depuis. Mais l'œuvre garde grande allure, farouche, d'un dynamisme indéniable porté par la superbe direction de Marc Soustrot et un Orchestre de Paris déchaîné. Jean-Philippe Collard, malgré

son jeu très brillant, paraissait souvent éclipsé par ce dernier et ne donnait pas tout à fait la même impression de française dionysiaque que Lucette Descaves ou Philippe Entremont jadis.

Honorable exécution enfin de la IV^e Symphonie de Tchaïkovski, précise, musclée, bien charpentée, d'une grande chaleur humaine; mais il aurait fallu un travail plus raffiné, des phrases plus modelées et équilibrées pour éviter les pièges de cette œuvre trop lourde, malgré son incontestable lyrisme.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Salle Pleyel, samedi 27 mars, à 10 heures.

Les prochains concerts de l'Orchestre de Paris seront dirigés, non par Lovro von Matačić (qui remplaçait lui-même Eugene Ormandy), mais par Zubin Mehta. Programme Beethoven-Bartok inchangé (les 31 mars et 1^{er} avril seulement: seuls les billets du concert du 2 avril, annulé, seront remboursés, à partir du 5 avril).

BEN ZIMET AU PALAIS DES GLACES

Nouveaux chants et contes du Yiddishland

Ben Zimet, le chanteur venu d'Anvers, est un conteur aussi. Originaire de Pologne, il chante et conte le passé des siens, l'ancestrale histoire des âmes juives, et aussi de petites histoires belles comme celles des hassidim (les tristes et les gaies). Il offre en prime quelques proverbes du style: « Quand un ennemi sort de la pièce, c'est comme si un ami entrait », ou encore: « Qui choisit d'être un tapin ne doit pas se plaindre de la poussière ». Et montent les mélodies qui donnent envie de danser à n'en plus finir, reviennent des airs qui, précisément, ne finissent pas, mais meurent doucement, comme on demande pardon de s'écouler...

Dernière Ben Zimet, avec sa redingote noire de rabbi, avec sa grande barbe presque trop conforme au type « artiste et juif polonais », derrière sa voix qu'il cale sur une guitare, jouant Teddy Lasry (épardiment, au saxophone), Eddi Sheff (accordéon accorde, accordéon affable des « mazal tov »), Maurice Delaistier, prête à tirer du violon toutes ses langueurs) et Pierre Mortarali (caressant, sa contrabasse pour éveiller les sourires des dibbouks qu'elle renferme).

L'anthologie proposée ici comporte également des mélodies hébraïques d'inspiration liturgique: le Thor est une mer, un ciel bleu où courent de petits nuages blancs. Ben Zimet chante et traduit, traduit et

chante. Il n'y a plus de par le monde que quatre millions de personnes qui parlent le yiddish (il y en avait dix millions avant la dernière guerre) et ceux qui savent vieillissent: « Si un temps vient où le yiddish, où le folklore et les coutumes yiddish disparaissent, alors Hitler aura gagné non seulement physiquement mais spirituellement », dit Singer dans la préface à Un ami de Kafka. Voilà peut-être pourquoi on sort content des Nouveaux chants et contes du Yiddishland: un spectacle qui rend son dû à la musique de cette langue. Ben Zimet ne se comporte pas seulement en conservateur du folklore traditionnel. Il s'en empare aussi, le mord un peu, se l'approprie. Ce folklore, il le recompose, jusqu'à finir jazz. Il le fait vivre, en un mot.

Tellement vivre qu'il a invité, pour lancer et clore son concert, les frères Gaminogem, un groupe de filles déguisées, qui en bleu, qui en vert, qui en vert et bleu. Il les a rencontrées sur un marché où elles soufflaient dans leurs cuivres, leurs flûtes, leurs trombones et scandaient tambour battant des airs juifs de l'Europe de l'Est à remuer le cœur des marchands des quatre-saisons (qui n'ont pas la lame facile). De ces airs que l'on siffle encore après qu'ils se sont éteints.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Palais des glaces, 20 h 30.

VARIÉTÉS

ROLAND MAGDANE A L'OLYMPIA

Le nouveau Candide

Incontestablement, Roland Magdane est une force comique. En peu de temps, il a su imposer un personnage naïf, sorte de nouveau Candide habillé de noir et de blanc, avec une grosse moustache et des mimiques accentuées, qui se promène dans différents univers avec son humour, sa tendresse et aussi un certain désespoir voilé.

Conteur d'histoires qui a le soleil du midi dans la voix, se Candide magdaniens reconstruit avec troncance, un peu de mots, toute une scène avec ses acteurs et ses objets (la saïste), frôle l'absurde et débouche parfois sur un délire.

A l'évidence, Roland Magdane mène son aventure en maîtrisant son rire à une hauteur délibérément choisie et que l'on pourrait se le contester si l'on ne sentait pas ac-

tuellement chez lui la volonté de consolider d'abord ses assises populaires. Dans son nouveau « one man show » présenté à l'Olympia, Magdane ne travaille pas toujours - il s'en faut même de beaucoup - dans le raffiné. Il pratique le gros trait, la charge. Comme on dit en termes de spectacle, il *ralitise large* et n'hésite pas dans la caricature ou la farce à tomber dans les facilités. Mais il a aussi des trouvailles heureuses, des sketches remarquables avec une sorte de jeu poétique alternant avec un joli et malicieux travail d'analyse sur l'environnement socio-culturel et sur les mentalités. Ce n'est pas si fréquent, chez un comique qui se veut aussi populaire, soulignons-le.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Olympia, 20 h 45.



Le Monde

équipement

PÊCHE

Le plan quinquennal de rajeunissement de la flotte prévoit 2,6 milliards de francs d'investissements

M. Louis Le Penzec, ministre de la mer, vient de donner son aval à un plan de modernisation de la flotte de pêche présenté par les armateurs industriels et par les artisans. Ce plan d'investissements (1982-1986) est le résultat d'une longue période de concertation commencée en septembre dernier entre les professionnels et les services du ministère et démontre, selon les termes du ministre, « un dynamisme et une foi dans l'avenir ».

Pêcheurs, experts scientifiques et fonctionnaires sont tombés d'accord pour estimer que les stocks de poissons disponibles devraient non seulement se maintenir mais même s'accroître de 10 % environ d'ici à 1986. D'autre part, dès la fin de cette année, les pêcheurs français, en vertu de la réglementation européenne, devraient pouvoir accéder librement, sans restriction juridique, à des zones poissonneuses sur lesquelles la Grande-Bretagne a estimé jusqu'à maintenant devoir exercer sa souveraineté de manière préférentielle. Il existe donc des motifs pour un regain d'optimisme dans un secteur qui, longtemps — et le grand conflit de l'été 1980 l'a abondamment illustré — a donné de lui une image peu engageante.

Le rajeunissement de la flotte s'imposait de manière urgente, et certains armateurs n'ont d'ailleurs pas attendu le plan révélé aujourd'hui pour se décider à investir. Secteur par secteur, les programmes des armateurs des grandes flottes sont les suivants :

● **La pêche fraîche.** — Il s'agit des chalutiers qui accomplissent des marées de douze jours environ en mer du Nord ou autour des îles Britanniques. Les armateurs de la région de Boulogne envisagent la construction de sept navires de plus de 40 mètres (160 millions). D'autre part, des chalutiers moins longs, appelés bateaux de pêche semi-industrielle, seront construits pour remplacer ceux qui apparaissent trop âgés et peu performants : sept à nouveau dans la région du Nord, quarante à quarante-cinq en Bretagne et cinq à La Rochelle, pour un

auxquels le gouvernement croit pouvoir répondre ».

Les objectifs chiffrés que se sont fixés les armateurs et les artisans pêcheurs dénotent, en effet, une volonté d'aller de l'avant et d'investir, puisque les premiers tablent sur un ensemble de commandes de 1,4 milliard et les seconds sur des projets représentant 1,2 milliard de francs d'ici cinq ans.

investissement total de 500 millions de francs.

● **Le thon.** — Dans ce secteur, les résultats financiers des entreprises dont les navires fréquentent les côtes occidentales d'Afrique et l'Océan Indien sont satisfaisants. L'avance technologique de la France représente un atout. Douze navires (500 millions de francs) seraient construits.

● **La grande pêche.** — Elle intéresse les chalutiers congélateurs qui font leurs campagnes au large du Canada, de la Norvège, du Groenland et aux îles Kerguelen. La construction de quatre navires est retenue (185 millions de francs).

Enfin, pour réduire les coûts en main-d'œuvre des opérations de débarquement du poisson, les armateurs envisagent des investissements pour 40 millions de francs.

Au total, le programme porte sur quelque 1,4 milliard de francs.

Du côté de la pêche artisanale, les projets concrets ne manquent pas non plus. Après examen, les services de M. Le Penzec ont donné leur accord pour la construction de quatre cent soixante-dix à cinq cents navires, selon les hypothèses, étant entendu que ne seront retenus que les bateaux de plus de 12 mètres. Ce rythme de renouvellement de la flotte apparaît bien supérieur à celui des meilleures années dans la période récente. Dans la zone Nord-Normandie, où se trouve Port-en-Bessin avec une flotte âgée, soixante-dix à quatre-vingts bateaux seront construits. La Bretagne se taille la part du lion avec deux cent quinze à deux cent vingt-cinq bateaux (ce qui risque de poser des

problèmes de surexploitation des fonds), et la Vendée a présenté, pour sa part, un programme ambitieux, reflet de la vitalité des pêcheurs de cette côte.

Armements industriels et groupements d'artisans se sont vu proposer par l'Etat un système de subvention d'équipements qui pourra atteindre 24 % de l'investissement pour les premiers (1) et 20 % pour les seconds (2) qui bénéficient en outre de crédits avantageux. Une prime spéciale sera en outre versée aux pêcheurs qui détruisent leurs chalutiers anciens pour les remplacer par des bateaux plus modernes. 85 millions de francs ont été inscrits au budget du ministère de la mer en 1982 afin de faciliter le démarrage la première année de ce plan de rajeunissement.

Lancé pour cinq ans, il définit un cadre cohérent de l'action de l'Etat qui devrait faciliter la tâche des armateurs au moment où ils prennent leur décision d'investissements (2).

« Incontestablement, ce plan a été bien accueilli par les milieux professionnels », commente-t-on à l'Union des armateurs de la pêche. Les années précédentes, les subventions nous étaient accordées au coup par coup. On ne savait pas où on allait ni ce à quoi on avait droit. Aujourd'hui, ce plan est un quasi-contrat, et l'on sait où l'on va ».

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) 30 % pour la grande pêche.
(2) A ce cadre s'ajoute l'engagement gouvernemental selon lequel le prix du gazole augmentera pas à l'avenir plus vite que la hausse générale des prix.

ENVIRONNEMENT

Un fleuve en otage

On avait vu bien des choses dans les conflits sociaux : grève du zèle, occupation d'ateliers, séquestration de patrons. Jamais des salariés en lutte n'avaient pris un fleuve comme otage. C'est chose faite. Pour appuyer leurs revendications, les employés du service des eaux de la Ville de Paris menacent de déverser dans la Seine les bennes des stations d'épuration. Une sorte de chantage à la pollution.

Voilà qui risque d'échouer un fleuve déjà bien malade. Asphyxié par une masse de déchets, les poissons, par milliers, vont partir au fil de l'eau, le ventre en l'air. Exactement comme s'ils étaient victimes d'un déversement toxique. En quelques heures seront réduites à néant des années de coûteux efforts, toute une politique de patiente reconquête. Et seront ridiculisés les magistrats qui, ne cédant pas à un autre chantage, celui du chômage cette fois, ont osé condamner certains industriels qui polluent la Seine.

Il ne s'agit pas de renvoyer dos à dos patrons et salariés, mais de préserver un bien commun que tous les habitants du plus grand bassin hydrographique de France ont, de leurs deniers, contribué à guérir. Ce premier chantage écologique est en tout cas une innovation qui promet. Verra-t-on, demain, des forestiers en colère menacer de tronçonner des chênes archaïques, les agents d'une centrale nucléaire exiger une augmentation sous peine de relâcher des substances radioactives ? Il y a sans doute des moyens moins absurdes de se faire entendre.

MARC AMBROISE-RENDU.

P.T.T.

DÉCENTRALISATION, BUDGET, EFFECTIFS

La C.F.D.T. s'inquiète pour l'avenir

Après dix mois de « changement », la Fédération démocratique unifiée des travailleurs des P.T.T.-C.F.D.T. ne tire pas que des satisfactions des transformations intervenues dans l'administration des postes et des télécommunications. Dans une conférence de presse réunie mardi 23 mars à Paris, son secrétaire général, M. Denis Tonnerre, a fait part de ses inquiétudes devant la situation actuelle et les perspectives que laisse entrevoir la nouvelle politique des pouvoirs publics.

La réduction de la durée du travail des agents des P.T.T. ne se fait pas mal (Le Monde du 10 mars). Des grèves locales continuent d'éclater dans les bureaux de poste et les centres de tri. Selon M. Tonnerre, les trois quarts de ces conflits sont la conséquence du « centralisme bureaucratique » qui retarde l'élaboration d'une nouvelle organisation du travail. De plus, a-t-il ajouté, les sept mille cinq cents emplois créés pour compenser la réduction du temps de travail hebdomadaire de quarante et une à trente-sept heures risquent de ne produire leur effet qu'à deuxièmement, et même, pour moitié, au second semestre. L'action revendicative va donc continuer sur ce chapitre, ainsi que sur celui du pouvoir d'achat des catégories de fonctionnaires les plus défavorisées (Cet D).

Les questions budgétaires sont, pour la C.F.D.T., une autre source de préoccupation. Le budget des P.T.T. pour cette année a été ponctué par l'Etat — à titre exceptionnel — de 3,2 milliards sur les bénéfices réalisés par les télécommunications. Les conditions de l'exercice se sont trouvées aggravées par la hausse d'un point du taux d'intérêt servi aux livrets de caisse d'épargne (qui coûtera 2 milliards

de francs aux services financiers de la poste), par la modification du taux de change entre monnaies (les frais financiers des emprunts des P.T.T. en seront alourdis de 1,3 milliard), et par le retard pris dans l'augmentation des tarifs des télécommunications (coût : 0,7 milliard). Non seulement, a expliqué M. Tonnerre, le déficit de la poste va se creuser (passant de 2,5 à 3,9 milliards de francs) et l'excédent des télécommunications va fondre (de 6 à 3,5 milliards), mais l'augmentation des besoins de financement (15,7 milliards au lieu de 8,5 milliards en 1981) va « accroître considérablement » la dette des P.T.T., qui atteignait déjà 103,6 milliards en 1981.

Aussi, M. Tonnerre commence-t-il à douter que le budget pour 1983 soit celui du « changement » promis par M. Louis Mexandeau. Les premières esquisses, a-t-il dit, situent le déficit de la poste entre 1,4 et 5,4 milliards de francs pour un besoin de financement oscillant entre 6,2 et 10 milliards ; aux télécommunications, l'excédent pourrait atteindre 3,3 à 6,2 milliards pour des investissements de 5,8 à 11,7 milliards. Aussi, pour la C.F.D.T., des conséquences sont-elles prévisibles sur les créations d'emplois, le reclassement des agents et l'avancée des revendications générales.

M. Tonnerre a encore parlé des conséquences possibles de la décentralisation sur les P.T.T. Opposé au « verticalisme », la C.F.D.T. y est favorable, à condition qu'elle n'aboutisse pas à « un blocage de l'administration », laquelle doit, de toute façon, « demeurer une administration d'Etat ». Il a souhaité que la décentralisation et la déconcentration des services permettent tant au personnel qu'aux usagers et aux collectivités territoriales de prendre leur part dans le contrôle de l'organisation et du fonctionnement de l'administration.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	1000	1000
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	1000	1000
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,00
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe Egor rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine

- **RESPONSABLE INDUSTRIALISATION** réf. VM 105923
- **INGÉNIEUR MÉTHODES** Les Abreys (38) réf. VM 13610A
- **JEUNE INGÉNIEUR DOCTEUR** Chimiste ou papeter - Isère réf. VM 6453E
- **COMMERCIAUX EXPORT CONFIRMÉS** - Benelux - Scandinavie réf. VM 11314Y
- Royaume-Uni réf. VM 11314Z
- Moyen-Orient réf. VM 11314X

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous remercions de nous adresser un dossier de candidature

GROUPE EGOR
8, rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

BANQUE DE DEPOTS, Paris 2ème

25 agences - effectif 475 personnes recherche

inspecteur de banque

CLASSE V ou VI

Expérience de la fonction Susceptible d'assumer à court terme le poste d'ADJOINT DU RESPONSABLE DU SERVICE INSPECTION DU SIEGE

Adresser CV, photo et prétentions sous No 29.237 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra

emplois internationaux

Bureau d'études FORMAC ENGINEERING pour contrat à l'étranger

INGÉNIEURS

EN CLIMATISATION DE CONDITIONNEMENT D'AIR ET EN ELECTRICITE

INSTALLATION GENERALE Anglais ind. Se prés. 400, C.V. ou tél. 28, rue L.-Bellen, 75002 Paris. T. 236-45-42.

RECHERCHONS

SPÉCIALISTES DE LA VENTE PAR TÉLÉPHONE

● Plain langage, mi-temps, midi ou soir.
● Expérience importante.Se présenter au 5, rue Bellin, 92808 PARIS, La Défense 11, Société CAT, 10^e étage, à 10 h 30 ou 15 h 30, tous les jours

seul lundi matin et vendredi après-midi. Téléphone : 774-72-14.

OFFRES D'EMPLOIS

Centre formation Paris-18^e

PROFESSEUR anglais d'origine, motivé pour adultes en entreprises. Tél. : 284-76-24.

COLLABORATEUR standing, Eglise M. Grant, 149, rue St-Honoré, Paris-1^{er} qui transmet.

Recherches DESSINATEUR E.T. ou 2^e Méthode. Tél. : 804-81-35.

EUROPE ETUDES GECTI
BUREAU D'ETUDES GENE CIVIL recherche

INGÉNIEUR MECHANICAL H.V.A.C.
8 à 7 ans d'expérience. Diplôme ENS ou similaire. Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à : **DIRECTION DU PERSONNEL EUROPE ETUDES GECTI**, 86, route de la Reine, 92100 BOULOGNE.

CIBA-GEIGY

recherche pour son

DEPARTEMENT MEDICAL

STATISTICIEN HF

ISUP - ENSAE...

Dépendant du Directeur Médical, il sera chargé de l'élaboration des protocoles d'essais thérapeutiques en relation avec les médecins du service, de l'analyse statistique des résultats, de la rédaction des rapports statistiques.

Il s'agit d'un travail d'équipe, nécessitant de bonnes compétences techniques, développées si possible dans l'industrie pharmaceutique. La connaissance d'un ou plusieurs langages informatiques serait un atout.

Nous vous remercions d'adresser votre CV + photo + rémunération actuelle à Mme C. MONTEIL, Département du Personnel 2 et 4, rue Lionel Terray 92506 Rueil Malmaison

Les candidatures sont traitées confidentiellement.

enseignement

APPRENDRE L'AMÉRICAIN

L'AMERICAN CENTER

281, bd Raspail, PARIS 75014

633-67-28

Cours de conversation dans la journée et le soir. Pour évènements.

Cours de civilisation des U.S.A. Lyoises à partir de 15 ans. Inscriptions immédiates.

Cours privés, préparation au TOEFL.

Cours pr enfants, déb. 21 avril.

secrétaires

Maison des Jeunes Catholiques (2.000 membres) recherche

UNE SECRÉTAIRE

25 ans min., 3 ans expérience en travail associatif et possible. Envoyer lettre manuscrite, C.V. + photo + prétentions à :

M. DUGAS, 85, av. de Ségur, 75007 PARIS.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

Part. vol 1510 GL. Tels 1980, 57.000 km, blanche, int. bleu, 5 gears rts, amort. neufs. Prix 26.500 F. Tél. 820-79-02 après 20 h. 782-40-88, h. bureau.

de 12 à 16 C.V.

PORSCHE 928 S. Avril 81, 32.000 km, int. cuir, siège électrique, climiseur, radio, glaces teintées. Garantie totale 6 mois. Téléphone : (66) 02-10-08.

AUDI QUATTRO - Voiture direction, garantie 1 an, 125.000 F. Téléphone : (66) 02-10-08.

divers

OCCASIONS SANS RISQUES QUALITÉ-PRIX

Volvo 244 GL 81

Volvo 343 DL 79

Volvo 343 DL 80

Volvo 343 DL 81

Peugeot 604 SL 77

Opel Rekord diesel 78

CX - GT 78

GS Break 77

R. 14 TL 77

R. 20 77

VOLVO - NEUILLY 747-50-05

16, R D'ORLÈANS - NEUILLY

Superbe BERLINE française 1981 - NEUVE - 0 KM

Haut de gamme, 4 portes, 5 cylindres, boîte mécan. Traction direction et freins assistés, int. cuir ou drap, réfrigération, T.O. électr. Pont. mot. vers. glaces teintées, etc.). GARANTIE 1 AN, KM illimité, quantité limit.

PRIX INCROYABLE C.T. 577-02-72

boxes - parking

PANTHÉON - LYCÉE HENRI-IV 2, RUE LARROUMÈRE

PARCOURS à vendre 85.000 F à 95.000 F - BEGL 267-42-08.

propositions diverses

Pour connaître les possibilités d'emplois à l'étranger (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie, Europe), demandez notre revue spécialisée MIGRATIONS (40), 3, rue Montyon, 75429 Paris, ced. 08 (doc. gr.).

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 32 ans, cherche poste

Assistante collab. domaines culturels, littéraires, relations publiques, formation, fonction publique. Bilingue allemand, connaissances anglaises, danoises et suédoises.

Ecr. s/r 6271, Le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 32 ans, cherche emploi

découvert ou manuel, deux langues propositions. M. Leclercq, Téléphone : (32) 40-64-15

F. anc. rédacteur, chef, hebdo, excel. réd., ch. poste press. ou ap. pub. réd. et corr. en pag. 2. Préf. SP, 83, 82, ch. 75. Ecr. s/r 6271, Le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Resp. commerciale, J.F. 32 ans, exc. présent., Bac, rompt contacts clients, eff. Angl. lu. ch. poste press. ou ap. pub. réd. et corr. en pag. 2. Préf. SP, 83, 82, ch. 75. Ecr. s/r 6271, Le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune femme dynamique et très ouverte, attirée dans le bâtiment, niveau Bac S, étudie tous les jours, cherche emploi ou formation pour l'étranger. Polyvalente ou Angl. Ecr. M. MARTIN, 36, chemin de Bessingues, 31000 Toulouse.

CADRE Technique, Industrie Chimique, 40 ans d'expérience, 65 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Chef de camp, 40 ans, solide expérience base vie gestion 60-provisionnement, formation cuisine, réf. : Algérie, Algérie, Ulysse, Congo, Algérie recherche poste similaire ou autre. Ecrire sous le n° 632-428 à RESEA-PRESS.

CADRE 38 ANS

FORMATION CAP-SP, MÉCANIQUE GÉNÉRALE

9 années expérience, service contrôle mécanique, électrique, serv. adj. techn. (moteurs, transmissions, prépar. dev. org. du travail, matériel de technologie d'essai-gar. 9 années d'exp. gestion du personnel, sollec. recrutement, classement, etc.).

Comptabilité des salaires et primes de congés.

Connaissances juridiques et techniques du commandement, dynamique, méthodique.

PLACE DE DÉCIDEUR

Ecr. s/r 4510 à P. Lichou S.A., B.P. 220, 75083 Paris cedex 02, qui transmettra.

VIOLÉMENT

INNOVATION

• LE SOIR • LA STAMPA •

Environnement et

Le plan quinquennal de rajeunissement de la flotte prévoit 2,6 milliards de francs d'investissements

Le rajeunissement de la flotte s'imposait de manière urgente, et certains armateurs n'ont d'ailleurs pas attendu le plan révélé aujourd'hui pour se décider à investir. Secteur par secteur, les programmes des armateurs des grandes flottes sont les suivants :

● **La pêche fraîche.** — Il s'agit des chalutiers qui accomplissent des marées de douze jours environ en mer du Nord ou autour des îles Britanniques. Les armateurs de la région de Boulogne envisagent la construction de sept navires de plus de 40 mètres (160 millions). D'autre part, des chalutiers moins longs, appelés bateaux de pêche semi-industrielle, seront construits pour remplacer ceux qui apparaissent trop âgés et peu performants : sept à nouveau dans la région du Nord, quarante à quarante-cinq en Bretagne et cinq à La Rochelle, pour un

EXCELSIOR (revue)

Mexico sur la

Le Mexique a été le théâtre d'une révolution qui a duré plus de cent ans. Cette révolution a été une révolution sociale, une révolution économique, une révolution culturelle. Elle a été une révolution qui a changé le Mexique en un pays moderne et démocratique.

Le Mexique a été le théâtre d'une révolution qui a duré plus de cent ans. Cette révolution a été une révolution sociale, une révolution économique, une révolution culturelle. Elle a été une révolution qui a changé le Mexique en un pays moderne et démocratique.

Le Mexique a été le théâtre d'une révolution qui a duré plus de cent ans. Cette révolution a été une révolution sociale, une révolution économique, une révolution culturelle. Elle a été une révolution qui a changé le Mexique en un pays moderne et démocratique.

Le Mexique a été le théâtre d'une révolution qui a duré plus de cent ans. Cette révolution a été une révolution sociale, une révolution économique, une révolution culturelle. Elle a été une révolution qui a changé le Mexique en un pays moderne et démocratique.

Le Mexique a été le théâtre d'une révolution qui a duré plus de cent ans. Cette révolution a été une révolution sociale, une révolution économique, une révolution culturelle. Elle a été une révolution qui a changé le Mexique en un pays moderne et démocratique.

DEVELOPPEMENT

WARSZAWA

EL MOUDJAHID

Magyar Nemzet

EL PAIS

朝日新聞



« Nous, membres de l'Organisation des Nations Unies, proclamons solennellement notre détermination commune de travailler d'urgence à l'établissement d'un nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous les États, indépendamment de leur système économique et social, qui corrigera les inégalités et rectifiera les injustices actuelles, permettra d'éliminer la faim et le chômage, et assurera le développement et la prospérité pour tous les pays en voie de développement... »

(Déclaration concernant l'établissement d'un nouvel ordre économique international adoptée par consensus le 1^{er} mai 1974 par la sixième assemblée spéciale des Nations Unies.)

• LE SOIR • LA STAMPA • ПОЛИТИКА • EXCELSIOR • INDIAN EXPRESS • Le Monde • DAWN • le soleil •

Environnement et survie de l'humanité

LES ressources de la planète ne sont pas illimitées. Soumises à la pression qu'exerce sur elle la prolifération démographique du tiers-monde et trop souvent gaspillées dans les pays riches enclins à la surconsommation, elles sont de plus en plus gravement menacées par les pollutions qu'entraîne aujourd'hui partout le développement général et souvent sauvage de l'industrialisation, de l'urbanisation et de la circulation automobile.

La gigantesque pollution dont souffre Mexico (« Excelsior »), la dégradation des régions côtières de la Méditerranée (« El País »), le saccage du territoire italien par le « miracle économique » (« la Stampa »), l'exode rural et la prolifération des bidonvilles au Pakistan (« Dawn »), évoqués dans ce numéro sont autant d'illustrations des agressions que subit partout l'environnement.

En 1972, cent quinze gouvernements ont enfin proclamé à Stockholm l'importance du problème de l'environnement. Ils ont voté des recommandations dont ils commencent à s'inspirer pour eux-mêmes et parfois aussi dans l'intérêt du tiers-monde. C'est ainsi que des recherches d'eau souterraines sont effectuées par des prospecteurs étrangers en faveur des pays en voie de développement (« Magyar Nemzet »). Des écoles françaises apprennent à des stagiaires étrangers à maîtriser la fabrication d'eau potable (« le Monde »). « Asahi Shimbun » fait état, pour sa part, de la volonté du Japon d'assumer les premières responsabilités en ce qui concerne la conservation environnementale dans la région du Pacifique.

Dix ans après Stockholm, à Nairobi, les mêmes gouvernements vont s'efforcer d'aller plus loin sur le plan concret, voire de rédiger une « déclaration politique ». De fait, le problème angoissant de la protection de l'environnement ne recevra pas de solution valable aussi longtemps que ses dimensions politiques et même morales ne seront pas sérieusement prises en considération. Car, écrit le

journal sénégalais « le Soleil », l'environnement met en question la domination économique qu'exerce le monde industrialisé sur les pays en voie de développement. Exercée sans grand souci des hommes et de leur patrimoine économique et culturel, cette domination, assurément, est la vraie responsable d'une misère qui constitue l'un des principaux facteurs de la dégradation de la nature dans le monde.

Une gestion éclairée des ressources de la planète est donc devenue indispensable. Elle implique le dépassement des conceptions libérales et socialistes trop dogmatiques, car les lois du marché et les planifications bureaucratiques ont souvent des effets dévastateurs. Jamais comme aujourd'hui il n'a paru aussi nécessaire d'associer les hommes à leur développement et de respecter l'environnement. L'expérience limitée d'intégration rurale dans le bas Zaïre que présente « le Soir » dans ce numéro est à cet égard encourageante ; celle aussi qu'expose l'UNICEF et qui concerne l'entretien de pompes à eau en Inde.

Mais, dans ce monde dominé par la peur, l'orgueil et la volonté de puissance, sera-t-il compris suffisamment à temps que :

1) La dégradation et la surexploitation de certaines ressources essentielles du globe, telles que la terre, l'eau, l'air, etc., constituent le plus grand péril dont l'humanité est menacée ;

2) Ce péril ne pourra être conjuré que si toutes les nations s'affrontent en partenaires et si les plus riches d'entre elles acceptent au retour à la frugalité.

De la réponse à ces deux questions va dépendre littéralement la survie des prochaines générations et des civilisations dont elles sont les héritières.

JEAN SCHWOEBEL,
coordonnateur.

TRIBUNE DES NATIONS UNIES

Dix ans après Stockholm

DIX ans après la déclaration de Stockholm par laquelle cent seize États ont appelé « à présenter et à améliorer l'environnement pour les générations humaines présentes et futures », une nouvelle conférence à laquelle participeront la majorité des États membres de l'O.N.U. va se réunir à Nairobi au mois de mai prochain. Celle-ci procédera à un tour d'horizon complet de la question à partir des cent neuf recommandations contenues dans le « plan global » qui avait été approuvé à Stockholm, recommandations dont l'application est généralement appréciée « passable à bien ».

Il s'agit notamment de savoir comment les engagements pris et le plan d'action adopté à Stockholm doivent être renforcés et rendus plus efficaces au cours des dix prochaines années. Il s'agit également, par delà l'étendue et la complexité du problème de l'environnement, de fixer les priorités immédiates auxquelles doit s'attaquer la communauté internationale.

Le problème sans doute le plus grave est la perte actuelle et prévisible d'environ 20 millions d'hectares de terre fertile par an sous l'effet du déboisement, de l'érosion du sol et de l'avance du désert. C'est ainsi que

depuis vingt ans le monde a perdu plus de 20 % de ses forêts, le nombre d'arbres coupés étant environ dix fois supérieur à celui des arbres plantés. Sur la base d'estimations actuelles, ce sont quelque 3 milliards d'hectares de pâturages, pour l'essentiel dans des pays en voie de développement, qui risquent de se dégrader jusqu'à ne plus être en mesure d'assurer les ressources nécessaires à la survie des êtres humains qui en dépendent.

La question de l'environnement n'en est plus au stade de la définition des problèmes, sous quelque forme que ce soit, mais à celui de leur solution. Les choses ont changé depuis que les gouvernements ont établi à Stockholm sur liste de « vingt-six principes communs » concernant les responsabilités et l'interaction de l'homme avec l'environnement. Désormais, l'image doit être celle de peuples et d'États pleinement engagés et solidaires au sein d'un vaste réseau d'interdépendances en matière d'environnement et d'économie. Il s'agit de mettre en pratique le concept selon lequel le développement humain, la croissance économique et la protection de l'environnement constituent des objectifs indissolublement liés et étroitement solidaires.

L'exemple de la Banque mondiale

Ce dont se préoccupent les gens qui préparent la conférence de Nairobi est donc de savoir ce qu'il faut entendre par « engagement pratique ». Il leur faut également rédiger le projet d'une « déclaration politique » — courte et compréhensible, voilà la difficulté — qui contiendra l'engagement solennel des gouvernements de remplir les promesses de Stockholm. A cet égard, un texte intitulé « Stratégie mondiale pour la conservation », fruit d'un effort de coopération entre agences des Nations Unies et gouvernements, contient une formule qui pourrait avoir l'impact recherché : « Nous n'avons pas hérité de la Terre de nos parents, nous l'avons empruntée à nos enfants ». Ce qui implique évidemment la nécessité de réserver des « élections » un mandat pour prendre des décisions politiques à Nairobi.

Le docteur Mostafa Tolba, directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), qui organise cette réunion avec l'approbation de l'Assemblée générale de l'O.N.U., s'efforce actuellement de préciser la signification exacte de

cet engagement pratique pour la « cause de l'environnement », à une époque où l'attention et les ressources sont détournées par la crise résultant des effets de l'inflation, des déficits commerciaux, de la récession générale et du chômage.

Prendant récemment la parole devant le comité pour l'environnement du Parlement européen, il a rejoint les propos de M. Clausen, président de la Banque mondiale, sur « l'environnement et le développement » ainsi que sur la réaction « exemplaire » de la Banque mondiale et de sept autres importantes institutions financières multilatérales. Les 14 milliards de dollars qu'elles allouent annuellement à l'aide au développement sont désormais étroitement liés à des « considérations environnementales », et ce depuis leur déclaration commune négociée par le PNUE il y a deux ans.

JOHN EAMES.

(Programme des Nations Unies pour l'environnement.)
(Lire la suite page 30.)

EXCELSIOR (Mexico)

Mexico sur la voie du chaos

LE Mexique semble avoir inventé une nouvelle stratification sociale : la division entre les gens riches, névrosés et toxicos de la capitale et le reste des Mexicains, qui vivent dans les villes moyennes et les bourgades ou dans les campagnes.

Les autorités mexicaines ont commencé à s'inquiéter ouvertement du milieu physique, économique, social et psychologique de Mexico, conglomération urbaine caractéristique d'un des centralismes les plus inflexibles en tout point et auquel on doit peut-être le phénomène de croissance le plus spectaculaire du monde de ces dernières années.

En 1930, la capitale s'étendait sur 200 kilomètres carrés. Quarante ans plus tard, sa superficie atteignait 650 kilomètres carrés, et elle dépasse aujourd'hui 800 kilomètres carrés. La population, qui était d'un peu plus de 1 million d'habitants dans les années 30, a atteint 2 800 000 habitants en 1950 et 8 350 000 en 1970 ; elle est actuellement supérieure à 14 millions d'habitants.

Cette population, contenue dans une zone centrale de 137 kilomètres carrés en 1930, commença un mouvement d'expansion qui devait la conduire à envahir les zones boisées, les collines des alentours et même le lit des lacs voisins, dont le système d'alimentation fut intégré au réseau d'égouts de la ville. Au seizième siècle, à l'arrivée des conquistadors espagnols, la ville était fondée sur un système essentiellement lacustre, dont les voies de communication étaient des canaux.

Dans ce qui fut littéralement une explosion dans toutes les directions, la ville accéléra le processus d'urbanisation.

tion en modifiant les mœurs et toute la vie économique des régions voisines, quelle digère peu à peu.

Mais cette concentration urbaine s'accompagne d'une centralisation économique poissée : en 1930, Mexico produisait 22 % de PIB, en 1950 31 %, en 1970 44 %, et actuellement la part qui lui revient atteint presque la moitié du total national.

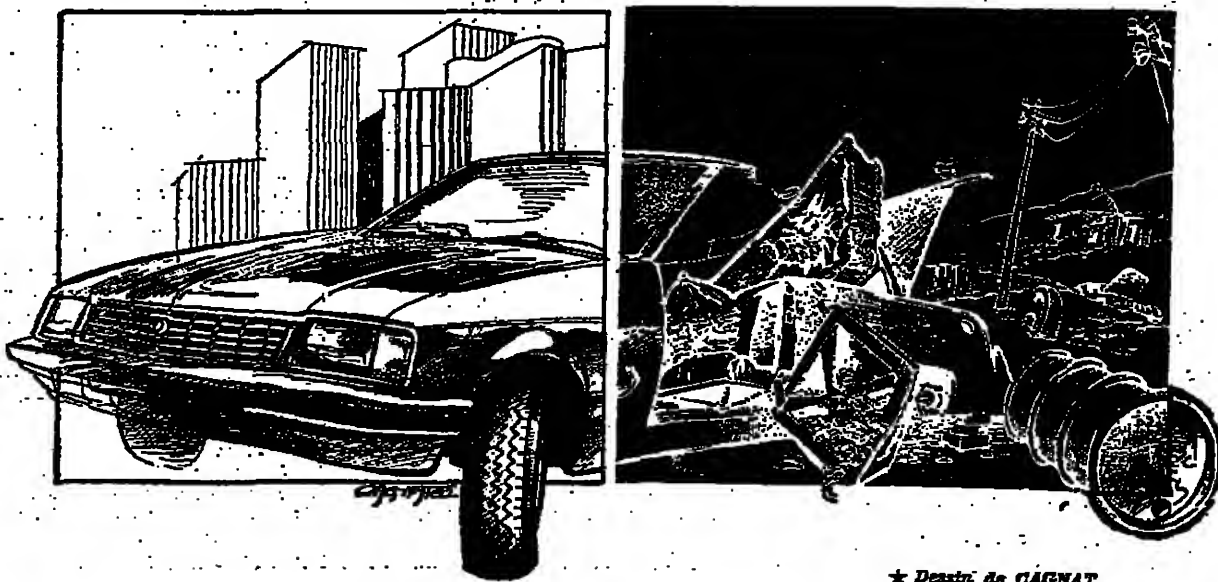
La spécialiste Gloria Gonzalez Salazar qui rapporte qu'en 1965, la ville, fournissait plus de 35 % du PIB, pouvait en outre se targuer des résultats suivants : 34,5 % du nombre total des établissements industriels ; 46 % des emplois industriels et 51,3 % de la production industrielle.

Qui plus est, sur deux cent cinquante et une entreprises étrangères, 66,3 % s'étaient implantées dans le district fédéral. Ce phénomène fait apparaître l'un des facteurs déterminants du processus, car la faible capitalisation du Mexique de cette époque offrait, après la guerre, aux capitaux transnationaux, essentiellement d'origine nord-américaine, les conditions d'une base sûre, stable, dotée d'une infrastructure en progression et d'une main-d'œuvre bon marché, toute disposée à se vendre.

Sur ce plan, on vit jouer à plein le système de la sous-traitance à bas prix. En effet, non seulement le Mexique est voisin des États-Unis — le coût des transports entre les deux pays est relativement intéressant — mais en outre le prix de la main-d'œuvre y était à peine supérieur à ce qu'il était en Corée, aux Philippines, à Taiwan et dans d'autres pays secourus par le capitalisme étranger.

Tous ces facteurs, en se développant au fil des années, entraînèrent finalement un processus de dégradation de tous les aspects du milieu, non seulement à cause de l'industrialisation accélérée, mais aussi parce que les vices qui caractérisent ce développement firent que les établissements industriels ne furent pas dotés des mécanismes de contrôle des émanations des poussières et des gaz toxiques.

EMILBERTO SOTO ANGLI.
(Lire la suite page 30.)



* Dessin de GAGNAT.

ENNEMENT MENAG
lecons
ment de terre

PAR LE GASPILLAGE ET LA MISÈRE

SUR LE TERRAIN AVEC LES HOMMES

Le Monde (Paris)

A l'école du savoir-faire

Les sont trois, penchées sur un corps de pompe qu'ils désossent pièce à pièce. Le Nigérien Abdul Nwoko, futur technicien d'hydraulique rurale, la Malienne Victoria Orou, ingénieure de la ville de Niamey, et la Zaïroise Kabasele Dyokota, responsable de la Société de distribution d'eau de Kinshasa.

Avec une douzaine d'autres, ces trois professionnels étrangers participent, à un stage de perfectionnement dans les ateliers de la Fondation de l'eau à Limoges (Haute-Vienne) (1). Envoyés par leur pays d'origine, nantis d'une bourse, ils vont pendant quelques mois profiter de la technologie et du savoir-faire que la France a accumulés depuis des années dans la fabrication de l'eau potable et dans l'épuration des effluents.

Dès leur retour au Nigéria, au Mexique ou au Zaïre, les stagiaires de Limoges devront affronter les problèmes concrets : comment approvisionner un village, épurer les effluents d'industrie, gérer le réseau de distribution d'une grande ville. Ils apprendront la formation pratique et intensive qu'on leur donne ici.

Des stagiaires de trente pays

La Fondation de l'eau, créée en 1976 par l'université et la ville de Limoges, a été le concours du ministère de l'environnement et de quatre sociétés privées, est une institution vraiment originale. Fruit d'une initiative purement régionale, elle associe des services publics et le secteur privé, et se veut un instrument exclusivement pratique de formation professionnelle. La Fondation est largement tournée vers l'étranger : sur les quatre cents stagiaires reçus en 1981, la moitié venaient d'une trentaine de pays différents, notamment d'Afrique et d'Amérique du Sud. Ces effectifs en provenance d'outre-mer s'accroissent de 30 % par an.

Around du directeur, Jacques Castelnau, quarante-trois ans, d'un dynamisme exceptionnel, s'est formée une équipe de vingt-cinq spécialistes, tous bilingues, et dont l'âge moyen ne dépasse pas trente ans. Parmi eux un Algérien, un Congolais et une Américaine.

Rien n'a été négligé pour donner aux stagiaires leur efficacité maximale : les salles de cours sont bien équipées, dotées d'un système de traduction simultanée. Chaque élève peut, en outre, répéter leçon et exercices, en dialoguant à son rythme avec des micro-ordinateurs, véritables moniteurs électroniques à l'inlassable patience. Un atelier permet de se familiariser avec l'entretien des pompes, moteurs d'arrosage électriques, qui équipent les usines de traitement et d'épuration des eaux.

Toutes les techniques de l'eau

Sur une plate-forme de près de 2 hectares, les élèves peuvent enfin exercer sur des installations grandeur nature : lagunes d'épuration, fabrique d'eau potable, réseau de distribution, laboratoire d'analyses, station d'épuration — la panoplie complète des techniques est ici en fonctionnement. « Quand les stagiaires quittent Limoges », dit Jacques Castelnau, « je vous garantis qu'ils sont opérationnels ».

La Fondation de l'eau sort donc de ses murs. En 1981, par exemple, ses équipes d'enseignants, emmenant avec eux une partie de leur matériel sur des camions semi-remorques, se sont rendues au Maroc et à Sri Lanka, à la demande de ces deux pays. Au Maroc, pendant six semaines, ils ont multiplié stages, séminaires et expositions sur le thème de l'eau potable. Trois cents ingénieurs et techniciens locaux ont été touchés.

Telle est l'une des contributions de la France à la Décennie internationale pour l'eau potable et l'assainissement décrite par les Nations unies. Parmi les multiples problèmes d'environnement que connaissent les pays en voie de développement, ceux qui touchent à l'eau sont parmi les plus dramatiques. Sur les deux milliards d'êtres humains vivant dans ces pays, 60 % n'accèdent que difficilement à l'eau potable et 75 % ne disposent d'aucune installation sanitaire. Les besoins en irrigation sont immenses, et la nécessité d'épurer les rejets industriels y apparaît avec une évidence croissante.

C'est aussi pour répondre à cette

demande qu'à l'initiative du ministère de l'environnement a démarré, voici trois ans, dans le parc d'activités de Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes), le Centre de formation international à la gestion des ressources en eau (Ceigre) (2). Là encore, une équipe — quinze personnes — est au travail autour de son directeur, Jean-Paul Pfister, quarante-cinq ans, ils reçoivent exclusivement de futurs décideurs et gestionnaires étrangers. Fonctionnaires, responsables de sociétés privées et cadres moyens viennent suivre des sessions de trois à cinq semaines. Sujets traités : eau potable, irrigation, techniques d'assainissement, hydraulique villageoise, planification des eaux en zone aride.

Les cours sont théoriques, certes, mais on se transporte sur le terrain pour étudier les réalisations du canal de Provence et celles du Bas-Rhône-Languedoc. « Il nous faut être concrets, efficaces et donc attentifs aux besoins des stagiaires », dit Jean-Paul Pfister.

En deux ans, le Ceigre a déjà accueilli cent quatre-vingts participants de vingt-sept pays différents, surtout du Bassin méditerranéen, du Proche-Orient et d'Afrique. Les effectifs doublent d'une année sur l'autre. Le programme de 1982 prévoit dix sessions différentes, dont une à Abidjan, en Côte-d'Ivoire.

Il faudrait encore souligner l'activité de l'Agence de coopération technique industrielle et économique (ACTIM) (3), qui dépend du ministère de l'économie et des finances. Au cours de trois sessions d'études multinationales, elle a reçu en 1981 près de quatre-vingts professionnels étrangers, venus se perfectionner dans la lutte contre la pollution atmosphérique et contre les marées noires. D'autres jeunes professionnels, davantage préoccupés par la protection de la nature ou par l'hygiène du milieu, ont été reçus en stage dans divers services du ministère de l'environnement. Au total, près de six cents étrangers ont été accueillis en 1981 par des organismes français.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Fondation de l'eau, 123, rue Albert-Thomas, 87000 Limoges.
(2) Sophia-Antipolis S.P. 12, 66590 Valbonne.
(3) ACTIM, 84, rue Pierre-Charon, 75008 Paris.

LE SOIR (Bruxelles)

Avec patience et lenteur

QUEUX qui connaissent la zone villageoise de Mbanza-Ngungu dans le Bas-Zaïre avant 1978 ne se précipitent pas pour voir ce qui a changé depuis qu'a démarré une opération de « développement rural intégré » menée à la fois par les services locaux du développement rural, des travaux publics et de l'aménagement du territoire, le secrétariat général de la jeunesse du Mouvement populaire de la révolution et par l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.), qui regroupe la plupart des pays francophones du monde. C'est que, dans ce projet qui consiste à fixer la population dans les villages, en améliorant à la fois les conditions de travail et le cadre de vie, tout est à petite échelle et tout va lentement. Mieux : la petitesse et la lenteur font partie de la philosophie d'un projet qui illustre bien ce que devrait être l'action écologique dans les campagnes du tiers-monde.

« A quel bon, explique Jean Raux, qui suit le projet pour l'A.C.C.T., à quel bon se précipiter et réaliser des choses auxquelles la population locale ne participe pas, et pour lesquelles elle ne se sent pas concernée ? » Il faut dire qu'en l'occurrence le mauvais exemple n'était pas loin. C'est dans la même région en effet que des experts chinois sont venus implanter une culture de riz. Techniquement, pas de problème. Mais la population ne « marche » pas... elle n'a jamais mangé de riz !

Non au groupe électrogène

C'est pourquoi le projet Bas-Zaïre a commencé par une longue phase d'étude. Et c'est pourquoi ses responsables ont d'emblée dit « non » à la première requête des gens du ou quand on les a consultés : un groupe électrogène. Ils avaient mission en effet de sonder plus en profondeur les besoins et les aspirations des populations — en fait, tout juste quelques dizaines de personnes, ce qui est peu, mais pas si facile à mettre d'accord — et de ne pas s'arrêter à cette sorte de mirage moderniste.

A vrai dire, la zone était bien connue et elle a été choisie notamment parce qu'elle avait déjà fait l'objet d'investissements de la part du Bureau d'études d'aménagement urbain (BEAU), un organisme d'une compétence technique mixte en Afrique. De plus, fort proche de Kinshasa (180 kilomètres), elle est aisément accessible par la route qui relie la capitale à Matadi. Cela a d'ailleurs deux conséquences contradictoires : il est très — trop — commode d'aller gonfler le pneumatique des bidonvilles locaux ; il est possible de « faire quelque chose » sur place. Ce qu'il fallait de prime abord faire comprendre aux intéressés.

Après un an d'étude et de pesage quotidien des notions alimentaires de plusieurs familles, il est apparu clairement que le problème numéro un était celui de la nourriture et qu'il y avait dans la région une certaine carence en protéines. Etait-ce la conséquence d'un manque de terres arables ? Non, au contraire... Et c'est là que l'écologie pointe le bout de son nez. En effet, pour une raison assez bizarre — la crainte de voir de nouveaux habitants occuper les villages — les paysans ont pris l'habitude de cultiver des champs éloignés de chez eux. Si bien que le BEAU a pu diagnostiquer une forte dégradation des sols tout autour des villages et hameaux dus au fait que ces anciennes forêts défrichées brutalement ne sont jamais mises en culture.

Il a donc fallu « programmer » la réoccupation de ces sols par des cultures locales — manioc, arachide, etc., mais pas de riz ! — et à l'aide de méthodes — les mois reviennent couverts dans les rapports des experts — « techniques et finement maîtrisées ». Et c'est peut-être jusqu'ici l'apport le plus concret du projet d'avoir permis la construction d'un atelier qui sert désormais à construire quelques outils très simples : un semoir, une décorieuse d'arachides, etc.

Maintenant que le grignotement d'un nouvel espace agricole est entamé, le projet peut arriver à sa seconde phase. Pour que ces gens, désormais pourvus de nourriture et de travail, se

forment définitivement dans leurs villages, il va falloir leur donner en plus de l'eau propre, une évacuation convenable de leurs déchets, une énergie plus disponible, bref, un environnement plus attractif.

La philosophie de l'action est ici encore bien claire : il s'agit d'utiliser la main-d'œuvre locale, qui sera d'abord formée, et les matériaux de l'endroit, en ayant bien soin de ne pas épuiser les ressources. Et en veillant à respecter les coutumes locales, par exemple pour ce qui est du mode de propriété foncière, très particulier et très dévouant dans un régime tribal.

On l'aura compris : l'aménagement rural intégré de la zone de Mbanza-Ngungu n'entrera pas dans les annales et surtout pas au chapitre des statistiques éloquentes. Non, il s'agit d'un projet microscopique, mais cette taille est un élément d'analyse intéressant, car il est bien évident qu'on ne pouvait pas faire d'une population plus vaste cette espèce de laboratoire où s'élabora une méthodologie prudente, d'assistance écologique au bénéfice du tiers-monde.

Il semble que cette discrétion n'a pas trompé les experts : la méthodologie devra dans deux autres régions du Zaïre et dans deux autres pays d'Afrique. Et les spécialistes du Programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.) s'y intéressent de fort près afin de pouvoir l'exporter à leur tour ailleurs.

Autre façon à tirer de cette première expérience : dans les pays en développement plus encore qu'ailleurs, il n'est pas possible de dissocier l'économie de l'écologie. Il s'agit de faire en sorte que le second serve au démarrage du premier, plutôt que de le freiner, ce qui serait évidemment le cas si l'on importait telles quelles les conceptions des pays riches en matière d'environnement.

Cela implique — et c'est une troisième conclusion provisoire — que la population locale marche à fond et comprime qu'il y a de son intérêt. Nous voici revenus à notre point de départ : ce genre d'intervention ne peut qu'être patiente et à petite échelle.

JACQUES PONCIN.

Magyar Nemzet (Budapest)

Les eaux karstiques : des possibilités importantes et insuffisamment exploitées

Le besoin urgent d'eau qu'éprouvent certains pays en développement d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, un expert hongrois qui a travaillé en Afrique du Nord me l'a pour ainsi dire illustré graphiquement par cette constatation : pendant toute la durée de sa mission — trois ans — il n'avait pu se permettre de consommer, dans le logement qu'il occupait, que 25 mètres cubes d'eau en tout et pour tout. Si l'on estime à 0,5 mètre cube la consommation journalière par habitant dans les pays développés, chez nous cette quantité n'aurait suffi que pour cinquante jours.

L'absence d'eau, qui a un effet néfaste sur les conditions de vie, est l'un des facteurs qui accentuent l'écart entre pays développés et pays en développement. Les problèmes causés par le manque d'eau potable aggravent non seulement les disparités économiques Nord-Sud, mais également les inégalités entre les pays du tiers-monde producteurs de pétrole et ceux qui n'ont pas de ressources pétrolières. Actuellement, le forage d'un puits de 300 mètres de profondeur, dont on n'est pas sûr qu'il soulage le manque d'eau, revient approximativement à 300 000 dollars. Le coût de l'équipement d'une usine de dessalement de l'eau de mer est de l'ordre de millions de dollars. La tâche des prospecteurs est de trouver les moyens de promouvoir la gestion des ressources en eau dans les pays en développement. Il s'agit là d'une tâche urgente. De telles solutions dépassent les moyens des pays moins développés.

Un gaspillage

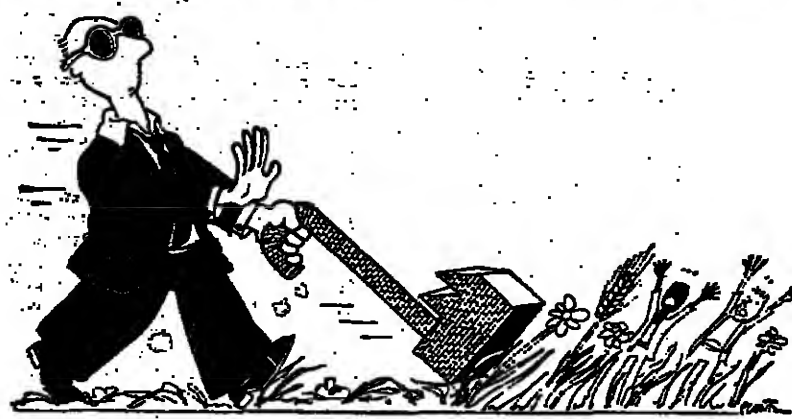
Les experts hongrois en économie de l'eau se sont récemment rendus en Libye pour explorer la possibilité de trouver dans les régions karstiques des pays en développement des solutions bon marché à ce problème urgent. Un expert de l'entreprise hongroise Oviher, spécialisée dans la prospection

de l'eau karstique, a résumé son expérience en ces termes : « La prospection de l'eau karstique ne correspond à aucune tradition dans les pays en développement. Si la spéléologie est l'un des passe-temps favoris des habitants des pays développés, les possibilités offertes par les zones karstiques ne sont pas encore connues dans les pays en développement ».

Dans certaines régions, le réseau des grottes est parcouru par de véritables rivières souterraines, et, à certains endroits, ces eaux, non captées, se déversent dans la mer. En plus de deux mois et demi, les experts hongrois en économie de l'eau ont, en suivant le cours des ruisseaux, exploré des grottes sur 7 kilomètres, y cherchant les possibilités éventuelles d'emmagasinement de l'eau. Bien sûr, la quantité d'eau que ces grottes peuvent contenir est inférieure à celle que peut retenir un grand barrage. Cependant, la solution proposée par les experts hongrois est moins coûteuse, sans parler du fait que le stockage de l'eau à ciel ouvert n'est pas possible dans tous les pays en développement pour des raisons qui tiennent à la topographie. Les spécialistes d'Oviher ont conclu qu'il était possible d'emmagasiner 15 000 mètres cubes d'eau dans les limites de la zone prospectée. Cette quantité est, certes, négligeable par rapport aux besoins de l'économie libyenne, mais la portée de la prospection apparaît clairement quand on sait que ce chiffre représente vingt fois la quantité d'eau utilisable par année dans cette zone.

Etant donné que, dans les pays d'Afrique du Nord aussi bien que dans ceux du Proche-Orient, les possibilités d'une mise en valeur de l'eau karstique sont grandes, la prospection et la mise en valeur de cette source peuvent augmenter les quantités d'eau dont disposent plusieurs pays en développement et créer les conditions favorables à la production agricole et à l'élevage dans ces régions.

LASZLO CZASZAR NAGY.



(Dessin de PLANTU.)

ASAHI SHIMBUN (Tokyo)

Ne pas exporter la pollution

EN pleine récession, la croissance économique des pays d'Asie orientale et d'Océanie situés en bordure du Pacifique reste plus élevée que dans la plupart des autres régions du globe. On prévoit généralement que le taux de croissance économique de ces pays en développement de la région sera, cette année, de 4 à 10 %. On ne peut cependant pas espérer une solution miracle au problème Nord-Sud pour la seule raison que certains pays en développement sont parvenus à une forte croissance économique.

Il faut se demander si un rythme exceptionnellement rapide d'exploitation des ressources naturelles et d'industrialisation n'a pas bouleversé le milieu naturel et dégradé les conditions de vie des habitants. L'un des problèmes cruciaux des pays du Pacifique, c'est de trouver les moyens de préserver le patrimoine écologique, tout en ayant une croissance économique soutenue.

Le Japon, qui est une des nations de premier plan quant au volume de son commerce, de ses investissements et de l'aide qu'il fournit aux pays d'Asie et du Pacifique, doit assumer la plus grande part de responsabilité pour tout ce qui concerne la protection de l'environnement dans cette région. De nombreuses entreprises commerciales et industrielles japonaises se sont implantées dans les pays voisins d'Asie où la main-d'œuvre reste bon marché, compte tenu de ses capacités.

Il existe indéniablement, dans certains de ces pays d'Asie, un courant d'opinion favorable à une croissance économique rapide et à une plus grande pénétration des sociétés japonaises. C'est grâce à la coopération du Japon, entre autres facteurs, que Singapour, Hongkong, la Corée du

Sud et Taiwan, les « quatre grands » d'Asie, ont déjà atteint un stade de développement caractérisé par la naissance d'une industrie lourde et d'une industrie pétrochimique. La Malaisie les suit de près sur cette voie et fera bientôt elle-même partie des nations semi-développées.

Mais on constate souvent que ces pays, dans leur désir d'atteindre un haut niveau de croissance économique, ont tendance à restreindre la liberté de la presse et le cas est fréquent, à ne pas accorder la priorité à la lutte contre la détérioration de l'environnement. Les sociétés japonaises installées dans ces pays devraient ne pas accepter aveuglément ces pratiques locales et participer avec beaucoup plus de détermination à une modernisation qui s'accompagnerait de mesures visant à protéger l'environnement.

La prévention de la pollution des mers est aussi une question qui appelle toute l'attention du Japon et de ses partenaires du Pacifique. Le Japon doit non seulement élever contre les essais nucléaires dans le Pacifique sud, mais aussi s'abstenir lui-même de polluer incoûtablement ces mers avec ses propres déchets radioactifs.

La lutte contre le déboisement des jungles tropicales et l'encouragement au reboisement systématique des terres incultes dans la région du Pacifique sont aussi des problèmes à aborder de toute urgence. Il serait tout à fait opportun de créer à cette fin un organe consultatif international.

La protection de l'environnement dans le Pacifique et les régions avoisinantes ne devrait pas être une tâche impossible.

RIZUKE HAYASHI
(Éditorialiste).

L'ENVIRONNEMENT MENACÉ

TRIBUNE DES NATIONS UNIES

Des cartes postales pour l'entretien des pompes

L'approvisionnement en eau potable des villages indiens s'est d'abord heurté à deux principaux obstacles : d'une part, le modèle de pompe ne correspondait pas à l'usage qui devait en être fait et, d'autre part, on n'avait pas tenu compte de la dimension humaine de ce qui semblait être un problème technique.

A U village de Kohir, Sri Isamuddin tient une échoppe de pan (feuilles de bétel) modestes et assez décorées, dont le stock de bouts de cigarettes, de feuilles épaisses de bétel et d'épices aux reflets argentés pourrait tenir dans un grand sac en papier. C'est une échoppe comme beaucoup d'autres en Inde. Sa situation, à côté d'un salon de thé sombre de la rue principale, n'a rien d'exceptionnel. Sri Isamuddin l'a installée là pour une raison bien précise : il se trouve ainsi à proximité de son autre travail. Car il est responsable de l'entretien des pompes à eau et du système

d'approvisionnement en eau du village de Kohir. Il y a dans ce village quatre pompes manuelles pour quinze mille habitants, et celle qui sert le plus est située à côté de l'échoppe de Sri Isamuddin. Pour faire ce travail à temps partiel, Sri Isamuddin, qui vient d'avoir vingt et un ans, a suivi une formation de deux jours seulement, au bout desquels il a reçu pour seule récompense : une trousse d'outils et un certificat qui relève quelque peu son image.

En tant qu'agent autonome de l'entretien, il maintient les pompes en état de marche et, en cas de panne grave, il assure la liaison avec le maillon suivant du système d'entretien. Pour cela, il dispose d'un stock de cartes postales déjà affranchies et portant l'adresse de leur destinataire qu'il lui suffit d'envoyer pour obtenir l'assistance de l'ingénieur technique du district. C'est à ce dernier qu'il incombe de convoquer l'équipe mobile d'entretien, s'il s'agit d'une grosse réparation.

La pompe India Mark-II

A titre officiel, Sri Isamuddin est aussi agent sanitaire et veille à ce que l'eau qu'utilisent les mères et les enfants soit aussi propre que possible. Il semble avoir très bien assimilé les divers éléments de la formation qu'il a reçue dans un camp pendant deux jours, il y a quelques mois. Dès lors, avec quelques-uns des autres habitants du district, il connaît les bases de l'entretien préventif, graissage des boulons, nettoyage du bec de la pompe. Il sait également le lien qui existe entre une eau contaminée ou stagnante et la propagation des maladies.

Le programme de formation des responsables de l'entretien des pompes du village dans l'Etat de l'Andhra Pradesh a fait suite à un premier programme expérimental élaboré avec l'assistance et le soutien de l'UNICEF dans l'Etat de Tamil Nadu. L'idée était d'essayer de mettre au point un système d'entretien des réseaux ruraux d'approvisionnement en eau qui servirait à tout le pays. Dans un

effort pour améliorer la santé des mères et des enfants vivant en milieu rural en Inde, l'UNICEF avait, pendant plusieurs années, collaboré activement à des programmes qui visaient à approvisionner en eau potable plus de cent cinquante mille villages « à problèmes ». Mais, au départ, le forage de puits et l'installation de pompes paraissent souvent de la plus grande inutilité.

Une des principales difficultés venait de la pompe elle-même. Avant 1974, on n'installait que les anciennes pompes en fonte qui, si elles présentaient éventuellement l'avantage de ne pas coûter cher, n'en tombaient pas moins régulièrement en panne. Le gouvernement indien a donc demandé à l'UNICEF de mettre au point une pompe résistante à un usage intensif. C'est ainsi qu'on a mis au point la pompe manuelle India Mark II qui est construite en acier et qui peut fonctionner pendant très longtemps sans nécessiter de grosses réparations. Ceux qui l'ont conçue ont

tenu compte non seulement du milieu physique (profondeur habituelle des puits de forage, simplicité de mise en place, utilisation intensive), mais encore du milieu humain et de ses fantasmes (un bec recourbé pour empêcher les enfants d'enfiler des bouts de bois et un levier renforcé pour qu'ils puissent s'y suspendre sans conséquence fâcheuse). La pompe était surtout conçue pour un entretien facile.

Le deuxième obstacle important au bon approvisionnement en eau potable des villages « à problèmes » était l'absence d'entretien. Faire d'avoir vraiment cherché à les intéresser, de nombreux villageois ont cru que la pompe appartenait non au village, mais aux ingénieurs. Ils ne s'occupaient ni de l'entretien ni du nettoyage et, en cas de panne, ils retournaient tout simplement à leur ancienne source d'approvisionnement — en général, un puits ouvert ! C'est seulement par hasard que l'ingénieur apprenait que la pompe était en panne.

Dans l'Andhra Pradesh, le programme pour les agents de l'entretien n'est qu'à son stade embryonnaire. Cela fait peu de temps que Sri Isamuddin et ses homologues des autres villages ont reçu une formation. Tous ne se préoccupent pas, comme lui le fait, de démonter la tête de la pompe, de resserrer les boulons et de bayer la margelle en ciment. Tous ne prendraient pas comme lui la peine, à leurs frais et en perdant une journée de travail à l'échoppe, de se rendre en ville en autobus, à une trentaine de kilomètres, pour aller chercher l'ingénieur de district qui la carte postale n'a pas réussi à faire venir. Il reste encore de nombreuses améliorations à faire. Sri Isamuddin est le premier à reconnaître qu'il n'est pas encore arrivé, malgré ses efforts, à persuader les femmes du village de suivre son exemple et de tenir très propres les abords de la pompe.

Mais la pompe India Mark II et les services du responsable de l'entretien donnent vraiment des résultats. Selon une enquête menée ces douze derniers mois dans un district voisin, plus de 35 % des pompes India Mark II installées récemment fonctionnent, alors que, il n'y a que quelques années, ce chiffre n'était que de 20 %. Dans ces villages « à problèmes », il est certain que l'approvisionnement en eau potable va, peu à peu, faire sentir ses effets bénéfiques sur la santé.

MAGGIE BLACK,
Journaliste spécialisée en matière
de développement ; est actuellement
rédactrice de Nouvelles de l'UNICEF.

EXCELSIOR (Mexico)

Mexico sur la voie du chaos

(Suite de la page 27.)

En outre, la composition sociologique particulière du Mexique et le rôle particulier qu'y joue l'Etat ont empêché d'intervenir effectivement pour

Disparition des forêts

Il faut ajouter à ce tableau la disparition totale des forêts, qui, naguère encore, étaient l'un des traits distinctifs de la région de la capitale : l'urbanisation a donné l'occasion d'admirer les incroyables capacités de l'homme, qui est allé s'installer jusque dans les forêts de la vallée de Mexico, et de constater les incroyables progrès du godron sur les zones vertes et les voies d'eau, de jour en jour plus maigres.

A son tour, le déboisement a eu pour conséquence que les poussières du sol voyageant dans l'atmosphère et se souillent au contact des déchets humains que l'on trouve encore couramment en plein air dans des quartiers entiers, surtout à la périphérie de la ville. On estime ces alluvions éolienne à 40 tonnes par kilomètre carré et par mois.

Il faut ajouter que la population produit quelque chose comme 7 000 tonnes de déchets par jour, composés pour 65 % des ordures ménagères et pour 35 % des déchets produits par l'industrie, le commerce ou les services.

L'un des facteurs de pollution les plus importants reste cependant la circulation automobile, dont les effets se font sentir non seulement sur le milieu physique, mais aussi sur l'équilibre affectif des habitants, puisqu'elle entraîne une grande irritabilité, supprime totalement les loisirs, provoque des névroses profondes et, par voie de conséquence, rend la ville très dangereuse.

On estime qu'une proportion allant de 75 % à 80 % de la pollution est imputable aux automobiles, dont la

DAWN (Karachi)

Les villes «où la richesse s'accumule tandis que les hommes dépérissent»

TROIS Pakistanais sur dix vivent dans des villes qui, au fil des années, deviennent tentaculaires et prennent un aspect sordide, se développent en dehors de tout schéma familial et au mépris de toute stratégie de l'urbanisme.

Villes et bidonvilles tout à la fois, ensemble et intimement confondus, tel est un des traits communs de ces villes. Elles ont un fond de modernité et des relents de primitif. La ligne des toits et le profil des maisons offrent des contrastes frappants — une profusion d'ornements et la laideur, l'insolite et le morne. Tout cela ne fait qu'ajouter aux misères de la vie et de souffrance de la vie urbaine.

A quoi ressemble cette vingtaine de villes de plus de cinquante mille habitants ? Il suffit pour le savoir de jeter un coup d'œil sur Karachi. Naguère ville la plus propre à l'est de Suez, Karachi, qui comptait en 1947, avant l'indépendance, moins d'un demi-million d'habitants, en compte aujourd'hui plus de cinq millions. Avec son expansion galopante, la métropole la plus importante du pays

se targue d'une main-d'œuvre surabondante et d'une activité commerciale et industrielle de tout premier ordre. La singulière juxtaposition de minigratte-ciel et de bouges infâmes, de quartiers chics et de faubourgs malodorants, de coins prestigieux et du village de pêcheurs, tout proche, de « Karachi » que le temps semble avoir épargné, tout cela est fait pour démolir ses habitants.

Cet aspect canchamaridesque de la vie urbaine, qui nous ramène en mémoire les lamentations de Goldsmith sur les villes « parvenues » — « où la richesse s'accumule tandis que les hommes dépérissent », — se retrouve plus ou moins dans toutes les villes du Pakistan.

L'unique exception est Islamabad, la capitale fédérale, avec ses avenues longues et larges, ses demeures spacieuses et imposantes et ses parcs envahis par une végétation luxuriante, qui étale son arrogance bureaucratique et ses florissantes modernités. Mais c'est une ville à part, une ville toute à la géographie et où il n'y a pas de place pour l'histoire.

Un exode incessant

A la différence de la capitale, la plupart des villes du Pakistan se débattent contre une multitude de problèmes. L'accroissement de la population, qui était de 9,9 % en 1950, de 18,3 % en 1960 et de 22 % en 1970, a atteint 28,2 % en 1981. Cela est dû principalement à l'exode des villes de la population rurale vers les « havres » urbains, en quête de nouveaux pâturages. Chaque année, deux cent mille personnes franchissent le pas. Du fait que la population s'accroît au taux de 2,8 %, l'un des taux de croissance les plus élevés du monde, les villes s'épuisent à nourrir dans cesse de nouvelles bouches. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les problèmes socio-économiques s'y posent avec de plus en plus d'acuité.

Ces problèmes multiples découlent indirectement de l'aggravation de la crise du monde rural — main-d'œuvre suppléant par les machines, capitaux transférés des villages vers les villes par des propriétaires fonciers absents, de moins en moins de possibilités économiques pour les travailleurs sans terre. Le fossé entre vie rurale et vie urbaine ne fait que

s'élargir, car à la campagne les habitants sont privés des services essentiels — éducation, santé, communications, projets axés sur l'agriculture. D'où cet exode incessant vers les villes qui, anciennes ou nouvelles, sont « pleines à craquer ».

La pression qui s'exerce sur la vie urbaine est si forte que les hommes s'entassent à la périphérie des agglomérations. Environ 40 % des villes nouvelles n'ont pas d'eau potable. A peine 34 % de leur population bénéficient de systèmes d'égout et d'évacuation des ordures. La situation du logement est sordide : il y a un retard de 2 millions de logements. Les prix des terrains, de la brique et du mortier, du ciment et du fer sont montés en flèche, et la construction d'une maison est un rêve insaisissable pour les groupes à faibles revenus, qui reçoivent de la ville bien moins qu'ils ne lui donnent pour subsister aux limites de la pauvreté.

L'environnement urbain touche aussi bien les citadins indigents que les migrants ruraux. Bien qu'au Pakistan la densité de population soit plus faible que dans d'autres pays d'Asie — cent cinq habitants au kilomètre carré, — la congestion et le surpeuplement des villes détruisent bien des existences. Dans les villes, le taux de la criminalité par habitant est plus élevé qu'à la campagne ; il y a davantage de troubles psychiques, d'agitation sociale, d'effervescence politique et de bouleversements culturels.

Comment sortir de cet inventaire alarmant de déséquilibre dus à la vie en milieu urbain ? En premier lieu, il faut réduire radicalement l'exode rural en mettant sur pied un réseau de petites industries villageoises et en lançant en milieu rural des projets qui nécessitent l'emploi d'une main-d'œuvre importante. Ensuite, il faudra identifier les propriétaires absents et transformer ceux qui travaillent la terre en propriétaires fonciers. La création de coopératives et la fourniture de services de base — avant tout écoles et de dispensaires, d'eau et d'électricité et de meilleures communications — devraient contribuer à atténuer les trop fortes disparités entre vie rurale et vie urbaine et à endiguer le flot de la migration.

Mais, avant tout, les villes ont besoin de se faire un nouveau visage : lutte énergique contre les taudis, rationalisation du système d'égout et de l'approvisionnement en eau, des services sanitaires et des transports. Il est urgent, en outre, de modifier la stratégie de l'urbanisme. Il convient de mettre en place des organismes municipaux élus, à l'abri des ingérences bureaucratiques et habilités à se procurer les fonds nécessaires à l'activation de la vie civique. Si des projets d'urbanisme intelligents sont conçus, si l'on interdit l'expansion verticale des cités et la construction de maisons de grand standing, et si les maigres ressources dont on dispose sont employées efficacement, conformément à une politique nationale du logement, alors la situation commencera à s'améliorer. Les temps sont également mûrs pour l'élaboration d'une politique nationale de l'environnement, car aucun pays ne peut négliger son environnement sans compromettre en même temps son propre avenir. Le Pakistan, comme en témoignent les ruines de Moenjodaro, est le berceau le plus ancien de villes bien conçues. Pourquoi ne ferait-il pas de ses cités d'aujourd'hui la pépinière des vertes urbaines ?

A. T. CHAUDHRI.

Dix ans après Stockholm

(Suite de la page 27.)

Les gouvernements de l'O.C.D.E. a ajouté M. Tolba, suivent l'exemple des institutions multinationales dans leurs programmes d'aide de pays, « et il y a certains indices encourageants dans ce sens ».

Une autre nécessité est l'augmentation des investissements dans la lutte contre la pollution, tant de la

part des gouvernements que de l'industrie, ce qui se justifie par les résultats de certaines analyses coût-bénéfice. Une étude de cas effectuée en France a par exemple montré que le montant des dommages causés à l'environnement par quatorze polluants représentait environ 4 % du P.N.B. français en 1978, tandis que le coût d'une action préventive n'aurait atteint que la moitié de cette somme.

La pollution transfrontière de l'air

En Suède, l'accent a été mis sur la pollution de l'air : nécessité de la formulation, de la ratification, de la mise en application et de l'observation stricte de conventions et de législations destinées à la protection de celui-ci. Une convention est indispensable pour réduire les émissions, notamment celles d'aérosols, de chlorofluorocarbones (C.F.C.) qui s'élèvent dans la stratosphère et y endommagent la couche d'ozone.

Particulièrement évident est le risque que représente la formation dans l'atmosphère de dioxyde de carbone par combustion des combustibles fossiles, ce qui se traduit par un « effet de serre », très controversé, qui réchauffe la terre et menace de bouleverser la répartition actuelle des climats et des cultures. Dans ce domaine, un autre succès est à mettre au compte du Programme climatique mondial mis sur pied par plusieurs organisations de l'ONU, parmi les-

quelles le PNUE, dont le « système mondial de surveillance continue de l'environnement » (G.E.M.S.) est en partie complété par ce programme.

S'agissant d'un problème qui préoccupe particulièrement les Suédois, celui de la « pollution transfrontière de l'air », le docteur Tolba presse les gouvernements de s'engager davantage sur la voie d'une convention. La Suède finance au demeurant une réunion destinée à recueillir davantage de signatures d'Etats en juin, en tant que contribution essentielle à la célébration de cette année anniversaire. L'objectif est en réalité de parvenir à un contrôle plus sévère des émissions des cheminées d'usines — en dépit du coût qui en résultera pour l'industrie — afin de mieux connaître la dérive à longue distance des sulfates et des nitrates atmosphériques qui finissent par retomber en « pluies acides » jetales sur les lacs de Scandinavie et sur les Laurentides.

Certaines déceptions et des succès certains

Il y a eu cependant certaines déceptions et quelques échecs complets dans la mise en application du plan d'action de Stockholm. Comme il fallait s'y attendre, les gouvernements n'ont, par exemple, pas fait preuve d'un grand empressement à fournir les données nécessaires à l'établissement d'un registre des rejets radioactifs. Un autre domaine sensible est celui des « droits souverains » invoqués avec insistance par les Etats chaque fois qu'il s'agit de ressources telles que des cours d'eau, partagées avec des Etats voisins. Les Brésiliens, en particulier, défendent leur droit absolu de décider du destin de l'Amazonie.

Mais il y a aussi les succès indéniables. Le docteur Tolba a évoqué l'un d'eux en parlant des fruits de mer devant un public japonais que l'on peut considérer comme particulièrement réceptif. Il était à la recherche d'un soutien accru du Japon pour le programme pour les mers régionales

JOHN FAMES.

Le Monde du 28 mars 1982

Les enfants d'homosexuels

la « homos » de province sortent de la clandestinité

LOTTO TIRAGE N° 12 DU 26 MARS 1982

9	11	32	35	48	49
24					

1 144 608,40
112 417,00
8 338,20
130,50
10,30

TIRAGE LE 31 MARS 1982

10000 AU 30 MARS 1982 APRES-MIDI

MARCHÉ COMMUN

LA CONTRIBUTION BRITANNIQUE AU BUDGET DE LA C.E.E.

Les négociations sur le budget de la Communauté européenne, en particulier sur la contribution financière de la Grande-Bretagne, ont été évoquées au conseil des ministres, le 25 mars à Paris. Selon le secrétaire général de l'Elysée, M. Bérégovoy, le président de la République a déclaré que la France ne souscrit pas à la proposition Thorn-Tindemans, et qu'elle n'a donné aucun accord lors de la dernière réunion consacrée à Bruxelles à ce sujet. La discussion devra donc être reprise en tenant compte des intérêts de la France.

De son côté, le ministre de l'Agriculture, Mme Cresson a sou-

igné, au cours d'une réunion de presse le 25 mars, que « le gouvernement français ne peut pas accepter le texte du compromis Thorn-Tindemans ». « La France n'a pas changé sa position », a-t-elle ajouté, « et s'oppose toujours à une solution qui entrainerait le principe d'un juste retour ». Mme Cresson a également déclaré : « Nous ne sommes pas opposés à une aide limitée et momentanée à la Grande-Bretagne, mais nous sommes opposés à toute solution qui ne serait pas dégressive et concernerait une période très longue ».

Cependant, le ministre de l'Agriculture a indiqué que les

prix agricoles ne seraient probablement pas fixés le 1^{er} avril. « Mme Thatcher ayant soumis l'accord sur ces prix au règlement de la question budgétaire », dans ce cas, a précisé Mme Cresson, « des mesures nationales pourraient être prises ». Enfin, le ministre des relations extérieures, M. Cheysson, ayant pour sa part indiqué, dans un entretien accordé à France-Inter, que « la grande difficulté du moment » pour l'Europe était la politique agricole commune, M. Mauroy a souligné que son entretien avec le chancelier fédéral, M. Schmidt, le 25 mars, avait porté uniquement sur la question des prix agricoles.

Les ministres des Dix sont parvenus à un «déblocage» déclare M. Thorn

De notre correspondant

Strasbourg (Communauté européenne). — Au cours du débat de l'Assemblée européenne sur la réforme du fonctionnement de la C.E.E. — le mandat du 30 mai, — M. de Keersmaecker, secrétaire d'Etat aux affaires européennes de la Belgique, qui assure la présidence des travaux des Dix, a, le 25 mars, évoqué l'affaire de la contribution britannique au budget communautaire : « Toutes les délégations ont exprimé leur intérêt pour ces suggestions (le schéma avancé lors du conseil des ministres des affaires étrangères, le 23 mars, à Bruxelles, par M. Tindemans, ministre belge des relations extérieures, et par M. Thorn, président de la Commission européenne) et se sont déclarées convaincues qu'elles constituent une base valable pour la recherche d'un accord. Le schéma est réellement différent de ce qu'il était il y a quelques jours : le 3 avril (date à laquelle les Dix doivent se réunir pour poursuivre les discussions à ce sujet) sera une journée décisive, qui, nous le souhaitons, mettra un terme à une discussion d'une importance vitale pour l'avenir immédiat et l'avenir à long terme de la Communauté ».

M. de Keersmaecker a ajouté, en outre, que « selon cette proposition,

qui couvre une période déterminée, le Royaume-Uni obtiendrait une compensation d'un montant forfaitaire, qui pourrait être adapté au cas où les données seraient modifiées de façon substantielle ». Pour sa part, M. Rumb, président du groupe conservateur britannique, a rendu hommage à M. Tindemans, « qui a formulé des propositions généreuses et pleines d'imagination ».

M. Thorn s'est montré, quant à lui, plus prudent : « Il est permis d'espérer aujourd'hui que la décision pourrait intervenir (...) le 3 avril et que le Conseil européen n'aurait pas à se ressaisir du dossier ». Faisant explicitement référence au communiqué de l'Elysée du 25 mars, selon lequel la France ne souscrit pas à la proposition Thorn-Tindemans, le président de la Commission a précisé, mais que « la notation conste-

tail en un déblocage au niveau du conseil ».

Dans la version initiale de son discours — distribuée avant qu'il ait pris connaissance de la déclaration du président de la République, — M. Thorn se montrait moins nuancé : « Cette proposition a été considérée comme une base de négociations acceptable par tous. J'ai également pu constater la ferme intention de tous d'aboutir le 3 avril ». Dans la précipitation, le président de la Commission s'est même contrredit à quelques heures d'intervalle. L'après-midi, intervenant dans le débat sur la fixation des prix agricoles, il avait estimé qu'il y avait « un certain lien entre la fixation des prix agricoles et l'exercice du mandat ». Dans la soirée, lors de sa déclaration sur la contribution britannique, il a affirmé qu'il « ne fallait pas mêler l'affaire budgétaire et les prix européens ».

MARCEL SCOTTO.

AGENCES PUB : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12^e ☎ 347.21.32

COMMITTEE OF ISLAMIC SOLIDARITY WITH THE PEOPLES OF THE SAHEL

Tender notice SUPPLY OF CEREALS TO THE SAHEL COUNTRIES

In accordance with the relevant resolution of the Organization of the Islamic Conference, aimed at providing emergency food assistance to ten countries in the African Sahel affected by persistent drought, the Committee of Islamic Solidarity with the peoples of the Sahel, with its headquarters at the Organization of the Islamic Conference, P.O. Box 178 in Jeddah, Saudi Arabia (telephone n° 6873880, telex n° 401366 Islami SJ), invites sealed tenders in the prescribed tender form for the supply of difference quantities of cereals totalling approximately 37.000 tons of various types of rice, 8.000 tons of hard wheat, 28.000 tons of white sorghum, 12.000 tons of yellow sorghum, and 8.000 tons of two types of maize, to Cape Verde, Senegal, Gambia, Mauritania, Guinea, Guinea-Bissau, Mali, Upper Volta, Niger and Chad, as per details and specifications set out in the tender documents.

The tender form and other tender documents are available for personal delivery free of cost at the General Secretariat of the Organization of the Islamic Conference in Jeddah, Saudi Arabia, the Executive Secretariat of the C.I.L.S.S. in Ouagadougou, Upper Volta, the Islamic Development Bank in Jeddah, Saudi Arabia, and the Arab Bank for Economic Development in Africa (BADEA), Khartoum, Sudan.

Tenders shall quote a firm price in U.S. dollars for each quantity set out for each cereal for each Sahel country, on the basis of « delivered customs warehouse at the capital of destination (Incoterms). But duty free ».

The quantities required shall be supplied so as to complete delivery of the last tranche to the warehouse in the capital concerned before 1 July 1982.

Tenders will be received in the Office of the Secretary General of the Organization of the Islamic Conference upto 12 noon on Thursday, 29 April 1982, and will be opened at 11 A.M. on Saturday, 1 May 1982.

Raidissement français dans une négociation encore incertaine

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — Le 25 mars, à Bruxelles, MM. Cheysson et Chandonnagor accueillaient favorablement un schéma présenté aux Dix par MM. Tindemans et Thorn pour parvenir à un accord sur le problème de la contribution britannique au budget communautaire. Lord Carrington ainsi que les ministres des affaires étrangères des autres pays partenaires faisaient de même. Une solution politique impliquant une concession majeure de la part de Paris semblait en vue. Le 25 mars, M. Mitterrand faisait savoir que la France ne souscrirait pas au projet Thorn-Tindemans.

Quelle signification accorder à ces pressions de position apparemment contradictoires ? S'agit-il d'une prise en main de la situation par le président de la République, d'un raidissement devant une évolution jugée dangereuse sur le plan européen, voire sur celui de la politique intérieure française ? Ou bien de l'expression d'un désaccord, cohérent bien que contrasté, d'une position complexe ? Les deux interprétations sont possibles. « Nous sommes engagés dans un processus de négociation très subtil », déclarait mardi aux journalistes M. Chandonnagor, après avoir observé, à propos du projet de compromis, que « c'était la première fois que l'on disposait d'une bonne base de discussion ».

Les Français ont fait un geste important en manifestant de l'intérêt pour ce document, et même sans s'y rallier pleinement, ils sont en droit de considérer que la balle est désormais dans le camp britannique. On peut tenter de décrire leur position de la manière suivante : la négociation agricole doit se poursuivre à un rythme soutenu, selon ses mérites propres, et en refusant tout lien avec l'affaire anglaise.

Le problème ici est de trouver, sans trop se soucier des Britanniques un *modus vivendi* avec les autres pays membres, en particulier avec les Allemands, sur le niveau des prix et l'élimination partielle des montants compensatoires monétaires qui favorisent de manière indue les pays à monnaie forte, surtout la République fédérale. Telle était sans doute la principale raison du voyage qu'a fait jeudi M. Mauroy à Bonn.

Parvenir à un arrangement de ce genre — l'exercice est difficile, car les positions sont éloignées — devrait permettre, en cas de blocage anglais, de maintenir le fonctionnement normal du marché commun agricole. M. Colombo, le ministre italien des affaires étrangères, homme de conciliation et de compromis, n'a-t-il pas affirmé lui-même, voici quelques jours devant la presse à Bruxelles, qu'une telle obstruction ne serait pas acceptable et que, dans le cas où elle surviendrait, il conviendrait d'appliquer les nouveaux prix agricoles à neuf. C'est là une éventualité à laquelle l'évidence des Français continuait à se préparer pour le cas où le dialogue avec les Anglais tournerait à l'échec.

Des assurances

Ce dialogue porte évidemment sur l'affaire budgétaire. Qu'est-ce que le gouvernement français accepte et qu'est-ce qu'il rejette du modèle Thorn-Tindemans ? Le débat du 3 avril aurait porté, en tout état de cause, sur le montant de la compensation à accorder aux Britanniques en 1982, 1983 et 1984 (puisque ce montant ne figure pas dans le budget), ainsi que sur la manière dont cet effort collectif en faveur de la France sera pris en charge par les pays partenaires.

L'intervention du président de la République conduit à penser que la France chercherait des assurances quant au caractère obligatoirement limité dans le temps de la compensation. A moins de rejeter complètement le texte Thorn-Tindemans, rejeter que n'implique pas le commu-

● Les avoirs officiels de change de la France s'élevaient à 313.123 millions de francs à la fin de février, se répartissant comme suit : avoirs en or : 194.659 millions ; avoirs en ECU : 66.229 millions ; avoirs en devises : 40.084 millions ; créances sur le F.M.I. : 12.151 millions de francs.

niqué de l'Elysée, il semble cependant difficile d'imaginer que Paris, comme garantie à ce caractère provisoire, réussisse à obtenir que la compensation soit réellement, c'est-à-dire substantiellement, dégressive.

La suite du débat et la chance de parvenir à un compromis d'ensemble au cours des prochaines semaines vont très largement dépendre de la manière dont réagira Mme Thatcher. Si, sûre de l'emporter, elle cherche à trop pousser son avantage, par exemple en réclamant pour 1982, 1983 et 1984 une compensation d'un montant égal ou à peine inférieur à celui fixé pour 1981 (1,4 milliard d'ECU, soit 8,5 milliards de francs), et en exigeant que le caractère permanent du droit à compensation du déficit net du Royaume-Uni figure explicitement dans l'accord, le président de la République et ceux qui, comme lui dans la Communauté,

redoutent au moins autant la remise en cause durable des règles du traité de Rome qu'une crise ouverte (ils sont plus nombreux qu'on l'imagine en Allemagne fédérale, en Italie, au Danemark, aux Pays-Bas à penser de la sorte) seront encore moins portés à chercher valise que valise un compromis.

Dernière observation, cette négociation ainsi que celle sur les prix agricoles occupent tellement les esprits qu'il est difficile d'imaginer que les chefs d'Etat et de gouvernement qui, en principe, ne l'aborderont pas, puissent délibérer sérieusement et de façon constructive lundi 29 et mardi 30 mars du reste, si essentiel soit-il, c'est-à-dire de l'effort collectif que pourraient accomplir les Dix sous diverses formes, pour atténuer les effets de la crise sur leur économie. Le contentieux semble encore trop lourd pour parler de manière utile de la relance de l'Europe.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

APRÈS UNE VISITE ÉCLAIR A BONN

M. Mauroy s'est déclaré satisfait de la « compréhension » de M. Schmidt au sujet des prix agricoles

De notre correspondant

Bonn. — Selon toutes les indications officielles, aussi bien du côté français que du côté allemand, la visite éclair de M. Mauroy, jeudi 25 mars, à Bonn, a été un succès. M. Mauroy, après avoir souligné que les propositions de la Commission de Bruxelles étaient « tout à fait insuffisantes », s'est néanmoins exécuté devant la presse de ne pas vouloir parler « chiffres ». Cela ne l'a pas empêché de suggérer que le gouvernement de Bonn et le chancelier Schmidt en particulier seraient toujours prudents dans ce domaine de beaucoup de compréhension et de solidarité.

A l'annonce de toutes les informations des porte-parole, certains commentateurs ont pourtant affirmé à la télévision que les problèmes monétaires européens seraient bien abordés, ce que le premier ministre a démenti.

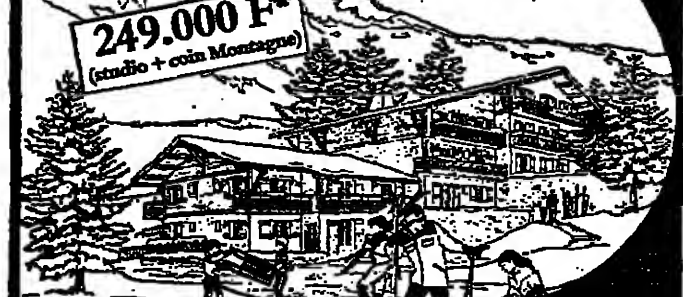
Selon M. Mauroy, même la question du budget n'aurait été évoquée que « par accident ». La thèse française reste en effet qu'il n'y a aucune raison de lier le problème de la contribution britannique à celui des prix agricoles. Les exigences qualifiées, du côté français en tout cas, maintiennent donc que la rencontre de jeudi avait pour seul but de préparer « le plus vite possible » un accord sur les prix agricoles « au niveau le plus élevé possible ». Aux yeux de M. Mauroy, il ne serait pas « supportable » que les agriculteurs disposent, en 1982, d'un pouvoir d'achat « moindre que les autres catégories de travailleurs ». Une conversation

« très libre » avec le chancelier lui a fourni l'occasion de donner aux interlocuteurs ouest-allemands les « informations et explications » indispensables. M. Mauroy, après avoir souligné que les propositions de la Commission de Bruxelles étaient « tout à fait insuffisantes », s'est néanmoins exécuté devant la presse de ne pas vouloir parler « chiffres ». Cela ne l'a pas empêché de suggérer que le gouvernement de Bonn et le chancelier Schmidt en particulier seraient toujours prudents dans ce domaine de beaucoup de compréhension et de solidarité.

Au même moment, le Parlement de Bonn était plongé dans un débat qui pouvait donner une impression différente. Le ministre ouest-allemand de l'Agriculture, M. Eril, a déclaré que, cette année, les paysans ouest-allemands pourraient compter sur une augmentation de leurs revenus de 9 %. C'est le niveau proposé par la Commission de Bruxelles, que M. Mauroy a qualifié de tout à fait inacceptable. Les conversations franco-allemandes de jeudi ne paraissent donc pas avoir résolu le problème d'une façon définitive. La discussion « reste très ouverte », a reconnu M. Mauroy avant de reprendre l'avion. JEAN WETZ.

Megève - St-Gervais

249.000 F*
(studio + coin montagne)



A Combloz, votre studio + coin montagne + terrasse + cuisine équipée. Existe en 2 pièces et 2 pièces-cabine. Gestion et location assurées par Club Montagne. Prix fermes et définitifs à la réservation. Crédit 15 ans par l'UCB-CFEC.

* à partir de et jusqu'à épuisement du stock

JACQUES RIBOUREL

Montagne

Groupe Ribourel S.A. 120, Champs-Élysées, 75008 Paris, 562.00.90.

Veuillez m'envoyer votre documentation "Les Granges"

Nom _____

Adresse _____

Tél. _____ Tél. bureau _____

Biarritz et Lille préparent l'audiovisuel de l'avenir

PAGE VIII

Pierre Naville : du surréalisme à l'art de la guerre

PAGE XIII

AUJOURD'HUI • Signes : les plaisirs du colloque (III) ; Les homosexuels (le) s de province sortent de la clandestinité (IV) ; Vies : le forçat de la pelote basque ; Croquis (V) ; Bon sens : Comment « gagner » une heure par jour ? (VII).

DEMAIN • La graphométrie « au service » de l'embauche ; Crible (VII) ;

ÉTRANGER • La solitude des Allemands russes (IX) ; Italie : la Camorra napolitaine fait main basse sur le pouvoir (X).

DOSSIER • La cour européenne des droits de l'homme (XI) ;

CLEFS • Histoire : Œdipe chez les Etrusques (XII) ; Généalogie : vérifier une tradition ; Jeux : sous le signe du pharaon ; Poésie : Michel Deguy (XIV).

DISQUES • Classique ; Rock et variétés ; Jazz (XV).

NOUVELLE • Notre homme de confiance, par Siegfried LENZ (XVI).

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11 559 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 28 MARS 1982

Le Monde

DIMANCHE

Les enfants d'homosexuel(le)s

Mon père est homosexuel. Ma mère est homosexuelle... Depuis que l'homosexualité sort de son ghetto et tend à s'exprimer jusque dans la famille, des enfants ont à affronter cette situation paradoxale dans les termes, si elle ne l'est pas dans la réalité. Comment réagissent-ils ?

CLAUDE BARAF et MARIE-ODILE FARGIER

Un mot tabou

Et pourtant, alors qu'on croit qu'ils savent tout, le mot reste encore tabou. Certains refusent totalement de verbaliser. Une psychologue scolaire raconte le cas d'un enfant de douze ans, dont le père vit avec une jeune femme. Le petit garçon va les voir régulièrement. Mais malgré des discussions ouvertes avec son père, il ne parvient pas à formuler la réalité. Il ne parle que par périphrases : « d'un père à redécouvrir », « à voir avec un œil nouveau », « d'un père pas comme les autres », sans jamais préciser cette différence.

Pour Gabriel, dont la mère a délibérément utilisé le mot de lesbienne devant lui, dès son plus jeune âge, les choses ont l'air de se passer assez bien. Un jour il lui a demandé : « Pourquoi papa veut me reprendre ? »

— Parce que je suis homosexuelle. Tu comprends ce que cela veut dire ?

— Je ne suis pas idiot.

— Ça ne te gêne pas ?

— Pas du tout, du moment que tu me fais le petit déjeuner.

Pourtant, dans la conversation que nous avons avec lui, il n'utilise jamais le mot, et paraît relativement mal à l'aise quand nous l'employons. D'ailleurs, aucun des enfants ne prononcera le terme « homosexuel » au cours des entretiens. Catherine, treize ans et demi, déléguée et même à l'occasion un peu provocatrice, se fera immédiatement taiseuse dès que nous l'aurons formulé.

La découverte de ce mot à l'âge de sept ans et demi a provoqué chez Lili un véritable traumatisme, et une réaction d'agressivité vis-à-vis de sa mère. « Espèce d'homosexuelle ! » lui lance-t-elle, dans ses moments de colère.

Cette répugnance s'explique : les personnes qui seraient le plus susceptibles d'utiliser ce mot tabou sans lui donner un sens péjoratif — c'est-à-dire les parents — l'évitent eux aussi : soit qu'il

leur brûle les lèvres, soit qu'ils préfèrent insister sur l'amour quel que soit son objet.

Même lorsque tout est dit, les circonstances de la vie peuvent provoquer de nouveaux malen-

tendus. Ainsi, Lili fait mal la distinction entre homosexuels et travestis. Contre toute vraisemblance, elle s'imagina que sa mère est un transsexuel qui finira par se faire opérer.

A l'adolescence, la nécessité d'une formulation claire s'impose rapidement. Jacques, dont les parents sont séparés et qui vivait avec son père depuis l'âge de deux ans, a choisi à seize ans d'aller s'installer chez sa mère. Celle-ci habite depuis plusieurs années avec son amant. Jusque-là, l'enfant allait souvent leur rendre visite. « Bien sûr, vers douze-treize ans, je sentais quelque chose, mais je ne voulais pas me l'avouer vraiment ».

C'est lorsqu'il a commencé à partager la vie de sa mère et de son amie qu'il lui est devenu impossible de se cacher l'évidence. Les choses ont alors mal tourné. « Un soir, j'ai été terriblement méchant avec maman. J'étais couché sur son lit, en train de bavarder avec elle et un cousin. Brutalement, je lui ai lancé : « Mais toi, tu es lesbienne, dis-le ! Pourquoi tu ne veux pas le reconnaître ? Elle a nié de toutes ses forces. Et ça, je ne le lui pardonne pas. Je voulais que ce soit elle qui me le dise. Je suis sûr qu'elle finira par me l'avouer, mais c'est trop tard : j'avais besoin de la vérité à ce moment-là. » Jacques est relativement réservé sur l'événement, mais sa famille se souvient d'un esclandre.

La transgression, c'est bien sûr difficile à vivre ; mais le mensonge, c'est insupportable. Avec ses trois enfants, Jean a toujours joué la vérité : « Rien ne serait plus traumatisant pour eux que d'apprendre que leurs parents leur ont caché quelque chose d'important. »

Franc-jeu

« Pas question de jouer la comédie à Inge », s'étaient juré Janny et Domy, lorsqu'elles se sont mises en ménage. La

fillette de Janny, treize ans, vivait alors chez ses grands-parents en province. Les deux femmes sont allées ensemble la chercher à l'aéroport pour sa première visite. « J'avais le trac », reconnaît aujourd'hui Domy. « Tout s'est formidablement bien passé, se souvient Janny. La gosse n'avait pas l'air étonnée et m'a seulement dit : « Elle est drôlement sportive, ta copine ».

Trois ans plus tard, Inge se souvient qu'elle était au contraire fort surprise : « Je regardais Domy dans le rétroviseur de la voiture : je ne savais pas trop quoi penser ». Il faut dire que celle-ci coupe ses cheveux très courts et ne porte que des costumes d'homme. « Le soir dans mon lit, dans le salon, je n'arrivais pas à m'endormir. Je retournais tout ça dans ma

tête. Sans avoir encore trouvé la réponse à mes questions, je crois que je comprenais déjà trop bien ».

Domy et Janny ont-elles perçu la perplexité de l'adolescente ? En tout cas, elles ont joué franc-jeu. A la première occasion elles se sont jetées à l'eau : « Tu sais que deux femmes qui vivent ensemble sont des lesbiennes ? ». Oui, je sais. Alors, Domy : « On va t'expliquer, parce que ce que ce que disent les autres est souvent déformé ». La conversation, cette nuit-là, a duré jusqu'à 4 heures du matin. Pour Inge, c'est un très bon souvenir.

Tout n'est pas simple pour autant. « Les enfants sont très conservateurs ; ils n'aiment pas ce qui sort de la norme », constate Geneviève Pastre, écrivain, et mère homosexuelle. Inge avoue : « Au fond, je n'accepte aucune femme qui soit comme ça, sauf ma mère, et encore, je n'arrive pas à m'imaginer qu'elle fait l'amour avec Domy. Toutes les autres femmes, ça m'écoeure, ça me répugne, ça me dégoûte ».

Inge et Jacques frémissent d'horreur à l'idée que leurs mères respectives pourraient avoir en public des gestes amoureux avec leur amante. Gestes qu'ils trouvent pourtant tout naturels chez un couple hétérosexuel. Jacques est même fier que son père ait eu des maîtresses.

Marie avait vingt-deux ans quand elle s'est rendu compte que sa mère avait une liaison avec une femme. A cette époque, la jeune fille partageait un appartement avec un couple de lesbiennes. C'est dire qu'elle n'avait pas d'a priori anti-homosexuel. Pourtant, cette découverte fut un choc : « Ça a dû être dur, parce que j'ai beaucoup oublié », constate-t-elle, en fouillant laborieusement dans ses souvenirs.

Ce qu'elle n'a pas oublié, en revanche, c'est que, dès cet instant, ni elle ni aucun de ses frères et sœurs n'ont plus jamais pu prononcer le mot de « maman ». « Je me sens orpheline. Même en rêve, je ne l'appelle plus que par son prénom ». Et candidement : « Je croyais que c'était pareil pour tous les enfants d'homos ». Précisons tout de même que, à ce moment-là, les rapports familiaux étaient radicalement bouleversés par l'entrée de la mère dans une communauté très marginale et agitée. Marie reconnaît qu'elle ne sait lequel de ces deux traumatismes fut pour elle le plus marquant.

« Au contraire, Paul, trente-six ans, continue de dire « papa » trois ans après la mort de ce dernier : « Je n'ai jamais eu le sentiment d'avoir le choix, la possibilité de faire qu'il ne soit pas mon père ». Pourtant, il se souvient très bien de lui avoir écrit : « Je ne te considère plus comme mon père », lorsque, à treize ans, il a appris par une sœur aînée l'homosexualité de celui-ci.

(Lire la suite page IV.)



MORGAN

(1) L'homosexualité n'est pas limitée à un milieu socio-culturel déterminé. Pour des raisons évidentes de possibilité de dialogue et de plus grande perméabilité, l'écriture a été menée essentiellement dans des milieux « intellectuels ».

COURRIER



Affiches

En passant, hier, en métro par la station Parmentier, mes yeux sont attirés par des affiches qui me ramènent subitement vingt ans en arrière, à l'époque où j'étais venu à Paris apprendre le français : je descends voir de plus près.

On est en train de rénover la station : deux employés ont déjà gratté presque toutes les vieilles affiches mises au jour derrière des cloisons, mais il me reste celles du quai en direction de Levallois.

Revoici le beurre Elle-et-Vire, aux couleurs plus que passées. Machines à laver Conard automatiques, du Bonbel et l'affiche de Savignac pour le pot-au-feu Maggi, couleur sang-de-bœuf presque aussi vive que dans mon souvenir. Téléviseurs Philips « pour le 2^e programme », ils vous représentent votre ancien appareil 250 NF. Et, au Châtelet, Georges Guétary et Jean Richard jouent la Polka des lampions. Plus loin, une affiche d'exposition m'apprend que nous sommes en mars 1962. Ah ! mes vingt ans !

En fin de quai, les affiches s'écailent par des affiches plus récentes. On gratte, on soule, et, en dessous, apparaît d'un coup... la croix gammée surmontée de l'aigle du III^e Reich. A gauche, c'est écrit en allemand, à droite en français, en gros caractères noirs, mais oblitérés par endroits par d'autres affiches plus récentes, je lis :

AVIS

« Le Parti communiste français étant dissous, toute... communiste est interdite en France. Toute personne qui se livre à une activité... qui fait de la propagande communiste ou qui tente d'en faire, bref, qui soutient en quelque manière que ce soit des agissements communistes aide les... de l'Allemagne. Le coupable devra s'attendre à être condamné... une cour martiale allemande... personne qui se trouve en possession de tracts anti-allemands doit les remettre immédiatement au service militaire allemand le plus proche. Celui qui ne les aura pas livrés sera frappé d'une peine allant... quinze ans de travaux forcés... de la sagesse de la population... chacun contribue à empêcher les éléments irresponsables de soutenir les ennemis de l'Allemagne... »

« ... mets en garde contre les suites graves... attitude hostile des milieux communistes... les coupables eux-mêmes, mais aussi pour la population entière du territoire occupé... »

Le militärbefehlshaber en France. Signé : von Stülpnagel, général der Infanterie. Paris, le 14 août 1941. »

Malgré tous les trous, c'est parfaitement clair.

Mais ce ne sont plus mes souvenirs à moi, à l'époque j'avais deux ans, on m'avait évacuée à Londres et je vivais dans la campagne anglaise. Et puis, du coup, ma nostalgie n'est plus ce qu'elle était.

JULIET MORENO.
(Paris.)

Associations

Le Monde Dimanche publiera prochainement une rubrique hebdomadaire sur la vie des associations. Elle sera consacrée notamment aux initiatives et publications des associations. Celles-ci sont invitées à adresser les informations pouvant figurer dans cette rubrique à notre collaborateur Yves Agnès.

Genre

De même que de tout temps nous avons discuté du sexe des anges, les hispanophones discutent depuis quelques années du sexe des ordinateurs qu'ils nomment, selon les pays, « computador » ou « computadora ».

Chez nous, les petites machines à calculer avaient fait leur entrée, au féminin, sous le nom de « calculatrices », voire, parfois, de « calculettes ». Mais, machisme pas mort, trouvant vraisemblablement le féminin trop « faible », un grand fabricant a fait récemment sa publicité pour un appareil plus performant sur le thème : le calculateur.

A partir de combien de mémoires, de fonctions et de « pas de programme » cesse-t-on d'être féminine et gentille calculatrice pour devenir puissant et masculin calculateur ? Quand cesse-t-on d'être un « jeu d'enfant » pour devenir « outil de travail » ?

Il faudra bien des 8 mars pour extirper ce genre d'idées des cerveaux des publicitaires !

JOËLLE LASSERE
(Paris.)

Photocopie

Je voudrais vous signaler un cas aberrant qui concerne les rapports conflictuels entre l'édition et la photocopie.

Pour les étudiants en droit (civil), le manuel sur la responsabilité considéré comme le plus complet et le plus moderne vaut 255 F, prix indiqué sur la couverture (Viney, La Responsabilité, L.G.D.J.).

Or, la photocopie à la bibliothèque universitaire est tarifiée 30 centimes à partir d'un certain nombre : l'ouvrage compte 1.000 pages, mais comme il est d'un petit format, on peut en photocopier deux dans le format A4. Donc, si l'on photocopie tout le manuel, il reviendra à 150 F, soit une économie de 155 F. Pour peu qu'on répartisse les 500 photocopies dans quatre ou cinq chapitres, suivant les chapitres, l'ensemble sera très maniable : tout autant que l'ouvrage.

Je ne connais pas le prix de revient réel de la photocopie, mais j'imagine que c'est une subvention qui permet de maintenir les tarifs aussi bas. Ne vaudrait-il pas mieux « subventionner » l'auteur du manuel, en quelque sorte, directement ? ce qui lui serait profitable et ce qui reviendrait au même pour les lecteurs.

PHILIPPE HOCQUET
(étudiant)

La femme mariée et son nom

A propos des études du ministère du droit des femmes sur le patronyme (« Crible », Le Monde Dimanche du 14 mars 1982), M. Yves Emmanuelli (Rennes) nous adresse les précisions suivantes sur l'état actuel de la législation.

1. L'attribution du nom se fait définitivement à la naissance.

2) Cette attribution est en principe définitive. La loi du 6 fructidor an II, article premier, dispose : « Aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénoms autres que ceux exprimés dans son acte de naissance. »

3) Un changement de nom est exceptionnellement possible (francisation, adoption), en vertu de la loi du 11 germinal an XI (titre II). Cependant, ce texte exclut le mariage comme un moyen d'effectuer un tel changement.

4) L'article 57 du code civil dispose que l'acte de naissance de l'enfant de personnes mariées doit comporter le nom du père et celui de la mère. Ce qui sous-

entend que l'état de mariage n'a pas produit pour effet de substituer le nom du mari à celui reçu par la femme à sa naissance.

II. - L'état de mariage permet simplement l'usage du nom patronymique du conjoint.

1) Le code civil et la jurisprudence ont posé les règles de cet usage :

— Le mari peut faire usage du nom de la femme ;

— La femme peut faire usage du nom du mari.

Cet usage est une possibilité laissée au seul choix de chacun, sans obligation pour la femme de prendre le nom du mari par exemple (Cour de cassation, civ., 19 juin 1961).

2) L'article 300 du code civil dispose que la femme séparée peut conserver l'usage du nom du mari.

3) L'article 264 du code civil dispose qu'à la suite du divorce chacun des deux époux reprend l'usage de son nom patronymique propre.

Toutefois, cet usage peut se prolonger au-delà du mariage (après décès d'un des conjoints), comme au-delà du divorce. Ainsi une femme divorcée ayant exercé précédemment une activité professionnelle sous le nom de son mari, et notamment connue de sa clientèle sous ledit nom, peut en conserver l'usage.

4) Cet usage peut toutefois être interdit pour des raisons graves (utilisation artistique, po-

litique). Exemple : jugement « Durafour » du tribunal civil de Saint-Etienne le 2 mars 1970.

Cette construction juridique est clairement résumée dans la réponse donnée le 12 novembre 1979 (J.O., débats Assemblée nationale, p. 9904) par le ministre de la justice à la question d'un parlementaire :

« Dans l'état actuel du droit, le mariage n'a pas d'effet sur le nom des époux, qui continuent à avoir le nom résultant de leur acte de naissance respectif. Et il est interdit aux fonctionnaires publics de les désigner sous un autre nom. Ces dispositions expliquent que les documents officiels concernant les personnes mariées indiquent le nom résultant de l'acte de naissance. »

« Toutefois, la loi permet à chaque époux de faire usage, pour les actes de la vie courante, du nom de son conjoint, soit en le substituant à son propre patronyme, soit en l'y ajoutant... »

« Economics »

D'un lecteur qui était, dit-il, « on line », a souhaité conserver l'anonymat.

Le ministère de l'éducation (sans épithète) vient de diffuser un Livret d'animation pour une approche concrète de l'économie dans les programmes d'histoire et de géographie du premier cycle (6^e à 3^e). Date d'impression : juin 1981.

On y rencontre « cash flow » (à deux reprises), « marketing », « staff and line » (une page). Un arrêté des ministres de l'économie et des finances, et de l'éducation nationale, du 29 novembre 1973 a pourtant fourni une « terminologie économique et financière » à utiliser en vertu du décret du 7 janvier 1972 « relatif à l'enrichissement de la langue française ». Même les magazines économiques écrivent « marge brute d'auto-financement », ou « M.B.A. », pour « cash flow ».

L'arrêté de 1973 francise « marketing » en mercatique (« aspects les plus théoriques ») et marchégie (« actions pratiques concernant un produit déterminé »). Quant à « staff and line », des universitaires montpelliérains écrivent « structure hiérarchique avec états-majors et services fonctionnels »... Must we teach Economics ?... Quand nous lisons l'excellent français de John Harris...

PARTI PRIS

Lettres

Les boîtes aux lettres en plastique, au bout des chemins, sont grises, comme les rapports entre le préposé d'aujourd'hui, dans sa fourgonnette, et ses « clients » devenus lointains et, sauf pour les « recommandés », sans visage. Mais elles sont de moins en moins vides. La lettre du fils qui est « au service », la « faire-part » de décès, sont enfouis sous une papeterie qui, à la moindre absence, finit par déborder de la bouche béante des casiers.

Tenez-vous au chaud l'hiver : d'innombrables prospectus vous donnent une recette miracle. Achetez un pavillon, clés en main, dans un paysage d'agréable verdure. Commandez vos fleurs. Enrichissez votre cave. Équipez-vous d'une tronçonneuse, d'une perceuse ou d'une tondeuse à gazon. Déposez votre argent dans la nouvelle succursale de la banque : on déroulera pour vous le tapis rouge.

Cela s'appelle, paraît-il, la publicité directe et cela aide à équilibrer le budget des postes. Peut-être ce flot d'informations plus ou moins banales, plus ou moins personnalisées, donne-t-il aux destinataires l'impression que le vaste monde s'intéresse à eux. Pour les sommes de dépenses aux plus vite leur argent.

Comment se plaindre de l'absence de communications et gémir sur la désaffection pour l'écrit ?

JEAN PLANCHAIS.

concernant un produit déterminé ». Quant à « staff and line », des universitaires montpelliérains écrivent « structure hiérarchique avec états-majors et services fonctionnels »...

Must we teach Economics ?... Quand nous lisons l'excellent français de John Harris...

VOUS ET MOI

Un jour ou l'autre

Il y a longtemps que j'envisage de mettre de l'ordre dans mes affaires, dans toute cette papeterie qui s'accumule sur les rayons de ma bibliothèque, sur divers rayons fixés au mur, par terre, dans le couloir et jusque dans la cuisine. Il y a au moins quinze ans que je me dis que cette situation ne peut plus durer, qu'il faut absolument que je fasse un tri.

Je m'y suis attelé hier matin, après avoir convaincu ma femme de faire une excursion à la mer avec les enfants, et j'ai travaillé d'arrache-pied jusqu'à minuit. J'aurais volontiers continué toute la nuit — quand je m'attaque à un travail j'entends l'achever au plus tôt — mais j'avais soulevé une telle poussière en manipulant tous ces papiers que je ne pouvais plus me déplacer dans l'appartement qu'à tâtons. J'ai été très surpris, alors que je croyais ouvrir la porte du réfrigérateur, d'y trouver mes pulvérisateurs, mes chaussettes et les quelques outils de menuiserie que je possède. Je me suis heurté plusieurs fois à des meubles, notamment à une bibliothèque posée perpendiculairement au mur. Une seconde à peine après ce choc, je recevais sur la tête les catalogues de vente par correspondance qui se trouvaient sur le rayon supérieur de ce meuble.

A la fin de la journée, j'avais une bosse sur le crâne, un bout de sparadrap sur le nez, et je pouvais à peine ouvrir l'œil gauche. Je m'étais également foulé le cheville en glissant sur une pantoufle qui se trouvait au milieu de la salle de séjour. Que faisait-elle là ? Je ne me suis même pas posé la question. J'ai remarqué depuis longtemps que les pantoufles font partie de ces objets qui se déplaçaient tout seuls. C'est aussi le cas des ciseaux. La différence entre les pantoufles et les ciseaux, c'est que les premières aiment se montrer, ce qui fait qu'on les trouve partout, tandis que les seconds ont plutôt tendance à disparaître.

Mais, le plus ennuyeux, c'est que ma peine n'a pas servi à grand-chose. Avant de procéder à un tri, il m'a paru nécessaire de faire l'inventaire de toute ma papeterie. Dans un premier temps, je me suis donc mis à déplacer des piles de dossiers, de vieux journaux, de caisses en carton, pour essayer de savoir ce qu'il y avait en dessous et derrière. Ce faisant, je commettais une grave erreur, car, au bout de

deux heures, ma papeterie avait tout simplement triplé de volume. En fin de matinée, il n'y avait plus un siège libre dans toute la maison, et sur mon lit même, deux piles de journaux se penchaient amoureusement l'une vers l'autre. J'ai envisagé un instant d'aller au café pour me changer les idées, mais j'étais désormais impossible d'ouvrir la porte d'entrée.

J'ai donc décidé de changer de tactique et de ne plus m'occuper que d'une chose à la fois, à commencer par la caisse en carton, attachée avec une grosse ficelle qui se trouvait juste devant mes pieds. Après avoir essayé en vain de dénouer la ficelle, j'ai commencé à rechercher les ciseaux. J'ai mis assez rapidement la main sur une pantoufle, que d'un geste nerveux j'ai expédiée par la fenêtre ouverte. J'ai tout de même fini par ouvrir la caisse, en coupant la ficelle avec un couteau : j'y ai trouvé un paquet de vieux relevés de mon compte en banque, plusieurs dossiers pleins de coupures de presse, quelques vieilles lettres et un biscuit.

J'ai été sur le point de jeter dans le vide-ordures tous les relevés bancaires, mais une main invisible m'a retenu. Que ferais-je par exemple si l'administration s'avisait brusquement que je n'avais pas réglé un tiers provisionnel ? Comment lui prouverais-je son erreur ? Je me suis vu devant un inspecteur des impôts en train de lui avouer que j'avais jeté tous mes relevés. Il a crié : « Comment ? », d'une voix si forte que, je l'avoue, j'ai eu peur.

Les coupures de presse dataient des années 60 et avaient trait à des sujets tels que l'économie, la génétique, le cosmos. C'étaient des articles fort intéressants, que je m'étais promis de lire un jour ou l'autre. Ce jour n'était pas encore venu, et peut-être ne viendrait-il jamais. J'ai tout de même décidé de les garder, en me disant qu'ils pourraient intéresser les enfants — un jour ou l'autre.

Je ne pensais garder que les timbres des vieilles lettres. Et je l'aurais sans doute fait si, un peu par curiosité au début, puis de plus en plus d'intérêt par la suite, je ne m'étais mis à les relire. J'y ai consacré en fin de compte trois bonnes heures, au bout desquelles, légèrement ému, j'ai décidé de les garder.

L'après-midi était déjà bien avancé. Je me suis attaqué à deux nouvelles piles de documents (c'est en allant de l'une à l'autre que j'ai glissé sur la seconde tourte que j'ai expédiée également par la fenêtre). Mais je n'y ai trouvé aucun papier dont je pusse me débarrasser sans crainte, hormis une facture de 1970, correspondant à l'achat d'un poste de radio que j'ai jeté il y a trois ans.

A minuit, j'ai donc cessé le travail. Je ne voyais plus rien dans l'appartement, j'avais mal un peu partout, j'étais à bout de forces. J'ai jeté dans le vide-ordures la facture de 1970 et le biscuit, puis j'ai entrepris de remettre tant bien que mal à leur place les piles et les caisses que j'avais démenagées au cours de la journée.

A une heure du matin, quand ma femme et les enfants sont rentrés, l'appartement avait à peu près son aspect habituel.

« Je suis épuisé », ai-je dit à ma femme.

— Ah bon ? Qu'est-ce que tu as fait ?

Je n'ai pas osé lui dire que j'avais simplement jeté une feuille de papier et un biscuit.

« Je te raconterai ça demain, maintenant je n'en ai pas le courage. »

Tu ne devineras pas ce qu'on a trouvé dans la rue, là, devant la maison !

Elle tenait quelque chose derrière son dos. J'ai eu bien du mal à m'empêcher d'éclater en sanglots.

« Mes pantoufles », ai-je dit d'une voix étouffée.

VASSILIS ALEXAKIS.

Mérodine
LE RESTAURANT "BUFFET"

Salades
+ plat garni
+ dessert
pour moins de
30 F net

21, rue Beaubourg
(angle centre Pompidou)
jusqu'à 22 h même le Dimanche

Scanner...

Le tomodynamomètre (scanner), cette merveilleuse machine à explorer le corps humain, n'est installé qu'à de rares exemplaires dans les centres hospitaliers français pour des motifs évidents de coût.

Dans la panoplie des moyens d'investigation, l'examen tomodynamométrique est l'ultime recours des spécialistes et des malades.

Un grand centre hospitalier du treizième arrondissement a le privilège d'abriter en ses murs un scanner. De nombreux malades y sont accueillis, en particulier pour des troubles d'ordre nerveux, pour quelques jours, le temps des examens, quelques jours qui peuvent se transformer en semaines...

En effet, nous découvrons là notre dépendance à l'égard de la fiabilité douteuse de cet équipement, sujet à des pannes répétitives d'une durée parfois longue, mais toujours incertaine. Fragilité du matériel, qualité et célérité de la maintenance, compétence des utilisateurs : on se perd en conjectures sur l'origine de ces déboires.

Toujours est-il que des journées d'hospitalisation sont ainsi gaspillées dans l'attente d'un dépannage hypothétique. N'y a-t-il pas là le véritable coût du scanner. Mais peut-être, occupés ou non, les lits d'hôpital sont-ils également coûteux, à l'instar de ces ordinateurs qui équipent ces matériels et dont le coût de fonctionnement est marginal eu égard à l'investissement.

A quand la machine à explorer les organes du scanner déficient !

D. P.
(St-Michel-sur-Orge.)

Croissanterie

A propos de la « Prière d'insérer » (le Monde Dimanche du 14 mars 1982) sur la propriété du mot « croissanterie », notre collaborateur Jacques Cellard nous adresse le commentaire suivant :

Que le mot ait été déposé par ses « inventeurs », c'est une chose. Il se trouve que je le savais, et que c'est un peu ce qui m'a donné l'idée de l'article.

J'ai écrit prudemment : « Ne paraît pas pouvoir être protégée par la loi ». C'est à peu près certain. Sinon, croyez que j'aurais déposé moi-même depuis longtemps « planterie », « jardinerie », « chausserie », « juperie », « la saquerie », « la disquerie », « la livrerie », etc., et j'aurais des rentes pour la fin de mes jours en revendiquant au détail ma « propriété » de marques.

Mais l'enregistrement du mot reste évidemment soumis à l'appréciation des tribunaux en cas de litige. Aussi longtemps que personne n'ouvrira une « croissanterie » indépendante, les soi-disant propriétaires du mot sont tranquilles. Et je ne leur veux aucun mal !

S'il y avait concurrence, les tribunaux s'en rapporteraient à la jurisprudence. Celle-ci a été établie à propos d'une « bagagerie » qui avait fait poursuivre une autre « bagagerie » pour violation de propriété de marque. La première a été déboutée.

Aucun commerçant n'a jamais imaginé qu'il pouvait faire protéger par la loi la propriété d'une « chemiserie », d'une « fruiterie », d'une « poissonnerie », etc. Il n'y a aucune raison que l'on commence !

JACQUES CELLARD.

Vice-présidence

Je désire apporter une rectification à l'article que vous avez publié le 28 février dernier, intitulé « L'édition ».

Vous indiquez en note que je suis vice-président du Syndicat national de l'édition, dont le président est M. Pidoux-Payot. S'il est exact, en effet, que M. Pidoux-Payot est le président du S.N.E., il est faux, en revanche, que j'en sois le vice-président. J'ai été président du S.N.E. jusqu'en 1979, et j'ai rendu mon mandat en juillet de cette année, à la suite de l'arrêté Monory sur le prix libre du livre. Par contre, je suis président du Cercle de la librairie, et il est tout à fait exact que je suis premier vice-président du C.N.P.F.

YVON CHOTARD.

• RECTIFICATIF. — La République des mysoïnes (éditions Plon, 1981) a été attribuée à Colette Piat. L'auteur s'appelle, en réalité, Colette Piat (le Monde Dimanche du 7 mars).



S. SALGADO/MAGNUM

Signes

Plaisirs du colloque

par FRÉDÉRIC GAUSSEN

CONGRÈS, colloques, séminaires, symposiums, conventions, « tables rondes »... Jamais les occasions de se rencontrer, d'échanger des idées n'ont été aussi nombreuses. La palabre est devenue un art officiel. Il y a longtemps que les savants, les lettrés, les chefs politiques et religieux, les représentants de corporation... ont cherché à se voir pour confronter leurs points de vue, éprouver leur solidarité ou leurs désaccords. Mais l'époque moderne a connu la prolifération de ces réunions de spécialistes, de professionnels ou de simples citoyens.

Certains répondent à des règles institutionnelles : congrès de syndicats ou de partis, assemblées générales d'association... D'autres ont un caractère plus informel et éphémère. C'est le cas des colloques, apparus dans les années 50, et qui ont pris, en quelques années, une place considérable dans la vie sociale.

Un phénomène aussi massif mériterait d'être étudié de près. C'est ce qu'a fait, avec bonheur, Claude Tapia, professeur à l'université François-Rabelais de Tours, dans un livre intitulé *Colloques et sociétés* (1).

Le colloque est une assemblée généralement peu nombreuse et de durée limitée, réunissant des gens d'horizons divers pour discuter d'un thème fixé par les organisateurs. Convoqué par une association, une administration, un organisme professionnel ou culturel... il se déroule de façon relativement souple, alternant, selon des proportions variables, les communications *ex cathedra* et les échanges informels en commissions.

Mais cette description générale recouvre des formules diverses, selon l'objectif recherché par les responsables. Le colloque peut être une occasion d'échanges d'informations entre spécialistes (c'est alors le contenu scientifique ou technique qui importe), il peut servir à élaborer des propositions (il devra dans ce cas produire des documents susceptibles de déboucher sur une action) - ou, au contraire, à réagir sur des décisions prises ou envisagées par une autorité quelconque. D'autres fois, il joue plu-

tôt un rôle de formation ou de réflexion collective, ou de mise en forme de revendications (et c'est la qualité et la spontanéité des témoignages qui deviennent essentielles). Forme légère et polymorphe, le colloque est une auberge espagnole où chacun vient apporter sa modeste contribution - celle de sa compétence ou de sa simple présence... - espérant bien en retirer quelque bénéfice.

Un bénéfice de quel ordre ? C'est là que les choses se brouillent un peu. Quel que soit le but du colloque, il joue toujours sur un double tableau : le fond et la forme. On vient y chercher à la fois de l'information et du dialogue, de la technique et de la convivialité. Cette dualité de l'attente explique que le colloqueur soit toujours un peu déçu par le résultat de l'opération (qui n'a pas donné tout ce qu'il en attendait, n'a pas répondu à toutes ses interrogations, n'a pas fait le tour de la question...), mais séduit quand même par l'expérience vécue, les conversations engagées, les rencontres inattendues. Au point que le principal effet d'un colloque... est de déboucher sur un autre colloque, qui prolongera la discussion, reprendra les choses autrement - et permettra aux colloqueurs de se retrouver ensemble ou avec d'autres. La « colloquité » est une spirale sans fin, chaque rencontre engendrant d'autres projets de rencontres.

Car sa soudaine montée dans les trente dernières années répond à des besoins précis. Besoin d'effectuer un tri, d'établir des synthèses dans le flot croissant et ininterrompu de l'information (on se réunit pour faire le point, pour réfléchir ensemble). Besoin de lutter contre la spécialisation grandissante du savoir (en un week-end on se recycle dans des domaines étrangers au vôtre, dont il faut connaître les principaux apports). Besoin d'évaluer les conséquences d'une décision, les implications d'une politique.

Le colloque est aussi une façon d'affirmer son existence, de se faire connaître. Les associations nouvelles, les professions en formation, y ont

naturellement recours. Par sa présence massive - même si elle est éphémère - par ses répercussions possibles auprès de l'opinion publique, le colloque manifeste soudain, de façon spectaculaire, l'émergence d'une collectivité, d'un problème. Le colloque est un acte de naissance, une façon de s'afficher. C'est une forme de la publicité.

Mais, surtout, par sa densité temporelle et sa démarche informelle, il répond particulièrement bien au modèle de réflexion collective et de participation qui se met en place dans les institutions modernes. L'échange libre de points de vue, parfois très opposés, sur un thème précis, le processus de synthèse auquel il donne lieu, sous la houlette de l'équipe organisatrice, symbolisent la façon dont doivent désormais se prendre les décisions. Il exprime les deux exigences qui gouvernent les organisations : la compétence technique (on est là pour produire de l'information et pour faire avancer la

connaissance) et la participation (c'est de l'échange et de la confrontation des idées que naissent les choix efficaces).

Le colloque permet de réduire les antagonismes, d'oublier les hiérarchies, d'intégrer la contestation. Par ses procédures, son mélange de directivité et de spontanéité, il mime le grand jeu des organisations bureaucratiques. Il permet aux décideurs de prendre le pouls d'un échantillon suffisamment représentatif de la collectivité. Et aux minorités de voir leurs points de vue exprimés, et éventuellement pris en considération.

Cette harmonie n'est évidemment jamais totale. Les participants d'un colloque ont toujours l'impression que leurs préoccupations n'ont pas été suffisamment entendues et qu'ils ont été manipulés par l'« appareil ». Quant aux responsables, il n'est pas rare qu'ils aient à affronter une contestation générale de la « base ». Mais ces conflits tendent généralement à se résoudre d'eux-mêmes et sont compensés par le plaisir que le groupe trouve dans sa propre existence, dans les jeux d'alliances qui se constituent et la satisfaction que chacun éprouve à avoir pu donner libre cours, à peu de frais, à son agressivité. Le colloque est une opération cathartique, qui fournit aux participants l'émotion de l'affrontement et l'apaisement de la réconciliation.

Il est devenu une soupape indispensable à la dureté de la vie relationnelle et professionnelle. C'est pourquoi, estime Claude Tapia, il a encore de beaux jours devant lui, même si la période de croissance qui l'a porté est maintenant révolue. Son rôle de « régulateur » est trop précieux. Il est devenu un élément du fonctionnement des sociétés libérales modernes, qui se veulent à la fois techniques et démocratiques. Seul le déclin - qui n'est pas en vue - d'une de ces deux composantes pourrait lui être fatal.

Le colloque est une petite fête dans la monotonie de la vie professionnelle. Prendre sa valise, partir, passer quelques jours dans un lieu sympa-

thique (la dimension touristique du colloque n'est pas à négliger), rencontrer des gens, nouer des relations... C'est déjà une aventure, modeste, mais la vie n'en comporte pas tellement... Colloquer, c'est s'arracher pour un temps à la routine, c'est entrer dans un cercle de gens choisis. Le colloque crée une élite. Il donne l'impression que ce qu'on dit est important, puisque d'autres sont venus exprès pour vous écouter. C'est pourquoi il y a des inouïs du colloque. En épluchant bien les programmes des manifestations de ce genre, tout professionnel ayant quelque notoriété dans sa branche peut passer une bonne partie de ses loisirs en colloques divers et se faire ainsi le colporteur permanent de sa science.

Il y a ainsi une population de fanatiques du colloque, avec ses figures pittoresques, que Claude Tapia décrit avec humour. On trouve : le colloqueur mondain (préoccupé de relations publiques), le colloqueur de charme (à la tenue soignée ou d'une négligence étudiée), le colloqueur frivole (instable et mobile), le colloqueur décoratif (tiaré et habile causeur), le colloqueur spectateur ou « voyeur » (en général silencieux ou ironique), le colloqueur exhibitionniste (disert sur ses états d'âme), ou le colloqueur collectionneur de documents, le colloqueur missionnaire (porteur de messages au groupe), le colloqueur consciencieux ou compulsif, le colloqueur impérialiste (bavard et arrogant), faisant couple avec le colloqueur persécuté... Sous un angle plus stratégique, on peut saisir les silhouettes du colloqueur ambassadeur (mandaté par son organisation, entreprise, syndicat, parti, association), du colloqueur négociateur, du colloqueur éminence grise (omniprésent), du colloqueur contestataire (parfaitement intégré au système...).

Le colloque est un petit théâtre. Un espace réservé où se mêlent le sérieux et le badin, le travail et la récréation. ■

(1) Claude Tapia, *Colloques et sociétés*. Préface de Georges Belandier. 1980. Publications de la Sorbonne, 14, rue Coislin, 75005 Paris.

AUJOURD'HUI



Les enfants d'homosexuel(le)s

(Suite de la première page.)

Les choses sont-elles plus faciles pour les petits qui grandissent aujourd'hui dans un environnement moins répressif ? Gabriel ne paraît pas s'émouvoir outre mesure de la tendresse de sa mère pour ses amants. Il fait même cause commune avec elle. Pourtant, il cache une certaine nostalgie : « Les fêtes de femmes, c'est sympa, mais je préfère les fêtes mixtes », commente-t-il au retour d'une soirée qu'il a finie endormi sur les genoux d'un copain de sa mère.

Eric, onze ans, semble très heureux de vivre depuis trois ans avec Laurence, sa mère, et Chantal, l'amie de celle-ci. Et cela d'autant plus qu'autrefois son père, ivrogne et brutal, le terrorisait tous les jours. Pour les trois enfants, Chantal représente avant tout la douceur. Il n'empêche : Eric laisse un jour percer sa perplexité en discutant avec Laurence. « Chantal est comme ça, mais peut-être que tu aurais pu trouver un homme qui soit aussi comme ça... »

Finalement, ce qui trouble le plus profondément tous ces enfants, c'est l'irruption de l'homosexualité au sein des rapports familiaux. « Toi, ce n'est pas grave, tu n'es pas de la famille », réplique spontanément Lili à une amie de sa mère qu'elle découvre lesbienne. La différence qu'elles perçoivent entre leurs parents et les autres adultes perturbe la constitution de leur propre identité. « Le fait que tes parents fassent ça, ça t'empêche, je ne sais pas en quoi exactement... mais moi, ça m'empêche », bafouille Marie, mal à l'aise.

Michel tente d'exprimer le plus rationnellement possible son désarroi intérieur : « Cela nous prive de toute la symbolique sur laquelle peut s'adosser une identité ». Lui-même, en dépit de qualités intellectuelles évidentes,

se sent incapable d'un investissement professionnel sérieux. Il végète dans de petits jobs : coursier, serveur... « Le ressort est cassé ». Et comment s'en sortirait-il, le petit Eric, qui non seulement voit sa mère aimer une autre femme — et non pas un homme à l'image de ce qu'il va devenir, — mais qui encore l'entend rejeter des valeurs masculines auxquelles elle l'assimile plus ou moins consciemment ?

Pourtant, les enfants se réjouissent de voir leurs parents heureux. « Si on enlève Domy à ma mère, elle n'a plus rien. Domy et moi, on s'est d'abord aimés pour elle », assure Inge. A partir de là, une certaine amitié s'installe. « Inge ne considère comme un copain », Domy, pour qui « cela a fait tilt tout de suite », l'invite souvent à des déjeuners en tête à tête « pour bavarder ». Quant à Inge, c'est à côté de Domy qu'elle aime s'asseoir lorsqu'elles vont à plusieurs au restaurant. C'est aussi à Domy qu'elle aime se confier et recourir en cas de coup dur. Même si elle se plaint que ses secrets circulent un peu trop au sein du cercle familial : « Entre trois femmes, on papote beaucoup ; avec un père, ce serait plus franc », dit-elle, se souvenant que son grand-père ne se mêlait jamais des disputes entre elle et sa grand-mère.

A cela près, Inge apprécie l'intérêt que lui porte Domy. Celle-ci est attentive à sa manière de s'habiller, de se maquiller, et surtout surveille de très près ses études : « Je prend mes responsabilités à 100 %. Elle est ma fille autant qu'il est possible selon la loi. J'ai même veillé à la préciser par acte notarié... »

A dix-neuf ans, Jacques, aussi, habite toujours avec sa mère et l'amante de celle-ci, même après avoir clairement compris la nature des relations du couple, alors qu'il aurait pu retourner chez son père. Il parle avec sym-

pathie de l'amie de sa mère. « On l'appelle le capitaine, précise-t-il avec une certaine fierté ; elle n'a pas peur de la bagarre ». Ils échangent leurs trucs de bricoleurs, se rendent des services, discutent « d'homme à homme ».

Une fois tissés ces liens d'affection, l'enfant en vient paradoxalement à souhaiter que se poursuive une liaison dont le caractère homosexuel continue à le gêner. Son immense besoin de continuité prend le pas sur ses réticences.

« Les amants de mon père faisaient partie de la famille », Michel était triste de voir finir une liaison, « de voir partir quelqu'un que j'aimais bien ». Il se souvient d'avoir intercédé auprès de l'amant lors de disputes : « Si tu m'aimes un peu, laisse courir... », suppliait-il.

Eric, Armand et Catherine ont tout de suite adopté Chantal et s'inquiétaient auprès de leur mère de ses rares absences. Souvent, Gabriel, quand il s'aperçoit que le ton est à l'orage entre sa mère et une amie, s'efforce de jouer les conciliateurs, propose des stratégies d'apaisement, voire offre de téléphoner lui-même à l'aimée. Il continue d'ailleurs d'avoir une relation suivie avec une ancienne maîtresse de sa mère, qui, pas plus que lui, ne veut renoncer à leur amitié.

Les enfants savent exploiter les ressources de la situation « hors norme » qu'ils vivent. Gabriel a été soulagé d'apprendre que sa mère n'allait pas se remarier : « Les femmes sont plus indulgentes. Avec un homme, j'aurais été moins libre. Papa ne veut pas que j'aie acheter des bonbons à 8 heures du soir à la station-service qui est juste en face ». Lili est ravie d'être différente de ses compagnes, qui, elles, sont « bien élevées ». « Elles ne manquent jamais l'école le samedi matin : elles sont habillées avec des jupes, des socquettes et tout... moi j'aime mieux être rock ». Elle se rend très bien compte qu'elle entretient avec les adultes qui l'entourent des relations beaucoup plus égalitaires. Elle se permet d'ailleurs à leur égard — père, mère, amantes — une liberté de ton et de contestation dont peu d'enfants disposent.

Le grand secret

Pourtant, quelle que soit la liberté de langage à l'intérieur du groupe familial, à l'extérieur, l'homosexualité du parent reste « le grand secret ». Un constat : cette enquête a été l'occasion pour tous les enfants interviewés d'avoir leur première conversation approfondie avec des personnes étrangères au « module parental ». Certes, Inge, Jacques ou Gabriel amènent très naturellement leurs copains à la maison. Inge n'hésite pas à présenter Domy alors que l'allure extrêmement masculine de celle-ci ne peut tromper personne. Elle est même plutôt contente si Domy vient la chercher à la sortie du lycée.

Mais, de cette homosexualité, on ne parle pas. Les amis ne posent pas de questions. « Et s'ils s'en posent, ils ne me les posent pas », souligne Inge. Les enfants concernés préfèrent le silence : « La plupart de mes copines ne comprendraient pas ; elles déformeraient », pense Inge. Gabriel « n'a jamais pensé à en parler » et fini par avouer : « Même si j'y pensais, je n'en parlerais pas ». Il a bien trop peur que « les autres rigolent ». Quand à Lili, elle ouvre des yeux ronds : elle n'a seulement jamais imaginé de parler de « ça » avec des filles « comme ça ».

En réalité, les enfants sentent très bien avec qui ils peuvent communiquer. Ils sont pratiquement infaillibles dans le choix de leurs interlocuteurs. « A mes grands-parents, explique Inge, je dis toujours que ça va, parce que grand-mère fait des embrouilles et voit toujours la pire ». Un jour, elle a claqué la porte d'un repas de famille « parce qu'ils débattaient tous maman ». Elle ne parle vraiment qu'avec son oncle, psychologue, et sa tante.

Les enfants choisissent parfois la provocation. Catherine affirme ne jamais parler, « même avec sa meilleure copine », du couple

que forment Chantal et sa mère. Ces dernières ont cependant appris par une amie qui travaille dans le lycée de Catherine que les professeurs se plaignaient : l'adolescente se vante souvent en pleine classe que « sa mère vit avec une autre femme ». Quand à Paul, qui n'a jamais confié son vrai chagrin (« Je ne le considère plus comme mon père »), il avoue avoir fait un moment l'« intéressant » face aux copains : « Mon père, il est pédé ».

Mais une telle attitude reste rare. Moins par peur du « qu'en-dira-t-on ? » que par horreur de l'exhibitionnisme. Quand Inge apprend après coup que sa mère et Domy ont organisé une cérémonie — une « bénédiction d'amitié » célébrée par le pasteur protestant Joseph Douc — elle trouve cela « excessif ».

Plutôt se taire ?

Tous ces enfants, même ceux qui s'adaptent bien, ne se seraient-ils pas mieux portés si leurs parents leur avaient évité la connaissance précoce d'un problème d'adulte ? Les parents qui gardent farouchement leur secret font-ils preuve de plus de générosité ou simplement de lâcheté ?

« On ne doit pas tout dire », affirme Robert, cinquante ans, divorcé après vingt ans de mariage. « Un enfant n'est pas un ami, un confident. L'homosexualité est encore mal admise. Une pareille révélation peut démolir l'image du père ». Ni Paul ni aucun de ses cinq frères et sœurs n'ont jamais parlé à leur père de ce qu'il prenait tant de soin à leur cacher. Pourtant, depuis des années, tous savaient, « mais son comportement nous interdisait de prendre l'initiative ». Paul ne s'en console pas : « D'abord, je lui en ai voulu d'être homosexuel ; ensuite, je lui en ai voulu de ne pas l'assumer ».

Les enfants de Robert ont peut-être eux aussi choisi le silence par respect pour leur père — un silence lourd à porter. Peut-être qu'effectivement, comme le

croit Robert, ils n'ont rien deviné. Mais qu'est-ce à dire ? « De toutes les façons, les enfants perçoivent ce qu'on croit leur cacher. Même s'ils n'en ont pas une conscience nette, cela a une influence sur eux », affirme Jean Ormazzone, conseiller psychologique à l'Ecole des parents.

Gilbert s'est caché pendant des années, y compris de sa femme. Il n'empêche : ses trois enfants adolescents avaient senti le malaise. A défaut d'en comprendre la cause réelle, ils pensaient que leur mère avait un amant. Cette version des faits ne pouvait s'appuyer sur aucun indice valable. Sans s'en rendre compte, ne cherchaient-ils pas, par cette version imaginaire, à se protéger d'une réalité beaucoup plus dérangeante ?

Ghislaine continue de penser que ses filles n'ont rien deviné pendant très longtemps. Pourtant, quand celles-ci avaient dix et treize ans, elle faisait vie commune avec une collègue de lycée. Un lycée que fréquentaient aussi les enfants, et où plusieurs les appelaient « les gouines ». De deux choses l'une, ou Ghislaine est bien naïve, ou les deux gamines se sont systématiquement bouché les yeux. La politique du secret est en fait souvent vouée à l'échec. Plus grave : elle laisse les enfants sans protection face au risque d'une révélation brutale par des personnes plus ou moins bien intentionnées.

Il arrive que l'intéressé déborde sous la pression de son propre secret. Il passe alors directement du tabou à la provocation, en tenant plus compte de son besoin d'« aveu » que des réactions émotionnelles de son enfant. Tout à trac, au milieu d'un repas familial, Jean-Louis lance à sa fille de treize ans : « Tu sais, j'aime bien ta mère, mais j'aime aussi les mecs ». Il déclenche par cette maladresse égoïste un mouvement de rejet extrêmement violent de la part de Caroline.

Un psychanalyste raconte le cas d'une de ses clientes : elle a appris l'homosexualité de son père par un oncle alors qu'elle avait déjà vingt-cinq ans ; elle l'a

ressentie comme une humiliation personnelle, l'associant à des images honteuses de vespasiennes et de partouzes.

Si le secret n'est donc pas une garantie, ceux qui, à l'inverse, ont choisi la franchise et le naturel ne doivent pas pour autant s'autoriser à penser qu'à partir de là tout est facile. Certains ne réalisent pas quels efforts font pour eux leurs enfants. Tous ceux que nous avons rencontrés ont avoué qu'ils ont dû vaincre des répu-gnances pour accepter l'interview.

Cela ne veut pas dire que ces enfants soient moins équilibrés que la moyenne. Plus mûrs en revanche. Car, confrontés plus jeunes à des problèmes inhabituels pour leur âge. Pour eux, rien ne va de soi. Ils découvrent très tôt qu'il n'y a pas de règle absolue, ou plus exactement que toute règle a ses exceptions, et que ces exceptions pourtant dérangeantes peuvent leur être chères.

Impossible de tirer pour l'heure des conclusions générales : les langues commencent à peine à se délier. Une chose est sûre en tout cas : les enfants d'homosexuels ne sont pas fatalement destinés à devenir eux-mêmes des homosexuels. Il n'existe pas de statistiques sur ce point, mais les observations concordent : les proportions sont analogues à celles rencontrées parmi les enfants d'hétérosexuels (2). D'ailleurs, la plupart des homosexuels ont trop à pâtir de leur différence pour se transformer en prosélytes. Même quand l'interdit sur l'homosexualité est moins fort, elle reste facteur d'inquiétude.

Seuls les enfants élevés aujourd'hui dans un milieu où l'homosexualité, si elle continue à leur poser problème, n'est plus une tare honteuse pourront apporter la réponse : quelle sera demain leur aptitude au bonheur ?

(2) Les Actes du congrès international d'Arsenic, 1979 : le Regard des autres.

EN PROVINCE

La fin de la clandestinité

A Rennes, comme dans d'autres villes, les homosexuel(le)s sont de moins en moins obligés de se cacher. Des lieux de rencontre existent. La solitude y est moins pénible qu'autrefois.

ANDRÉ MEURY

FABIENNE a vingt-cinq ans. Elle est enseignante. Isabelle, vingt ans, cherche un emploi. Annie, trente-quatre ans, est fonctionnaire. Hubert, trente ans ; il est travailleur manuel, syndiqué à la C.G.T. ; et catholique pratiquant. Alain a cinquante et un ans, travaille dans une administration et assume des responsabilités au sein de la C.F.D.T. Hommes et femmes sans histoire que l'on croise dans les rues de Rennes, où tous habitent, qui parlent volontiers de leur vie quotidienne, de leur travail, de leurs amis, de leurs amours, et pour certains, de leurs enfants.

Hubert, pourtant, ne s'appelle pas Hubert et Alain dissimule son véritable prénom. Fabienne ne dira pas quelle matière elle enseigne ni Annie qui l'emploie. Pour joindre les uns, il faut envoyer un courrier à une boîte postale et, pour les autres, trouver un numéro de téléphone ami qui transmettra... Tous, bien sûr, refusent que leur nom soit mentionné.

Une raison, une seule, à tant de précautions et d'inquiétude : Fabienne, Isabelle, Annie, Hubert et Alain sont homosexuels. Et tous vivent avec l'angoisse peu ou prou déclarée que cela se sache dans leur entourage, leur milieu de travail ou leur immeuble.

Yves Chatelet a vingt-huit ans. Il est dessinateur. Correspondant pour la Bretagne du

mensuel homosexuel *Gai Pied*, c'est la seule personne rencontrée qui ait accepté que son nom soit publié. « On peut être très heureux à Rennes en s'affichant homosexuel », explique-t-il. Mais il faut être très solide moralement et passer sur l'insulte quotidienne le plus souvent sans importance. Ici, très peu de gens y parviennent. « A l'en croire, Rennes est plus un paradis qu'un enfer pour les homosexuels ». La ville est sûre, dit-il. La police est discrète et les loubards sont rares. S'ils nous attaquent, c'est plus pour nous dépouiller de notre argent que pour casser du pédé. Ils savent qu'on se défendra moins que d'autres et que la police traînera les pieds pour nous porter secours... »

C'est l'avis général. Rennes ne vit pas dans un climat de violence et d'intolérance générale. Pas plus pour les homosexuels que pour les autres. La réalité est ailleurs pour Viviane, vingt-trois ans, étudiante. Pour elle, un moment de tendresse pour son amie, un soir dans un bar, a suffi pour déclencher la vindicte des autres clients : insultes, gaz lacrymogène et même quelques cailloux. « Ce n'est peut-être pas très fréquent, dit Viviane, mais la menace est permanente. La seule solution est de ne pas s'afficher... »

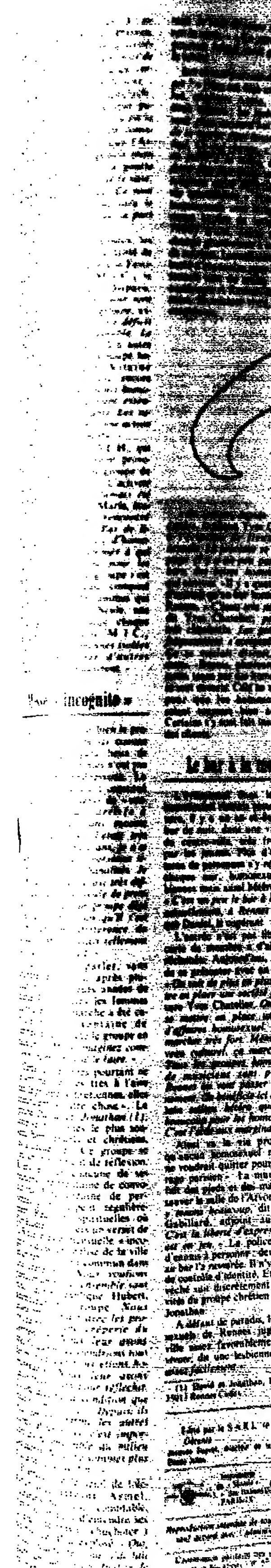
Ils ont bien essayé, pourtant. Il y a trois ans, le Groupe de libération homosexuelle (G.L.H.) de Rennes a tenté de réaliser un Festival national homosexuel dans l'une des maisons des jeunes et de la culture de la ville. Homosexuels et lesbiennes pensaient

pouvoir faire valoir leur « droit à la parole », comme d'autres minorités l'avaient fait avant eux.

Les membres du conseil d'administration de la M.J.C. se sont prononcés contre l'organisation du Festival. Le préfet et la direction départementale de la jeunesse et des sports mirent en garde les dirigeants de la M.J.C. La municipalité d'union de la gauche, elle-même, préféra que le Festival se déroule ailleurs, dans une salle municipale. Le Festival eut lieu dans une M.J.C. occupée par les militants du G.L.H. sous le regard des forces de police, qui se contentèrent de filtrer les entrées pour écarter les mineurs.

« Et ça continue, voyez l'Arvor », L'Arvor, ancienne salle paroissiale, jouxtant une église, a, il y a dix ans, résolu de tourner le dos au cinéma de patronage. Ses animateurs réunis en associations de la loi de 1901 voulaient « permettre aux minorités de s'exprimer dans de bonnes conditions ». A l'aide de films, toujours et de débats parfois. C'est actuellement la seule salle de cinéma en Bretagne classée « salle de recherche ». L'archevêché de Rennes a longtemps fermé les yeux, puis brusquement rendu son verdict : l'association avait trois mois pour remettre la salle à la disposition de la paroisse. La municipalité a encore une fois proposé ses bons offices et obtenu pour l'association un suris d'une année. Mais elle n'a pas fait fléchir l'archevêché. En juillet prochain, la salle reviendra aux enfants du catéchisme.

« Une paroisse ne peut garder dans ses propres locaux, à la



porte de son église », écrit à l'association Mgr Pierre Plateau, évêque auxiliaire, des activités ou des spectacles susceptibles de heurter la conscience d'un certain nombre de paroissiens. L'évêque ne cite aucun spectacle, aucune activité. La rumeur publique l'a fait à sa place : c'est la série de vingt-et-un films consacrés à l'homosexualité que l'Arvor a projetés en vingt-huit mois qui est visée. « C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase », reconnaît Mgr Plateau. Ce sont des films qui nous ont valu le plus de réclamations de la part des paroissiens. »

Pendant plusieurs années, les homosexuels rennais ont tenté de prendre la parole. Après le Festival organisé à la M.J.C., le G.L.H. de Rennes a disparu. « Des questions de pouvoir sont apparues au sein du groupe », explique Yves Chatelier. Le déficit financier était considérable. Le groupe s'est séparé. Un autre est né peu après : le Groupe homosexuel d'Ille-et-Vilaine (G.H.I.V.). Cette fois encore éphémère. « Les militants homosexuels à Rennes étaient essentiellement des étudiants. Les salariés n'imaginent pas une action revendicative de ce genre. »

La disparition du G.L.H., qui était mixte, a également provoqué la naissance d'un groupe de femmes lesbiennes. « L'activité de notre groupe n'a jamais été débordante », explique Marie, étudiante. On n'a pas rencontré d'occasions de lutte. Pas de licenciements pour cause d'homosexualité, pas de femmes à qui on retire leur emploi pour les mêmes raisons. Le groupe s'est transformé en réseau, composé de petits noyaux de femmes qui se connaissent bien. Seule, une permanence est assurée, chaque semaine, dans une M.J.C., « pour que des lesbiennes isolées puissent rencontrer d'autres femmes, si elles le désirent. »

Messe « incognito »

Se retrouver. C'est bien le problème. Les hommes ici comme ailleurs ont quelques lieux de « drague ». Les femmes n'ont pas ces lieux de rendez-vous. Le groupe qu'elles avaient constitué leur a longtemps servi de « soute-pape ». « Je suis arrivée à Rennes à dix-sept ans, raconte Brigitte, étudiante. J'étais très isolée. Pendant trois ans, je n'ai adressé la parole à personne si ce n'est pour dire des banalités. Je n'en pouvais plus. C'est très difficile quand on est seule de prendre contact avec un groupe déjà constitué, surtout lorsqu'il s'est formé sur une différence de sexualité. Mais j'ai fait tellement isolée que je l'ai fait. »

Pouvoir enfin parler, sans craindre le lapsus, après plusieurs mois, plusieurs années de silence. Pour toutes les femmes du groupe, la démarche a été capitale. Une soixantaine de femmes ont contacté le groupe en deux ans. « Mais imaginez combien n'ont encore osé le faire. »

Certaines femmes pourtant ne se sont pas senties très à l'aise dans le groupe. Chrétiennes, elles cherchaient « autre chose ». Le groupe David et Jonathan (1), composé d'hommes le plus souvent, homosexuels et chrétiens, veut un mouvement de réflexion. Il envoie pour chacune de ses réunions une trentaine de convocations. Une dizaine de personnes y participent régulièrement. Réunions spirituelles où l'on étudie volontiers un verset de la Bible, messe mensuelle « incognito » dans une église de la ville et un repas pris en commun dans une crêperie. « Nous voulions partager un repas ensemble sans nous cacher », explique Hubert, animateur du groupe. Nous avons pris contact avec les propriétaires d'une crêperie du centre-ville. Nous leur avons spécifié que nous viendrions tous les mois et que nous étions homosexuels. Nous leur avons laissé trois jours pour réfléchir. Ils ont accepté à condition que nous soyons discrets. Depuis, ils nous servent parmi les autres clients. Pour nous, c'est important d'être ensemble au milieu des autres. Nous ne sommes plus tout à fait clandestins. »

Il arrive que le seuil de tolérance soit atteint. Armel, quarante-cinq ans, comptable, n'en pouvait plus d'entendre ses collègues de travail chuchoter à son passage. Il a explosé : « Oui, je suis pédéraste ; oui, j'ai fait quatre ans de prison, inutile de raconter que j'ai tué des petits enfants. Désormais vous savez

tout. Je vous dispense de me serrer la main. » « Ça jette un froid poursuit Armel, mais ça rétablit la vérité. »

Les choses peuvent-elles changer ? « Elles ont déjà un peu évolué », explique Annie, mère de deux enfants : les lesbiennes ne sont plus aujourd'hui obligées de se marier pour avoir l'air normal. Ce qui change, c'est qu'on en parle à la radio, à la télé, dans les journaux, mais c'est toujours aussi difficile dans la vie quotidienne. Pourtant, les homosexuels sont fatigués. Plusieurs années de lutte (depuis 1968) n'ont, selon eux, pas changé grand-chose à leur image de marque. Les militants de la liberté d'expression pour les homosexuels sont de moins en moins nombreux. A Rennes, comme ailleurs, ils veulent vivre, faute de convaincre.

On assiste, depuis quelques années, explique Yves Chatelier, à l'éclosion de lieux homosexuels. La province se met à la page. Il y a un peu partout des bars, des boîtes homosexuelles qui ouvrent. Il y a quatre ans, il n'existait qu'un bar homosexuel à Rennes. « C'était très misérable », dit Yves Chatelier, parce que très clandestin. Les gens qui le fréquentaient s'acceptaient mal. Ça se voulait discret, c'était triste. Depuis, plusieurs restaurants, tenus par des homosexuels, se sont ouverts. Cela ne suffit pas pour que les homosexuels y soient toujours bien accueillis. Certains s'y sont fait insulter par des clients.

Le bar à la mode

L'événement dans le milieu homosexuel rennais reste l'ouverture, il y a un an et demi, d'un bar de nuit, dans une vieille rue du centre-ville, très fréquentée par les jeunes. Plus d'une centaine de personnes s'y retrouvent chaque soir, homosexuels, lesbiennes mais aussi hétérosexuels. « C'est un peu le bar à la mode, actuellement, à Rennes », explique Daniel, le cogérant.

L'entrée n'est pas libre. Une carte de membre a d'abord été réclamée. Aujourd'hui, il suffit de se présenter avec un habitué. « On voit de plus en plus se mettre en place une société pédé, assure Yves Chatelier. On va voir se mettre en place un milieu d'affaires homosexuel. Ça peut marcher très fort. Même au niveau culturel, ça marche bien. Tous les groupes homosexuels de musiciens sont passés à Rennes ou vont passer prochainement. On bénéficie ici d'un certain milieu hétéro qui a fait beaucoup pour les homosexuels. C'est l'aide aux marginaux. »

Ainsi va la vie provinciale qu'aucun homosexuel rencontré ne voudrait quitter pour le « mirage parisien ». La municipalité fait des pieds et des mains pour sauver la salle de l'Arvor. « Nous y tenons beaucoup », dit Martial Gabillard, adjoint au maire. C'est la liberté d'expression qui est en jeu. La police ne fait d'ennuis à personne : deux visites au bar l'a rassurée. Il n'y a pas eu de contrôle d'identité. Et l'archevêché suit discrètement les activités du groupe chrétien David et Jonathan.

A défaut de paradis, les homosexuels de Rennes jugent leur ville assez favorablement. « On vivote, dit une lesbienne, disons assez facilement. »

(1) David et Jonathan, B.P. 1229, 35013 Rennes Cedex.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérants : Jacques Favret, directeur de la publication, Claude Jélin.

Imprimerie : « le Monde », 15, rue de l'Industrie, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 37437.
I.S.S.N. : 0395-2037.



VIES

Le forçat de la pelote basque

Soir après soir, Jean-Claude Jasa, champion de cesta-punta, une variété de pelote basque, exécute son épuisant contrat à Miami.

CLAUDE C. DHOSSAU

C'EST un sport d'adresse, de vivacité, de force, un jeu de gentlemen et un jeu de massacre. Beau et aérien. Acharné et violent. Voilà quelques années, Erdoza Menor, un Espagnol, est mort d'un arrêt du cœur en pleine action.

Le Mexicain Orlando a eu le crâne enfoncé. Sous la violence du coup, l'armature du casque de l'Américain Mazza s'est fichée dans sa tête. Depuis, il mène une vie végétative. Et combien de carrières, démarrées tambour battant, combien de rêves de gloire définitivement brisés à cause de mauvaises blessures ! Ce sport, ce n'est ni la boxe, ni le football américain, ni le parachutisme mais la pelote basque et, plus précisément, la cesta-punta.

Née en Espagne au début du siècle, la cesta-punta — ce qui signifie en basque « panier pointu » — est le plus spectaculaire des sports de pelote basque. Comme le jeu de chistera, il se joue avec un grand gant en osier. Mais il se pratique à quatre — et non à six — dans une salle couverte de 58 mètres de long, et non contre un simple fronton, en plein air. Sur la gauche de la salle (on dit la « cancha »), un mur que la balle, capable de dépasser les 200 kilomètres-heure, rase, s'écroule et vicieuse. A droite, un immense filet qui protège le public. Le fronton, aussi lisse qu'un miroir, est en marbre ou en granit pur.

Jean-Claude Jasa est né pour la pelote. Et né pour vaincre, serait-on tenté d'ajouter : il a été plusieurs fois champion du monde, amateur et professionnel, de chistera et de cesta-punta. Depuis quinze ans, ce Basque français de Mauléon, bâti comme un athlète, les mains épaisses et le

cou puissant, vit de sa passion. Il a commencé sa carrière professionnelle à l'âge de vingt-cinq ans à Guernica. Trois fois par semaine, huit mois par an, il jouait devant quatre mille personnes déchaînées qui ne confondaient pas la pelote basque avec le badmington. Dans cette étuve, le jeune Jasa faisait ses classes avant l'exil. Guernica, c'est en effet la meilleure rampe de lancement pour les pelotaris qui veulent tenter leur chance aux États-Unis. Sans les aides financières des compagnies qui organisent, en Floride, les tournois entre joueurs professionnels, les clubs basques auraient du mal à vivre : un panier pointu coûte 800 francs — Jasa en use quarante par an — une pelote revient à 600 francs et il faut entretenir les « canchas ». En contrepartie, les responsables des frontons basques signalent aux compagnies américaines les graines de champion, favorisent leur entraînement. C'est ainsi que Jasa a, très tôt, été pris en charge par la World Jai Alai Incorporated (1), une compagnie qui « subventionne » les « canchas » de Guernica, mais aussi de Mauléon, de Saint-Jean-de-Luz ou de Saint-Jean-Pied-de-Port.

En 1968, son billet d'avion payé par la W.J.A., Jasa débar-

que à Miami. Là, les jeux de paris font florès. On mise de l'argent sur les courses de chevaux, de lévriers et sur les parties de cesta-punta. Quand, récemment, à cause d'une sombre histoire de scandale, les courses de chiens ont été suspendues, les « canchas » ont été ouvertes dix mois sur douze. Alors, la vie du pelotari est devenue une vie de galérien.

Tous les soirs, c'est le même rituel : Jasa s'échauffe dans les installations ultra-modernes des frontons de Floride. Casque, coudières, genouillères, protège-branches, pantalons blancs, son numéro, le 39, bien en vue sur son maillot, le panier solidement ficelé à la main droite, il entre, sous les cris de plusieurs milliers de personnes, quinze mille les week-ends, dans la « cancha » surchauffée.

Il joue tous les soirs — sauf le dimanche — et quelquefois en matinée. Jamais de parties décontractées, jamais de matches-exhibitions. S'il s'arrête un seul jour, il perd des dollars. S'il ne joue pas, il a les pires problèmes : la compagnie toute-puissante qui régit sa vie de pelotari peut très facilement lui faire retirer son visa.

Chaque soir, il y a 500 000 dollars en jeu. Un joueur moyen gagne 2 500 dollars par mois. Un champion peut tripler cette somme. « Quand j'ai rencontré Pete Rose, la star du base-ball, la grande vedette de Philadelphie, il m'a dit : « Tu joues tous les soirs et tu ne gagnes pas plus ? » Lui, il ramène 1 million de dollars par an ! », confie, un peu amer, Jasa.

Alors, il faut sans cesse exécuter ce terrible coup au ras de la ligne qui laissera l'adversaire pantalois. Grimper le « long du mur » pour rattraper une balle impossible. Ne rien faire à côté du jeu, comme du tennis, par exemple, qui puisse dérégler la précision millimétrée du geste du pelotari. Mener une existence monacale pour ne jamais tomber malade. De Miami et Tampa en hiver, à Fort-de-France et Ocala en été, il est impossible de faire autre chose que taper dans la pelote...

Jasa est encore un grand champion. Mais, avec l'âge, il a du mal à se faire respecter. En quinze ans, il a eu la mâchoire fracturée, des points de suture à la tête, au bras, les côtes labourées par les cesta-punta de ses adversaires. Il ne veut pas que ses tendons cassent, que ses muscles tombent.

La Floride aussi a changé. Derrière le décor de carte postale, la mer et le soleil, les palmiers et les bougainvillées, Miami est devenue la première ville du crime américain. Le jeu — entendez les paris, la « quiniela », comme disent les Basques — est de plus en plus truqué. La masse de dollars qui circule tous les soirs autour des « canchas » intéresse vivement la Mafia...

Alors, Jasa songe à se recycler. Il a des atouts pour lui. Autrefois, il a donné des leçons de français. Il a même entamé des études pour être professeur de gymnastique. Mais, quand il a compris qu'il risquait d'être nommé au nord de la Loire, c'est-à-dire loin des frontons, il a tout plaqué ! Si tout se passe bien, il devrait, dans quelques mois, avoir un poste de responsabilité dans un magasin de diététique, en Floride.

Et le retour en France ? « La manière de vivre, fraternelle et paisible, du Pays basque me manque terriblement », dit-il. Cesser sa vie de pelotari-nomade, se fixer en Euskadi : voilà le grand désir de Jasa, enfant de la balle.

(1) En basque, Jai alai signifie jeu allégre.

CROQUIS

Ali alias Elias

Si l'on veut en faire un portrait poétique, on peut dire qu'il est long et mince comme un roseau du Nil, que ses boucles souples surplombent de belle manière son visage et que son fin profil — au nez d'une délicatesse extrême et au menton allongé — rappelle le style d'Aménophis IV.

Si l'on veut en faire un portrait sociologique, on peut dire que cet enfant de la terre égyptienne est séparé depuis dix ans de son pays et de sa famille. Volontairement, il a quitté Port-Saïd pour vagabonder de par le monde dès l'âge de seize ans, un peu aux États-Unis, mais surtout par toute l'Europe, au gré des engagements dans diverses professions. Il finit par échouer à Paris, aide-cuisinier dans un restaurant grec.

Si l'on veut en faire un rapport du point de vue syndical (et d'un point de vue tout simplement humain), on peut ajouter qu'il travaille douze heures par jour, six jours par semaine, pour 4 000 F par mois. Ainsi, il travaille soixante-douze heures par semaine, au moment précis où l'on parle de l'application des fameuses trente-neuf heures... Est-il seulement au courant des lois sociales en France ? Pour l'heure, il se réjouit d'avoir signé un contrat de travail pour trois ans.

Que fait-il le dimanche ? Il va au cinéma et y dort deux séances de suite. Il habite une chambre où ne peut plus être logé dans un vieux hôtel (qui a cloisonné en quatre parties ses chambres d'antan), sans confort sanitaire, pour 1 200 F par mois. Il parle un peu d'anglais, un peu de français. Il est intelligent mais, désolé et exploité comme il l'est, comment pourrait-il disposer de la volonté et du temps nécessaire pour en prendre pleinement conscience ? Il ne se plaint pas. Il est jeune et heureux, avec cette faculté propre aux méditerranéens de savoir pleinement saisir l'instant qui passe, et celui-là seul. Que fut son passé ? Son enfance à Port-Saïd et ses vagabondages dans divers pays ? Il ne veut plus s'en souvenir. Quel sera son avenir ? Il s'en moque. Seul compte, aujourd'hui, le contrat qu'il vient de signer pour 4 000 F par mois à raison de soixante-douze heures par semaine.

Le comble est qu'on lui a enlevé son identité égyptienne. Comme il travaille dans un restaurant grec, on l'appelle avec orthodoxie Elias, la résonance par trop musulmane d'Ali ne convenant pas à un sanctuaire parisien de la gastronomie grecque.

« Ali alias Elias, à quoi penses-tu le soir dans ton étroite chambre solitaire ?

— Moi fatigué, dormir », répond-il en riant.

CLAUDE DE MÉCOQ.

LA MEUBLERIE

Une collection de qualité
Des conseils sérieux
107 Bd Saint Germain
PARIS 6^e Tél. 320.55.68

PANORAMA IMMOBILIER

LA FONTAINE REBEVAL
Boulevard de la Vierge Paris 19^e



Vivez un quartier d'avance sur les autres

Vivre à Paris au cœur du vieux Paris, c'est vivre un quartier d'avance sur les autres. C'est ce que vous propose la Fontaine Rebeval: un immeuble de grande classe, avec terrasses, bouillottes et balcon. 55 appartements grand standing, du 5 pièces de 42 m² au 5 pièces de 112 m².

Près la Fontaine Rebeval, vous faites du 19^e un quartier peu banal. Bureau de vente: angle boulevard de la Vierge/Rebeval 75019. Ouvert lundi, jeudi, vendredi de 14h à 19h samedi et dimanche de 10h à 18h et de 14h à 19h. Tél. 825.89.52.

Je désire recevoir une documentation - La Fontaine Rebeval -

Nom
Adresse
Tél. privé
Tél. professionnel

Coupons à retourner à: Capri 4, place Raulo-Daubry - 75015. Tél. 321.47.93.

Paris - Les Charmilles
26 mn à l'ouest
pour retrouver une seconde nature*
A Montigny-le-Bretonneux.



C'est sur place qu'il faut jeter nos valises. Alors ce week-end, venez aux Charmilles, à Montigny-le-Bretonneux, nous avons aménagé et décoré à votre attention les maisons de notre Hamlet témoin.

Vous y découvrirez un petit havre de 4 hectares, avec 55 belles maisons d'un étage, chacune avec son jardin, les uns isolés et les autres jumelés. Des maisons qui offrent de 4 à 6 pièces allant de 141 m² à 177 m².

Confort, espace, verdure, tout est là pour que vous retrouviez une seconde nature.

Bureau de vente: avenue Eric Satie. Tél. 043.01.41.

Ouvert le lundi, jeudi, vendredi de 14h à 19h le samedi et dimanche de 10h à 12h et de 14h à 19h.

Possibilité de prêt conventionné.

Je désire recevoir une documentation - Les Charmilles -

Nom
Adresse
Tél. professionnel
Tél. privé

Coupons à retourner à: CAPRI 4 place Raulo Daubry, 75015 PARIS Tél. 321.47.93

combien de m² avez-vous dans Paris?
Au Nouveau Chesnay
118 m² + 6 m² de balcon + 2 parkings.
977.000 F

Pour vous y rendre, Par la route: autoroute de l'Ouest jusqu'à la deuxième sortie, prendre la N184, direction Versailles. A la Place de la Loi, prendre la rue de Versailles. Par le train: Versailles rive droite. Gare St-Lazare.

Prêt conventionné allégé.

STIN

GEFC

723 78 78

Visite des appartements et bureau de vente sur place 29, rue de Versailles - Le Chesnay. Tous les jours de 14h à 19h, sauf le mercredi. Samedi et dimanche de 10h à 12h30 et de 14h à 19h. Tél. 955.49.38

Pour tout renseignement, retournez ce bon à GEFC 4, place d'Iéna 75116 Paris.

Nom
Adresse
Tél.

A SAINT-CLOUD
petit immeuble de standing
2 PIÈCES : 419.000 F
qui dit mieux ?

un placement en toute sécurité

N'ACHETEZ QUE SI NOUS LOUONS*
(rentabilité brute : 6 %)

12 bis RUE DAILY
A 5 minutes à pied de la gare de St-Cloud (Liaisons SNCF St-Cloud-RER : 3 minutes)

ANJOU *265.09.99

BORDS DE MER

à COLLIOURE
« Le Partage du Soleil » (*)
(* marque déposée), vous propose de

DEVENIR PROPRIÉTAIRE

d'un droit de séjour pour toujours d'une semaine ou plus, dans des appartements luxueusement meublés (2 P. et studio), balcons, terrasses, piscine, vue sur la mer. Réservation 1.000 F. Prix fermes et définitifs. Crédit possible 3 à 5 ans. Livraison mai 1982. Exemple : 15 jours en mars pour six personnes : 30.000 F

Rens. : Centre Méditerranéen d'Etudes et de Réalisations Immobilières, 73 bis, avenue Niel, 75017 PARIS, tél. (16-1) 380-56-56

résidence des Albères




Votre appartement de studio au 3 pièces au centre de Canet Plage et à 100 m de la mer.

Pour recevoir notre documentation, veuillez nous envoyer votre carte de visite et vos chèques.

14, avenue de la Méditerranée, 66140
CANET PLAGE
Tél. (68) 80.59.15

Les côtes de Tu-es-Roc
Erquy (Côte d'Armor)

Les plages de sable fin, les falaises colorées. La mer à perte de vue. A vos pieds devant votre maison sur la Côte d'Armor.



Pour recevoir une documentation renvoyer ce bon à: Gestrad: 22, rue Royale 75008 Paris. Tél. : 260.34.54

Nom
Adresse

Le Clos de Bénerville
Bénerville-s-Mer (Deauville)

La Normandie normande. En pleine campagne. A 150 m de la mer.



Pour recevoir une documentation renvoyer ce bon à: Gestrad: 22, rue Royale 75008 Paris. Tél. : 260.34.54

Nom
Adresse

Le Parc Marie-Antoinette
Deauville

La Normandie normande. Au cœur de Deauville. A 350 m de la mer.



Pour recevoir une documentation renvoyer ce bon à: Gestrad: 22, rue Royale 75008 Paris. Tél. : 260.34.54

Nom
Adresse

UNE VRAIE TERRASSE
AU CŒUR DE SAINT-TROPEZ

résidence LES BOSQUETS
à 500 m de la mer

- Serre ET DERNIERE TRANCHE
- A PROXimité EXCEPTIONNELLE
- 50 m² - 10 m² terrasse
- 2 pièces indépendantes
- 34 m² - 16 m² grande terrasse
- studio 24 m² - 45 m² balcon

VUE SUR LE GOLFE / CALME / CONFORT
DISPONIBLE COURANT ÉTÉ 1982

100 % VUE MER

LES BALCONS DE port Saint-Laurent

Face à la mer, une résidence de standing, à proximité de tous commerces (Cap 3000), et proche de l'aéroport international de Nice. Du studio au 3 pièces. Très ensoleillés. Prix de lancement fermes et définitifs à la réservation. Ex: Studio 29,70 m² - loggia 68 m² à partir de 278.000 F.

bureau de vente sur place

de Pierre Ziller
06700 St-Laurent du Var
Tél. 93.107.71.37

CÔTE D'AZUR

Dominez Antibes et la mer !

2 prestigieuses résidences dans un parc luxuriant. Un choix d'appartements, du studio au 4 pièces, aux prestations d'excellentes qualités.

Pour recevoir une documentation, adressez votre carte de visite à SEGECO, 15, rue Honoré Labande Pr de Monaco Tél. (93) 30.14.22

ET SI VOUS FAISIEZ LES PREMIERS PAS VERS VOTRE RÉSIDENCE DE VACANCES,

BORMES-LES-MIMOSAS

Exceptionnel sur la plage de la Favière. Vue unique sur mer. Appartements du studio au 3 pièces avec balcon. Gestion locative. Studio : 333 600 F.

CAVALAIRE-SUR-MER

A 500 m de la plage. Luxueuses villas de style provençal. Du studio au 4 pièces : 505.700 F. Gestion locative.

Renseignements et vente Capri-Loisirs
14, rue Magellan, 75008 Paris. Tél. : (1) 720-74-64.

TROUVILLE

Votre Appartement - Vacances, au bord de la Touques.

Touques Rives

67, avenue Kennedy - à 200 m du Pont des Belges

Studios, 2.3 Pièces, Appartements Duplex.

Bureau de Vente sur place ouvert : Lundi, Jeudi, Vendredi, Samedi et Dimanche de 14 h à 18 h.

Je suis intéressé par "Touques Rives" et souhaite recevoir votre documentation :

Nom
Adresse
Tél. Bureau
Tél. Résidence
Renseignements ou coupons à : FICORISSE - C. DRASER
60, rue de Londres 75008 Paris.

ETRANGER

VOTRE VILLA
Au bord de la mer sur la **COSTA BRAVA**
pour 2 600 FF/m²

- Près des principaux centres touristiques.
- Nombreux appartements et villas disponibles
- Crédit personnalisé - Location possible

Autres programmes à : Malaga-Alicante-Mallorque

Demandez notre documentation
DECESA - 87, rue de la Tour - 75016 Paris - Tél. : 504.79.31

Nom
Adresse
Tél.

Pour tous renseignements concernant cette rubrique

RÉGIE-PRESSE

Mme P. BALAGUER, tél. 233-89-55

Comment « faire » une heure par jour

Comment faire une heure par jour ? C'est la question que se posent de plus en plus de gens. Michel Meloni, auteur de « Comment faire une heure par jour », propose des conseils pratiques pour gagner du temps.

Michel Meloni, auteur de « Comment faire une heure par jour », propose des conseils pratiques pour gagner du temps. Il explique comment organiser son temps, comment prioriser ses tâches, comment éviter les distractions. Il donne des exemples concrets de gains de temps dans la vie quotidienne.

Michel Meloni, auteur de « Comment faire une heure par jour », propose des conseils pratiques pour gagner du temps. Il explique comment organiser son temps, comment prioriser ses tâches, comment éviter les distractions. Il donne des exemples concrets de gains de temps dans la vie quotidienne.

BON SENS

Comment « gagner » une heure par jour ?

Pendant que certains réduisent leur temps de travail de quarante à trente-neuf heures, d'autres essaient de ne pas perdre une minute au bureau.

MICHEL HEURTEAUX

Il y avait ceux qui voulaient le retarder — O temps, suspends ton vol ! — et qui ne se consolait pas de le voir filer ; d'autres, insouciantes, qui le laissaient passer, d'autres encore qui s'exténuaient à ne pas perdre leur temps... Et voilà qu'il est possible de le doser, de l'économiser même. C'est du moins l'avis des experts en « time management », très en vogue aux Etats-Unis, qui vous saucissonnent des tranches horaires à coups d'additions et de soustractions, chamboulent votre agenda surchargé pour en faire un chef-d'œuvre de rigueur planifiée.

En France, avec quelques années de retard, on tente ici et là de se mettre au goût du jour. Une société parisienne de conseil en organisation (1) a mis au point un stage sur le thème « Gagnez une heure par jour ». Une formule choc dans le style « concours pour une offre destinée aux cadres, aux dirigeants d'entreprise et à tous ceux qui sont, comme le dit la brochure de présentation, « en position de responsabilité » et qui veulent à la fois « en finir avec l'impression oppressante de manquer de temps, se dégager de l'urgence ou de la routine et ne plus remettre à demain ».

Bagout

Vaste programme... Le séminaire, qui se déroule sur un seul jour, sans temps morts, cela va de soi, sera tout juste assez long pour faire le tour du problème. Mais qu'importe. Le dizaine de participants réunis ce matin près de la gare Saint-Lazare dans une chambre d'hôtel transformée en salle de conférences, attaquent bille en tête cette journée qui devrait en principe leur apprendre à déjouer les pièges de la pendule. Face à l'assistance, un de ces animateurs qui allient le bagout du démonstrateur à la vivacité intellectuelle du pédagogue.

D'emblée nos séminaristes sont invités à réfléchir sur la possibilité de gagner effectivement une heure par jour. Aurait-on la prétention de raccourcir les jours, de réduire le temps de travail et d'arriver sans peine aux trente-cinq heures ? L'ambiguïté est aussitôt levée. « Eh bien, non, on ne peut pas gagner une heure », dit l'un ; « je préparerais le travail du lendemain », assure ce stakhanoviste de choc ; un troisième précise qu'il consacrerait ces précieux quarts d'heure à lire des documents professionnels.

Avant d'espérer gagner du temps, encore faudrait-il limiter les dégâts sur le terrain. « En croire tous ces cadres, les « défaillances » seraient courantes. L'animateur fait circuler une liste impressionnante et probablement non exhaustive « des pertes de temps en management ». Pas d'objectifs, problèmes de personnel, manque de motivation, trop ou pas assez de délégations de pouvoir, non-respect de la hiérarchie, information incomplète, incompétence non décelée, etc. Et puis, il y a le téléphone, qui vous grignote de précieuses minutes, ou ces incon-

rigibles bavards qui vous tirent de vos dossiers où vous vous étiez délicieusement plongés... Que faire, alors, face à ces gâcheurs de temps ? « Ne dites pas oui quand vous pouvez dire non ! », conseille au passage notre animateur. Pensez à votre courbe personnelle d'efficacité.

Les problèmes d'identité, les problèmes pratiques. On refait, par exemple, son emploi du temps de la veille. A l'aide d'une feuille de « bilan de temps », chaque stagiaire notera toutes ses activités à la minute près, depuis 8 heures du matin à 9 heures le soir : temps consacré au courrier, aux transports, aux repas, à la lecture, aux réunions. Etait-il possible de faire autrement ? Le responsable du stage, virevoltant entre son bureau et le papier-board, aligne d'époustouflantes démonstrations à coups de chiffres, de flèches et de croquis à la logique imparable. Un exemple : la loi des « 20/80 ». « Elle doit vous permettre un gain de temps maximum. La plupart des activités relèvent de ce rapport. Quand on fait 20 %, on peut arriver à la totalité du résultat... »

C'est là un « principe de base », mais il en existe bien d'autres, et l'animateur de les énoncer sur le ton magistral du professeur vous faisant découvrir les axiomes d'Euclide : « Lisez efficacement, adaptez votre vitesse de lecture à l'intérêt du texte, demandez-vous aussi ce qui a de l'importance... » Qu'est-ce qui est important ? « C'est l'idée que vous vous en faites... Certes... » Pensez aussi à déléguer tout ce qui n'est pas indélégal, travaillez astucieusement plutôt que dur, n'oubliez pas de transformer les contraintes en opportunités, sachez faire la balance entre le temps des autres et le vôtre, apprenez enfin à perdre du temps pour pouvoir en gagner...

Mais on ne restera pas sur ces hautes cimes de la théorie. Les stagiaires réclament à juste titre du concret, on leur donne une série de recettes miracles, mais plutôt un florilège de conseils où l'on découvre quelques idées originales noyées dans un flot d'évidences d'un gros bon sens. Ainsi pour mieux gérer son temps il faudrait, péle-mêle, « être dans une attitude active, donner au moins autant d'importance à la qualité qu'à la quantité de temps, garder l'initiative au téléphone, prendre un crayon et un papier lorsqu'on est appelé, mettre des fiches dans son agenda », mais aussi « programmer 50 % de temps pour les imprévus, ne pas gérer son temps à partir de la culpabilité, être un optimiste invétéré, ne lire que les titres des journaux, jeter à la corbeille le maximum, ne pas lâcher quand on tient le bon bout, perdre le moins de temps possible à rechercher ses affaires... »

Muni de ce précieux viatique, chacun devrait pouvoir désormais « rationaliser » son emploi du temps. Anne, responsable de formation dans une banque en est, pour sa part, convaincue : « J'étais venue pour voir si c'était possible. Maintenant, je pense qu'on peut appliquer certaines de ces formules à la vie professionnelle ». Elle, directrice d'un département informatique, considère que cette session « a joué un rôle de catalyseur. La gestion du temps, dit-elle, c'est la contrainte numéro un ». Se sent-elle en mesure de gagner cette précieuse heure ? « Ce qui compte, c'est de dégager effectivement du temps pour être plus performant. En tout état de cause, gagner du temps, c'est assurer la pérennité de l'entreprise... »

(1) Société Ogives, 12, rue de Chazelles, 75017 Paris, tél. : 227-15-25.

DEMAIN

La graphométrie « au service » de l'embauche

Un universitaire de Nanterre forme une nouvelle race de graphologues « scientifiques ». Il a mis au point un test de sélection professionnelle.

KATHERINE AUBÉ

Le psychologue chargé de la sélection du personnel dans l'entreprise a-t-il besoin d'un test de plus à ajouter à la batterie déjà impressionnante dont il dispose pour mettre « the right man in the right place » ? Pourtant, le test graphométrique inventé par un professeur de psychologie à l'université de Paris-X-Nanterre, Jacques Saïce, constitue une petite révolution dans ce domaine, puisqu'il emprunte à la psychologie expérimentale postulats et procédés pour les appliquer à l'étude de l'écriture. Il combine ainsi les avantages des

deux méthodes employées actuellement en sélection professionnelle : la rigueur scientifique des tests psychotechniques et les nuances de l'analyse graphologique. Sans mettre le sujet en situation de test.

Jacques Saïce a construit d'autres tests — de personnalité et de personnalité intellectuelle — qui n'utilisent en aucune façon l'étude de l'écriture. Lorsqu'il s'est intéressé à la graphologie, il a cherché à lui donner une base scientifique. Il fonde avec une autre graphométricienne, Marie-Thérèse Prénat, la Société de graphométrie et graphologie scientifique (1). Il reprend la

voie ouverte au début du siècle par le docteur Edmond Locard, célèbre criminologue qui, afin de mieux traquer les faux, avait créé une méthode basée sur le relevé, dans chaque écriture, d'un très grand nombre de mesures, et la comparaison des graphiques qu'il pouvait en tirer. L'interprétation reposait donc sur des chiffres et des calculs, et non, comme en graphologie classique, sur la lecture intuitive et analogique des signes.

« Notation »

Mais le docteur Locard, à la fin de sa vie, n'eut pas connaissance des découvertes récentes de la psychométrie qui lui auraient permis de valider scientifiquement ses recherches. Elle furent reprises en Allemagne fédérale (universités de Fribourg et de Tübingen), et aux Etats-Unis à l'université Columbia par Thea Stein-Lewinson et le statisticien Zubin. Jacques Saïce a poussé les choses plus loin : il a d'abord validé les postulats de base de la graphométrie au plan mathématique dans une thèse de doctorat d'Etat (1972), puis il a mis ses idées en pratique en créant (en 1976) le premier test graphométrique utilisable en sélection professionnelle, avec la collaboration d'une psychosociologue, Simone Reignier.

Comment fonctionne ce test original, puisque ce n'est pas une personne qu'il « interroge », mais son écriture ? Le processus est simple, si le matériel est complexe : de chaque écriture on tire trois cents mesures, au 1/10 de millimètre près ; ce dénombrement demande... une demi-heure à une personne exercée. Le travail de conversion ma-

thématique et d'interprétation demande ensuite deux à trois heures. Ces mesures permettent de « noter » le sujet, pour chaque qualité requise par le poste, et de comparer cette « note » à celle du groupe professionnel auquel il appartient. L'interprétation est standardisée (ce qui ne veut pas dire sans nuances), inspirée de la psychologie du travail, valable uniquement sur le plan professionnel.

Dans sa forme actuelle, il n'est opérant que pour certaines catégories de personnel : les secrétaires de direction (qui constituent une population professionnelle bien particulière), et les cadres moyens ou supérieurs, hommes ou femmes.

Cette invention sort aujourd'hui de la clandestinité : son créateur commence à l'enseigner à une dizaine d'étudiants, pour moitié des psychologues (titulaires du doctorat de troisième cycle), pour moitié des graphologues (titulaires du diplôme du Groupement des graphologues conseils de France), ayant derrière eux au moins deux ans d'expérience professionnelle. L'accusation d'amateurisme est courante pour les graphologues... La première génération de ces « sélectionneurs » sera donc formée à la fin de l'année scolaire.

La graphologie de demain sera donc la graphologie « scientifique » : on pourra très bien, d'ici quelques années, faire faire automatiquement le dépouillement des écritures. On peut donc imaginer, selon Jacques Saïce, réaliser l'étude approfondie des écritures de la population d'un pays entier en quelques jours... l'intervention humaine se limitant aux dix lignes d'appréciation finale. ■

(1) 26, rue des Montibouffs, 75020 Paris, téléphone 363-34-41.

CRIBLE

REPÈRES

Coopérative pour l'innovation

Le Centre d'innovation industrielle vient d'être inauguré à Montréal (C.I.I.M.) ; il bénéficiera d'une aide financière publique de 3,5 millions de dollars pour les cinq prochaines années. Il est situé à l'Ecole polytechnique de Montréal, où est née l'idée de créer un lieu de rencontre université-gouvernement-industrie au service des inventeurs et des entrepreneurs. En échange d'une participation minoritaire dans le projet qui lui est soumis, le C.I.I.M. investit des ressources humaines et des capitaux à risques afin que l'innovation se matérialise.

Le centre peut être considéré comme une « coopérative d'entrepreneurs technologiques » dont les activités englobent les principaux aspects de l'activité industrielle. Il ne double pas, mais bénéficie de l'appui des centres de recherche, des bureaux d'étude, d'organismes gouvernementaux et universitaires. (Sciences et technologie, compagnie Science et technologie Mondex Inc., 6222 Chambord, Montréal (Québec) H2G 3 B 7 ; tél. (514) 273-44-03.)

Sans ordonnance

Les ventes de produits pharmaceutiques délivrés sans ordonnance dans la C.E.E. progresseront de 122 % de 1979 à 1990 (aux dépens des produits vendus sur prescription médicale). De 3,43 milliards de dollars en 1979, leurs ventes passeront à 7,62 milliards en 1990, la consommation par habitant augmentera fortement, passant de 13,20 dollars en 1979 à 27,20 en 1990. Notre Sécurité sociale sortira-t-elle assainie de cette évolution ? Une enquête récente révèle en tout cas que 44 % de la population française se disent prêts à acheter des produits pharmaceutiques sans consulter au préalable un médecin. (Innovation et produits nouveaux, 1, rue Paul-Houette, 92180-Meudon.)

Services U.S. à l'exportation

128 milliards de dollars : c'est le chiffre record qu'ont rapporté en 1980 aux Etats-Unis les exportations « invisibles ». Par invisibles, on entend la banque, l'ingénierie, la construction, l'assurance, le transport par air et par mer, les télécommunications et autres prestations de service. D'après le département du commerce, l'activité du secteur tertiaire (les services) compte pour 65 % du P.N.B. américain et y emploie 70 % de la population active. (Prospective Hebdo, B.P. 295-16, 75766 Paris Cedex 16, tél. 225-05-60.)

BOITE A OUTILS

Civilisation du soleil

L'ouvrage belge Pour une nouvelle civilisation du soleil est succinct, clair et riche à la fois. Il fait suite à un colloque sur les technologies douces organisé par le secteur écologie de la Confédération parascolaire belge qui réunissait des chercheurs en sciences sociales et en sciences humaines. Les maîtres d'œuvre de l'ouvrage, Ivan Gillet et Roland Delbarre, se rattachent à la famille de ceux qui œuvrent en faveur d'une « écologie générale » qui fasse communiquer la science et la culture. La nouvelle civilisation du soleil implique une révolution culturelle, un renversement des modes de pensée et de vivre. Sont abordés, notamment, l'histoire des sources de l'énergie, les aspects politiques des rapports énergie et société, l'évaluation économique des projets solaires, les changements nécessaires de mentalité. Une partie importante de l'ouvrage est consacrée aux énergies dérivées du soleil. (Cahiers J.E.B. Direction générale de la jeunesse et des loisirs, ministère de la culture française, galerie Ravenstein 78, 1000 Bruxelles.)

Le colonialisme de la chimie

L'envoi massif dans des pays tiers de produits interdits à la vente dans les pays où ils sont fabriqués est en passe de

devenir le grand problème international des années 80, sur le plan de la sauvegarde de l'environnement et de la protection des consommateurs. Dans Forum du développement, n° 79, un dossier des « Produits interdits » est présenté par A. Karim Ahmed, directeur de recherche au Natural Resources Defence Council, Ward Morehouse, président du Council on International and Public Affairs, à New-York, et Rashid Shaikh, chargé de recherche attaché aux Interdisciplinary Programs in Health de la Harvard School of Public Health, à Boston (Etats-Unis).

On assiste, depuis les années 70, à une croissance rapide du commerce international des produits chimiques : pesticides, produits pharmaceutiques, transfert de rejets toxiques, essentiellement dans les pays développés vers pays en voie de développement. Les sociétés transnationales jouent un rôle majeur dans ce trafic. Compte tenu des énormes intérêts en jeu, les industriels s'opposent aux efforts déployés pour refuser les exportations des produits jugés dangereux. C'est là, un scandale éclatant : pyjamas Tris (1977), rejets toxiques en Sierra-Leone (1979). La diffusion récente par l'U.S. Public Broadcasting System d'un documentaire : Pesticides and Pills : for export only et la publication de l'étude Pills, Pesticides and Profits - The International Trade in Toxic Substances, du Natural Resources Defence Council ont animé le débat public. L'article donne des chiffres éloquentes, détaille les effets en chaîne de ce type de pratiques, rappelle les règlements internationaux en vigueur, les instances internationales concernées et propose quelques mesures énergiques. (Forum du développement Nations unies, Palais des Nations, CH 1211, Genève 10. Natural Resources Defence Council, 777 United Nations Plaza, New-York, 10017, Etats-Unis (212/972-9877).)

Le temps donné et créé

Co-Evolution consacre à son tour un numéro à la problématique du « temps ». Fidèle à la formule de la revue, les rubriques mettent en évidence et en relation le maximum de dimen-

par Annie Battie

sions du thème abordé : l'agenda de la vie (Lynn Margulis), mythe et histoire (William Irving Thomson), rites et coutumes (Hélène et Matéo Magerinos), mesure du temps (Marianne Gerber). Dans l'image classique du flâneur, Michel Serres souligne des analogies qui permettent de sauver le présent. Il y a Prigogine qui montre comment la physique des phénomènes irréversibles permet de concilier le temps de Newton et d'Einstein et la durée créatrice de Bergson. Joël de Rosnay concilie les explications causales et finales dans une vision globale. Ignacy Sachs et son équipe du CIREP étudient comment la pluralité du temps peut se traduire dans la planification, la réduction du temps de travail ou l'organisation du temps des parents et des enfants. Lucien Girardin donne tous les détails pratiques pour éprouver les plaisirs d'un pain retrouvé. Gérard Klein examine comment une technologie, le nucléaire civil, interagit avec les différents temps de l'humanité et la confronte au long terme. Fil conducteur du numéro : la nature double du temps, à la fois donné et créé. (Co-Evolution, hiver 82, B.P. 43, 75661 Paris, Cedex 14.)

BLOC-NOTES

Multinationales

L'I.R.M. (Institut de recherche et d'information sur les multinationales) organise un concours en vue de distinguer trois thèses universitaires apportant une contribution importante et originale à l'étude des problèmes des entreprises multinationales.

Celles-ci doivent être l'objet principal d'analyse de la thèse, soit en ce qui concerne leur fonctionnement interne, soit en ce qui concerne leurs relations avec leur environnement. Les thèses portent exclusivement sur des multinationales d'origine nord-américaine sont exclues de ce concours, sauf si elles concernent les opérations de ces dernières en Europe. Premier prix : 20 000 F ; Deuxième prix : 15 000 F ; Troisième prix : 10 000 F. (Institut de recherche et d'information sur les multinationales, 28, boulevard Bourdon, 75004 Paris (France), téléphone : 274-25-10).

RÉSEAUX

Biarritz et Lille préparent l'audiovisuel de l'avenir

Deux projets en voie de réalisation vont préfigurer ce que seront les futurs réseaux distributeurs d'images et de sons. Derrière ces expériences, des choix industriels et politiques.

RICHARD CLAVAUD

LES réseaux du futur arrivent. Dès l'année prochaine, mille cinq cents habitants de Biarritz pourront se parler en voyant l'image de leur correspondant sur un écran cathodique grâce à un « téléphone à image », le visiophone. En 1984, trois mille téléspectateurs de la communauté urbaine de Lille auront accès à un réseau de télédiffusion qui leur offrira, outre les trois chaînes françaises, treize chaînes en provenance des pays voisins (Allemagne de l'Ouest, Belgique, Grande-Bretagne, Luxembourg et Pays-Bas).

Ces réseaux locaux font appel à un nouveau type de câble, les

l'abonné n'est qu'un récepteur d'information, comme les programmes des télévisions nationales avec une ouverture sur les chaînes locales, si la prochaine loi sur l'audiovisuel le décide :

- des services « monodirectionnels » d'accès à des banques d'images constituant des vidéothèques. L'accès à ces banques peut être immédiat ou différé (réservation d'un film quelques heures à l'avance) ;
- des services « bidirectionnels », en particulier le visiophone.

Le réseau cuivre permettra de transmettre la voix des conversations téléphoniques, de commander les programmes audiovisuels et d'accéder aux nouveaux services télématiques.

Certains de ces services pourront être associés : l'abonné peut recevoir l'image d'un concert sur son écran de télévision et le son stéréo sur une chaîne hi-fi, illustrer ses propos en présentant un document de-

grammes sont disponibles dans des sonothèques et des vidéothèques ? « Privative » ou télématique, qui l'emportera ? De même si les sociétés de vente par correspondance proposent des « pages catalogue » sous forme d'audiovisuels (images animées des vidéodisques), le vidéotex ne servira plus d'outil d'information, mais de simple instrument pour commander les articles visualisés par l'intermédiaire du réseau de télédiffusion.

Le réseau local de Biarritz concerne deux secteurs de la ville. Le centre - où sont concentrées les activités commerciales, administratives et sociales - et le secteur résidentiel de La Nègresse, situé à 2 kilomètres de là. Le câblage devrait être terminé vers avril 1983. A terme, il pourra être étendu dans les mêmes zones ou d'autres secteurs pour atteindre cinq mille abonnés. L'expérience a trois objectifs. Les deux premiers sont d'ordre technique et économique : acquérir une compétence en matière de fibres optiques et constituer une vitrine internationale que l'on pourra présenter aux hommes d'affaires européens et, surtout, japonais. Le dernier est plus so-

ciété l'aventure du vidéotex (Télétext, Annuaire électronique), la D.G.T. a décidé d'être très prudente dans la publicité faite sur ce nouveau projet. L'accent est mis sur les aspects industriels, un peu sur le visiophone et pas du tout sur l'impact d'un tel réseau sur le développement de la radio et de la télévision. Pourtant, l'expérience repose entièrement sur un postulat de la D.G.T. qui veut que le moteur de l'implantation de nouveaux réseaux large bande soit les services téléphoniques et non la télévision. Si c'était l'inverse, les travaux en cours à Biarritz ne serviraient pas à grand-chose. Bien que le réseau permette dans un premier temps de transmettre quinze canaux de télévision (treize dans le futur), les Biarrois devront se contenter, dans l'état actuel de la législation, de cinq programmes (trois français, deux espagnols).

Certes, la réception des programmes français sera considérablement améliorée, car les abonnés « câblés » se trouvent dans une zone d'ombre. Mais un câble coaxial aurait résolu ce problème à moindre coût. On sait également que l'administration des P.T.T. est prête à abandonner, sous certaines conditions, le monopole de la programmation, confié à T.D.F., pour ne conserver que celui de la transmission, ce qui ouvre la voie à d'autres chaînes, notamment locales et étrangères.

Demande locale

Une télévision locale qui serait destinée aux mille cinq cents habitants « câblés » de Biarritz (voix cinq mille si l'expérience est étendue) est-elle viable ? Les expériences passées en matière de télédiffusion montrent que la réponse est non. Pour les télévisions étrangères, il faudra attendre le lancement du satellite de télédiffusion directe (1985) pour que le réseau de Biarritz diffuse. D'ici là, que mettra-t-on sur les quinze canaux disponibles ? La question se pose également pour les douze canaux de son haute qualité qui ne dif-

C'est un réseau de ce type qui est en projet à Lille. L'Etat et la communauté urbaine vont créer une société d'économie mixte afin de « câbler » trois cent mille téléspectateurs à l'horizon 1990. Le coût du projet est évalué à plusieurs milliards de francs. Lorsqu'il sera achevé, les abonnés auront le choix entre vingt-huit programmes de télévision (seize nationaux et douze locaux) et quatre canaux de radio en modulation de fréquence.

L'expérience de Lille préfigure ce que sera l'audiovisuel de demain. Contrairement à celle de Biarritz, elle est partie d'une demande locale très forte et non d'un besoin de tester les capacités des fibres optiques. La commission télédiffusion de la communauté urbaine travaille depuis 1978 sur son projet et a fait le bilan des expériences à l'étranger. Ses réflexions intègrent la question de l'utilisation du réseau par des prestataires de services.

D'ores et déjà, les responsables de l'opération pensent que la levée du monopole de la programmation permettra d'ouvrir le réseau non seulement aux seize stations nationales de télévision (la retransmission des chaînes des pays voisins étant déjà tolérée dans des zones frontalières), mais à des programmes diffusés d'intérêt local (tant radios locales privées que télévisions locales), à la rediffusion d'émissions enregistrées (manifestations culturelles et sportives) et à des programmes spécifiques générés à la station de tête du réseau. Les programmes disponibles dans les vidéothèques iront de la cuisine au cours de langue en passant par le bricolage, le jardinage, la réparation automobile, etc.

Réseau numérique

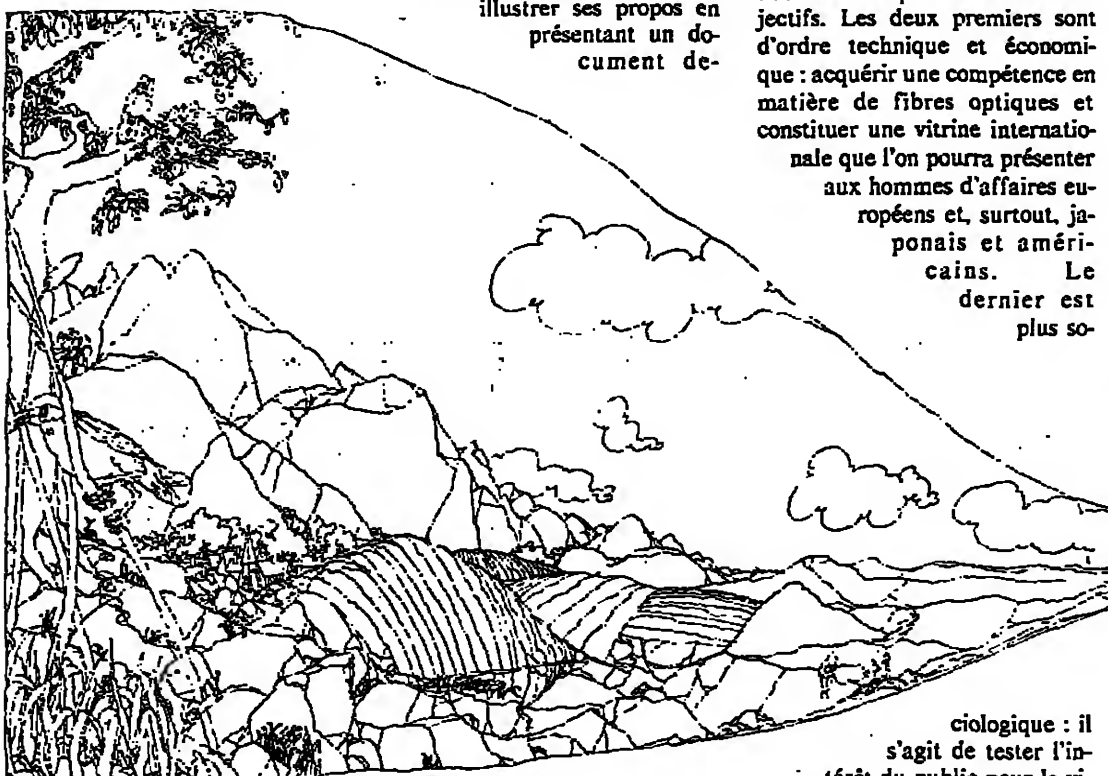
Les responsables de Lille estiment que la télévision actuelle ne peut plus continuer à subsister comme elle est et que l'éclosion de l'audiovisuel permettra ce réseau suscitera des vocations du côté des créateurs. L'accès au réseau sera réglementé par un groupement d'intérêt économique où l'ensemble des acteurs devrait être représenté : profession-

nels de la communication, acteurs économiques, universités et organismes de formation, associations locales, collectivités locales et Etat. Les problèmes de droits d'auteur et de publicité devraient y être réglés.

Au-delà des problèmes du contrôle de la maîtrise d'œuvre (assuré dans le premier scénario par la D.G.T. et dans le second par une société d'économie mixte), les choix qui sont faits aujourd'hui par les P.T.T. conditionnent l'évolution des réseaux jusqu'au XXI^e siècle. Bien que cela puisse sembler paradoxal, on sait à quoi ressemblera le réseau de l'an 2000 (tous les services évoqués précédemment seront disponibles), mais on hésite sur le chemin à emprunter pour y parvenir.

Ce réseau, appelé Réseau numérique à intégration de service (R.N.I.S.), offrira tous les services évoqués précédemment, mais en mode de transmission numérique et non plus analogique comme c'est encore le cas dans les projets actuels. La marche vers la numérisation est irréversible. Cette technique touche dès à présent les audiodisques, les vidéodisques, les appareils photo, la transmission d'images et de sons. Le réseau téléphonique sera lui aussi numérisé, les récepteurs de télévision seront équipés de décodeurs pour recevoir ce type de signaux.

Le problème est de savoir ce que l'on fait en attendant ce réseau, ou plutôt si l'on peut s'assurer que les expériences en cours s'intégreront à terme dans le futur R.N.I.S. Le gouvernement semble vouloir aller très vite, ce qui ne peut que rassurer les industriels de l'électronique. Ceux-ci indiquent que la mise en place de réseaux câblés représente un marché national de 45 milliards de francs (sur la base du raccordement de quinze millions de foyers à 3000 F la prise) et la création de trente mille emplois nouveaux. Des chiffres peut-être optimistes, mais qui pèsent sur les décisions des pouvoirs publics en matière d'audiovisuel.



ciologique : il s'agit de tester l'intérêt du public pour le visiophone.

fuseront que six programmes de radio F.M. (trois français, trois espagnols).

Même dans l'éventualité d'une libéralisation des ondes, il faut que les prestataires de services potentiels aient un public suffisant pour qu'un réseau comme celui de Biarritz serve de support aux radios et télévisions locales, privées ou publiques. Si le visiophone ne répond pas aux attentes et si les Biarrois préfèrent utiliser un magnétoscope qu'appeler une vidéothèque, le réseau de Biarritz risque de subir le sort du monorail de l'Aérotrain : nous aurons un magnifique témoignage du savoir-faire français, mais qui ne transporte rien.

Devant ces incertitudes, un autre type de scénario vient de resurgir des cartons, celui de la télédiffusion. On ne parle plus aujourd'hui de réseau local en câble coaxial, mais en fibre optique. T.D.F. pose ainsi la question : et si le développement des nouveaux réseaux était la télédiffusion plutôt que les services téléphoniques ? Derrière cette question se profile l'inquiétude des pouvoirs publics au sujet des futurs satellites de télévision directe. Le gouvernement actuel est hostile à la mise en place de millions d'antennes individuelles capables de capter aussi bien T.D.F. que les émissions d'un « satellite Coca-Cola ». Il préfère la solution « antenne collective » diffusant des programmes à des abonnés par l'intermédiaire d'un réseau local en fibres optiques. Les pouvoirs publics conserveraient ainsi le contrôle du robinet audiovisuel.

Le visiophone : déroutant

Le service de la télématique de la D.G.T. a commandé auprès de deux sociétés d'études des rapports sur la perception du visiophone par des usagers « cobayes » (1). Ce nouveau téléphone est loin de faire l'unanimité. Pour reprendre les termes d'un responsable de la D.G.T., « les motivations sont moins nombreuses que les freins ». En revanche, les quelques avantages évoqués font appel à des « points profonds et sensibles ». Exemple : l'enrichissement de la communication entre membres éloignés d'une même famille ou entre partenaires commerciaux, et la visualisation de documents.

Parmi les freins au développement du visiophone figure la peur qu'il devienne une nouvelle norme sociale, qui pousserait les gens à s'équiper sans autre raison que de montrer qu'ils sont dans le coup. Ou encore la nécessité de contrôler sa présentation et ses réactions devant son ou ses interlocuteurs.

Prenez l'exemple du mécanisme qui conduit à l'achat d'un produit de consommation courante, la savonnette, les auteurs des rapports expliquent que l'action passe par une motivation sociale (être propre) et une motivation profonde (le narcissisme de la toilette). Dans le cas du visiophone, l'« effet savonnette » ne fonctionne pas : le plaisir de voir son correspondant n'est pas une motivation suffisante. Même fourni gratuitement, le visiophone risque d'être considéré comme un objet encombrant (il a la taille d'un petit téléviseur) et déroutant.

Les « cobayes » étudiés indiquent que cet outil ne les

laisse pourtant pas insensibles. Ils sont partagés entre l'angoisse et l'euphorie, et finissent par trouver cet appareil très bien... pour les autres, notamment leurs grands-parents. Voilà le téléphone de l'an 2000 relégué au rang de gadget pour le troisième âge. Plus sérieusement, ces études conduisent que l'adoption du visiophone passe par la politique tarifaire des P.T.T. : le visiophone ne restera pas un luxe réservé aux privilégiés si la facturation du service est assez légère pour que l'on oublie son incidence sur le budget familial.

Les études sur la tarification indiquent que le seul psychologique à ne pas dépasser est celui double du tarif téléphonique actuel. Ce seuil d'acceptation assez mal du coût d'un réseau fibres optiques comme celui de Biarritz. Malgré la diminution des coûts de la fibre et des progrès techniques en matière d'ingénierie, il devrait rester trois à quatre fois supérieur à celui d'un réseau cuivre pour les investissements et de deux à trois fois supérieur pour l'exploitation.

Pourra-t-on dans ces conditions mobiliser des équipements coûteux (lignes, centraux) pour la visiophonie domestique, alors que le réseau téléphonique classique n'est pas encore amorti et que d'autres services, comme la télévision par câble, sont susceptibles d'être beaucoup plus « payants » et de répondre à une demande du public ?

(1) Voir le bulletin de l'Idate n° 5 : « Des réseaux locaux ? » Institut pour le développement et l'aménagement des télécommunications et de l'économie, bureaux du Polygone, 34000 Montpellier. Tél. (07) 63-48-48.

Une « vitrine »

Ce réseau a donc de quoi faire rêver plus d'un fanatique d'audiovisuel. Mais il peut aussi inquiéter. Lorsque de tels réseaux seront accessibles à des millions d'abonnés, que deviendra le marché des cassettes enregistrées (audio ou vidéo) et des vidéodisques, si des milliers de pro-

Lu dans PARIS PAS CHER
"Un fabricant vend directement ses bijoux : chaînes, gourmettes médailles, etc... avec 30% de réduction par rapport aux prix courants. Ajoutons qu'il les vend au poids, selon le cours du jour. (catalogue sur demande)"

LE BIJOU D'OR
1, rue Saulnier (9e)
attention ! au 1er étage
(M^o Cadet) 246.46.96
Egalement (c'est précieux) on vous rachètera les BIJOUX dont vous désirez vous débarrasser et même vos DEBRIS D'OR. La tout à un cours très honnête

ETRANGER

La solitude des Allemands russes

AU XVIII^e et au XIX^e siècle, la Russie a installé aux confins de son empire cent mille colons allemands. Leurs descendants, au nombre de deux millions, furent déportés en 1941 par Staline en Asie centrale. Depuis dix ans, soixante mille d'entre eux ont réussi à émigrer en R.F.A. Aujourd'hui, leurs visas de sortie se raréfient. Le gouvernement fédéral et l'opinion publique allemande aimeraient bien oublier ces deux millions de fantômes : l'Allemagne n'est plus revancharde, alors que l'U.R.S.S. continue de se venger des crimes du III^e Reich sur ces Russlands-deutsche, maintenus dans la situation de peuple paria. « Boches » (1) lorsqu'il s'agit de les punir, citoyens de l'U.R.S.S. à part entière lorsqu'il s'agit de marchander au plus haut prix leurs visas.

Le chancelier Helmut Schmidt, pour justifier sa modération à l'égard de l'U.R.S.S. dans les premiers jours qui ont suivi l'instauration de l'état de guerre en Pologne, a rompu le silence que le gouvernement de Bonn garde d'ordinaire sur les tractations avec Moscou au sujet du rapatriement en R.F.A. des Allemands d'U.R.S.S. Pour ne pas compromettre ce rapatriement, a dit le chancelier, il devait s'abstenir de tout éclat.

De son côté, l'opinion publique allemande fait preuve d'une surdité quasi totale à l'égard des rares informations qui franchissent le rideau mou de l'indifférence.

Qui sont donc ces Allemands oubliés ? Entre 1762 et 1823, la Russie a fait appel à cent mille colons allemands pour mettre en valeur les confins vides du Sud et du Sud-Est qu'elle venait d'ajouter à son empire. Prolifiques et travailleurs, les descendants des colons étaient passés à un million sept cent mille à la veille de la première guerre mondiale, et leurs établissements, étirés entre le Danube et la Volga, étaient les greniers à blé de l'empire. Ils avaient conservé la philosophie naïve de leurs ancêtres, issus de cette Allemagne sur laquelle n'avaient pas encore soufflé les vents de la liberté : ils étaient les sujets loyaux du souverain du jour. Dans l'empire russe, travaillé par le nationalisme, ils restaient des privilégiés. On ne cherchait pas à les russifier ni à les convertir à l'orthodoxie.

Tout changea en 1914. Des pogromes anti-allemands éclatèrent dès le mois d'août. A partir de 1915, l'état-major du tsar fit des Allemands russes (et des juifs) les responsables des défaites subies devant les armées du kaiser. La révolution de février 1917 les sauva de la déportation en Sibirie, que le gouvernement avait prévue pour avril. Les terres allemandes devaient servir de primes aux soldats russes décorés sur le front. Le gouvernement provisoire, encore plus germanophile que le précédent, suspendit les décrets anti-allemands en attendant d'avoir la force de les mettre en œuvre. Alors que tout le monde se séparait, les Allemands russes s'embarquèrent par la force des choses sur le bateau des bolcheviks.

« Besser rot als tot »

Toujours loyaux à l'égard du souverain du jour, ils levèrent plusieurs régiments qui versèrent leur sang sur tous les fronts de l'armée rouge. Si Petrograd et Moscou ne sont pas complètement morts de faim pendant la guerre civile, c'est grâce au blé des Allemands de la Volga, la seule région tenue par les rouges où il n'y avait pas eu de besoin, ou si peu, d'avoir recours à la violence pour que les paysans livrent leurs excédents de grain. Ce fut une région modèle, chouchoutée par le pouvoir. Dès l'automne 1918, ce fut le premier territoire qui re-

çut son autonomie nationale sous le nom de Commune ouvrière des Allemands de la Volga, qui devint en 1924 une république socialiste soviétique autonome : la R.S.S.A.A.V.

Première-née, et la mieux abou-tie, de la politique léniniste des nationalités, la R.S.S.A.A.V. réussit à peu près seule parmi les républiques non russes, à préserver une véritable autonomie. Elle avait su tirer profit de sa qualité de vitrine à l'usage du monde extérieur et spécialement de l'Allemagne. Il est vrai qu'elle n'avait guère eu de peine à être loyale sous la NEP lorsque le mot d'ordre boukharinien envers les paysans était le célèbre « Enrichissez-vous ! ».

Au début des années 30, on découvrit opportunément que la R.S.S.A.A.V. figurait parmi « les plus arriérées sur le plan politique ». Pour une population d'un million et demi de personnes, elle battait le record du plus petit nombre relatif d'adhérents au parti : cent cinquante-trois en 1922, trois cent soixante et onze en 1927. La liquidation des « nationalistes bourgeois » et des « koulaks » amena bientôt la république au sort commun. Malgré la répression, les Allemands, toujours loyaux, se collectivisèrent avec zèle et, semble-t-il, avec moins de faux frais qu'ailleurs. En 1937, la R.S.S.A.A.V. battait, selon la Grande Encyclopédie soviétique (édition de 1938), le record de l'U.R.S.S. avec 99,7 % de familles collectivisées et 92 % de terres ; les 8 % restants étaient occupés par vingt sovkhoses (fermes d'état). Elle détenait également le record en matière d'intensification des cultures et de mécanisation. C'était, disait la Grande Encyclopédie, le « jardin fleuri de Staline ». Plus pour longtemps.

Staline saccage son « jardin fleuri »

Remis dans les cartons en 1917, le plan élaboré par l'état-major du tsar avait attendu son heure. L'ukase du Soviet suprême du 28 août 1941, deux mois après le début de la guerre germano-soviétique, est un des sommets de la littérature politique de la période stalinienne. Ses attendus méritent d'être cités intégralement.

« Selon des informations précises dont dispose l'autorité militaire, des milliers et des milliers de saboteurs et d'espions se cachent parmi les Allemands établis sur la Volga, prêts, sur un signal venu d'Allemagne, à procéder à des actions à l'aide d'explosifs dans les régions habitées par les Allemands de la Volga. Parmi tous les Allemands de la Volga, pas un seul n'a signalé aux organes soviétiques la présence de cette quantité d'espions et de saboteurs. Il en découle que la population allemande de la Volga prête un abri aux ennemis du peuple et du pouvoir soviétique. Au cas où, sur l'ordre de l'Allemagne, les saboteurs et espions allemands viendraient à procéder à des actions sur le territoire de la République des Allemands de la Volga et dans les régions avoisinantes, le gouvernement soviétique, afin que le sang ne coule pas, se verrait contraint, confor-

La République fédérale a « racheté » à l'U.R.S.S. soixante mille « Allemands de la Volga », descendants des colons envoyés au XVIII^e siècle cultiver les terres vierges de l'empire russe. Opération discrète : ces fidèles serviteurs des pouvoirs en place n'intéressent guère l'opinion.

BASILE KARLINSKY

mément aux lois en vigueur en temps de guerre, de prendre des mesures punitives à l'encontre de toute la population allemande de la Volga.

« Afin de prévenir ces désagréments et d'éviter une considérable effusion de sang, le président du Soviet suprême a estimé indispensable de transporter toute la population allemande de la Volga dans d'autres régions où elle sera dotée de terres et bénéficiera de la sollicitude gouvernementale pour son installation ». Etc.

On devine ce que fut cette sollicitude. Les hommes déjà mobilisés continuèrent à se battre sur le front, alors que la population, membres du gouvernement de la R.S.S.A.A.V. et du parti inclus, fut déportée en Asie centrale ou dans le Grand Nord. En automne 1942, hommes et femmes valides de quinze à soixante ans furent versés dans l'armée du travail dans des conditions qui différaient de peine de celles des camps de concentration. Dès le mois d'août, bien qu'elle ne soit pas mentionnée dans l'ukase, la population des quatre districts autonomes allemands d'Ukraine et du Caucase (déjà liquidés juridiquement en 1938) rejoignit celle de la R.S.S.A.A.V. en déportation.

Quel a été le coût en vies humaines ?

L'U.R.S.S. a retrouvé sa population de 1941 au bout de treize ans, alors qu'au bout de quarante et un ans celle des Allemands soviétiques n'est pas entièrement reconstituée.

L'armée du travail ne fut démobilisée qu'en 1948, en même temps qu'un décret stipulait que les Allemands étaient « déportés pour l'éternité ». Les familles eurent l'autorisation de se réunir, celles du moins qui savaient, par miracle, où vivaient leurs proches qui avaient survécu (pendant la durée de la guerre la correspondance avait été interdite). Mais dès 1944 les Allemands avaient obtenu le droit de reconstituer des cellules du parti. (Il y a quand même eu des amateurs...)

« Trop bons »

A la suite de l'établissement des relations diplomatiques avec la R.F.A. et du voyage à Moscou du chancelier Adenauer en 1955, le statut « spécial » des déportés allemands fut aligné sur le statut « ordinaire », mais ils durent signer une renonciation à leur retour dans leurs régions d'origine et au dédommagement pour la perte de leurs biens.

L'adresse de la nouvelle ambassade de la R.F.A. à Moscou avait été tenue secrète à la population, mais très vite deux cent

mille demandes de rapatriement affluèrent. Ce fut la première manifestation de la reconstitution par les Allemands d'un embryon de vie nationale sous la forme d'un réseau occulte d'information. Les autorités — c'était la meilleure époque du libéralisme khrouchtchevien — préférèrent encadrer le mouvement plutôt que de le laisser se développer dans la clandestinité. Deux journaux en allemand, aux noms idylliques de *Neues Leben* et *Freundschaft*, firent leur apparition. La correspondance avec les parents vivant en R.F.A. fut autorisée. Quelques écoles allemandes furent ouvertes au Kazakhstan, un orchestre fut autorisé et une église luthérienne ouverte à Tselinograd. Les catholiques et les mennonites purent constituer des communautés de prières.

Un ukase du Soviet suprême du 29 août 1964 modifia (sans toutefois l'abolir) celui du 28 août 1941. Il reconnaissait que « les événements ultérieurs ont montré que ces inculpations collectives (celles de 1941) étaient dénuées de fondement et relevaient de l'arbitraire lié au culte de la personnalité de Staline ». Mais il ajoutait aussitôt : « Grâce à l'aide généreuse du parti et du gouvernement, la population allemande s'est solidement enracinée dans ses nouveaux foyers et jouit de tous les droits du citoyen soviétique ». Bref, les Allemands devaient rester là où on les avait déportés pour des crimes qu'ils n'avaient pas commis. La réhabilitation ne concernait pas la « nation » allemande, qui restait abolie, mais uniquement la « population ».

L'ukase de 1964 ne fut publié que dans le *Journal officiel*, que personne ne lit. Les Allemands d'U.R.S.S. apprirent qu'ils étaient réhabilités en lisant le journal est-allemand *Neues Deutschland*. Pleins d'espoir, les Allemands du Kazakhstan envoyèrent, en 1965, au Kremlin une délégation de communistes et de médaillés du travail, porteurs d'une pétition demandant de reconstituer la R.S.S.A.A.V. « Les Allemands sont de trop bons travailleurs pour que l'agriculture du Kazakhstan puisse se passer d'eux », répondit Anastase Mikoyan, chef de l'Etat à l'époque. Et il refusa de faire publier l'ukase dans la grande presse.

Ersatz

Les Allemands d'U.R.S.S. ne sont pas seulement des travailleurs loyaux et zélés. Ils remplissent une autre fonction où ils sont irremplaçables : celle de victime expiatoire donnée en pâture au sentiment anti-colonialiste des peuples d'Asie centrale soumis à Moscou. En effet, rien ne ressemble autant à un Russe qu'un Allemand soviétique, mais ce dernier est un « fasciste », un « boche » qui doit supporter les brimades en silence. Ersatz sans défense des Russes, c'est sur eux que les nationalistes locaux se dédomment.

La lutte des Allemands pour le retour en R.F.A. a commencé avec un certain retard par rapport à celle des juifs, mais aujourd'hui il ne se passe pas de mois sans pétitions, manifestations, grèves de la faim et, bien

entendu, arrestations. Actuellement, le nombre connu de détenus allemands est d'une trentaine. En dix ans de lutte, soixante mille Allemands d'U.R.S.S. ont réussi à émigrer. Près de cent mille dossiers sont en attente. Après un maximum de neuf mille six cents visas, atteint en 1976, leur nombre ne cesse de décroître et est descendu à trois cent mille sept cents l'année dernière, alors même que Moscou ne peut que se féliciter de l'évolution politique de la R.F.A.

Il est possible que l'U.R.S.S. veuille faire monter les enchères, mais une autre hypothèse paraît plus probable. L'impact du rapatriement des Allemands d'U.R.S.S. est quasiment nul sur l'opinion publique allemande de l'Ouest. (Pour la R.D.A., le problème n'existe pas.) Aucune grande force politique ne s'est jamais mobilisée sur le rapatriement des Allemands d'U.R.S.S. Selon l'amicale des rapatriés

(Landsmannschaft der Deutschen aus Russland, Stuttgart), l'opinion moyenne serait indifférente, voire hostile ; pourquoi, en effet, importer de nouveaux « étrangers » alors que la R.F.A. cherche à se débarrasser des chômeurs turcs et autres yougoslaves ?

L'opposition C.D.U.-C.S.U. a timidement pris date en publiant un Livre blanc. Au Bundestag, elle sait à l'occasion mener la vie dure au gouvernement sur cette question, mais elle se garde bien de mobiliser son électoral.

En aurait-elle la volonté que la coalition S.D.P.-F.D.P. au pouvoir n'aurait pas les moyens politiques d'engager une épreuve de force avec l'U.R.S.S. sur la question des Russlands-deutsche.

Quant au Kremlin, il n'a pas l'habitude de jouer les pères Noël.

(1) Le terme « boche », repris du français, est utilisé en U.R.S.S.

REFLETS DU MONDE

BAKINSKI RABOTCHI

Morts pour des pull-overs et des chemises

Le directeur d'une usine textile d'Azerbaïdjan (Caucase) et l'un de ses employés ont été condamnés à mort pour avoir détourné à leur profit une part considérable de la production, rapporte le quotidien d'Azerbaïdjan *Bakinski Rabotchi*.

Le directeur, Sultan Abbasov, faisait confectionner dans l'atelier de M. Nadir Amir, condamné lui aussi à la peine capitale, des chemises et des pull-overs pour adultes, alors qu'en principe leur usine était

spécialisée dans la production de pantalons pour enfants. Grâce à un réseau d'une trentaine de personnes, la production pirate, qui ne figurait évidemment pas dans les comptes de l'usine, était distribuée à divers magasins de la République d'Azerbaïdjan. En un an et demi, cette activité illégale a rapporté à M. Abbasov et à son complice la somme fabuleuse de 1,3 million de roubles (10 millions de francs au cours officiel).

WASHINGTON POST

Une déception pour le F.B.I...

Selon le *Washington Post*, « le F.B.I. avait cru faire une bonne affaire lorsque la femme d'un agent du K.G.B., stationné aux Etats-Unis, était venue se mettre sous sa protection avec sa fille de 5 ans le 25 septembre dernier. Elle se plaignait que son mari, Georges Mamedov, buvait trop, et la battait ensuite à chaque fois. Le F.B.I. l'installa dans une résidence tenue secrète à 40 km

de Washington (...). Mais douze jours plus tard, Mme Mamedova accepta de rencontrer des officiers soviétiques et accepta de rentrer en U.R.S.S. où elle fut réexpédiée aussitôt, comme son mari l'avait été après sa défection ».

Le *Washington Post* n'a pu obtenir une confirmation officielle de cette affaire.

STUTTGARTER ZEITUNG

La peur du qu'en-dira-t-on

La peur du qu'en-dira-t-on ou une fierté mal placée font que 48 % des ayants droit à l'aide sociale renoncent à ce supplément de revenus, à cette assistance financière de l'Etat (...) ouest-allemand. Selon le *Stuttgarter Zeitung*, « Autrefois, on parlait de l'Armenpflege (aide aux indigents), puis plus tard de la Fürsorge (assistance). Mais l'impression prévalait toujours que les bénéficiaires de ces secours devaient au fond en rougir, parce qu'ils demandaient la charité. Ces temps sont révolus. Aujourd'hui, nous avons une moderne législation sur l'aide sociale (Sozialhilfe). Dans le besoin, personne n'est réduit à vivre d'aumône... »

« Mais les temps où l'on avait honte de recevoir une assistance de la part de l'Etat ne sont nullement « révolus ». Une étude effectuée pour le compte du ministère fédéral de la famille sur la zone d'ombre statistique de la pauvreté (« Dunkelziffer der Armut ») montre que près de la moitié des ayants droit renoncent à ce soutien. Raison principale de cette renonciation : la peur de passer pour un mendiant.

« Ce sont surtout les personnes âgées qui affirment : « Je ne veux pas de cadeau de l'Etat » ou bien : « L'aide so-

ciale, c'est l'aumône » ; ou à l'air de mendiants ». Autre raison de l'attitude réticente : les ayants droit ont peur de voir leurs parents proches être obligés de subvenir à leurs besoins. Cette opinion est toutefois moins marquée chez les ayants droit plus jeunes.

« Selon l'étude de l'institut de Cologne, la renonciation à l'aide sociale est aussi motivée en grande partie par la « peur de la stigmatisation, de la discrimination par l'environnement social ». Près des deux tiers des ayants droit légaux ont déclaré que, pour le cas où ils solliciteraient réellement les allocations, ils ne voudraient pas que les parents, voisins et amis le sachent. Plus de la moitié des ayants droit affirment que les bénéficiaires de l'aide sociale sont « regardés de travers ». A tout cela s'ajoutent le désarroi et l'impuissance souvent ressentis par les ayants droit à l'idée de s'adresser à l'administration et d'aller de bureau en bureau pour leur demande (...). Les ménages ayant droit à l'aide sociale mais ne la sollicitant pas se trouvent le plus souvent dans des communes de moins de 5 000 habitants. Près de 60 % des interrogés n'avaient pas de formation professionnelle particulière. »

LIBRAIRIE INFORMATIQUE LA NACELLE

Electronique
Automatisme
Microprocesseur
Tous ouvrages
français et étrangers
2, rue Campagne-Première
75014 Paris. Tél. 322-58-46

Vous vous interrogez sur l'avenir de notre société et de notre civilisation ?

3 millénaire
EST VOTRE REVUE

en vente dans les kiosques : 25 F
et chez l'éditeur :
15, rue de Musset, 75016 Paris.

ITALIE

La Camorra napolitaine fait main basse sur le pouvoir

A Naples, le crime organisé est devenu une institution parallèle qui comble le vide laissé par un État débordé.

PHILIPPE PONS

Un tribunal ? Une cour des miracles, oui. Quelques heures au palais Capuano, ancienne résidence royale des Aragonais aujourd'hui palais de justice de Naples, confirment les propos amers de ce jeune magistrat. Au cours des audiences, les accusés insultent magistrats et avocats, les menacent, bavardent avec le public et, sous la surveillance opportuniste flottante des carabinieri, se font passer messages et épaisses liasses de billets par des parents. Des réquisitoires flétrissant la plaidoirie. Tout témoigne de l'impuissance de l'État face à une Camorra (Mafia napolitaine) qui tend à devenir un véritable « holding » du crime, investissant les institutions et contrôlant les mécanismes économiques et politiques de toute une région.

En février, dans la chambre de sûreté du tribunal, un inculpé tuait à coups de pistolet un membre d'une bande rivale et en blessait grièvement un autre. Le lendemain, un carabinier chargé d'escorter les détenus était assassiné devant chez lui : c'était, semble-t-il, le complice du meurtrier. Ce n'est là qu'un épisode d'une guerre des gangs sans merci, digne des années de la prohibition aux États-Unis, qui ravage la région de Naples et de

Salerno. Elle a déjà fait soixante-dix-huit morts entre le 1^{er} janvier et le 15 mars. « Un mort et une main par jour », plaisante un inspecteur de la brigade mobile. Pas moins de huit en la seule journée du lundi 15 mars, dont tous les membres mâles d'une même famille. La guerre entre la « nouvelle Camorra organisée » et les clans rivaux unis contre elle en une sorte de syndicat du crime baptisé « la Nouvelle Famille », qui a fait l'année passée deux cent soixante-cinq morts, a pour enjeu le contrôle des régions de Naples et Salerno. Non seulement des trafics qui y fleurissent (extorsions, racket, armes, drogue), mais aussi d'une bonne partie des activités économiques. Le conflit est aggravé par la lutte autour des milliards de lires destinés à la reconstruction, à la suite du séisme de novembre 1980. Le chef de la Nouvelle Camorra organisée s'appelle Raffaele Cutolo.

« Il Professore » d'Ottaviano

« Le Christ, qui selon moi était un grand homme, a dit : « Si on te donne une gifle, tends l'autre joue. » J'ajouterais : après, tire. » C'est là un aphorisme « extrait du recueil de poèmes et de pensées de celui qu'on nomme « Il Professore ». Livre mis au pilon pour apologie du crime, mais qu'on trouve encore dans certaines maisons d'Ottaviano, petit pays blotti au pied

du Vésuve, dont est originaire l'auteur. Avec ses lunettes à fine monture, ses complets impeccables, ses sourires aux photographes et son air posé, Raffaele Cutolo n'a rien, physiquement, d'un « manager du crime ». Une intelligence froide, une absence totale de scrupules et un cynisme impitoyable (ne dédie-t-il pas des poèmes à l'enfant dont ses hommes ont tué le père et la mère ?) ont fait de « Don Raffaele » — qui, à trente-huit ans, après une enfance dans les jambes du curé de son village, a déjà passé la moitié de sa vie en prison — le plus féroce et le plus redouté des chefs de la Camorra. Il a fait revivre des rites de la vieille Camorra, nom qui comme la Mafia sicilienne ou la N'Drangheta calabrese évoque toute une tradition de banditisme. Mais ce qu'on nomme aujourd'hui Camorra n'a plus grand-chose à voir avec cette « Honorable Société » née en Espagne au quinzième siècle, sur le modèle des ordres monastiques, et qui se développait dans la Naples des Bourbons au dix-huitième : le vice-roi et l'Église s'en servaient comme alliés dans leur lutte contre les libéraux et comme seconde police, contrôlant la criminalité anarchique de la plèbe désœuvrée des quartiers. Avec ses rites, son code d'honneur, ses tribunaux (la Gran Mamma), la Camorra était un État dans l'État. Si le camorriste légendaire, le voleur noble, protecteur des pauvres, le Guappo vivant d'expédients,

mais *uomo di rispetto*, ne tuant qu'en cas d'extrême nécessité, existe encore dans le théâtre populaire napolitain, on ne le trouve plus dans les rues.

Au lendemain de la guerre, la vieille Camorra avait déjà fait place à une criminalité organisée plus froide, moins romantique. Mais après de dures luttes entre Siciliens, Calabrais et Marseillais, un équilibre s'était établi entre la contrebande de cigarettes (la municipalité fermait un œil), dit-on, car le trafic aidait à vivre une centaine de milliers de personnes), les rackets et l'extorsion : l'illécite faisait bon ménage avec le licite. Deux facteurs ont bouleversé cet équilibre : la drogue et le phénomène Cutolo.

Le trafic des stupéfiants existe à Naples depuis les années 60, mais c'est au cours de la décennie écoulée que la ville est devenue un haut lieu de passage pour la drogue en provenance du Proche-Orient et de Sicile. Du broilage (la drogue arrivait dans les valises ficelées des émigrants siciliens), on est vite passé à un système beaucoup plus complexe en contact étroit avec les États-Unis. La drogue a bousculé les anciens équilibres entre clans.

La drogue et Don Raffaele

Puis est arrivé Don Raffaele. En février 1978, lorsqu'il s'évade d'un asile psychiatrique où l'avaient fait volontairement interner ses avocats, ce n'est qu'un petit chef de bande, condamné pour un meurtre accompli à dix-huit ans. En quelques mois, la police s'apercevra que, en fait, il a mis sur pied une « organisation criminelle de masse », qu'il va renforcer jusqu'à sa nouvelle arrestation, en mai 1979. Avec l'apparition de la Nouvelle Camorra organisée, le nombre des homicides va plus que doubler : de soixante-deux en 1978, il passe à cent quarante-huit en 1980.

La grande force de Don Raffaele se situe paradoxalement dans les prisons. C'est là qu'il recrute, c'est là qu'il gère son « holding » du crime. Des arrestations à Salerno au milieu de mars ont confirmé l'existence d'une organisation parfaitement structurée, hiérarchisée — « de type militaire », précise le colonel de carabinieri, — disposant de chefs de zone dans toute la région et de ramifications avec la Mafia calabraise et les gangs milanais. L'organisation a son rituel, mais aussi tout un système de chiffreage des messages entrant et sortant de prison. Depuis l'arrestation de Don Raffaele, c'est sa sœur Rosetta qui agit en tant que « consul », faisant appliquer les directives de son frère. L'habileté du « professeur » a été d'organiser toute une petite délinquance urbaine, occasionnelle, souvent juvénile. Dès qu'un petit délinquant entre en prison, il doit choisir : être avec ou contre Cutolo (à Poggioreale, la grande prison de Naples, on ne compte pas moins de quatre cents détenus cutoliens).

Entrer dans la Nouvelle Camorra organisée, c'est bénéficier immédiatement d'une assistance légale et élargir au fond de solidarité des détenus que l'organisation destine à leurs familles. A la sortie, cela signifie avoir un « travail ». L'organisation compte, selon la police, trois mille « réguliers », âgés pour la plupart de dix-huit à vingt-cinq ans. En fait, elle « tient » sans doute trente mille personnes dans ce « cratère du crime » qu'est la bande périphérique de Naples, confinant à Caserte et s'étendant sur le littoral jusqu'à Salerno.

Une nuit, dans une des voitures de la brigade mobile sillonnant cette zone où, entre usines, dépôts de ferraille et ateliers, se succèdent les casernes d'habitation, fruits de la spéculation, suffit à faire comprendre que c'est là une pépinière pour Don Raffaele : sous-prolétariat, chômage, travail des enfants, délinquance juvénile, la population de ces banlieues a, en outre, été grossie par tous ceux qui ont quitté les quartiers après le séisme, rompant avec cette économie du « vicolo » (la ruelle) faite de débrouillardise, communautaire et autoréglementée.

L'escalade

La situation des prisons est, en outre, favorable à Don Raffaele : le surpeuplement de Poggioreale (deux mille détenus, alors que la prison est faite pour huit cents) conduit les gardiens à fermer les yeux sur l'ordre — qu'y fait régner la Camorra. D'où cette réflexion désabusée du directeur : « Il n'y a que des canons qui n'entrent pas à Poggioreale : simplement parce que les portes sont trop étroites... (1) »

L'appétit de Don Raffaele et sa tentaculaire organisation ont provoqué un « aggiornamento » des autres clans camorristes : ils ont commencé à voir grand, mais aussi à se défendre. La Camorra d'après guerre a eu son « parain » en la personne d'O' Mammone (Antonio Spavone), blessé au visage par des hommes de Cutolo chargés de le tuer. Mais il avait toujours respecté territoires et répartition des trafics. Aussi les quatre grands clans camorristes (les Giuliano en tête, repliés dans leur forteresse qu'est le quartier de Forcella à Naples) se sont-ils unis contre Cutolo. Et ce fut une guerre en règle. Avec ses épisodes tragico-comiques, comme l'arrestation d'O' Calife au milieu de ses trente femmes (épouse, maîtresses et filles), la sortie de Pupetta Maresca lançant un avertissement à Cutolo (Pupetta la dure, qui vengea à seize ans le meurtre de son mari), ou franchement atroces comme l'empalement sur un balai, dans la prison de Poggioreale, d'un anti-cutolien, suivi du meurtre et de la mutilation féroce de son assassin, sans compter les innombrables disparus dont les corps ont été coulés dans du ciment...

L'issue de cette escalade du crime ? « Il y aura un vainqueur, mais on peut être sûr d'une chose : ce ne sera pas l'État », dit un haut fonctionnaire de la police. Au-delà du côté « spectaculaire » de la guerre des gangs napolitains, se pose un problème social et politique : celui d'une ville et d'une région qui en elles-mêmes ne sont ni plus dangereuses ni plus criminelles que d'autres, mais dont les autorités semblent avoir perdu le contrôle. La répression — outre le fait qu'elle alimente les prisons où Cutolo recrute — n'est qu'un palliatif.

Si la Camorra a pu prendre une telle importance, c'est en raison de la démission du pouvoir étatique — d'où un abaissement du seuil de refus de la criminalité de la part d'une population contrainte à la vie quotidienne, — dont les institutions défaillasses sont peu à peu supplées par le système de pouvoir des organisations criminelles.

Du « *panino ripieno* » — petit pain fourré, — euphémisme désignant la dime exigée autrefois du camorriste, on est passé désormais à la campagne d'affiches

proposant une protection, et on assiste à une mainmise par de véritables industries du crime sur des secteurs entiers de l'économie avec, ce qui est nouveau, un détournement systématique des fonds publics. Il ne s'agit plus seulement de recycler l'argent « sale » dans des opérations licites mais, bel et bien, de gérer l'économie de la région. Dans l'industrie de la conserve de tomate, la Camorra a réussi, en gonflant le nombre des employés des entreprises, non seulement à détourner la subvention accordée par la C.E.E. mais encore à faire verser des indemnités de chômage ou de maladie à des gens qui n'ont jamais été embauchés.

Les scandales de ce type sont légion. Aujourd'hui, la Camorra prend position pour s'assurer une bonne partie de la manne (5 000 milliards de lires) destinée à la reconstruction. La municipalité a interdit la sous-traitance des travaux — une des méthodes des camorristes pour s'approprier des fonds, — mais ceux-ci ont bien d'autres moyens d'action, à commencer par la menace sur les entrepreneurs.

Une institution parallèle

L'industrie du crime devient une sorte de mécanisme parasitaire de redistribution du revenu. En faisant bénéficier illégalement des assurances sociales des personnes qui, au demeurant, en ont besoin, en fournissant du travail ou des logements, la Camorra s'est assurée un consensus dans la population la plus défavorisée : « Son action est illécite, criminelle, mais du moins efficace, alors qu'avec l'administration on n'arrive à rien », dit-on dans la périphérie de Naples. Et c'est par centaines que Raffaele Cutolo reçoit des lettres lui demandant d'intervenir pour l'obtention d'un logement, d'un travail ou d'un rein artificiel. La Camorra est ainsi de moins en moins une organisation marginale vivant accrochée à la société, et devient un véritable système de gestion sociale et de pouvoir.

Sur le plan politique, elle n'est plus un rouage du système de clientélisme de la démocratie chrétienne mais un pouvoir indépendant présentant ses propres candidats aux élections locales. Bénéficiant en outre de complicités au plus haut niveau (au ministère de la justice a récemment été arrêté un fonctionnaire chargé de l'affectation des détenus, problème qui intéresse Cutolo au premier chef), elle serait aussi intervenue entre la démocratie chrétienne et les terroristes lors de l'enlèvement par les Brigades rouges de l'assesseur régional, M. Cirillo, le 27 avril 1981.

Y a-t-il eu une véritable alliance avec les Brigades rouges ? Il est certain que dans les prisons existe entre terroristes et camorristes un pacte tacite de non-agression. En outre, l'alle dit « mouvementiste » des B.R. s'intéresse, comme Cutolo, à ces « nouveaux sujets sociaux », à la « contre-société » des prisons. Enfin, il paraît improbable que l'on puisse agir sur le territoire de la Camorra, comme l'ont fait les B.R. en enlevant M. Cirillo, sans l'accord de celle-ci.

Depuis le 15 mars, le gouvernement a décidé, comme aux États-Unis autrefois, de lutter contre la pègre napolitaine en utilisant l'arme du fisc : trois mille personnes sont sur les listes d'enquête de la garde des finances. Mais la plus grande difficulté que rencontrent les autorités, c'est de vaincre la complicité que la Camorra s'est acquise parmi les catégories les plus défavorisées, par la peur ou l'assistance.

(1) Voir « Des prisons où l'on s'entre-tue », Le Monde Dimanche du 3 janvier 1982.

Aux quatre coins de France

Santé

GELÉE ROYALE PURE et POLLEN « MUSCLA »

Demandez donc mon tarif gratuit LA PELLEGRINE HENRI Ferme de Champegaud 23000 GUERET

Produits régionaux

Pour vos Fêtes de Pâques, comme pour toutes les autres, pensez... au

FOIE GRAS DU GERS, qu'il soit

Mi-cuit, frais en terrine ou en conserve :

Jean-Marie BELLET dans sa

« MAISON DE CADEILLAN »

32220 LOMBEZ, GERS. (62) 62-43-51

les prépare 100 % artisanalement, ainsi que de nombreuses autres spécialités. Catalogue GRATUIT sur demande. Spécialiste de la vente par correspondance.

Vins et alcools

LISTRAC

Vente directe France et étranger. Tarif sur demande. CAVÉ DE VINIFICATION DES GRANDS VINS. T. : (56) 58-23-19 — 33480 Listrac-Médoc.

GRAND VIN DE BORDEAUX Appellation origine contrôlée Fronsac Châteaux les Trois Croix Guillou Kérédan — Viticulteur 33126 Fronsac. Tél. : 84-32-09

Grands vins de BOURGOGNE GIVRY rouge 1980, médaille d'or au concours des vins de France. Dir. propr. récolt. Tarif sur demande. Gérard Parize, Poncey, 71640 GIVRY. Tél. : (85) 44-36-50.

MERCUREY vente directe propriété 12 boul. 1980, 327 T.L.C. franco dom. Tarif sur demande. Tél. : (85) 47-13-94 Modria, viticulteur, 71560 Mercurey

GRANDS VINS D'ANJOU Saumur — Cressant de Loire Haurat, 49540 Marigné

VINS DE BORDEAUX rouge, blanc, Sainte-Croix-du-Mont Ch. Marcellin-Laffitte, 33 — GABARNAC.

GRAND VIN DE BORDEAUX

Chateau de Mauves

Appellation contrôlée Graves

Bernard BOUCHE — Propriétaire — 33720 PODENSAC — Tél. (56) 27-17-05.

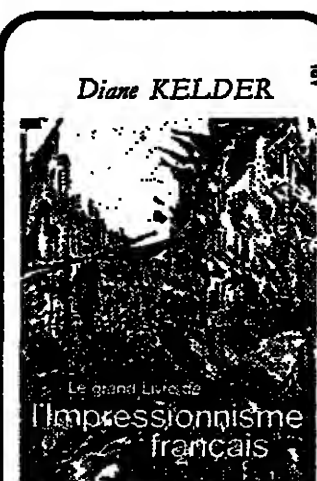
GRAVES ROUGE 1979

Médaille d'argent Concours régional agricole d'Aquitaine.

Prix rendu franco domicile en carton de 12 bouteilles (la bou. T.T.C.) :
12 bouteilles 18,60 F
24 bouteilles 36,20 F
36 bouteilles 54,30 F
48 bouteilles 72,40 F

Règlement par chèque bancaire ou postal : C.C.P. n° 2539 52 D Bordeaux

TOUS MILLÉSIMES ANTERIEURS ÉPUISÉS



le grand livre de l'impressionnisme français

Introduction de François DAULTE

Pour la première fois, voici reproduites en couleurs, souvent grandeur nature, les œuvres maîtresses de Manet, Monet, Renoir, Degas, Pissarro, Sisley, Morisot, Cézanne, Gauguin, Seurat et leurs amis. Historienne d'art de réputation internationale, Diane Kelder renoue avec l'histoire de l'art, de précision, l'histoire du mouvement impressionniste en s'aidant des témoignages des contemporains et des lettres des peintres eux-mêmes.

Un ouvrage monumental de 448 pages, au format 39 x 31 cm, relié en pleine toile et présenté sous jaquette glacée en couleurs. Illustré de 246 planches en couleurs pleine page, dont plusieurs en double page et 196 reproductions documentaires en noir et blanc. Liste des illustrations, notes, bibliographie, index.

LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS

3, place de l'Odéon 75006 Paris — 033-18-18

Chez nous, chaque cours est un cas particulier

En parlant avec vous, nous trouverons ensemble la meilleure formule pour vous enseigner la matière de votre choix :

- LANGUES VIVANTES (Anglais, Allemand, Espagnol, américain, grec, italien, portugais et français pour étrangers)
- SECRETARIAT (dactylo, sténo, télé, traitement de textes)

Horaires à la carte ; toute l'année de 9h à 20h

cours audiovisuel lafayette (cours privés)

36 bis, Bd Haussmann 75009 Paris (770.99.50)
8, place des Jacobins 69002 Lyon (42.75.77)

X

Les embûches de la procédure

Le 14 novembre 1980, et le 15 décembre 1980, la Commission de la Constitution a été saisie de deux recours en annulation de la loi n° 80-1067 du 22 décembre 1980 relative à la procédure pénale. Ces deux recours ont été déposés par le même avocat, M. Jean-Louis Baudouin, ancien conseiller juridique du ministre de la Justice, et par le même avocat, M. Jean-Louis Baudouin, ancien conseiller juridique du ministre de la Justice, et par le même avocat, M. Jean-Louis Baudouin, ancien conseiller juridique du ministre de la Justice.

Trente ans d'atomisme

Le 14 novembre 1980, et le 15 décembre 1980, la Commission de la Constitution a été saisie de deux recours en annulation de la loi n° 80-1067 du 22 décembre 1980 relative à la procédure pénale. Ces deux recours ont été déposés par le même avocat, M. Jean-Louis Baudouin, ancien conseiller juridique du ministre de la Justice, et par le même avocat, M. Jean-Louis Baudouin, ancien conseiller juridique du ministre de la Justice, et par le même avocat, M. Jean-Louis Baudouin, ancien conseiller juridique du ministre de la Justice.

DOSSIER

La Cour européenne des droits de l'homme

La France n'a reconnu qu'en octobre 1981 le droit de recours individuel prévu par la Convention européenne des droits de l'homme, signée à Rome en novembre 1950. Tout citoyen peut désormais s'adresser à la Commission de Strasbourg s'il s'estime lésé dans son pays au regard de cette convention.

MICHEL GUERRIN

« Pour éviter le renouvellement des dictatures », selon l'expression de Pierre-Henri Teitgen, qui y représente la France, la Cour européenne des droits de l'homme, créée en 1958, à Strasbourg, au respect des libertés sur le Vieux Continent en s'appuyant sur un catalogue de principes fondamentaux que les États se sont engagés à respecter (1). A ce jour, vingt membres du Conseil de l'Europe dont la France, ont ratifié la Convention européenne des droits de l'homme signée à Rome le 4 novembre 1950 et entrée en vigueur le 3 novembre 1953 (2).

Plus que le contenu, c'est le mécanisme de protection des libertés qui est original, avec le fameux article 25 autorisant tout individu qui s'estime victime de la violation de la convention par son pays à saisir la Commission de Strasbourg, premier stade de la procédure avant que l'affaire soit jugée par la Cour.

« Aucun État n'est à l'abri d'une défaillance », reconnaît André Chanderagor, ministre des affaires européennes. Ce fut le cas de la Grèce des colonels, qui préféra se retirer provisoirement de l'organisation en 1969 plutôt que de se voir publiquement condamner par les juges. Mais si les défaillances sont le plus souvent anodines, elles constituent un révélateur intéressant sur l'état des libertés dans les pays européens.

La Commission a d'ailleurs répertorié les principales causes de violation : « La Convention n'est pas violée volontairement ni avec préméditation, mais il lui arrive de l'être, grosso modo, de trois façons : soit par inadvertance du gouvernement dans des cas individuels, soit en raison d'une législation dépassée remontant parfois au dix-neuvième siècle, soit enfin par suite d'une interprétation de la Convention différente de celle de la Cour. » Exemple révélateur : le 25 février dernier, la Cour a examiné la requête de deux femmes qui avaient dénoncé des châtiments corporels coutumiers dans les écoles cosaïsses. Si les juges ont estimé que trois coups de lanterne de cuir ne constituaient pas de la torture, ils ont aussi considéré que ces femmes ont aussi le droit de ne pas vouloir pour leurs enfants, et cela en application de l'article 2 du premier protocole additionnel à la convention : « Nul ne peut se voir refuser le droit à l'instruction. L'État respectera le droit des parents d'assurer cette éducation et cet enseignement conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques. »

Dans le même sens, le ministre français de la justice, Robert Badinter, a affirmé le 28 janvier dernier que « certaines prisons françaises sont dans un état au-dessous des normes de la Convention européenne des droits de l'homme. » La France pourrait être condamnée pour ces établissements carcéraux », a-t-il dit.

Liberté d'expression

Trois jours par mois, les juges, vêtus de leur robe noire frappée des douze étoiles de la Cour, se réunissent en audience publique, au Palais européen des droits de l'homme à Strasbourg. Trois catégories de juristes figurent dans cet aréopage : des avocats, des professeurs de droit et des magistrats des plus hautes juridictions de leur pays. Si sur certains dossiers, d'ordre familial ou moral par exemple, les pays nordiques n'ont pas la même approche que les pays latins, les origines nationales des juges n'ont pas d'influence sur leurs décisions : il leur arrive souvent de condamner leur État. Les deux juges français, MM. René Cassin et Pierre-Henri Teitgen, n'ont pas connu ce dilemme puisqu'ils ont été élus à la Cour, en 1959, la France ne pouvant être jugée sur plainte d'un de ses ressortissants.

Trente-sept affaires seulement en vingt-deux ans d'activité sont arrivées sur les bureaux de la Cour. C'est la conséquence du redoutable filtre que constitue la commission. Celles qui ont été jugées sont néanmoins dignes d'intérêt et forment un bon exemple de ce que peut le gouvernement français. La Cour a ainsi dénoncé en 1978 les châtiments corporels infligés aux enfants du sexe masculin de l'île de Man, rattachée au Royaume-Uni. Plusieurs arrêts dénoncent les lenteurs de la procédure judiciaire, en application de l'article 6 de la convention, qui stipule que « toute personne a droit à être jugée dans un délai raisonnable ». On peut citer le cas de cet Autrichien détenu vingt-huit mois sans jugement et à qui la Cour alloua pour cette raison l'équivalent de 45 000 francs actuels.

Les juges tiennent aussi à défendre la liberté d'expression. Le journal anglais *Sunday Times* s'était vu interdire en 1972 la publication d'un article sur les enfants victimes de la Thalidomide. La Cour a donné raison au journal et lui a accordé 22 000 livres d'in-

demnité. La Cour n'a pas non plus hésité à condamner les atteintes à la liberté dans l'armée. Elle s'en est prise, en 1976, au régime de discipline militaire néerlandais et plus précisément au principe des arrêts de rigueur et aux juridictions spéciales.

On peut citer enfin la condamnation du Royaume-Uni à la suite d'une plainte de trois ouvriers des chemins de fer licenciés parce qu'ils refusaient, en application d'un accord de « closed shop », leur affiliation obligatoire à un syndicat.

Le contenu de la convention est vague. Les dix-neuf droits de l'homme qu'elle garantit ont besoin d'être interprétés par les juges. Certains regrettent que la Cour n'ait pas fait une application plus large de la convention et constatent que certaines requêtes dignes d'intérêt n'ont pas abouti.

Torture

L'affaire irlandaise est certainement celle qui a le plus contribué à faire connaître la Cour. Appliquant l'article 3 de la convention

qui dispose que « nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants », la Cour décida que les cinq « techniques » d'interrogatoire (utilisation du bruit, de lumières brillantes jour et nuit, de caoutchouc, diète prolongée et station debout pendant de longues périodes) « constituaient des traitements dégradants mais non pas une torture, vu qu'elles n'avaient pas causé des souffrances de l'intensité et de la cruauté particulières impliquées par le mot torture ». Cette étonnante distinction a laissé perplexe le gouvernement irlandais de Dublin, même si, entre-temps, le gouvernement conservateur M. Edward Heath avait renoncé à ces pratiques.

Il faut aussi mentionner la surprenante affaire du *Petit Livre rouge* à l'usage des écoliers. M. Handyside, propriétaire d'une maison d'édition à Londres, prévoyait de publier en langue anglaise le *Petit Livre rouge* pour les enfants à partir de douze ans, ouvrage traduit de l'original en danois. Avant même la publication, l'éditeur a été condamné par les tribunaux anglais en application des lois sur les publications obscènes, car le livre visait « dans son ensemble à corrompre et à dépraver une partie importante des enfants susceptibles de le lire ». Cette atteinte à la liberté d'expression a montré les limites de la Cour puisque les juges ont déclaré qu'ils ne pouvaient définir « une notion européenne uniforme de la morale ». Ce qui ne les a pas empêchés d'ajouter que certains passages du livre pouvaient être interprétés par des jeunes traversant une phase critique de leur développement comme un encouragement à se livrer à des expériences précoces et nuisibles pour eux.

Pierre-Henri Teitgen explique ainsi l'attitude pondérée de la Cour : « Il faut bien considérer qu'il s'agit, en l'espèce, de juger des États puissants et souverains, voire de les condamner. Il faut donc des preuves indiscutables et importantes. » A la création de la Cour, en 1959, seuls deux États avaient reconnu l'indispensable recours individuel. Les juges ont dû pondérer leurs décisions pour inciter les autres pays à reconnaître ce droit. A ce jour, quinze États l'ont fait.

Il ne faut pas croire que la condamnation d'un État se limite au versement par ce dernier d'une indemnité à la victime. Dans un second temps, le pays mis en cause devra modifier voire abroger la disposition contraire aux droits fondamentaux. Par exemple la lé-

gislation néerlandaise interdisait à un malade interné en hôpital psychiatrique de demander sa mise en liberté devant un tribunal indépendant. Une personne a attendu quatre années pour voir son bon droit reconnu par les juges de Strasbourg et, par la suite, les Pays-Bas ont dû modifier leur législation en la matière. Cette obligation relative d'ailleurs fortement le problème de la lenteur de la procédure devant la Commission et la Cour, (jusqu'à sept ans).

Cette application généralisée des décisions de la Cour a permis à certains États d'adapter leur législation à l'évolution des mœurs. Des requêtes concernant les discriminations dont sont victimes les homosexuels aboutissent maintenant sur les bureaux de la Cour. D'autre part, une loi belge opérait une distinction entre enfants naturels et enfants légitimes, au profit de ces derniers. Les juges ont condamné cette discrimination dans un arrêt de 1981 et la Belgique a abrogé la loi.

En revanche, la Cour européenne a rejeté la requête de ce transsexuel auquel le gouvernement belge refusait une rectification d'état civil, les juges de Strasbourg estimant que les voies de recours internes n'étaient pas épuisées. Cette décision très attendue est donc pour le moment décevante.

(1) Les principes essentiels garantis par la convention et les protocoles additionnels sont l'interdiction de la torture et de l'esclavage, le droit à la liberté et à la sûreté, le droit à la bonne administration de la justice, le droit au respect de la vie privée et familiale, la liberté de pensée et d'expression, le droit de réunion et d'association, le droit de propriété, le droit à l'instruction et le droit aux élections libres.

(2) La convention, comme beaucoup d'autres, fut élaborée dans le cadre du Conseil de l'Europe. Les principaux pays la ratifièrent entre 1952 et 1955, sauf la France qui le fit en 1974. Le Liechtenstein est le seul État membre à ne pas l'avoir ratifiée.

Où s'informer ?

● SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE, B.P. 431 R6, 67006 Strasbourg cedex. Tél. : (88) 61-49-61.

● BUREAU D'INFORMATION DU CONSEIL DE L'EUROPE à Paris, 55, avenue Kléber, 75016 Paris. Tél. : 704-38-65.

● LIGUE FRANÇAISE DES DROITS DE L'HOMME, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris. Tél. : 331-71-25.

Les embûches de la procédure

Obtenir un jugement de la Cour relève de l'exploit. La procédure est suffisamment longue (entre deux et sept ans), compliquée et semée d'embûches pour décourager les impatientes. Sur plus de neuf mille décisions rendues depuis sa création, la Commission n'en a retenu pour examen que deux cent cinquante, parmi lesquelles trente-sept seulement sont arrivées devant les juges.

La Commission européenne des droits de l'homme peut être saisie par un État et surtout par toute personne ou groupe de particuliers qui se prétendent victimes de la violation par leur État d'un droit reconnu par la Convention. Pour ce faire, il suffit d'envoyer au secrétariat (1)

une lettre comportant le nom du requérant, l'objet de la plainte et tout document relatif à l'affaire. La Commission examine la recevabilité de la requête. Elle vérifie notamment si les voies de recours internes ont été épuisées, et si le délai des six mois qui court à partir du rejet de cet ultime recours n'est pas dépassé.

Pour chaque requête, la Commission établit l'ensemble des faits et, s'il y a lieu, procède à une enquête que l'État mis en cause doit accepter. La Commission cherche un règlement à l'amiable du conflit en s'inspirant de la convention. En cas d'échec de la conciliation, la Commission rédige un rapport

dans lequel elle formule un avis sur l'affaire. Le rapport est transmis au Comité des ministres du Conseil de l'Europe.

La Cour ne peut être saisie de l'affaire que sur intervention de la Commission ou de tout État mis en cause, et cela dans un délai de trois mois. Les particuliers n'ont donc aucune possibilité de saisir les juges. Passé le délai de trois mois, le Comité des ministres prend un vote à la majorité des deux tiers sur une décision sur la question de savoir s'il y a ou non violation de la convention.

(1) Secrétariat de la Commission européenne des droits de l'homme, Conseil de l'Europe, 67006 Strasbourg Cedex.

Les perspectives de l'article 25

Depuis le 2 octobre 1981, tout individu qui s'estime victime d'une violation par la France de la convention européenne des droits de l'homme peut saisir la Commission de Strasbourg. Les violations présentes et à venir, mais aussi les atteintes à la convention intervenues depuis la ratification de celle-ci par la France en 1974 pourront être dénoncées.

Pour tous ces mariages passés, le justiciable doit saisir la Commission dans les six mois suivant le 2 octobre 1981, à condition qu'il ait auparavant épuisé les voies de recours internes (Conseil d'État ou Cour de cassation) (1).

On peut imaginer les perspectives offertes par cette rétroactivité. Des affaires classées pourront ressortir de l'ombre. Les homosexuels condamnés en application de l'article 311, alinéa 2, du code pénal pourront porter plainte pour discrimination, de même que les personnes victimes, au cours du précédent septennat, d'une détention arbitraire ou d'une détention provisoire anormalement longue. De même, des dispositions de la loi « anti-casseurs » et la Cour de sûreté de l'État violaient-elles probablement la convention européenne.

A ce jour, vingt requêtes françaises ont été enregistrées par

les services de la Commission, dont celle de Pierre de Varga, qui met en cause sa longue détention provisoire dans l'affaire de Broglie. Pour l'instant, la majorité des requêtes concernent la durée de la procédure judiciaire : ce qui n'est pas étonnant, les affaires relatives à l'application de l'article 6 (bonne administration de la justice) étant de toujours les plus nombreuses.

(1) Selon M. Pettit, juge français à la Cour, l'épuisement des voies de recours est une notion souple. Si le requérant était certain d'être débouté et que pour cette raison il n'a pas fait appel, on peut considérer qu'il y a épuisement des voies de recours à la condition que l'avocat ait fait référence à la convention en première instance.

Trente ans d'atermoiement français

Il aura fallu attendre trente ans pour voir la France reconnaître réellement la convention européenne des droits de l'homme. Trente ans pour voir la France se hisser au niveau de ses partenaires européens, en ratifiant le 2 octobre 1981, l'article 25 de la convention. D'inspiration « supranationale », cet article permet à tout individu qui s'estime victime d'une violation de la convention de saisir la Commission de Strasbourg.

Les perspectives ouvertes par ce droit de recours individuel sont immenses, mais ont provoqué une réaction de recul chaque fois qu'il a fallu franchir le pas, que ce soit sous de Gaulle, Pompidou ou Valéry Giscard d'Estaing. Situation d'autant plus paradoxale que la présence de la France ne s'est jamais démentie au Conseil de l'Europe. René Cassin et Pierre-Henri Teitgen ont largement pris part à la négociation, à la rédaction et à l'adoption du texte de la convention en 1950. Par la suite, sous deux ont marqué les travaux de la Cour : René Cassin en fut le président, notamment lorsque les juges

ont rendu leur premier arrêt le 14 novembre 1960, et Pierre-Henri Teitgen a siégé de 1976 à 1980 dans des affaires retenues (1). Enfin, le fait que la Commission et la Cour siègent à Strasbourg accentue cette influence française.

La ratification de la convention européenne par le Parlement français n'est intervenue que vingt-quatre ans après la signature du texte ; encore la convention était-elle par ce vote amputée du droit de recours individuel. Sous la IV^e République, deux arguments principaux ont été invoqués pour expliquer ce retard. L'article 2 du premier protocole additionnel à la convention, signé le 20 mars 1952 à Paris, aurait obligé l'État à subventionner les écoles confessionnelles (c'était avant le vote de la loi Debré). Le second argument est plus important : les événements d'Algérie ont vu naître en France et outre-Méditerranée des faits et pratiques que la convention réprouve. Les gouvernements successifs avaient suffisamment de problèmes intérieurs pour ne

pas, en plus, risquer une condamnation.

Sous la V^e République, les raisons sont plus complexes. Dans un débat à l'Assemblée nationale, le 17 novembre 1964, le garde des sceaux d'alors, Jean Foyer, voyait trois objections à la ratification : la France devrait modifier sa procédure criminelle, certains aspects fondamentaux de son code de procédure pénale, et supprimer le monopole de l'O.R.T.F. Trois conditions inacceptables. Certains juristes ajoutent que les pouvoirs spéciaux de l'article 16 de la Constitution sont contraires à la convention.

Plus vraisemblables sont les arguments avancés par Pierre-Henri Teitgen : « De 1962 à 1973, le gaullisme triomphant prolongeait sous Georges Pompidou, appuyé sur une politique étrangère nationaliste, ne pouvait reconnaître une convention qui aurait entraîné le fait que la France pût être jugée par une cour supranationale. »

En 1973, le gouvernement de Pierre Messmer accepte de mettre

la ratification de la convention à l'ordre du jour des travaux parlementaires. Les députés ont donné leur autorisation le 20 décembre 1973, mais ce n'est que pendant l'interim d'Alain Poirier, à la mort de Georges Pompidou, que la ratification présidentielle est intervenue le 3 mai 1974. Encore fut-elle assortie, à la demande du ministre des affaires étrangères de l'époque, Michel Jobert, de nombreuses précautions et réserves dont l'interdiction du recours individuel.

L'article 25 sera oublié par l'État giscardien. Alain Peyrefitte fera voter une loi « sécurité et liberté » dont plusieurs articles auraient justifié un recours devant la Commission, et M. Raymond Barre déclarait devant le Conseil de l'Europe en octobre 1980 que la France n'avait pas besoin de cet article 25 car elle était « une terre de liberté ».

Durant la campagne présidentielle de 1981, M. François Mitterrand a été le seul des quatre principaux candidats à s'engager à

reconnaître le recours individuel. Le 4 juin, le premier ministre confirme la promesse de François Mitterrand. Le 2 octobre, le ministre de la justice, Robert Badinter, et celui des affaires européennes, André Chanderagor, ratifient l'article 25 de la convention. Un « acte historique », selon eux.

La satisfaction affichée par les deux ministres doit être néanmoins tempérée. Le gouvernement Mauroy n'a pas renoncé à trois réserves faites en 1974. La France ne se sent donc pas engagée par sa signature au cas où la Cour de Strasbourg aurait à se prononcer sur la légalité du monopole de la radio-télévision, sur le régime des sanctions dans l'armée et sur l'article 16 de la Constitution. Ces réserves ne font pas obstacle au droit de recours individuel mettant en cause ces principes, mais elles peuvent avoir des incidences sur les décisions de la Cour.

(1) Notamment l'affaire opposant l'Irlande au Royaume-Uni à propos des traitements infligés aux détenus de l'IRA.

Un juge par État membre

La Cour est composée d'un représentant de chaque État membre du Conseil de l'Europe (le bâtonnier Louis-Edmond Pettit pour la France), soit vingt et un juges actuellement. Les juges sont élus pour neuf ans par l'assemblée du Conseil de l'Europe sur proposition des États. Ils sont rééligibles.

Pour l'examen de chaque affaire, la Cour est constituée en une chambre composée de sept juges dont fait obligatoirement partie le juge de l'État mis en cause. Les six autres juges sont tirés au sort. Pour les affaires les plus importantes, la Cour se réunit en assemblée plénière. L'arrêt de la Cour est motivé, définitif, et transmis au conseil des ministres du Conseil de l'Europe qui en surveille l'exécution. Les juges peuvent accorder une indemnité à la victime.

CLEFS

HISTOIRE

Oedipe chez les Etrusques

La restauration du fronton du temple de Talamone, au Musée archéologique de Florence, éclaire d'un jour entièrement nouveau le destin du mythe d'Oedipe dans les cités étrusques.

GEORGES VALLET

Le Musée topographique étrusque, fondé par L. Milani, a presque cent ans (1884). La désastreuse crue de l'Arno en 1966 avait provoqué sa fermeture presque totale. Le voici qui ouvre ses portes avec, toujours, ce grand « jardin archéologique » où Milani avait réuni de nombreux monuments destinés à rester à ciel ouvert (cippes, stèles, tombes et ensembles funéraires) et provenant des principaux sites d'Etrurie. Mais les choses maintenant s'organisent autrement, en attendant la grande exposition sur la civilisation étrusque que le président de la région, M. Leone, vient d'annoncer pour 1984, et qui devrait avoir l'importance des expositions Médicis, qui furent, l'an dernier, un véritable triomphe.

Le musée comporte déjà deux points forts, les petites salles où sont présentés les magnifiques kouroi de la collection Milani et, de l'autre côté du jardin archéologique, le fronton du temple de Talamone, qui a une longue et curieuse histoire : les fragments qui le composent proviennent de l'Etrurie maritime et, plus précisément, d'une petite ville étrusque qui, à la hauteur de l'île d'Elbe, dominait, près de la belle presqu'île de l'Argentario, la mer tyrrhénienne. Le village moderne s'appelle Talamonaccio, du nom de la ville antique, Talamone (étrusque : Talamu ?).

Dans les années 80, il faut, pour des raisons de sécurité militaire, construire un fort près de Talamonaccio et le construire vite. En faisant les travaux, on trouve une citerne, d'époque tardive, où on recueille des antéfixes et de nombreux fragments de terre cuite provenant de la décoration d'un édifice. Merveilleuse découverte, dont on peut dire aujourd'hui, sans méchanceté, qu'elle sembla alors se suffire à elle-même : d'ailleurs, le temps pressant, une fois les « objets » recueillis, on avait fait l'essen-

tiel : on note, en passant, l'existence de « restes de murs », on transporte au musée de Florence ces fragments où l'on voit des « scènes de bataille », et, comme on sait que, précisément en cet endroit, il y a eu en 225 avant J.-C. une grande bataille entre les Gaulois et les Romains, on en conclut qu'ils faisaient partie de la décoration d'un petit sanctuaire édifié pour commémorer la victoire de Rome sur le Barbare.

A partir de cette hypothèse, et sans connaître les dimensions de l'édifice, on tente une reconstruction du fronton : au centre, on place un grand « génie de la mort », qui devait évoquer, mieux que tout, la gloire et le sacrifice des braves. Il y avait bien, parmi les fragments recueillis, une figure représentant un homme âgé au visage de douleur et aux bras levés dans un geste de prière, cet Oedipe que nous verrons tout à l'heure, mais il n'entrait pas dans l'« esprit » de la frise telle qu'on croyait pouvoir la reconstituer, et on le laisse donc à l'écart.

D'Eschyle à Freud

Le temps passe : après la dernière guerre, des archéologues allemands de l'université de Tübingen, qui étudient l'importance du cycle des Sept contre Thèbes dans les créations des ateliers étrusques (urnes, gemmes), regardent de plus près les fragments retrouvés naguère à Talamone. Cette scène tumultueuse, ce personnage aux yeux d'aveugle, ne serait-ce pas un récit des Sept contre Thèbes, et une image d'Oedipe ? Et voici que, comme souvent, le hasard, voire le malheur des hommes, vient aider l'archéologue : c'est d'abord en 1960, dans tout l'Argentario, des incendies de forêt, fréquents hélas ! dans ces zones de maquis, qui permettent de retrouver — les installations militaires ayant été

entre-temps abandonnées — les fondations du sanctuaire : ses dimensions ne correspondent pas à la reconstitution proposée pour le fronton, et celle-ci est donc fautive : puis, en 1966, la crue de l'Arno, qui provoqua les dommages que l'on sait à Florence, oblige à démonter la reconstitution du début du siècle pour « traiter » et préserver les fragments du fronton.

Dès lors tout devient possible : nos collègues allemands, accueillis à Florence comme le sont des étrangers en Italie, peuvent travailler librement dans les réserves du musée et faire des campagnes de fouille à Talamonaccio. Beau travail, dont sort le fronton tel qu'il est maintenant présenté : 14 mètres de long, 3,50 mètres de haut. Au centre, l'extraordinaire figure d'Oedipe aveugle et, autour de lui, des représentations du cycle légendaire des Sept contre Thèbes.

Rappelons-nous : les tragiques grecs, Eschyle, Sophocle, Euripide ; les tragiques romains (mais qui a le Sénèque ?), les tragiques français (mais qui a lu l'Antigone de Garnier ou l'Oedipe de Corneille ?) et, aujourd'hui, l'Oedipe de Gide, la Machine infernale de Cocteau ou l'Antigone d'Anouilh. Et bien sûr, il y a, depuis Freud, le complexe d'Oedipe, il y a Lévi-Strauss, il y a tous les spécialistes de la Grèce, M. Delcourt, J.-P. Vernant, il y a les anthropologues comme T.S. Turner... Mais nous, savons-nous encore qui est Oedipe ? « Chacun sait », écrivait R. Garnier dans la préface de son Antigone, comme Oedipe, fils de Laye, Roy de Thèbes et d'Iocaste, sa femme, fut exposé à mort... aussi tout qu'il fut né pour avoir été prédit au Roy qu'il serait un jour par lui occis. » Et ce « chacun sait » introduit, bien résumé, toute l'histoire d'Oedipe, de son destin, de sa race et, notamment, « des infortunes de cette pitoyable Antigone ».

Rappelons-nous, nous aussi : le fils de Laïos et de Jocaste ; l'oracle qui prédit qu'il tuera son père et épousera sa mère : l'« exposition » du nouveau-né attaché par les chevilles percées (d'où son nom d'Oidipous, « les pieds enflés »)... Cela, c'est la naissance. Puis Oedipe est recueilli par le « bon Polybe », et il connaît une enfance heureuse. Mais, derrière le bonheur, il y a toujours, tapies, les angoisses, et le jeune homme, inquiet sur ses origines, part pour consulter l'oracle de Delphes. « Chacun sait » la suite : la dispute sur la route avec des voyageurs inconnus, qu'il tue (« Un sera évidemment Laïos, son père », le départ pour Thèbes, l'étrange défi avec le Sphinx, dont il déjouera les ruses, les noces libératrices avec la reine, c'est évidemment Jocaste, sa mère), leur descendance aux noms de gloire et de deuil : Étéocle, Polynice, Ismène, Antigone. Mais la vérité s'attend, et, le jour où elle éclate, Jocaste se tue et Oedipe se perce les yeux avec la broche de Jocaste, sa femme... et sa mère. « Spectacle affreux », dira Corneille, que celui de ces yeux crevés qui occupent le cinquième acte des grands tragiques et qui, aujourd'hui, feraient soulever la délicatesse de nos dames qui composent la plus belle par-



tie de notre auditoire. Et le vieillard sanglant et désespéré part sur les routes, seul avec son destin, malgré le bras ami, l'œil secourable et la patience infinie de la petite Antigone, laissant derrière lui ses fils qu'il maudit, après leur avoir prédit qu'un jour ils se tueraient l'un l'autre.

L'énigme célèbre, s'il en est, aussi riche en rebondissement tragique qu'en variantes. Et pourtant les choses ne sont pas si simples : si les archéologues ont raison de dater, comme ils le font, le temple et ses terres cuites du second siècle avant notre ère, nous sommes loin de l'époque où les Grecs décoraient avec des scènes mythologiques les métopes ou les frises de leurs sanctuaires, même si l'usage s'en est poursuivi plus longtemps dans les zones de la périphérie, à l'est et à l'ouest. De plus, la légende d'Oedipe n'est pas de celles qui apparaissent normalement au fronton des sanctuaires. Enfin, nous sommes dans une bourgade mineure d'une région que vient d'occuper Rome. Alors ? Que vient faire, aux heures de la décadence, ce visage douloureux au pays étrusque ?

Question mal posée, aurait sans doute dit Freud, pour qui l'histoire d'Oedipe était évidemment le meilleur des exemples : si cette légende a eu un succès constant et universel, c'est parce qu'elle traduit l'existence non moins universelle des tendances profondément ensevelies dans la psyché humaine, parce qu'elle nous révèle nos anciens desirs de la mort du père et de l'union avec la mère, sur lesquels une éducation chrétienne nous autorise à jeter les voiles de l'hypocrisie ou de la pudeur. On connaît le débat, qui n'est pas d'aujourd'hui : il faut relire, à propos d'Oedipe précisément, les belles pages de Jean-Pierre Vernant reprises dans Mythes et tragédie en Grèce ancienne et sa discussion avec Didier Anzieu, à la suite d'un article que ce dernier avait publié dans les Temps modernes.

Légendes

Comme le dit Vernant, « Freud part d'un vécu intime, celui du public, qui n'est pas historiquement situé, et ce sens est alors projeté sur l'œuvre, indépendamment de son contexte socio-culturel ». Au contraire, l'historien part de l'œuvre, celle qu'elle nous est donnée dans la forme qui lui est propre, et c'est ce contexte historique, social, mental, qui donne au texte tout son poids de signification. On ne peut interpréter une œuvre et décrypter son sens que par référence à un certain état de la société, à un champ idéologique défini, aux modes de pensée et aux formes de la sensibilité collective ».

Simplifions : il n'y a pas pour l'historien un mythe d'Oedipe, mais des dizaines de légendes qui, construites autour du cycle thébain, ont évolué en fonction des temps et des lieux. On ne peut, dans ces conditions, procéder à une lecture simplifiante sans fausser la réalité. Par exemple, il est vrai que ces légendes thébaines ont eu en Etrurie une importance particulière. Mais qu'en ont retenu les Etrusques ? Maintenant, il faut, d'un mot, décrire...

Entre les mains des dieux

Il y avait sur le fronton de Talamone une trentaine de figures : au centre, dans la partie basse, Oedipe ; de part et d'autre, ses deux fils mourants : à sa droite, étrange pitié, Étéocle soutenu par sa mère Jocaste et, à sa gauche, Polynice, qui aide à mourir un de ses compagnons. Oedipe et Jocaste sont donc là pour assister à l'agonie de leurs fils. Mais ce que représente l'ensemble du fronton, c'est, avec des guerriers blessés ou mourants, la fin du furieux assaut des Sept contre Thèbes.

On s'en souvient, les deux fils d'Oedipe, pour échapper à la malédiction paternelle, s'étaient mis d'accord pour régner sur Thèbes à tour de rôle, un an chacun. C'est à Étéocle qu'avait échu la première année de règne, et Polynice était parti pour Argos, où il avait épousé la fille du roi Adraste. Et puis voilà : la démesure s'emparant d'Étéocle, il avait refusé de respecter sa promesse : alors, l'armée d'Argos, avec ses sept chefs, attaqua Thèbes aux belles portes.

Oui, Vernant a raison : à chacun de leurs piliers, les légendes doivent être replacées dans leur contexte d'histoire. C'est ce que fait, sans songer à cet arrière-plan du problème, mais avec science, l'auteur du catalogue de l'exposition de Florence, O.W. von Vacano, l'homme précisément qui, en étudiant la diffusion en Occident de la légende des Sept, a compris et reconstitué notre fronton. Et qu'y voit-on ? Si on reprend le « contexte » — c'est-à-dire, dans ce cas, le monde légendaire répandu en Etrurie tel qu'on le trouve sur les

gemmes, sur les urnes funéraires ou sur d'autres « reliefs », comme celui de Pyrgi, — on peut identifier tous les premiers rôles, c'est-à-dire les personnages illustres qui participaient à l'assaut de Thèbes.

Nous, sans doute, nous les avons oubliés pour tout centrer sur Oedipe. Mais les voici qui surgissent sur un arrière-fond de douleur et de sang : c'est, à gauche, Adraste, le beau-père de Polynice, qui s'enfuit sur son char, assisté par une Furie, le seul survivant de la bataille parce qu'il est sauvé par son coursier divin, le cheval Orion ; c'est, au-dessus d'Oedipe, Capaneus, un autre chef argien qui, après avoir bravé dans un défi audacieux la foudre même de Zeus, monte sur une échelle à l'assaut des murs de Thèbes, et est foudroyé par le roi de l'Olympe ; c'est, à droite, l'extraordinaire « disparition » du divin Amphiaraios : il allait être frappé d'un coup de lance quand Zeus, pour éviter qu'un divin ne fût tué par un simple mortel, ouvrit la terre, qui l'engloutit avec son char galopant et son auge.

Voilà ce que représente le fronton de Talamone, et von Vacano a raison de souligner que ce qui « intéresse » le plus le monde étrusque, ce n'est pas Oedipe aux prises avec son destin, mais l'idée que les hommes ont beau déployer leur courage et exacerber leur volonté de pouvoir, ils sont entre les mains des dieux. Oui, Capaneus foudroyé par Zeus pour son excès d'orgueil, Amphiaraios échappant à la mort des hommes parce qu'il sait être le porteur de parole des dieux, Adraste sauvé par son coursier divin, et les autres guerriers mourant comme on meurt à la guerre, voilà ce que nous montre le fronton de Talamone et les autres « monuments », comme on disait au dix-huitième siècle, de cette civilisation étrusque du quatrième au deuxième siècle, à l'heure de sa décadence.

Le thème alors est « à la mode », et, sans doute, comme plus tard pour les peintures des cités véniennes, on pensera à l'existence de « cartons » que les artisans ou les artistes se passaient de main en main et qui étaient des illustrations simplifiées des grandes légendes, des répertoires figuratifs qu'utilisaient, avec plus ou moins de fidélité, les ateliers provinciaux. Mais on n'emprunte pas, on ne copie pas n'importe quoi, et il est clair que cette imagerie des Sept correspond à quelque chose de profond dans la mentalité des cités étrusques d'alors : l'emprunt, fait à ce monde lointain des hommes, des héros et des dieux, d'une philosophie de renoncement plus que de sagesse, c'est sans doute l'expression consciente de la résignation d'un peuple qui sent qu'il a perdu à la fois sa puissance et sa gloire, sa dignité et son identité culturelle. C'est peut-être aussi cela l'histoire.

Notre homme de confiance

(Suite de la page XVI.)

Quand je signalais ce détail pendant la conférence, on l'accueillait comme une banale évidence.

J'avais pitié de notre rédacteur en chef, sur qui retomberait toute la responsabilité — une nouvelle dont nous n'attendions plus que l'imminente confirmation. Rien qu'à le regarder, on devinait ses sentiments. Il avait cédé la présidence de la réunion au chef de service « étranger » et ne suivait que de loin la déclaration que nous préparions en commun et qu'on m'avait chargé de mettre au point. J'étais résolu à accuser Sobry de trafic de devises et de vol de manuscrits confidentiels. Je prenais en note les autres suggestions de mes collègues lorsque le standard annonça un appel urgent en provenance de Stockholm. Cette fois, le patron

demaunda au chef de service « étranger » de décrocher. Nous attendions tous la voix de la secrétaire qui nous annoncerait la nouvelle redoutée. Mais ce fut Sobry qui nous parla. Avec quel humour il nous raconta son accident ! Avec quelle drôlerie il nous décrivit ses quelques jours de convalescence dans une ferme isolée dont les paysans étaient apparemment des bouillottes de cru !

Soudain le rédacteur en chef s'empara du téléphone et, d'une voix saccadée, il intima l'ordre à Sobry de rentrer sur-le-champ, par la voie la plus rapide ; et il ajouta, après un silence pesant : « Télégraphiez-nous votre heure d'arrivée. » Puis il raccrocha et quitta la rédaction sans nous saluer. Nous étions restés assis, les jambes coupées.

SOBRY. — Dans dix minutes, je saurai ce qui se passe ;

puisqu'on m'a fait indiquer mon heure d'arrivée, j'espère que Barato viendra. Oui, j'espère que ce sera Barato, car je tiens à tout savoir, et lui seul ne me cachera rien.

BARATO. — Pas de retard annoncé, nous nous reverrons donc dans dix minutes, et je ne doute pas qu'il sera stupéfait, furieux, indigné, et se déclarera prêt à réfuter toutes nos incriminations, tout ce que nous avons mis au jour pendant qu'il avait disparu. Mais il aura beau, éloquent comme il est, établir son innocence sur quelques points, notre jugement d'ensemble est déjà fixé, il n'y changera rien ; d'ailleurs, nous sommes unanimes sur son compte.

Traduit de l'allemand par JACQUES LE RIDER.

Deux romans de Siegfried Lenz ont été traduits en français, la Nuit des otages (Flammmarion) et la Leçon d'allemand (Laffont).



EN 1925, le groupe surréaliste connaît ce qu'on appelle la crise Naville. Militant communiste, Pierre Naville proposait alors à ses amis de s'engager résolument dans la voie révolutionnaire, de cesser d'afficher du mépris pour les machines et la science.

Cette mise en demeure amène André Breton à réaffirmer (dans *Légitime défense*, 1926) que « la flamme révolutionnaire brûle où elle veut » et, qu'en attendant la révolution, il reste décisif de poursuivre les expériences les plus diverses dans la plus extrême liberté. Mais Naville sera bientôt exclu du P.C.F. Il deviendra l'un des dirigeants de la IV^e Internationale avant de fonder le P.S.U. dont il est toujours membre.

Après la guerre, Naville entre au C.N.R.S., mène des recherches dans les domaines de la psychologie sociale, de la stratégie et de la théorie politique. Cet infatigable chercheur a écrit des dizaines d'ouvrages. De la *Science du comportement* (Gallimard) à son *Traité de sociologie du travail* (Armand Colin) en passant par *D'Holbach et la philosophie scientifique au dix-huitième siècle* (Gallimard), il manifeste une boulimie de savoir. Son travail actuel, qui comprend déjà sept tomes (*Anthropos-Gallie*), s'appelle *Le Nouveau Léviathan*. Le Léviathan, c'est ce nom de bête qu'Hobbes avait donné à l'Etat moderne, dans sa forme monarchiste et bourgeoise.

L'auteur du *Nouveau Léviathan* vise aujourd'hui les Etats dits socialistes, et notamment l'U.R.S.S., autant que les grandes formes étatiques contemporaines. Son dernier ouvrage *Sociologie et Logique* (PUF) poursuit cette investigation. Naville fut également l'éditeur de la première traduction complète de l'œuvre de Clausewitz. Il a consacré plusieurs livres aux situations de guerre et aux problèmes militaires.

« Très jeune, vous avez participé au groupe surréaliste ?

— A la Sorbonne, en 1922, j'étudiais l'épistémologie ; j'étais même inscrit en biologie à la faculté des sciences, j'étais passionné par la philosophie des sciences. Je m'intéressais à l'aspect savant de philosophes comme Aristote, Descartes ou Leibniz. J'avais pour collègues des gens comme Lefèvre, Politzer ou le mathématicien Mandelbrojt. Mais très vite, j'ai trouvé que l'Université — qui n'avait à l'époque que quarante mille étudiants — était un peu étroite. Nous n'étions qu'une quinzaine à préparer la licence de philosophie. C'est par la dadaïsme que je me suis intéressé aux nouvelles formes littéraires. Radical, j'ai quitté l'Université sans terminer une licence que je ne reprendrai qu'à l'âge de trente-huit ans. J'avais rencontré Soupault, j'ai collaboré à sa *Revue européenne*, à l'*Œuf dur*. Je suis entré assez vite en contact avec Aragon et Max Morice. Aragon, toujours séducteur, m'a entraîné chez Breton.

— Quelle était, à l'époque, l'importance de la littérature dans le projet surréaliste ?

— Vous connaissez toutes les périodes... A un certain moment, le surréalisme allait jusqu'à vouloir empêcher les gens de devenir des « écrivains ». Mais fondamentalement le projet était largement culturel. Le surréalisme apparaissait alors comme un champ d'expériences plus large que la littérature proprement dite. Max Morice, Roland Tual, Nole n'ont jamais écrit de livre.

— Le groupe expérimentait alors le « comment vivre » ?

— La poésie avait réponse à tout. Quand j'ai fait mon service militaire, j'étais tellement révolté que je suis passé en conseil de guerre pour insulte au drapeau.

— C'était l'époque où l'extrême gauche s'opposait à la guerre de Maroc ?

— Cette guerre posait déjà des problèmes militaires décisifs. Comme le P.C. de l'époque s'opposait à cette sale guerre, j'ai adhéré au P.C.

— Les historiens font souvent de vous une des têtes politiques du groupe surréaliste. Vous apparaissiez même comme le spécialiste de Marx.

— En fait, à l'époque, nous ne pouvions pas vraiment lire Marx. J'en avais entendu parler pour la première fois dans un cours d'aggrégation par Bouglé, un dis-

ciple de Durkheim. A ce moment, nous connaissions Lénine et Trotsky bien mieux que Marx. Le P.C., grâce notamment à Souvarine, avait publié très tôt une série de traductions de Trotsky. Mais j'étais très militant, et les querelles du milieu surréaliste m'apparaissaient parfois comme des querelles d'écrivains.

— En 1926, vous publiez la revue *Clarté*, en l'ouvrant à vos amis surréalistes.

— On y trouve des textes de Lénine, de Pétrel, d'Eluard. On peut même y lire un texte d'Aragon : « Le pire de l'esprit ». J'aimerais bien le voir réédité aujourd'hui ! Breton n'aimait guère l'équilibre entre la partie politique et la partie poétique. Tout cela a fini par des éclats de voix.

— Au moment de la grande enquête sur l'amour, vous recherchez au groupe surréaliste de n'avoir interrogé que des hommes.

— Cette enquête est née, un soir, un peu par hasard. J'avais fait remarquer à Breton que si nous voulions être vraiment complets, il importait d'interroger des femmes. Il n'a pas tenu compte de cette remarque.

Avec Trotsky

— En 1926-1927, le P.C. n'est pas encore stalinien. Pourtant, il vous faut déjà choisir entre l'opposition de gauche et la direction.

— J'ai vite été attiré par Trotsky. Je l'ai défendu dans *Clarté*. Pour Breton, la révolution c'était un bloc, et à l'époque il n'en pénétrait guère les arcanes. Je suis allé — en m'opposant à la direction du parti qui voulait m'en empêcher — à Moscou en 1927. Là-bas, j'ai confié mes opinions. A ce moment, je ne voyais plus guère Breton, mais je gardais de bons contacts avec Quenau, Eluard, Prévert.

— Vous étiez donc « révolutionnaire professionnel ». Mais comment s'est passé votre retour d'U.R.S.S. ? On discutait ferme dans le parti.

— J'appartenais à une cellule ouvrière de Billancourt. Très vite on m'a sommé de choisir. Je devais abandonner la publication de *Clarté*, suivre la discipline du parti. J'ai continué *Clarté*, j'ai donc été exclu en 1928. Je me souviens que nous avions fait de grands panneaux pour dénoncer les déportations et la répression en U.R.S.S. Mais je voulais continuer le combat politique. J'ai adhéré au groupe de Souvarine, contacté des oppositionnels.

— En 1929, Trotsky est expulsé.

— Je l'avais rencontré à Moscou, je lui ai ensuite écrit ; puis je suis allé à Prinkipo, près d'Istanbul. Il voulait reconstituer des groupes à partir de l'opposition de gauche. Trotsky m'a appris à prendre les choses au sérieux. Pendant dix ans, nous avons mené une action commune. J'avais aussi ramené de Moscou des livres théoriques de Boukharine, de Preobrazjensky.

— Qu'est-ce que Trotsky pensait vraiment du surréalisme ?

— Véritablement, il ne comprenait pas bien. Ses goûts littéraires étaient très traditionnels, il aimait beaucoup les livres classiques à « couverture jaune ». Il avait lu certains modernes, comme Malraux, mais s'il reconnaissait le talent de Proust, il trouvait que ces gens passaient leur temps à disséquer leurs sensations. Un jour, alors qu'on m'avait malignement dénigré comme surréaliste, il m'a demandé ce que je pensais de la peinture surréaliste. Je lui ai répondu : « Tout cela ne s'explique pas ». Pourtant, Trotsky reconnaissait que, dans le surréalisme, on trouvait des gens opposés aux idéaux bourgeois. C'est bien plus tard qu'il a rencontré Breton au Mexique. On était tout près de la guerre.

— Aviez-vous en — à cette époque — connaissance des derniers textes de Trotsky, notamment de *Défense du marxisme*, dans lequel il déclare que, en cas de guerre sans révolution, il faudrait revenir sur les analyses de l'U.R.S.S. ?

— Je ne connaissais pas ce texte, mais je suivais assez les analyses de Trotsky pour savoir que pour lui la guerre devait être l'occasion de dénoncer les deux camps en lutte. Si la révolution ne sortait pas de la guerre, tout un pan des analyses devait être repris. Après le conflit, j'ai aussi pensé qu'il fallait inventer une



BERBERJAN

RÉVOLUTIONS

Pierre Naville : du surréalisme à l'art de la guerre

Ancien surréaliste et ancien militant communiste, spécialiste de Trotsky et traducteur de Clausewitz, Pierre Naville est l'auteur d'une œuvre considérable où se mêlent la psychologie sociale, la théorie politique et la stratégie.

CHRISTIAN DESCAMPS

nouvelle façon de militer. Dans cet esprit nous avons fondé, en 1944, avec des gens comme Martinet et Bettelheim, puis Rousset, Nadeau, la *Revue internationale*. Après toutes sortes de parcours, ce processus a, en un sens, abouti à la formation du P.S.U.

La menace et la bataille

— Tout un pan de votre travail porte sur la stratégie. Avez-vous souvent parlé de ces questions avec Trotsky ?

— En 1930, il m'a fait part de son projet de livre sur la guerre civile en U.R.S.S. Il m'a montré ses écrits militaires et m'a déclaré : « Voilà ce que j'ai fait de mieux ». De mon côté, je m'étais beaucoup documenté sur les questions militaires. Tout cela m'a amené à découvrir un théoricien aussi fondamental que Clausewitz.

— Trotsky, qui d'ailleurs a rétabli la hiérarchie dans l'Armée rouge, défendait qu'il n'y avait pas de théorie prolétarienne de l'art de la guerre.

— Pour lui, la conduite de la guerre n'est pas une science, mais un art. Cet art a ses propres règles. Il s'appuyait sur des concepts clausewitziens, sur lesquels Lénine avait aussi beaucoup insisté. Par exemple, les notions de défense et d'attaque ne sont pas impérialistes ou prolétariennes. Même dans une guerre de classe, on retrouve ces prin-

cipes, c'est pourquoi Trotsky se prononçait contre la guérilla considérée comme un modèle prolétarien.

— Parfois un peu brutalement, si l'on songe à Makhno. — Pour lui cela faisait partie de l'art de la guerre. En tout cas il défendait jusqu'au bout qu'il n'y a pas de théorie marxiste de la guerre. Je crois que c'est vrai, tout comme il n'y a pas de physique prolétarienne.

— En France, le champ des études militaires semble un peu délaissé, alors qu'en Angleterre ces recherches sont largement reconnues.

— A Paris, il n'y a même pas de chaire d'études militaires dans les universités. Les gens qui s'occupent de ce domaine sont des historiens ; mais c'est trop vague, parce qu'en un sens tout rentre dans l'histoire. Pourtant depuis peu on voit un certain progrès. Peut-être pouvons-nous expliquer cette situation par le fait que la France a trop vécu sur le mythe de Napoléon pour ne connaître, après 1870, que des défaites. En 1914 et en 1944, nous avons été sauvés par les Américains. Ensuite, la France a été battue dans ses guerres coloniales.

— Clausewitz fait de la notion de bataille un moment décisif. Or, d'autres théoriciens comme Sun Tse ou le maréchal de Saxe avancent que le grand art de la guerre consisterait à ne pas livrer bataille.

— L'engagement chez Clausewitz peut donner lieu à une bataille. Une bataille, c'est un contact, un conflit, qui donne un résultat que l'on peut qualifier. Les batailles ont toujours un bénéfice. Cela dépend du terrain, des armements, de l'étendue et de la tactique des forces en présence. Le théâtre peut être la terre, la mer et l'air ; mais je vois mal comment on pourrait éviter de mener une bataille.

Ainsi, quand les Américains ont décidé d'envoyer une bombe atomique sur le Japon, ils ont longuement discuté pour savoir si cet acte était l'équivalent d'une bataille. Certains défendaient que, traumatisés, les Japonais se battraient jusqu'aux derniers, d'autres qu'ils capituleraient. Bien sûr on peut défendre l'idée qu'il n'y ait pas eu la bataille, car pour qu'il y ait bataille il faut que l'attaquant trouve une défense. On retrouverait alors des gens comme Sun Tse ou le maréchal de Saxe. C'est la menace, la dissuasion, qui remplacerait la bataille.

— Dans le monde contemporain, le temps de décision militaire n'est-il pas extraordinairement restreint ? Les missiles peuvent porter les bombes en quelques minutes. N'assiste-t-on pas à une modification de la sphère de décision politique ?

— Je ne crois pas à ce type de scénario. Tout comme je ne crois pas non plus au caractère décisif des théâtres d'opérations en Eu-

rope. Ce qui se passe en Angola ou à Timor me paraît beaucoup plus important. Si on lit les déclarations du chef de la marine soviétique, on voit que les Russes ont la capacité d'opérer sur le champ mondial. Si vous prenez une mappemonde, on voit que c'est par les pôles que les États-Unis et l'U.R.S.S. sont en contact. Je ne vois pas très bien l'importance du golfe de Gascogne.

— Et les mouvements pacifistes ?

— Le sentiment pacifiste est fait de plusieurs composantes. Il y a des pacifistes intégraux — ceux qui par exemple refusent de faire tout service militaire — et les pacifistes qui ne le sont que d'un côté, et les pacifistes modérateurs. Le pacifisme peut servir à poser des problèmes, sûrement pas à les résoudre. Car il faut toujours tenter de trouver des solutions politiques profondes qui tiennent par exemple compte des enjeux géographiques.

La maîtrise des mers

— Il serait aujourd'hui insuffisant de voir dans la guerre une poursuite de la politique ?

— Certains types de conflits ne relèvent plus seulement du désaccord politique. Parfois, c'est l'enchaînement de situations politiques nouvelles. Par exemple, le général vietnamien Van Tien Song — qui a pris Saigon — soutient la thèse qu'alors la politique devait découler de situations nouvelles qui ne seraient établies que par la guerre. Pensez au conflit entre l'Irak et l'Irak. Personne ne nous a expliqué les raisons politiques ou religieuses qui les ont vraiment poussés à prendre les armes. Ce conflit — qui aura des répercussions sur tous les pays de cette région — me semble relever de facteurs beaucoup plus flous que ceux du marchandage politique. Au Portugal, les militaires ont engendré directement une politique.

— Après Clausewitz vous avez introduit en France l'œuvre de Mahan, cet amiral américain de la fin de dix-neuvième siècle, qui analyse l'importance de la maîtrise des mers. Il décrit les océans comme un continent.

— La mer est sans cesse un enjeu de partages, et certains pays proposent même de donner des limites internes aux océans. Aujourd'hui l'océan joue un rôle de premier rang, si on analyse les conflits possibles. Déjà pour venir en Europe les Américains avaient besoin de traverser l'Atlantique.

— Napoléon aurait perdu à Trafalgar.

— Mahan avait beaucoup étudié la Révolution française et il voyait bien que la France devait choisir entre la terre (l'Europe) ou la mer, qui plus tard lui donnerait un empire colonial. Or l'Angleterre, elle, n'avait pas le choix. Celui qui faisait du commerce international était le maître du monde. Aujourd'hui, grâce à Mahan, les États-Unis sont présents partout. McArthur l'avait bien vu. Dans sa déposition au Sénat américain il explique, par exemple, que l'on ne peut tenir la Chine que par la mer.

— Les sous-marins nucléaires, omniprésents, se déplacent sur des espaces illusoires.

— On n'assiste aujourd'hui qu'à des conflits entre des pays qui n'ont pas de flotte. A l'heure actuelle les conflits maritimes n'existent potentiellement qu'entre un très petit nombre d'adversaires. Et c'est sans doute parce que la France a reconstruit une flotte qu'elle est de nouveau une puissance de rang mondial.

— La Hongrie et la Tchécoslovaquie, qui ont été envahies par l'U.R.S.S., n'ont pas de marine.

— Il existe deux types de pays : ceux qui ont des côtes et ceux qui n'ont que des frontières terrestres. Ceux-là sont tenus — parfois brutalement — de se lier avec des pays qui ont une ouverture sur la mer. Mahan, qui fut le théoricien de la maîtrise des mers, a raison de nous rappeler que les océans et les mers représentent plus des deux tiers de la surface de notre planète.

— La Pologne a un front de mer.

— Oui. D'où l'importance de Gdansk. Ce n'est pas par hasard que l'armée y a pris le pouvoir, comme substitut du parti communiste. Elle aussi a compris que la guerre, civile ou non, peut déterminer la politique.

GÉNÉALOGIE

Vérifier une tradition

PIERRE CALLERY

UN grand nombre d'amateurs généalogistes ont reçu de leur famille une tradition. Une lectrice nous transmet un texte très caractéristique de ce genre de situation.

« A la suite de la chronique que vous avez intitulée « De la fumée sans feu ? » (1), je vous envoie un document qui vous amusera peut-être. Il a été rédigé par mon père, le peintre André Noufflard. Il relate une de ces « traditions familiales » — encore une fumée qui vient d'un feu, et qui vient par les femmes !

Quant à débrouiller la parenté probable de Marguerite Le Masson avec le général Philippe Le Masson, le peu de recherches que j'ai faites jusqu'ici me font penser que l'entreprise serait fort ardue, trop sans doute, pour que le jeu en vaille la chandelle, voire impossible, à moins d'une heureuse découverte de hasard... »

(Dr Henriette Guyot-Noufflard, Suresne, 1982.)

Le récit d'André Noufflard ne manque pas de pittoresque. Les amateurs qui se savent rattachés plus ou moins à la noblesse retrouveront souvent une histoire analogue à la leur.

Quand j'étais enfant, et même tout jeune homme, je croyais dur comme fer que nous étions nobles parce qu'un de nos ancêtres, Philippe Le Masson, avait été anobli par le roi de Pologne en récompense de ses brillants faits d'armes et, surtout, pour avoir, dans des circonstances difficiles, chargé un canon avec sa perruque. Je portais avec une certaine fierté une chevalière en jaspé sanguin à nos armes, semblable à celle que mon père avait portée, et même, je crois, des boutons de manchettes en argent brun et or, où ses armes étaient gravées. Ma mère m'avait montré, puis donné, un long diplôme en latin bien calligraphié, par lequel le roi de Pologne anoblissait Philippe Le Masson, ainsi que tous ses des-

cendants non seulement en ligne masculine, mais aussi en ligne féminine. Il y avait aussi un petit sous-verre contenant une enluminure de nos armes. Ces papiers sont perdus ou peut-être simplement égarés. Il se peut que nos enfants les retrouvent un jour, enfouis au fond d'un tiroir ou d'un placard.

A mesure que j'avancé en âge, je devenais de plus en plus sceptique. Je ne doutais pas de l'existence ni des hauts faits de Philippe Le Masson, mais comment était-il notre ancêtre ? Personne n'avait pu me le dire. Ce scepticisme augmenta encore considérablement quand les fouilles dans les archives de Fresnay et dans les mairies des environs me firent connaître assez familièrement nos ascendants : tous ces innombrables Pierre et Nicolas et Jean et Pierre-André et Patrice, Théodose et Bonaventure, mi-paysans, mi-marchands d'abord, puis banquiers et enfin avec le vaillant guerrier du roi de Pologne. Et leurs femmes me semblaient au moins aussi simples qu'eux !

Mais non ! J'en oubliais une, belle et terrible « grand-mère Noufflard » : Mme Bonaventure Noufflard, née Alexandrine Quesné, ma bisaiseule, et c'est d'elle pourtant que semble nous venir la toute petite goutte du sang de Philippe Le Masson qui coule — peut-être — dans nos veines.

Or voici l'origine d'Alexandrine, ma bisaiseule : son père, Mathieu Quesné, avait épousé, en 1779, Agathe-Adélaïde Mauger, fille de Pierre Guillaume Nicolas Mauger et de Marie-Agathe Lucas. C'est cette Marie-Agathe Lucas, grand-mère maternelle de grand-mère Noufflard, qui avait du sang de Le Masson puisque ses parents étaient Thomas Lucas et Marie-Marguerite Le Masson, mariés à Rouen, à Saint-Vivien, le 3 octobre 1718.

Ouf ! Notre filiation avec les Le Masson est donc établie, non sans peine, venant de loin à travers de nombreuses généra-

tions de femmes, mais elle existe indubitablement. Seulement, les Le Masson, cela ne veut pas dire le général Le Masson — et là les documents manquent — et il nous faut, si nous tenons à nos armes et à notre noblesse polonaise, nous fixer aveuglément à la tradition de notre famille.

Vient alors la copie du passage d'un ouvrage du baron de Sennevas intitulé *Une famille française du XIV^e au XX^e siècle*, qui retrace la brillante carrière de Philippe Le Masson, volume III, page 14. Il y est précisé que, le 30 juin 1685, Philippe Le Masson reçut des lettres de noblesse de Jean Sobieski, alors roi de Pologne, lui donnant la qualité et le rang d'écuyer.

L'histoire est jolie. Toute la postérité, tant masculine que féminine de Le Masson, se voit attribuer le privilège de la noblesse. Pourtant, n'ayant pas retrouvé les actes d'état civil du général, notre correspondante juge qu'elle ne peut pas savoir comment elle serait descendante !

Dans les archives de l'armée

Le « général » Philippe Le Masson — on disait alors maréchal de camp — vivait au dix-septième siècle. Beaucoup d'archives ont été conservées au cours de cette période et depuis. En supposant que les minutes de catholicité aient disparu, nous savons (2) que les archives du contrôle des actes civils, pour le bureau de Rouen, sont conservées depuis 1693 et peuvent être consultées au dépôt des archives départementales de la Seine-Maritime (3).

Sachant que le mariage Lucas-Le Masson a eu lieu le 3 octobre 1718, notre lectrice peut alors y retrouver les coordonnées d'un probable contrat de mariage vers la fin-septembre 1718. Ce contrôle n'indique pas grand-chose, mais fait référence à l'acte lui-même, et surtout au notaire qui l'a rédigé. Si les archives de celui-ci existent toujours, soit à l'étude de son successeur, soit au dépôt des archives départementales, sa lecture permettra de situer les parents mieux que n'importe quel autre acte. L'acte de mariage Le Masson de la génération antérieure a alors des chances d'être retrouvé, peut-être même chez le notaire en question.

Mais l'étude du notaire n'a peut-être plus d'archives ? Serait-ce alors une bonne raison pour abandonner la recherche ? Que non pas !

En Seine-Maritime, les insinuations judiciaires font défaut aux archives départementales. Il n'est donc pas possible d'en faire cas. Toutefois, des fonds d'archives méritent un examen attentif : celles de l'armée française (4) et certainement celles de l'armée polonaise, celles d'anoblissement ou de confirmation de noblesse, tant françaises que polonaises.

Si Philippe Le Masson était déjà nommé officier général en France avant de devenir commandant en chef de l'artillerie polonaise, un répertoire (il en existe trois successifs du Moyen Âge à 1965) permet de le retrouver immédiatement. De plus, des dossiers individuels sont conservés, par ordre alphabétique, de 1730 à nos jours.

Si, en France, son grade n'était que subalterne, des registres de contrôle permettent, de 1715 à 1763, de le retrouver. Toutefois, la recherche se révèle presque impossible si l'on ne connaît pas le régiment dont il relevait.

Par ailleurs, l'anoblissement de Philippe Le Masson fut octroyé par Jean Sobieski, roi de Pologne. En conséquence, des documents correspondants se retrouveront normalement dans les Archives polonaises. Toutefois, si l'anoblissement et le titre d'écuyer ont été reconnus en France, des documents existent, en particulier aux Archives nationales, à la bibliothèque de l'Assemblée, peut-être simplement à la Bibliothèque nationale ou au dépôt des archives départementales de sa région.

La vérification (ou le démenti) de la tradition de notre lectrice semble donc tout à fait réalisable et ne mérite sûrement pas le découragement dont celle-ci semble faire preuve.

- (1) Voir le *Monde Dimanche* du 31 janvier 1982, page XIV.
- (2) *Guide des recherches dans les fonds d'archives de l'ancien régime*, par Gabrielle Viar-Berrogain, Paris, Imprimerie nationale, 1958.
- (3) Cours Clemenceau, tél. : (33) 62-31-88, Série C.
- (4) Château de Vincennes, Pavillon du roi, 94300 Vincennes.
- (5) Voir en particulier l'*État général des fonds des Archives nationales et le Guide des recherches sur l'histoire des familles* (le *Monde Dimanche* des 15-3-1981, page XVIII, et 20-12-1981, page XIV).

POESIE

Michel Deguy

Michel Deguy est né en 1930 à Paris. Professeur à l'université Paris VIII, il est membre du comité de lecture des Éditions Gallimard, participe aux revues *Critique*, *Le Temps de la réflexion* et dirige la revue *Poésies* (Belin). Il a notamment publié *Reliefs* (Éditions d'Atelier) et *Figurations*, *Tombeau de du Bellay*, *Donnant donnant*, *La Machine matrimoniale de Marivaux* (Gallimard). Michel Deguy mêle le poétique et le philosophique, il joue de leur cassure réciproque. Chez lui, tout est présent simultanément, mais, dans ce chaos, les collisions de noms propres, de références, sont autant d'indices à reconstituer.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Gisants

INGRÉDIENTS

S'appellera gisant : mouvement perpétuel. Comprendra : dédicace, ingrédients, gisants, les récits, la fabrique, les lettres, citations...

MOUVEMENT PERPÉTUEL

« Je vais mourir, adieu ! », ainsi courrait la silhouette de femme jeune de dos dans le film, rattrapée, arrêtée une seconde par la main de musique croissante, mais s'arrachant vers la mort qu'elle fuit. Je vous ai précédés, escortez-moi ! Non ! Ne nous quitte pas ! Ne tombe pas dans l'abîme extérieur... Plusieurs ensemble à descendre aux enfers s'accrochant aux racines sur la pente de la voix, complorant la disparition, la ravin, voici le chant qu'ils entendaient, frein de joudre : le thème célébrait la dilution du moment de mourir qu'il repassait au ralenti. Quelle horreur ? L'horreur de cet unique laps de n'en pas revenir. Le requiem répétait cet augment de stupeur de l'impartageable, partagé par lui le mourant et nous la pompe qui le retenons, l'accompagnons, le refusons à la mort.

LES RÉCITS

Brait là-bas peut-être un âne - un bruit. - Impartit -, lâche le livre étrangement. Du vent tourne comme une pâtissière. La mort accroche des enfants : à son portemachoirs. Arrime il est entre la vie et la mort. Il est là où l'indifférence a crié, le deuil a rétréci, et l'amour juré se reporte. Le pan de la benne décharge sous la polaire. Le jour ne dicte pas sa loi au sommeil. Partout cependant le voisinage est menacé.

GISANTS

Et en même temps une sorte de paix comme un sermon sur la terre des béatitudes américaines en jazz par une jeune femme qui tourne des yeux, tombait des relais géostationnaires et l'éternité avait pris la voix des complaintes noctambules qui parlent d'amour aux transistors des Afghans, des Uzbekes, des Guiniens, et beaucoup étaient libres, libres, libres...

— Avez-vous quelque chose à déclarer ?

— Non, rien d'autre que cet amour, et même les chansons stridentes et gavées regorgent de ce lait. La nuit est une salle d'attente.

Ils s'étendraient sur la banquette vide comme à la veille d'un voyage, ses oreilles emplies comme d'un patient autistique, pour que pas un pas, de la 41^e à la 79^e rue, ne fût privé de cette voix, cette voix...

JEUX

Sous le signe du pharaon

BERNARD SPITZ

SUIVANT de peu au palmarès mondial le Scrabble et le Monopoly, le Master Mind a ouvert depuis dix ans la voie aux innombrables jeux de logique qui font aujourd'hui recette.

Le succès n'est pourtant pas venu tout de suite. L'histoire commence quelque part en Israël lorsqu'un émigré roumain, M. Marco Meirovitz, ingénieur de son état, décide de renouveler les méthodes pédagogiques en vigueur en introduisant le jeu dans les salles de classe. L'expérience tourne court, notamment en raison du scepticisme des enseignants. Mais M. Marco Meirovitz vient d'inventer un jeu qui remettra en cause quelques principes solidement établis dans les grandes entreprises du secteur.

Après avoir déposé des brevets un peu partout, il les confie à un homme d'affaires qui parcourt le monde à la recherche d'un éditeur. Mais, faute d'une bonne analyse commerciale, les choses s'engagent mal. Produit finalement en France à partir de 1972 sous le vocable passablement naïf de « Le plus malin », le jeu réalise des ventes honorables, sans plus : une dizaine de milliers d'exemplaires par an. Le démar-

rage ne se produit vraiment qu'en 1974, lorsque les stratégies de la « segmentation » modifient leurs cibles. Ce ne sont plus les enfants mais les adultes qui deviennent la clientèle en puissance. La présentation s'affine, le conditionnement est plus sobre et le titre change : Le plus malin est mort, vive le Master Mind !

Le jeu, de simple divertissement, se présente alors comme un exercice subtil, réservé à une élite intellectuelle et sociale, comme en témoigne, dès les premières versions, l'apparition sur la boîte d'un jeune loup, bientôt relayé à l'étranger par d'agui-chantes jeunes filles tenant compagnie à des mâles grisonnants ou à de doctes vieillards. Mystères du marketing...

Champion du monde

Mais le succès est foudroyant ! Plusieurs centaines de milliers d'exemplaires dès la première année, plus de 35 millions de coffrets vendus à ce jour. Qui aurait pensé qu'il y eût de par le monde autant d'amateurs passionnés par la recherche de la bonne combinaison de quatre ou cinq éléments choisis chacun parmi les huit couleurs proposées ? (Ce qui laisse au total 4 096 combinaisons possibles dans le premier cas et plus de 59 000 dans le second.)

Le dernier championnat du monde, qui s'est déroulé il y a quelques semaines en Égypte, a témoigné de la popularité du jeu et a permis de mesurer tout ce qui différencie le simple amateur du joueur de compétition. Ils étaient douze candidats, venus de dix pays pour se disputer le titre mondial au bord du Nil, assez représentatifs du profil-type du joueur de Master Mind : moins de trente ans, souvent étudiant.

Le tenant du titre, l'Anglais John Sergeant, lui-même étudiant en mathématiques, s'était entraîné en disputant des « simulacres », tel un champion d'échecs. D'autres avaient préféré des méthodes plus scientifiques. Ainsi le candidat italien, inséparable de ses notes, établissant des statistiques sur les couleurs choisies par ses adversaires.

Les éliminatoires se déroulaient dans les salons au charme un peu poussif et poussiéreux du Winter Palace, jadis célèbre pour avoir inspiré à Agatha Christie les lieux de son livre *Mort sur le Nil*. On n'en alla pas jusque-là, encore que les spasmes émis par le candidat canadien au début de chaque épreuve ne laissèrent pas d'inquiéter. Mais, à vrai dire, la qualité de sa prestation ne justifiait pas son empoisonnement par quelque adversaire machiavélique. C'est donc sans suspense, que les

quatre meilleurs concurrents rallièrent la finale.

Deux types de stratégies s'affrontèrent à l'occasion de ce premier tour. Celle des « cérébraux » consistait à se concentrer uniquement sur le jeu pour gagner les précieuses secondes qui pouvaient décider de la victoire ; celle des « intuitifs » mettait, en revanche, l'insistance sur les facteurs semi-rationnels. Le futur vainqueur expliquait ainsi qu'il avait remarqué que le joueur français évitait systématiquement les couleurs du drapeau national.

L'ambiance des parties tranchait avec l'atmosphère habituelle des manifestations de ce genre : pas de négociations enflammées, de commentaires à chaud ou d'interventions intempestives. Peu spectaculaires, les affrontements faisaient autant intervenir la capacité logique et la rapidité d'esprit que le *self control*. Celui-ci est, en effet, une vertu indispensable lorsque les marques blanches s'accumulent — indice que les couleurs proposées sont justes, mais qu'elles ne figurent pas aux bons emplacements — ou lorsque les marques noires — les bonnes couleurs bien placées — se font moins nombreuses au fil des coups.

Le plus impressionnant, en définitive, fut bien la finale qui se déroula au cœur du temple de Louxor. Ce qui pour nos organisateurs de faire preuve d'un enthousiasme pathétique dans leurs communiqués à la presse : « ...Et comment trouver un cadre plus dramatique pour ces dernières parties si importantes ? Ici dans la cour de Ramsès II sera couronné le champion du monde de Master Mind, surveillé par la statue gigantesque du pharaon... ». Le pharaon a tenu très bon. Mais sa malédiction a, semble-t-il, frappé le représentant français, Michel Cordier, finalement troisième derrière le re-

présentant de Singapour et l'inévitable John Sergeant, une nouvelle fois vainqueur.

Campagne commerciale

Le but — avoué — de cette compétition était de servir de point d'orgue à une grande campagne commerciale destinée à promouvoir le Master Mind en France, comme dans les autres pays à travers ses nombreuses versions. En effet, le coffret de base a donné naissance à toute une série de produits dérivés, depuis le Master Mind électronique qui permet de jouer seul contre la machine, au Master Mind Disney, destiné aux champions en herbe, où les pions de couleurs sont remplacés par des personnages de bande dessinée. On peut également citer le mini Master Mind, modèle simplifié qui peut tenir dans la poche et l'hyper Master Mind qui offre la version

la plus complexe. Suivant les pays, la gamme s'étend plus ou moins. Ainsi les Anglais commercialisent en outre un Master Mind des mots et des nombres où chiffres et lettres remplacent les couleurs, et même un Master Mind supersonique et électronique. On remarque qu'aucun modèle à propulsion nucléaire n'est encore disponible sur le marché.

Voilà néanmoins de quoi agrandir le cercle déjà imposant des pratiquants : plus de 200 millions dans quelque soixante-dix pays. Il ne restait plus qu'à écrire un ouvrage de perfectionnement à leur intention. C'est chose faite grâce à M. Marco Meirovitz lui-même (1). Preuve qu'on peut tout à la fois être un créateur consciencieux et un homme d'affaires avisé.

(1) Le Master Mind en dix leçons, par Marco Meirovitz et Jean Tricot.

ACTUELLES

En deux

« En Gaule, non seulement dans chaque ville, chaque canton, chaque petit pays, mais même pour ainsi dire dans chaque maison, on est partagé en partis rivaux. Les personnalités qu'on estime posséder la plus haute autorité sont les chefs de ces partis : c'est à eux qu'appartient l'arbitrage et le jugement en dernier ressort dans toutes les entreprises et dans toutes les délibérations. L'institution est apparemment de toute antiquité ; elle semble avoir pour but de fournir, à chacun, protection contre plus puissant que lui, car le chef de parti ne souffre ni violence ni abus envers les siens, et, s'il en agissait autrement, il n'aurait plus aucun crédit à leurs yeux. Le même système existe dans l'ensemble de la Gaule : c'est toute la population qui y est divisée en deux partis. »

Et qui donc dit (ailleurs) de nos chers ancêtres en ix qu'ils raffolent du changement, qu'ils sont prompts à se décourager et ne supportent pas les revers ? Jules César, bien entendu. (*Guerre des Gaules*, livre VI, chapitre II, an 51 avant J.-C.)

JEAN GUICHARD-MEILL.

ACTUALITE DU DISQUE

Classique

Pour le 250^e anniversaire de Haydn

Depuis quinze ans, Joseph Haydn est un des compositeurs les plus enregistrés, et on a vu se multiplier les intégrales. Son 250^e anniversaire — il est né le 31 mars 1732 — est une occasion d'attirer l'attention sur certaines parutions ou rééditions récentes.

Dans le domaine religieux, on a rarement égalé les disques de Simon Preston dirigeant l'Academy of Ancient Music et des chanteuses comme Judith Nelson et Emma Kirkby dans les cinq premières messes : *Missa Sancti Nicolai* de 1772 et *Missa in fa* de 1749 (Oiseau-Lyre, DSDO 538), *Missa avec solo d'orgue* de 1769 (Oiseau-Lyre, DSDO 563), *Missa Sanctae Cecelias* de 1766 et *Missa in sol* de 1748 (2 disques Oiseau-Lyre, DSDO 583/4). Les œuvres vont de la « missa bravis » de huit minutes à la « messe-cantata » de plus d'une heure, et, en cette année jubilaire, on attend de ces interprètes inspirés qu'ils nous donnent également des inédits discographiques comme le premier *Salve Regina* ou le premier *Te Deum*.

Le jeune Quatuor Orlando, fondé en 1976, a réussi un coup de maître avec son second disque, consacré aux deux *Quatuors à cordes*, op. 54, n° 1 et 2 (1788), tout récemment couronné par l'académie Charles-Cros. De la musique, cette version engagée ne masque aucune audace, en particulier dans l'étrange op. 54 n° 2 (Philips, 9500.998). Par des voies différentes, le Quatuor de Tokyo atteint, lui aussi, des sommets dans les six *Quatuors* op. 76 (1797), qui comprennent « l'Empereur » et « les Quintes » : conception dramatique, rude mais sans brutalité, large et profonde quand il le faut (3 disques C.B.S., 79.339).

Avec la trilogie de 1761 (*Symphonies* n° 6, « le Marin », n° 7, « le Midi » et n° 8, « le Soir »), Neville Martin et l'Academy of St-Martin-in-the-Fields entament leur troisième série de symphonies à titre : il est bon de disposer dans les meilleures conditions, et en un seul disque isolé, de ces partitions hautement colorées (Philips, 6514.076). Enfin, il ne faut pas manquer la réédition des trois *Sonates* pour clavier n° 31, 32 et 62 (n° 46, 44 et 52 dans

l'ancienne classification) telles que les a gravées la grande Lili Kraus (EMI Références, 051.73088).

MARC VIGNAL.

Le Miserere de Delalande

A demi convaincant dans les *Vêpres* de Monteverdi, Jean-Claude Malgoire se rachète brillamment dans ce monument de notre école lous-quatorzième. Les interprètes sollicitent ici moins l'aspect monumental que le frémissement intérieur, la ferveur et la pudeur des mots qui se cachent sous les notes. Au gré d'une approche accordée aux exigences de la muséologie la plus actuelle, Malgoire nous donne la mesure exacte d'un chef-d'œuvre moins « versailais » qu'il n'y paraît, où une heureuse couleur italienne dramatise un discours aux justes accents homo-

phones dans les chœurs rythmés à l'ancienne (*Ut justitiora*). Avec la complicité de l'excellente chorale Arpèges, de Bordeaux, et de solistes inattaquables quant au style et à l'expression, Malgoire court droit à la vérité d'une musique qui ne demande qu'à respirer aux visions composées de la tradition, pour nous dire l'angoisse existentielle de l'homme et aussi sa foi d'éternité (C.B.S. 74042).

ROGER TELLART.

Clementi par Maria Tijo

Qui n'a pas eu la chance de découvrir au Théâtre des Champs-Élysées l'étoile nouvelle du piano italien, Maria Tijo, devra se contenter de deviner un talent assez exceptionnel à travers son intégrale démesurée des œuvres de Muzio Clementi. Curieuse expé-

rience et maigre butin, car la musique du fameux pédagogue (1752-1832), d'une parfaite élégance, fait tout de même pâle figure auprès des grands classiques contemporains, de Haydn à Schubert. On espère toujours le miracle, mais la vivacité et le charme, la qualité étincelante de l'écriture se diluent inéluctablement dans la fadeur de la pensée.

Pourtant, au-dessus de ces plats paysages, on voit scintiller au loin le génie de Mozart, de Schubert, de Schumann, que nous promettons les doigts de Maria Tijo, dont le jeu vif, plein d'enchantements et de profondeur, aux accents expressifs si justes, tente en vain d'arracher des secrets à cette musique qui n'a que de séduisantes apparences (vol. II : six *Sonates*, op. 8 et 9, et deux *Caprices en forme de sonates*, op. 47 ; 3 disques Eurodisc-Italia, 70074).

JACQUES LONCHAMPT.

Trois « Neuvième » de Schubert

Que faire quand on reçoit en même temps trois admirables enregistrements de la Neuvième Sym-

phonie en ut, de Schubert, sinon les recommander au hasard des affinités de chacun ? L'interprétation de Josef Krips avec l'Orchestre symphonique de Londres (Decca, 592057) date de 1953 ; elle rayonne de lumière, légère, subtile, viennoise comme une forêt de printemps, avec l'allégresse d'un jeune homme qui ne peut savoir qu'il va mourir. Celle d'Otto Klemperer, de 1961, avec le Philharmonia de Londres (EMI, DSD-00527) n'a pas la même grâce, mais cette grandeur et ce mystère inséparables d'un chef qui semble toujours côtoyer les gouffres métaphysiques et déploie l'étoffe d'un Schubert beethovenien et visionnaire. Celle de Karl Böhm, réalisée en 1979 au cours d'un concert avec la Staatskapelle de Dresde (DG, 2531352), paraît plus « saxonne » comme il se doit, très impérieuse, très pensée, un peu raide, avec, cependant, de profonds accents allés à des épisodes d'une fraîcheur naïve indéniablement schubertienne.

Mais je garde une tendresse particulière pour le divin naturel de Krips. Et n'oubliez pas Furtwängler (DG, 2535.808) !

J. L.

Rock Variétés

THE FUN BOY THREE

Comme leur nom l'indique, les Fun Boy Three sont trois : deux Noirs, un Blanc qu'on a connus champions du ska en Angleterre avec les Specials. De la Jamaïque à l'Afrique, il n'y avait qu'un pas symbolique qu'ils ont franchi allégrement. Ce premier album est à n'en pas douter l'une des créations anglaises les plus étonnantes et originales de ces derniers mois.

Si l'on est quelque peu désorienté à première écoute par la singularité des thèmes et leur exécution, une fois les harmonies assimilées, on est conquis par la richesse de leurs résonances. De toute évidence, ces garçons ont un sens hautement développé de l'adaptation. Mélange de musiques ethniques abordées avec un esprit occidental sur un format chanson, les compositions sont fortement marquées par des rythmes tribaux qui prennent racine en Afrique et dans les îles. Les mélodies sont essentiellement destinées pour les voix qui, à la manière de chants incantatoires, évoluent en mélodies sur un toilettage de percussions on toisonnement de percussions en perpétuels mouvements. Des pulsions chargées et profondes parfois aérées par des cuivres frustes et détonnants, un piano dissonant ou des riffs de guitare en saccades.

Les Bananarama ont prêté sur quelques morceaux leurs voix féminines pour ajouter à l'exotisme d'un album qui sort résolument des sentiers battus et dont la pochette, conçue sur le modèle des affiches de films américains de série B dans les années 40, laisse deviner un humour savoureux quant à l'image du groupe. Car on ne s'appelle pas les Fun Boy Three pour rien. (R.C.A., C.H.R. 1383).

THIRD WORLD

« You've Got The Power » Depuis deux ans, le reggae traverse une période difficile. De façon plutôt méseignée et surtout stupide, après la mort de Bob Marley, on a guetté son successeur comme si, tout à coup, les héros pouvaient se fabriquer à

coups de marketing. De façon générale, lorsque ce n'est pas Stevie Wonder qui le pratique, le marché américain restant imperméable au reggae, les compagnies discographiques ont adopté une politique d'attente. Embargo mis sur les nouveaux groupes, restent quelques têtes d'affiche parmi lesquelles Toots and the Maytals, Peter Tosh, Third World.

Dans une certaine mesure, Third World est un cas particulier appartenant à la bourgeoisie de Kingston, les musiciens ont fait leurs études en Angleterre et aux États-Unis, où ils ont été en contact direct avec la musique occidentale. Faisant suite à deux albums un peu trop dispersés dans les échos et qui privilégiaient la technique à défaut des compositions, ce nouveau 33 tours retrouve en partie l'inspiration des premiers enregistrements, les différents éléments qui faisaient leur force et leur beauté. Les mélodies ont en effet regagné leur éclat, cette limpidité magique au caractère universel, ces climats chaleureux enluminés de voix satiniées et éthérées à l'unisson. A la manière de Bob Marley, il existe dans la musique de Third World une symbiose parfaite du reggae et du rock avec une tendance de plus en plus marquée pour le funk. C'est ici d'autant plus sensible sur les deux morceaux qui ont été produits, écrits et joués avec Stevie Wonder.

Evidemment les puristes continueront de boudier Third World, mais les autres, les amateurs de musique joliment chaloupée, auraient tort de boudier leur plaisir. (C.B.S., 85563).

ALAIN WAIS.

The Secret Policeman's Concert

Le cinquième album — événement que le rock organise depuis plus de quinze ans en vue d'un hommage ou au profit d'un peuple ou d'une organisation — ici, Amnesty International. Enregistré au Théâtre Royal de Londres en 1981, ce disque, outre Phil Collins (qui chante deux

titres), Sting (deux titres), Bob Geldof et Johnny Fingers (un titre), marque la réapparition de Donovan (*The Universal Soldier* et *Catch the Wind*) et le retour de deux des plus grands guitaristes de rock : Jeff Beck et Eric Clapton réunis pour trois titres. Tous les musiciens de ce gala exceptionnel attaquent enfin *I shall be released*, de Bob Dylan (33 t. Island records). Dist. Phonogram 6313971.

Les cinglés du music-hall de Jean-Christophe Averty

Prolongement de son émission de France-Inter, ce coffret de dix albums se présente un peu comme une sorte de petit musée imaginaire du music-hall. Il contient de nouvelles rééditions de Maurice Chevalier, d'Albade Bruneau (*le Chat noir*) de Fragon, Rogers et d'autres chanteurs aujourd'hui oubliés.

Outre les noms déjà cités, le générique de ce musée imaginaire est impressionnant dans son genre. En vrac, citons : Charles Trenet, Mistinguett, Jean Sablon, Ray Ventura, Edith Piaf, Georges Milton, Joséphine Baker, Lys Gauty, Marie Dubas, Gérard, Tino Rossi, Suzy Solidor, Georges Bonna, Gilbert Bécaud, André Claveau, Jean Lumière, Fernand, Django Reinhardt, Réda Caire, Albert, Lilian Harvey, Maurice André, Dany, Suzy Delair, René-Louis Lafforgue, Albert Préjean, Georges Ulmer, Bach, Annie Cordy, Lucienne Boyer, Marie Bizet, Johnny Hess. Un document sur la chanson française du premier demi-siècle. (Coffret de dix albums Pathé-Marconi Sélection du Reader's Digest).

Rachid Bahri : oiseau migrateur

A l'évidence, Rachid Bahri, né il y a trente-deux ans dans le quartier populaire de Belcourt, à Alger, a une belle voix de blues, de bonnes pulsations, une force et une énergie naturelles. Il lui manque cependant encore la chance de rencontrer des chansons qui font totalement corps avec lui, qui le propulsent dans le public avec un vrai climat, voire une image. Ce qui suppose chez lui une révision de ses orchestrations — trop fabriquées — et de certains de ses textes. (33 t.S.P.I. Milan, A 150139).

CLAUDE FLÉOUTER

TROIS GUITARISTES

JIMMY GOURLEY :

« No More »

Un disque qui respire le bonheur. Comme si les retrouvailles avec une rythmique américaine avaient galvanisé Jimmy Gourley, depuis longtemps établi à Paris. Peut-être est-ce simplement le plaisir de pouvoir plaisanter dans sa langue avec les musiciens entre les prises, qui transparaît tout au long de cette session inspirée.

Mais soyons francs : Jimmy Gourley a eu parfois en France de bonnes rythmiques ; jamais il n'en a eu d'aussi « swingantes » que celle-ci, empruntée un après-midi de juillet 1981 à Stan Getz : Lou Levy au piano, plus volubile, nerveux et musclé qu'il ne le fut à l'époque du West Coast. Mark Johnson à la contrebasse, « drivant » avec une étonnante autorité pour un si jeune homme ; Victor Lewis à la batterie, éblouissant de finesse et de « punch », font donner au guitariste le meilleur de lui-même. La contribution de Stan Getz, dissimulée sous le pseudonyme de DJJ Berry, dans la plage finale de chacune des deux faces, est plus qu'un témoignage d'amitié : le rappel que Jimmy Gourley est de la classe des plus grands. (Musica Records 3034, distr. Musica.)

Jazz

EMILY REMLER :

« Firefly »

Vingt-quatre ans, guitariste, Emily Remler, comme sa compatriote Jane Ira Bloom au saxophone, se soude moins d'innover que de prolonger avec chaleur un jazz sensible et vigoureux qui atteignit son apogée vers 1960. Elle s'inspire de Kenny Burrell et, surtout, de Wes Montgomery, dont elle reprend les longues phrases sinuées jouées sur deux cordes à l'octave, avec le gras du pouce. Par moments, on s'y tromperait, si le phrasé était plus net, par exemple sur le thème de Wes Montgomery, *Movin' Along*.

Un heureux choix de compositions, comme *Strollin'*, de Horace Silver et *Inception*, de McCoy Tyner, fait de ce premier disque une jolte réussite, sans surprise. L'impeccable élégance, l'affinité à toute épreuve de la rythmique (Hank Jones, Bob Maize, Jake Hanna), obligent à reconnaître, à la fois déçu et content : « Voilà du bon jazz de tous les jours. Rien de moins, rien de plus. » (Concord CJ-162, distr. DAM.)

LARRY CARLTON :

« Sleepwalk »

Une décapotable qui file sur la route, au bord du Pacifique. Le soleil qui rougeoie avant de se fondre dans la mer. La main tiède d'une fille posée sur votre nuque, au bout d'un long bras nu, et ses cheveux blonds qui caressent l'air autour d'elle, le vent chaud, la cuir, la peau ambrée, la parfum léger. La Californie, quoi.

Larry Carlton est Californien, il joue du jazz californien, c'est-à-dire pop, enregistre dans les studios californiens, les plus sophistiqués du monde. Il est guitariste, excellent, sa musique se situe quelque part entre Steely Dan et Joe Sample.

Une musique parfaitement frivole et ordinairement séduisante, qui s'oublie aussitôt entendue, mais qui donne sur le moment ce plaisir béat et bête qu'on a au cinéma à voir une décapotable filer au bord de l'océan, la soleil qui rougeoie, une longue file tiède, des cheveux blonds qui sentent l'ambre dans le vent, la Californie... (Warner Bros Records 56 974, distr. WEA.)

MICHEL CONTAT.

PIERRE BOULEZ STRAVINSKY

L'HISTOIRE DU SOLDAT
PULCINELLA
LE CHANT DU ROSSIGNOL...

Coffret de 3 disques ou 3 albums séparés (également disponibles en cassettes)



Pilote

+ DE B.D. + DE COULEURS + DE MAGAZINE

Notre homme de confiance

par SIEGFRIED LENZ

SOBRY. — Au moment des adieux dans la rédaction, devant tous les collègues rassemblés autour de moi, leur verre de schnaps à la main, le rédacteur en chef crut devoir énumérer encore une fois les qualités qui, à son avis, me désignaient pour le poste de correspondant étranger à Stockholm. D'une voix entrecoupée, comme d'habitude, il évoqua mon urbanité et ma formation à l'Institut d'Etat du journalisme, il rappela les deux prix que j'avais reçus, il loua en souriant, presque avec indulgence, mon aptitude à écrire sur mesure, juste le nombre de lignes désiré, puis insista d'un air pénétré sur ma loyauté envers la société, et sur le discernement infailible qui me permettait de démêler tout naturellement l'écheveau confus des événements, et pour finir il vanta ma fidélité au-dessus de tout soupçon qui permettrait de m'envoyer n'importe où à l'étranger. Mais il omit de rappeler que mon prédécesseur était passé à l'Ouest et avait décidé de rester en Suède.

Pendant ce discours d'adieux, je n'eus pas à soutenir les regards de mes collègues, ils avaient tous baissé les yeux ; et, après son allocution, je me contentai de leur jeter un bref regard en vidant d'un trait mon verre de schnaps de maïs, notre boisson nationale, qu'on boit glacée et qui soigne plus d'une maladie, pas seulement les dépressions. Poignées de main silencieuses, clin d'œil plus ou moins complices. Quelques embrassades chaleureuses, d'autres seulement esquissées. Les adieux officiels étaient terminés. Le rédacteur me posa le bras sur les épaules d'un air méditatif, m'emmena dans son bureau et me remit le passeport, puis, non sans quelque hésitation, une enveloppe pleine de devises, celles des pays que je devais traverser sur la route de Stockholm. Il allait sortir deux petits verres lorsque Barato, un collègue et ami avec lequel j'avais passé les examens de l'Institut de journalisme, frappa à la porte ; il s'offrait pour m'aider à faire mes bagages.

BARATO. — Avant que je l'aide à faire ses bagages, nous avons sorti l'auto de Sobry de l'atelier, une vieille Citroën, modèle 34 — une appellation que justifiait au moins la carrosserie ; car sous le capot on avait rafistolé le moteur avec des pièces récupérées sur différents modèles des quatre dernières décennies. Le klaxon, par exemple, provenait d'une antique Jaguar ; il terrifiait tous les automobilistes avec le lugubre son de trompe qui, dans la chasse au renard, annonce la mort d'une bête. Sobry tenait absolument à faire le voyage de Stockholm dans cette auto.

Pendant le trajet jusqu'à son appartement — il habitait un immeuble neuf de couleur ocre — je ne remarquai chez lui ni satisfaction ni excitation particulières, tout au plus, si je devais le caractériser, une sorte de parti pris de nonchalance. Nous avons fait ses bagages sous les yeux de la femme dont il avait divorcé, je veux dire sous la photographie de son ancienne femme, posée sur un rayon de la bibliothèque, dans un cadre incrusté de coquillages ; un visage net et large, une raie stricte sur le crâne.

Puis nous avons porté ses valises jusqu'à l'auto, sans un mot. Avant la dernière embrassade, je lui ai dit que de toute façon j'entendrais sa voix tous les jours, quand il téléphonerait à l'heure de la grande conférence de rédaction. « Compte là-dessus », a-t-il répondu.

SOBRY. — J'ai observé Barato dans mon rétroviseur et vu qu'il avait cessé de me faire signe avant même que j'aie en-

tamé la côte. Pendant un bon moment, j'ai roulé au milieu d'un convoi militaire, les soldats me regardaient du haut de leurs camions d'un oeil morne, parfois hostile, et je sentais qu'ils m'envenimaient, qu'ils songeaient spontanément à des destinations pour lesquelles ils auraient aimé eux aussi partir au volant d'une voiture ; aussi ai-je préféré quitter la route et descendre vers un village assoupi où habite un de mes anciens professeurs.

Nous nous rencontrons rarement, mais j'estimais devoir lui rendre visite au moment de partir pour Stockholm, une visite d'adieu. Curieusement, il ne parut surpris ni par ma visite ni par la nouvelle que je lui apportais ; comme si de rien n'était, il posa le sécateur avec lequel il taillait ses cerisiers, dénoua son tablier, apporta du lait et des pâtisseries, puis me tint la conversation.

J'espérais qu'il s'attribuerait au moins ironiquement une partie du mérite de ma nouvelle nomination. Mais il ne dit rien de tel. Il ne me demanda même pas de lui envoyer une carte postale, et quand je lui en promis une, tout de même, il se leva sans un mot pour donner un morceau de gâteau à son mulet, qui passait la tête par la fenêtre ouverte sur le jardin. Je ne sais pourquoi, il parut soulagé de me voir partir.

BARATO. — Derrière le bureau de Sobry à la rédaction centrale, qui m'a naturellement été attribué après son départ, pendait une carte d'Europe sur laquelle il avait dessiné d'un trait fin, visible seulement sous une lumière frissante, le trajet qu'il comptait suivre jusqu'à Stockholm. Tous les matins, je regardais la carte, je le suivais à la trace, je le voyais régler ses notes d'hôtel, s'arrêter aux stations-service, franchir des frontières, et involontairement je me mis à lui fixer des étapes. Il était convenu qu'il donnerait son premier coup de fil pendant la grande conférence de rédaction du vendredi. Moi qui calculais chaque jour sa progression, je comptais bien qu'il appellerait dès jeudi pour confirmer son arrivée.

De tous les collègues, seul le chef du service « étranger » — demanda des nouvelles de Sobry ; plusieurs fois, il voulut savoir si j'avais reçu un signe de vie de lui, mais sans insistance ni inquiétude, plutôt par une sorte de politesse automatique. Une fois, il dit : « Son silence devrait, au fond, nous rassurer ; ce sont les mauvaises nouvelles qui arrivent le plus vite. Et puis votre ami est un homme de toute confiance. »

SOBRY. — Si je n'avais pas raté le dernier ferry hier soir, je serais arrivé à Stockholm dès jeudi. J'ai pris une chambre dans un hôtel sur le port, et après un dîner exceptionnellement bourratif, j'ai écrit deux cartes postales, l'une à Barato, l'autre à mon ancienne femme ; si elles ne sont jamais arrivées, c'est sûrement parce que, l'esprit embrumé par la bière et l'eau-de-vie couleur miel, je les ai glissées dans la « boîte à réclamations » de l'hôtel, que j'avais prise pour une boîte aux lettres.

Le lendemain, j'avais une forte migraine. J'ai pris le premier ferry et, pendant toute la traversée, je suis resté sur le pont, fouetté et massé par le vent marin, sans aucune envie de toucher au buffet froid trop

nourrissant. Quelques marins ont poussé ma voiture pour m'aider à redémarrer ; je suis passé devant un douanier absorbé dans son journal, j'ai traversé une ville couleur lie-de-vin plantée de bouleaux, et je me suis senti mieux, plein d'un nouvel optimisme, lorsque j'ai atteint la région des forêts.

Sur un chemin de terre en pente raide, je m'aperçus soudain que mes freins lâchaient, je changeai de vitesse, songeai un instant à entrer dans le talus éboulé où pointaient quelques racines, mais, comme je n'avais croisé aucune voiture depuis longtemps, je crus pouvoir prendre l'étroit pont de bois après lequel commençait une montée. J'allais atteindre le pont lorsque deux chèvres sortirent du bois et sautèrent sur la route, des chèvres de montagne à longs poils, qui avaient, en se battant, emmêlé leurs cornes et n'arrivaient plus à se dégager malgré mes terrifiants coups de klaxon.

Le garde-fou du pont de bois se brisa, et je me vis tomber et culbuter, j'imaginai que ma voiture faisait un tonneau, s'accrochait aux branchages et restait suspendue dans un fouillis d'arbres morts. Tout cela, comme je l'ai dit, je le vis en imagination au moment où ma voiture quitta la route et plongea par-dessus le pont — je n'ai senti, vraiment senti, qu'un choc indistinct.

BARATO. — Le premier qui nous appela pendant la grande conférence de rédaction du vendredi, que nous appelions « conférence olives » parce que nous y discutions des thèmes d'actualité prévus pour la semaine suivante en grignotant des olives arrosées de vin, le premier à se manifester fut notre correspondant à Zurich ; puis vinrent les suggestions de nos bureaux de Paris et de Londres. Un haut-parleur transmettait les voix des correspondants étrangers, de sorte que chacun pouvait suivre l'intégralité de leurs dialogues avec le rédacteur en chef. Aucun des correspondants n'avait oublié de souhaiter un bon anniversaire au rédacteur en chef ; il n'était pas sans intérêt de comparer et d'interpréter les formules de compliment qu'ils ajoutaient respectueusement à la fin de leurs rapports.

Mais Stockholm se faisait toujours attendre, bien que la réunion se fût prolongée plus longtemps que d'ordinaire, le temps de boire quelques bouteilles du meilleur vin à la santé du patron. Avant de partir, celui-ci me pria de téléphoner de mon bureau à Stockholm. On n'avait pas encore vu Sobry, il n'était même pas arrivé à son appartement ; il n'avait pas non plus téléphoné une seule fois pendant son voyage, m'expliqua

la secrétaire, déconcertée. Je sentis son inquiétude, une inquiétude bien explicable : elle n'avait pas encore entièrement surmonté les conflits qui l'agitaient depuis que le prédécesseur de Sobry avait jugé bon de passer à l'Ouest. Consternée, elle me confia qu'elle venait d'interroger la police suédoise, qui n'avait rien pu lui dire, car les rapports détaillés d'accidents n'arrivaient que dans la soirée.

SOBRY. — Je vis d'abord un jeune garçon, assis immobile sur un tabouret ; il n'avait pas encore senti que je m'étais réveillé, son regard fixait par la porte ouverte une colline boisée, parsemée de pierraille grise. Quand je remuai, il se tourna brusquement, puis se leva et disparut en courant — comme si mon gardien aux pieds nus avait eu pour mission d'annoncer sur-le-champ mon réveil. Et quelques instants après, un vieil homme maigre entra dans la pièce, se pencha sur mon lit, m'observa longuement d'un air méfiant, sans répondre à mon sourire, sans même l'apercevoir. Il vérifia mes pansements sur la tête et sur la poitrine, il me montra d'un geste sec un globelet de thé qu'il m'invitait à boire, il écouta mes remerciements avec indifférence, je me demandai même s'il me comprenait. Je demandai si je pouvais téléphoner et il me fit comprendre d'un geste résolu qu'il n'en était pas question, désignant les murs de bois au-dessus de la porte : allez trouver un téléphone dans cette solitude.

BARATO. — Après la conférence du lundi (à nouveau nous avions attendu en vain l'appel de notre correspondant à Stockholm), le rédacteur en chef me fit venir dans son bureau pour m'avouer sa déception, et même son amertume. Il rappela que c'était moi qui m'étais porté garant de Sobry et, sans formuler explicitement le point de vue que nous partagions tous, il me demanda seulement : « Vous le croyez capable de ça ? » Je ne l'en croyais pas capable, mais je me contentai de répondre : « Laissons-lui encore un peu de temps ». À quoi le rédacteur en chef rétorqua : « Je vois les ennemis venir, Barato, je sens que ça recommence ! On ne peut apparemment plus faire confiance à personne ! »

SOBRY. — Lorsque je demandai d'envoyer un télégramme à Stockholm, le vieil homme me fit comprendre dans un suédois simplifié que le bureau de poste était vraiment trop éloigné et qu'il ne pouvait pas envoyer quelqu'un exprès pour cela. Quant au médecin, qui habitait lui aussi à

100 lieues, il ne jugeait plus nécessaire de le faire, car il pouvait constater de ses propres yeux que j'allais déjà nettement mieux. Sans laisser paraître de regrets excessifs, il m'expliqua que ma voiture, qui était d'abord restée accrochée dans les branchages, gisait maintenant au fond du ravin et qu'il ne fallait pas songer à la sortir de là ; on avait mis de côté dans la grange tout ce qui avait pu être sauvé de mes bagages.

BARATO. — D'où le chef de service politique tenait-il que Sobry avait vendu juste avant son départ pour Stockholm la maison qu'il avait héritée de ses parents ? Il ne nous précisa pas ses sources. Mais tout le monde s'étonna que Sobry eût vendu à un prix nettement désavantageux, à la hâte semblait-il, acceptant la première offre qui se présentait. Et à peine avions-nous commenté ces informations que le chef du service politique nous apporta une précision étonnante : après la vente au comptant de sa maison, Sobry n'avait même pas ouvert un compte à la Banque nationale. Le silence qui suivit cette nouvelle rendit soudain notre nouveau correspondant à l'étranger terriblement présent parmi nous.

SOBRY. — J'arrivai à les tromper sur mon état en simulant mes premiers pas sous leurs yeux ; je leur donnai si bien le spectacle de ma grande faiblesse qu'ils renoncèrent à fermer ma chambre à clé pour la nuit. Sans disposer d'aucun indice tangible — la présence permanente d'une garde pouvait passer pour une simple marque de sollicitude — j'avais de plus en plus nettement l'impression qu'on me retenait prisonnier. Au moment de prendre la fuite, je résolus de leur envoyer plus tard mes remerciements et de leur faire apporter quelques cadeaux lorsqu'on viendrait chercher mes affaires.

A l'aube, le brouillard enveloppait la forêt sur la colline ; j'ouvris la porte, me tenant aux agueux, je me glissai le long de la grange peinte de couleur rouille ; du haut du talus qui descendait jusqu'au chemin, un troupeau de chèvres de montagne m'observait. Je dus passer le dos courbé devant la maison, je tâtonnai le long d'une clôture et me retrouvai devant un soupirail sale, éclairé par une lampe à pétrole. A l'intérieur, j'aperçus la tête et l'épaule du vieil homme qui dormait sur quelques planches, comme terrassé par la fatigue. Au milieu de la cave se dressait un grand alambic, avec sa cucurbit, son chapiteau, son serpent et son réfrigérant ; d'un tuyau incliné sortait goutte à goutte le précieux liquide ; j'avais découvert la raison de leur soupçonneuse vigilance.

J'eus du mal à descendre jusqu'au chemin à travers les fourrés. Les chèvres m'escortaient, me sautaient dessus lorsque je trébuchais, me taquinaient dès que je m'arrêtais un instant. Un autobus s'arrêta pour me prendre et me conduisit jusqu'au chef-lieu, où je pris le train pour Stockholm.

BARATO. — Du coup, tout le monde y allait de sa révélation, dans le cercle de la conférence olives, chacun se rappelait quelque chose, avait entendu dire ou découvert par hasard un détail qui expliquait le silence de Sobry et justifiait les pires appréhensions. Pour ma part, je n'avais été qu'à moitié surpris d'entendre son vieux maître, rencontré à l'occasion d'un concours public de lectures littéraires, me rappeler les « doutes insidieux » qui tourmentaient Sobry plus qu'aucun autre de ses élèves, doute sur lui-même, doute sur les vérités les plus élémentaires.

(Lire la suite page XII.)



NICOLAS VIAL

ONDE
ANCHE

Washington et l'Europe

Nouvelle croisade

Washington et l'Europe
Nouvelle croisade
Le grand
Jea
Le pou